



National Library of Canada
Collections Development Branch

Canadian Theses on
Microfiche Service

Bibliothèque nationale du Canada
Direction du développement des collections

Service des thèses canadiennes
sur microfiche

NOTICE

The quality of this microfiche is heavily dependent upon the quality of the original thesis submitted for microfilming. Every effort has been made to ensure the highest quality of reproduction possible.

If pages are missing, contact the university which granted the degree.

Some pages may have indistinct print especially if the original pages were typed with a poor typewriter ribbon or if the university sent us a poor photocopy.

Previously copyrighted materials (journal articles, published tests, etc.) are not filmed.

Reproduction in full or in part of this film is governed by the Canadian Copyright Act, R.S.C. 1970, c. C-30. Please read the authorization forms which accompany this thesis.

**THIS DISSERTATION
HAS BEEN MICROFILMED
EXACTLY AS RECEIVED**

AVIS

La qualité de cette microfiche dépend grandement de la qualité de la thèse soumise au microfilmage. Nous avons tout fait pour assurer une qualité supérieure de reproduction.

S'il manque des pages, veuillez communiquer avec l'université qui a conféré le grade.

La qualité d'impression de certaines pages peut laisser à désirer, surtout si les pages originales ont été dactylographiées à l'aide d'un ruban usé ou si l'université nous a fait parvenir une photocopie de mauvaise qualité.

Les documents qui font déjà l'objet d'un droit d'auteur (articles de revue, examens publiés, etc.) ne sont pas microfilmés.

La reproduction, même partielle, de ce microfilm est soumise à la Loi canadienne sur le droit d'auteur, SRC 1970, c. C-30. Veuillez prendre connaissance des formules d'autorisation qui accompagnent cette thèse.

**LA THÈSE A ÉTÉ
MICROFILMÉE TELLE QUE
NOUS L'AVONS RECUE**

L'ADMINISTRATION MERCIER, 1887-1891:

ANATOMIE D'UNE LEGENDE

. par

Pierre Dufour

Thèse présentée à l'Ecole des Etudes
supérieures de l'université d'Ottawa
en vue de l'obtention de la maîtrise
ès arts en histoire

UNIVERSITE D'OTTAWA

Ottawa, Canada, 1980



Pierre Dufour, Ottawa, Canada, 1981

Qu'importe que l'on exagère la noblesse de son caractère et la qualité de ses actes publics? Même si [...] Mercier n'était qu'une légende, il faudrait, disons-le hardiment, il faudrait l'admettre! Le peuple a besoin de légendes [...] L'histoire, sèche et nue, ne lui offre à contempler que des hommes comme les autres, toujours bornés par quelque côté.

Jules Fournier, 5 décembre 1909.

LEGENDE: n.f. (XII^e; lat. médiév. *legenda* "ce qui doit être lu").
Représentation de faits ou de personnages réels, accréditée dans l'opinion, mais déformée, ou amplifiée par l'imagination, la partialité. *La légende de Napoléon.*

* * *

AVANT-PROPOS

Nous tenons à exprimer ici notre vive-reconnaissance à notre directeur de thèse, monsieur Marcel Hamelin, pour les judicieux conseils qu'il nous a prodigués ainsi que pour l'obligeance qu'il nous a manifestée toutes les fois où nous avons eu recours à ses services.

* * *

TABLE des MATIERES

·AVANT-PROPOS.	I
LISTE DES TABLEAUX.	IV
·SIGLES.	V
BIBLIOGRAPHIE	VI
 INTRODUCTION.	 1
CHAPITRE PREMIER	
<i>Genèse d'un-symbole, 1894-1912.</i>	4
CHAPITRE II	
<i>Fixation du symbole "Mercier" dans la mémoire collective, 1912-1940</i>	24
CHAPITRE III	
<i>Mercier dans l'historiographie: le corpus d'analyse</i>	41
Méthode de sélection du corpus d'analyse	42
Délimitation synchronique du corpus d'analyse.	46
Evolution diachronique du corpus historiographique	58
CHAPITRE IV	
<i>Evolution des connaissances historiques portant sur Mercier et son administration</i>	68
CHAPITRE V	
<i>Les représentations de Mercier dans l'historiographie</i>	95
Fondements historiques des représentations de Mercier.	95
Perception de Mercier par les historiens: 1890-1934.	102
Perception de Mercier par les historiens: 1935-1959.	109
Perception de Mercier par les historiens: 1960-1979.	126

BILAN	143
CONCLUSION.	153
PROLOGUE.	160

APPENDICE A

<i>Bilan des connaissances historiques</i>	161
--	-----

APPENDICE B

<i>Liste des auteurs ayant mentionné Mercier dans un écrit à caractère historique.</i>	352
--	-----

LISTE des TABLEAUX

1	Sudivision du corpus d'analyse en genres historiques.	47
2	Répartition des auteurs d'après leur nombre d'écrits.	57
3	Répartition chronologique des écrits historiques mentionnant Mercier, 1890-1979.	60
4	Production, par phase, des divers genres historiques.	62
5	Apparition d'événements inédits dans le discours historiographique	79
6	Apparition de faits inédits dans le discours historiographique	86
7	Progrès des connaissances, par genres historiques	89
8	Evolution de la connaissance historique portant sur Mercier .	92
9	Frequence, dans le discours historiographique, des mentions des événements concernant l'administration Mercier.	98
10	Fondements historiques des représentations de Mercier.. . . .	100

* * * * *

SIGLES

BRH	<i>Bulletin des recherches historiques</i>
DBC	<i>Dictionnaire biographique du Canada</i>
MSGCF	<i>Mémoires de la Société généalogique canadienne-française</i>
MSRC	<i>Mémoires de la Société royale du Canada</i>
PFC	<i>Le Parler français au Canada</i>
RAQ	<i>Rapport des Archives du Québec</i>
RHAF	<i>Revue d'histoire de l'Amérique française</i>
RHTPG	<i>Revue d'histoire et de traditions populaires de la Gaspésie</i>
RS	<i>Recherches sociographiques</i>
RSCHEC	<i>Rapport de la Société canadienne d'histoire de l'Eglise catholique</i>
RSHC	<i>Rapport de la Société historique du Canada</i>
RUO	<i>Revue de l'université d'Ottawa</i>

* * * * *

BIBLIOGRAPHIE

PRESENTATION

La bibliographie qui suit comporte deux sections. Une première section est consacrée aux publications périodiques et aux revues recensées au cours de la recherche, et une seconde est dévolue aux sources citées dans cet essai historiographique.

La première section regroupe les titres des publications périodiques et des revues qui ont été dépouillées systématiquement pour les fins de la présente thèse. Ces séries de publication ont fait l'objet d'une lecture exhaustive, à l'exception du *Bulletin des recherches historiques*, de *Parti pris* et du *Rapport des Archives du Québec* qui ont été abordés par le biais d'index. Les dates apparaissant entre crochets à la fin de chaque adresse bibliographique indiquent la période pour laquelle cette publication a été recensée; ces dates sont inclusives.

La seconde section rassemble les titres des sources citées dans le cadre de la thèse, qu'il s'agisse d'articles de revues ou de journaux, de brochures, d'ouvrages de diverses natures et de thèses publiées ou non. Cette section ne comporte pas de subdivisions correspondant à la nature des divers écrits mentionnés, qui sont tous inclus dans une seule liste alphabétique d'après les noms des auteurs. Une telle façon de procéder, qui tend actuellement à s'imposer de plus en plus dans les publications scientifiques nord-américaines, permet notamment de sim-

plifier considérablement le système des renvois et des références au sein du texte.

Lorsqu'un auteur a publié plus d'un ouvrage, ceux-ci sont énumérés suivant l'ordre chronologique de leur parution plutôt que d'après l'ordre alphabétique basé sur le premier mot de chaque titre. Dans certains cas, il a été impossible de retracer un exemplaire de la première édition d'un ouvrage ayant connu plusieurs éditions. Le texte d'une deuxième ou d'une troisième édition a donc été utilisé pour les fins de notre analyse historiographique; mais dans la bibliographie, cet ouvrage a été resitué chronologiquement à l'année de publication de la première édition, retracée grâce au *copyright*; l'année de publication est alors précédée d'un "c" minuscule, et celle de l'édition utilisée pour l'analyse est indiquée dans l'adresse bibliographique. Signalons enfin que tous les articles de journaux cités sont regroupés sous l'étiquette "journaux" dans cette section de la bibliographie.

* * * * *

PREMIERE SECTION: PUBLICATIONS PERIODIQUES ET REVUES.

- Archives.* Québec (1969-). Revue semestrielle et, à compter de 1975, trimestrielle; publiée par l'Association des Archivistes du Québec [1969-1975].
- Asticou.* Hull (1968-). Parution irrégulière, publiée par la Société historique de l'Ouest du Québec [1968-1974; 14 numéros].
- Bulletin de la Société historique de la Côte-du-Sud.* La Pocatière (1949-1959). Publication annuelle; les cinq premiers numéros parurent sous le titre: *Bulletin de la Société historique de Kamouraska* [1949-1959].
- Bulletin des recherches historiques.* Publié le plus souvent à Lévis (1895-1968). Publication mensuelle jusqu'en 1949, alors qu'elle devient trimestrielle puis, à compter de 1956, irrégulière; organe de la Société des Études historiques à l'origine, elle devient celui du Bureau des Archives du Québec en 1923 [1895-1968].
- Bulletin du Centre de Recherche en civilisation canadienne-française.* Ottawa (1970-). Bulletin semestriel publié par le Centre de Recherche en civilisation canadienne-française de l'université d'Ottawa [1970-1975].
- Bulletin du parler français au Canada.* V.: *Le Parler français au Canada.*
- Cahiers d'histoire.* La Pocatière (1963-). Publication irrégulière de la Société historique de la Côte-du-Sud [1963-1975; 10 numéros].
- Cahiers des Dix.* Montréal et Québec (1936-). Publication annuelle; organe de la Société des Dix [1936-1975].
- Canada français, Le.* Québec (1888-1891). Revue trimestrielle publiée sous la direction d'un comité de professeurs de l'université Laval [1888-1891].
- Canada français, Le.* Québec (1918-1946). Organe de la Société du Parler français au Canada; constitue la deuxième série de la revue *Le Parler français*, et est né de la fusion de cette dernière avec la revue *La Nouvelle-France*; publiée sous le patronage de l'université Laval [1918-1946].
- Culture.* Québec (1940-1970). Revue trimestrielle publiée par l'Association de Recherches sur les sciences religieuses et profanes au Canada; a succédé à *Nos cahiers* [1940-1970].

- Histoire sociale, revue canadienne / Social History, A Canadian Review.* Ottawa (1968-). Revue semestrielle publiée sous la direction d'un groupe interdisciplinaire d'universitaires canadiens /1968-1975/.
- Liaison.* Montréal (1947-1950). Revue mensuelle /1947-1950/.
- Mémoires de la Société généalogique canadienne-française.* Montréal (1944-). Revue semestrielle de 1944 à 1953, trimestrielle de 1954 à 1958, à nouveau semestrielle en 1959 et 1960, mensuelle de 1961 à 1963, et trimestrielle depuis 1964; publiée par la Société généalogique canadienne-française /1944-1975/.
- Mémoires de la Société royale du Canada / Proceedings and Transactions of the Royal Society of Canada.* Ottawa (1882-). Publication annuelle de la Société royale du Canada /1882-1975/.
- Nos cahiers.* Montréal (1936-1939). Revue trimestrielle publiée par les Franciscains du Canada, remplacée en 1940 par *Culture* /1936-1939/.
- Nouvelle-France, La.* Québec (1902-1918). Revue mensuelle; fusionne en 1918 avec *Le Parler français au Canada* pour former *Le Canada français* /1902-1918/.
- Parler français au Canada, Le.* Québec (1902-1918). Paraissant dix fois par année, cette revue porta le nom de *Bulletin du parler français au Canada* jusqu'en septembre 1914; publication de la Société du Parler français au Canada, sous le patronage de l'université Laval /1902-1918/.
- Parti Pris.* Montréal (1963-1968). Revue mensuelle paraissant de septembre à mai, avec la publication d'un numéro estival /1963-1968/.
- Protée.* Chicoutimi (1970-). Revue semestrielle publiée par le département des sciences humaines de l'université du Québec à Chicoutimi /1970-1973; 8 numéros/.
- Québec histoire.* Montmagny (1971-1973). Revue publiée irrégulièrement sous les auspices de la Fédération des Sociétés d'histoire du Québec /1971-1973; 8 numéros/.
- Rapport de la Société canadienne d'histoire de l'Eglise catholique.* Ottawa (1933-). Publication annuelle de la Société canadienne d'histoire de l'Eglise catholique /1933-1975/.
- Rapport des Archives du Québec.* Québec (1920-). Publication annuelle du Bureau des Archives du Québec; publié, jusqu'en 1959, sous le titre: *Rapport de l'archiviste de la province de Québec* /1920-1975/.

Recherches sociographiques. Québec (1960-). Revue publiée par le département de Sociologie de l'université Laval, paraît trois fois par année /1960-1975/.

Revue canadienne. Montréal (1864-1922). Revue mensuelle /1894-1922/.

Revue d'histoire de l'Amérique française. Montréal (1947-). Revue trimestrielle publiée par l'Institut d'Histoire de l'Amérique française /1947-1975/.

Revue d'histoire et de traditions populaires de la Gaspésie. Gaspé (1963-). Revue trimestrielle qui parut, jusqu'en 1975, sous le titre de *Revue d'histoire de la Gaspésie*; publiée par la Société historique de la Gaspésie /1963-1975/.

Revue de l'université d'Ottawa. Ottawa (1931-). Revue trimestrielle publiée par l'université d'Ottawa /1931-1975/.

Revue de l'université de Sherbrooke. Sherbrooke (1960-1965). Revue trimestrielle publiée par l'université de Sherbrooke /1960-1965/.

Revue de l'université Laval. Québec (1946-1967). Revue mensuelle publiée par l'université Laval et la Société du Parler français au Canada; a succédé, en 1946, à la revue *Le Canada français* et a été remplacée, en 1968, par la revue *Études littéraires* /1946-1967/.

Revue nationale. /Montréal ?/ (1895-1896). Revue mensuelle. /1895-1896; 10 numéros/.

Saguenayensia. Chicoutimi (1959-). Revue publiée six fois par année par la Société historique du Saguenay /1959-1975/.

SECTION II: SOURCES CITEES

ANGERS, François-Albert

/1967/

"L'évolution économique du Canada et du Québec depuis la Confédération", *RHAF* vol. 21, no 3a: 635-655.

ANONYME

/1895/

L'Hon. Honoré Mercier, ex-premier ministre de la province de Québec; sa vie, ses oeuvres, sa fin, s.l., s. éd., 40p.

ANONYME

1906

"Ordre de Saint-Grégoire-le-Grand", *BRH* vol. 12, no 1 (janv.): 27-30.

ANONYME

1912

"Canadienne", *BRH* vol. 18, no 12 (déc.): 346-372.

ANONYME

1927

"Les disparus; John Lawrence Cannon", *BRH* vol. 33, no 4 (avril): 210.

1927a

"Les disparus; Paul de Cazes", *BRH* vol. 33: 95.

ANONYME

1928

"Ouvrages publiés par l'honorable Boucher de La Bruère", *BRH* vol. 34, no 12 (déc.): 757-758.

ANONYME

1937

"Pères de douze enfants vivants!", *BRH* vol. 43, no 4 (avril): 109.

ANONYME

1940

"Mercier", *L'Action nationale* (Montréal), vol. 16, no 4 (déc.): 307-309.

ANONYME

1971

"Louis-Philippe Hébert, 1850-1917", *Québec Histoire*, vol. 1, no 2 (avril-juin): 55-57.

ANTOINE

1905

"Le français administratif", *PFC* vol. 3, no 10 (juin-août): 318-323.

AQUIN, H.

- 1967 "Histoire du Canada", dans *Histoire du monde*, ouvr. publ. en coll. (16 vol., Québec, Maisonneuve, 1967); vol. 16: 1 448-1 536.

ARSENAULT, Bona

- 1965 *Histoire et généalogie des Acadiens*, 2 vol., Québec, Le Conseil de la Vie française en Amérique, 1 118p.

AUCLAIR, Elie-J.

- 1917 "Nos avocats d'autrefois à Montréal", *La Revue canadienne* (nouv. sér.), vol. 19: 189-206, 263-277.
- 1930 "Le curé Labelle; introduction générale", *Le Canada français* vol. 17, no 8 (avril): 552-561.
- 1930a *Le curé Labelle; sa vie et son oeuvre; ce qu'il était devant ses contemporains, ce qu'il est devant la postérité*, Montréal, Beauchemin, 271p.
- 1933 *Figures canadiennes*, 2^e sér., "Quelques figures marquantes de nos hommes de la politique, de l'éloquence et des lettres", Montréal, Albert Lévesque, 207p.
- 1952 "Monsieur Jérôme-Adolphe Chicoyne, 1844-1910", dans *Notre-Dame-des-Bois, programme-souvenir, 1877-1952* (Sherbrooke, La Tribune, 96p.): 57-58.
- 1973 "L'hymne national "O Canada!", *Québec Histoire* vol. 2, no 2 (hiver): 84-86.

AUDET, Francis-Joseph

- 1908 "Gouverneurs, lieutenants-gouverneurs et administrateurs de la province de Québec, des Bas et Haut Canadas, du Canada sous l'union et de la Puissance du Canada, 1763-1908", *MSRC* 3^e sér., vol. 2, sect. I: 85-124.
- 1927 *Les juges en chef de la province de Québec, 1764-1924*, Québec, L'Action sociale, 178p.
- 1939 "Les représentants de la France au Canada au XIX^e siècle", *Cahiers des Dix* no 4: 197-222.

AUDET, Francis-Joseph, Gérard MALCHELOSSE et Olivier MAURAUULT

- 1962 "Les lieutenants-gouverneurs de la province de Québec", *Cahiers des Dix* no 27: 215-261.

AUDET, Louis-Philippe

- 1959 "La querelle de l'instruction obligatoire", *Cahiers des Dix* no 24: 133-150.
- 1960 "L'enseignement dans le Québec, 1910-35", dans Léon LORTIE et Adrien PLOUFFE, dir., *Aux sources au présent / The roots to the present* (Toronto, University of Toronto Press, X-111p.): 34-50.
- 1961 "Urgel-Eugène Archambault, 1834-1904", *MSRC* 3^e sér., vol. 55, sect. I: 1-7.
- 1963 "Le projet de ministère de l'instruction publique en 1897", *MSRC* 4^e sér., vol. 1, sect. I: 133-161.
- 1964 *Histoire du Conseil de l'Instruction publique de la province de Québec, 1856-1964*, Montréal, Leméac, XIX-346p.
- 1970 "La question des écoles juives, 1870-1931", *MSRC* 4^e sér., vol. 8, sect. I: 109-122.
- 1971 *Histoire de l'enseignement au Québec, 1608-1971*, 2 vol., Montréal et Toronto, Holt, Rinehart et Winston, XV-432p., et XII-496p.
- 1972 "Pierre-Urgel Archambault", dans *DBC*, t. 10: "De 1871 à 1880 (Québec, Presses de l'université Laval, XXXII-894p.): 16-17.

BAILLARGEON, Samuel

- c1957 *Littérature canadienne-française*, 3^e éd. rev., Montréal et Paris, Fides, 1960, 525p.

BARBEAU, Victor, dir.

- [1964] *L'oeuvre du chanoine Lionel Groulx, témoignages, bio-bibliographie*, Montréal, Académie canadienne-française, 197p.

BARNARD, Julienne

- 1964 *Mémoires Chapais*, t. 3: "Documentation, correspondances, souvenirs, 1875-1888", Montréal, Fides, 370p.

BARTHE, Ulric

- 1890 *Wilfrid Laurier à la tribune, 1871-1890; recueil des principaux discours prononcés au parlement ou devant le peuple par l'honorable W. Laurier, P.C., C.R., M.P., député de Québec-Est aux communes, depuis son entrée dans la politique active en 1871*, Québec, Turcotte et Ménard, XXIII-617-x p.

BEAUCHESNE, Arthur

1920 "Honoré Mercier", *La revue moderne* (Montréal), 15 déc.: 12-13.

BEAUDOIN, Louise

1974 "Les relations France-Québec; deux époques, 1855-1910, 1960-1972", thèse de D.E.S., histoire, université Laval; VIII-196p.

BEAUDOIN, Louise, et Jean HAMELIN

1967 "Les cabinets provinciaux, 1867-1967", *RS* vol. 8, no 3 (sept.-déc.): 299-317; aussi dans Richard DESROSIERS, dir., 1972: 91-115.

BEAULIEU, André

1978 *L'Assemblée nationale du Québec*, Québec, Editeur officiel, IX-69p.

BEAULIEU, André, Benoît BERNIER et Jean HAMELIN

1969 *Guide d'histoire du Canada*, Québec, Presses de l'université Laval, XVI-540p.

BEAULIEU, André, Jean-Charles BONENFANT et Jean HAMELIN

1968 *Répertoire des publications gouvernementales du Québec de 1867 à 1964*, Québec, Imprimeur de la Reine, 554p.

BEAULIEU, André, et Jean HAMELIN

1965 *Les journaux du Québec de 1764 à 1964*, Québec et Paris, Presses de l'université Laval et Librairie Armand Colin, XXVI-329p.

1966 "Aperçu du journalisme québécois d'expression Française", *RS* vol. 7, no 3 (sept.-déc.): 305-348.

BEAULIEU, André, et William F. E. MORLEY

1971 *Histoires locales et régionales canadiennes des origines à 1950; Canadian local histories to 1950: a bibliography*, t. 2: "La province de Québec", Toronto, University of Toronto Press, XXVII-408p.

BEDARD, Avila

1935 *Honoré Mercier, patriote et homme d'action*, Montmagny, Le Courrier-Sentinelles, 35p.

BEIQUÉ, Mme Frédéric-Liguori. Voir: DESSAULLES, Caroline.

BELANGER, Léonidas

- 1973 "Le lieutenant-colonel B. A. Scott", *Saguenayensia* vol. 15, no 3 (mai-juin): 88-92.
- 1974 "Brèves notes sur l'agriculture et l'industrie laitière", *Saguenayensia* vol. 16, no 3 (mai-juin): 52-61.

BELANGER, Pauline

- 1965 "Les ministres de la Couronne du Québec, 1867-1964; notices biographiques précédées d'un historique du Conseil exécutif", thèse de maîtrise, université Laval, XIV-188p.

BELANGER, René

- 1961 "Les premiers chemins de fer de la Côte-Nord", *Saguenayensia* vol. 3, no 5 (sept.-oct.): 112-113.

BELISLE, Alexandre

- 1911 *Histoire de la presse franco-américaine*, Worcester, Mass., Atelier typographique de l'Opinion publique, [14]-434p.

BELLERIVE, Georges

- 1902 *Conférences et discours de nos hommes publics en France*, Québec, Léger Brousseau, XVIII-206p.
- 1908 *Orateurs canadiens-français aux Etats-Unis; conférences et discours*, Québec, H. Chassé, 230p.
- 1915 *Eloges de l'agriculture; dignité et bonheur de la vie rurale*, Québec, Georges Bellerive, 88p.

BERGERON, Gérard

- 1963 "Le chef, une biographie politique de Maurice Duplessis par Leslie Roberts", *RS* vol. 4, no 3 (sept.-déc.): 371-372.

BERGERON, Léandre

- 1970 *Petit manuel d'histoire du Québec*, [Montréal], Editions québécoises, 249p.

BERNARD, André, et Denis LAFORTE

- 1969 *La législation électorale au Québec, 1790-1967*, Montréal, Editions Sainte-Marie, 197p.

BERNARD, Antoine

- 1935 *Histoire de la survivance acadienne, 1755-1935*, Montréal, Clercs de Saint-Viateur, 465p.

BERNARD, Jean-Paul

- 1969 "L'esprit révolutionnaire dans la littérature canadienne-française de 1837 à la fin du XIX^e siècle par Joseph Costisella", *RHAF* vol. 23, no 2 (sept.): 325-327.
- 1971 "Définition du libéralisme et de l'ultramontanisme comme idéologies", *RHAF* vol. 25, no 2 (sept.): 244-246.
- 1971a *Les Rouges; libéralisme, nationalisme et anticléricalisme au milieu du XIX^e siècle*, Montréal, Presses de l'université du Québec, XX-394p.

BERNIER, Benoît. Voir: BEAULIEU, André.

BERTRAND, Denis

- 1969 "Histoire de la province de Québec, t. 38: "La guerre de 1939-1945, Ernest Lapointe" par Robert Rumilly", *RHAF* vol. 22, no 4 (mars): 633-636.

BERTRAND, Lionel

- 1953 "Mgr Labelle, apôtre de la colonisation et fondateur de diocèses", *RSCHEC* 1952-1953: 35-42.

BEULLAC, Pierre, et Edouard FABRE-SURVEYER

- 1949 *Le centenaire du Barreau de Montréal, 1849-1949*, Montréal, Ducharme, 236p.

BIBAUD, Maximilien

- 1891 *Le Panthéon canadien; choix de biographies*, éd. rev., aug. et compl. jusqu'à ce jour par Adèle et Victoria Bibaud, nièces de l'auteur, Montréal, Jos. M. Valois, VI-320p.

BILODEAU, Rosario, et al.

- 1971 *Histoire des Canadas*, Montréal, Hurtubise HMH, 676p.

BIZIER, Hélène, et Jacques LACOURSIÈRE

- 1976 "Pierre de Coubertin au Québec", *Perspectives (Le Soleil)*, vol. 18, no 12 (20 mars): 2-4.

BOILY, Robert

- [1967] "Les hommes politiques du Québec, 1867-1967", *RHAF* vol. 21, no 3a: 597-634; aussi dans Richard DESROSIERS, dir., 1972: 55-90.

BOISSONNAULT, Charles-Marie

- 1936 *Histoire politique de la province de Québec*, Québec, Éditions Frontenac, 373p.

BONENFANT, Jean-Charles. Voir aussi: BEAULIEU, André.

BONENFANT, Jean-Charles

- 1960 "La vie politique du Québec de 1910 à 1935", dans Léon LORTIE et Adrien PLOUFFE, dir., *Aux sources du présent / The roots of the present* (Toronto, University of Toronto Press, X-111p.): 25-33.
- 1961 "Inventaire des sources", *RS* vol. 2, nos 3-4 (juil.-déc.): 483-536.
- 1963 "Destitution d'un premier ministre et d'un lieutenant-gouverneur", *Cahiers des Dix* no 28: 9-31.
- 1970 "Le Conseil législatif québécois", dans Louis SABOURIN, dir., *Le système politique du Canada; institutions fédérales et québécoises* (Ottawa, Éditions de l'université d'Ottawa, XI-517p.): 259-268.
- 1972 "Les commissions d'enquête du Québec", dans QUÉBEC, Ministère de l'Industrie et du Commerce, *Annuaire du Québec 1972* (Québec, Éditeur officiel, XVI-884p.): 36-76.
- 1972 "La vocation manquée du Sénat canadien", *Cahiers des Dix* no 37: 51-86.

BONENFANT, Jean-Charles, et Louis SABOURIN

- 1967 "La vie politique", dans ASSOCIATION CANADIENNE DES EDUCATEURS DE LANGUE FRANÇAISE, *Esquisses du Canada français* (Montréal, Fides, 450p.): 301-334.

BONENFANT, Joseph, dir.

- 1975 *Index de "Parti Pris", 1963-1968*, Sherbrooke, Centre d'Étude des littératures d'expression française, Université de Sherbrooke, 116p.

BOSSE, Eveline

- 1971 *Joseph-Charles Taché (1820-1894), un grand représentant de l'élite canadienne-française*, Québec, Garneau, 324p.

BOUCHARD, Gérard

- 1971 "Apogée et déclin de l'idéologie ultramontaine à travers le journal *Le Nouveau Monde*, 1867-1900", dans Fernand DUMONT, Jean HAMELIN et Jean-Paul MONTMINY, *Idéologies au Canada français, 1850-1900* (Québec, Presses de l'université Laval, IX-327p.): 117-147.

BOUCHARD, Téléphore-Damien

- 1912 *Vers les sommets; discours prononcé à l'occasion de la célébration de la Saint-Jean-Baptiste, à Saint-Hyacinthe, le 1^{er} juillet 1912, Saint-Hyacinthe, Imprimerie Yamaska, 26p.*
- 1916 *Les libéraux et l'instruction obligatoire dans la province de Québec; discours prononcé au Club de Réforme, le 18 mars 1916, Saint-Hyacinthe, Imprimerie Yamaska, 48p.*
- 1960 *Mémoires, 3 vol., Montréal, Beauchemin, 170p, 284p. et 254p.*

BOUCHER DE LA BRUERE, Pierre

- 1918 *Le Conseil de l'Instruction publique et le comité catholique, Montréal, Le Devoir, 270p.*

BOURDAGES, Alcidas

- 1973 "Les insolences d'un vieux rentier", *RHTPG* vol. 11, no 3, (juil.-sept.): 113-120.

BRACQ, Jean-Charlemagne

- 1927 *L'évolution du Canada français, Montréal et Paris, Beauchemin et Plon, V-457p.*

BRAULT, Lucien

- 1965 *Le Canada au XX^e siècle, Ottawa, Thomas Nelson & Sons Ltd, 341p.*

BRUCHESI, Jean

- c1935 *Histoire du Canada pour tous, 2 vol., 2^e et 3^e éd., Montréal, Ed. de l'A. C.-F., 1939 et 1940, 303p. et 361p.*
- 1935a. "Louis Riel et les Métis", *L'Action universitaire* (Montréal), vol. 1, no 8 (sept.): 8-9.
- 1937 *L'épopée canadienne (pour la jeunesse), Montréal, Editions de l'A. C.-F., 203p.*
- 1948 *Canada, réalités d'hier et d'aujourd'hui, Montréal, Editions Variétés, 406p.*
- 1949 "Les correspondants de Rameau de Saint-Père", *Cahiers des Dix* no 14: 87-114.
- 1952 *Le Canada, Paris, Fernand Nathan, 189p.*
- 1958 "Brève histoire d'une longue amitié", *Cahiers des Dix* no 23: 217-240; aussi dans BRUCHESI 1961: 277-301.

BRUCHESI, Jean (suite)

1961 *Témoignages d'hier; essais*, Montréal et Paris, Fides, 301p.

BRUNET, Berthelot

1946 *Histoire de la littérature canadienne-française*, Montréal, Editions de l'Arbre, 186p.

BRUNET, Michel

1952 "Canadian quotations and phrases; literary and historical" par Robert M. Hamilton, compil.", *RHAF* vol. 6, no 1 (juin): 142-143.

BUIES, Arthur

1900 *La province de Québec*, Québec, Département de l'Agriculture, 352p.

Bulletin du parler français au Canada (La Rédaction)

1912 "Le congrès de la langue française", vol. 9, nos 9-10 (mai-août): 321-329.

CACHAT, Gérard

1977 *L'aventure française en Amérique; un défi, 1534-1976*, Montréal, Lidec, 63p.

CAMPEAU, Lucien

1967 "Le Conseil législatif de Québec, 1867-1967, par Edmond Orban", *RHAF* vol. 21, no 3 (déc.): 484-485.

CANADA, Archives publiques

1972 *Inventaire général manuscrits*, t. 5: "MG 26 - MG 27", Ottawa, Information Canada, VIII-243p.

1975 *Inventaire général manuscrits*, t. 7: "MG 29", Ottawa, Information Canada, VIII-149p.

CANADA, Secrétariat d'Etat

1971 *Notre histoire*, Ottawa, Information Canada, 84p.

CARRIER, Maurice, et Monique VACHON

1978 "Laurier, porte-étendard du parti libéral", *Revue d'ethnologie du Québec* (Montréal), no 7: 19-83.

CASEY, Magdalen

1932 *Catalogue des brochures aux Archives publiques du Canada, 1878-1931, avec index*, Ottawa, Imprimeur du Roi, VII-589p.

Catéchisme des électeurs

1935 Montréal, Thivierge et Fils, 129p.

CAYA, Marcel

1973 "Canada, 1874-1896, arcauous destiny par Peter B. Waite",
RFAF vol. 27, no 3 (déc.): 442-443.

1975 "Aperçu sur les élections provinciales du Québec de 1867
à 1886", RFAF vol. 29, no 2 (sept.): 191-208.

1975a "Chronique d'archives", RFAF vol. 29, no 2 (sept.): 310-313.

VHAGNY, André

1913 *Un défenseur de la Nouvelle-France, François-Picquet "Le
Canadien", 1708-1781*, Montréal, Paris et Lyon, Beauche-
min, Plon-Nourri et Cie, et Emmanuel Vitte, 618p.

CHALOULT, René

1969 *Mémoires politiques*, Montréal, Editions du Jour, 295p.

CHAPUT, Marcel

1977 "Le 15 novembre 1976 ou la longue marche des Québécois
vers la liberté", *Ici Québec* (Montréal), vol. 1; no 8
(nov.): 29-39.

CHARBONNEAU, Pierre

1980 *Le projet québécois d'Honoré Mercier*, Saint-Jean-sur-Ri-
chelieu, Editions Mille Roche, 254p.

CHARLAND, Thomas-Marie

1964 "Rapport des Archives du Québec, t. 41, par QUEBEC, Mi-
nistère des Affaires culturelles", RFAF vol. 17, no 4
(mars): 592-594.

CHARLAND, Thomas-Marie, édit.,

1952 "Documents inédits: Mémoire sur la question des écoles
du Manitoba, l'origine de cette question /par Dominique-
Ceslas Gonthier, 1897/", RFAF vol. 6, no 3 (déc.): 440-442.

CHARTIER, Emile

1935 "La vie de l'esprit au Canada français, 8^e étude: la lit-
térature politique, économique et sociale, 1867-1920; les
écrivains récents", MSRC 3^e sér., vol. 29, sect. I: 43-55.

1941 *Au Canada français; la vie de l'esprit, 1760-1925*, Mont-
réal, Bernard Valiquette, 355p.

CHARTIER, Roger

- 1953 "Etude analytique et évolutive du Ministère du Travail et de la législation ouvrière et sociale de la province de Québec, 1885-1952", Québec, Ministère du Travail, 104p.
- 1962 "Contribution à l'histoire de la législation québécoise du travail", *Relations industrielles* (Québec), vol. 17, no 1 (janv.): 43-55; no 2 (avril): 159-168; no 3 (juil.): 287-303; no 4 (oct.): 444-464.

CHARTRAND, J.-D. [Charles DES ECORRES]

- 1890 "Le Canada en France", *Le Canada français* vol. 3: 651-658.

CHEVRETTE, François

- 1963 "Le Conseil législatif de Québec; son fondement constitutionnel et ses caractères", *Thémis* (Montréal), no 46: 85-118.

CHEVRIER, Bernard

- 1968 "Le ministère de Félix-Gabriel Marchand, 1897", *RHAF* vol. 22, no 1 (juin): 35-46.

CHOQUETTE, Charles-Philippe

- 1911 *Histoire du Séminaire de Saint-Hyacinthe depuis sa fondation jusqu'à nos jours*, t. 1, Montréal, Imprimerie des Sourds-muets, 538p.
- 1930 *Histoire de la ville de Saint-Hyacinthe*, Saint-Hyacinthe, Richer et Fils, VII-551p.

CHOUINARD, Henri-Julien-Jean-Baptiste

- 1890 *Fête nationale des Canadiens français célébrée à Québec, 1881-1889; histoire - fêtes annuelles - conventions - documents - inauguration du monument Cartier-Brébeuf*, Québec, Belleau et Cie, VIII-552p.
- 1903 *Annales de la Société St-Jean-Baptiste de Québec; délibérations du Comité de régie, grandes démonstrations, réceptions officielles, célébrations d'anniversaires, inauguration du monument Champlain, fêtes de juin 1902, réminiscences, frères-auxiliaires et amis*, t. 3: "De 1889 à 1901"; t. 4: "1902", Québec, Cie d'imprimerie du "Soleil", LIII-568p. et 586p.

Le 5^e anniversaire du "Devoir"; compte rendu de la grande manifestation du 14 janvier 1915: allocutions et discours de MM. J.-N. Cabana, G.-N. Ducharme, Armand Lavergne et Henri Bourassa,

- 1915 Montréal, Le Devoir, 75p.

COMITE DU CENTENAIRE DE LEVIS

- 1961 *Album souvenir; centenaire de Lévis, 1861-1961*, Lévis, Le Quotidien, 152p.

COOK, Ramsay

- 1969 *L'autonomie provinciale, les droits des minorités et la théorie du pacte, 1867-1921*, Etudes de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, no 4, Ottawa, Imprimeur de la Reine, VII-82p.

CORNEZ, Germaine

- 1972 "Saint-Jérôme et les Lions du Nord", *Québec Histoire* vol. 1, nos 5-6 (mai-juil.): 83-85.

COSTISELLA, Joseph

- 1965 *Le peuple de la nuit; histoire des Québécois*, Montréal, Editions Chénier, 126p.
- 1968 *L'esprit révolutionnaire dans la littérature canadienne-française de 1837 à la fin du XIX^e siècle*, Montréal, Beauchemin, 316p.

COTE, A.

- 1968 "L'enseignement au Canada de 1867 à nos jours", dans *Histoire du Canada, synthèses publiées dans la revue "Mes Fiches"*, t. 3: "Régime britannique" (Montréal, Fides, 195p.): 131-136.

DANDURAND, Albert

- 1935 *Littérature canadienne-française; la prose*, Montréal, s. éd., 208p.
- 1939 *Nos orateurs*, Montréal, Editions de l'A. C.-F., 232p.

DANSEREAU, Dollard

- 1974 *Causes célèbres du Québec*, Montréal, Leméac, 201p.

DAVID, Laurent-Olivier

- 1894 *Mes contemporains*, Montréal, Eusèbe Sénécal et Fils, 285p.
- 1905 *Laurier et son temps*, Montréal, Cie de publication de "La Patrie", 143p.
- 1909 *Histoire du Canada depuis la Confédération, 1867-1887*, Montréal, Beauchemin, 256p.
- 1911 *Souvenirs et biographies, 1870-1910*, Montréal, Beauchemin, 274p.

DAVID, Laurent-Olivier (suite)

- 1917 *Mélanges historiques et littéraires*, Montréal, Beauchemin, 338p.
- 1919 *Laurier, sa vie, ses oeuvres*, Beauceville, "L'Eclaireur", VIII-268p.
- 1921 *Les gerbes canadiennes*, Montréal, Beauchemin, 328p.
- 1924 *Au soir de la vie*, Montréal, Beauchemin, 358p.
- 1926 *Tribuns et avocats*, Montréal, Beauchemin, 92p.

DE BONVILLE, Jean

- 1975 *Jean-Baptiste Gagnepetit; Les travailleurs montréalais à la fin du XIX^e siècle*, Montréal, L'Aurore, 253p.

DE CELLES, Alfred-Duclos :

- 1907 *Cartier et son temps*, Montréal, Beauchemin, VI-194p.
- 1907a *Lafontaine et son temps*, Montréal, Beauchemin, 208p.
- 1920 *Laurier et son temps*, Montréal, Beauchemin, IX-228p.

DECARY, Joseph

- 1968 "L'idéal patriotique d'Honoré Mercier" par Léon-Mercier Gouin", dans *Histoire du Canada, synthèses publiées dans la revue "Mes Fiches"*, t. 3: "Régime britannique" (Montréal, Fides, 195p.): 77-78.
- 1968a "Québec et les biens des Jésuites", dans *Histoire du Canada, synthèses publiées dans la revue "Mes Fiches"*, t. 3: "Régime britannique" (Montréal, Fides, 195p.): 81-82.

DEMERS, Louis-Philippe

- 1969 *Sherbrooke; découvertes, légendes, documents, nos rues et leurs symboles*, Sherbrooke, Gauvin et Frère, 314p.

DES ECORRES, Charles (pseud.). Voir: CHARTRAND, J.-D.

DESGAGNES, Raymond

- 1960 "Françoise (Robertine Barry), 1863-1910", *Saguenayensia* vol. 2, no 3 (mai-juin): 73-75.
- 1961 "Orateurs saguenéens, I: L'éloquence politique; Joseph Girard, 1853-1933", *Saguenayensia* vol. 3, no 5 (sept.-oct.): 104-106.

DESILETS, Andrée

- 1967-1968 "Une figure politique du XIX^e siècle, François-Xavier Lemieux", *REAF* vol. 20, no 4 (mars): 572-592; vol. 21, no 2 (sept.): 243-267; vol. 22, no 2 (sept.): 223-255.
- 1968 "La succession de Cartier, 1873-1891", dans SOCIÉTÉ HISTORIQUE DU CANADA, *Communications historiques* (Ottawa): 49-64.
- 1969 *Rector-Louis Langevin, un père de la Confédération canadienne, 1826-1906*, Québec, Presses de l'université Laval, 461p.

DESJARDINS, Mme Alice

- 1975 "Entre nous; boîte aux questions", *MSGCF* vol. 26, no 2 (avril-juin): 124-125.

DESJARDINS, Edouard

- 1975 "Histoire de la profession médicale au Québec, XII: l'entente définitive", *L'Union médicale du Canada* (Montréal), t. 104, no 6 (juin): 981-984, 988-990.

DESJARDINS, Joseph

- 1902 *Guide parlementaire historique de la province de Québec, 1792 à 1902*, Québec, s. éd., XXIV-395p.

DESJARDINS, Paul

- 1940 *Le Collège Sainte-Marie de Montréal; la fondation, le fondateur*, Montréal, Collège Sainte-Marie, 316p.
- 1940a "Honoré Mercier, collégien, 1854-1862", dans Paul DESJARDINS et Léon-Mercier GOUIN, *Deux aspects d'Honoré Mercier* (Montréal, Le Devoir, 46p.): 5-36.

DESLAURIERS, Ignace-J.

- 1978 "Juges de la Cour Supérieure de 1849 à 1978", *Bulletin du Comité général des juges de la Cour Supérieure de la province de Québec* (Québec), no 26: 1-82.

DESROSIERS, Adélard

- 1909 *Les écoles normales primaires de la province de Québec et leurs oeuvres complémentaires; récit des fêtes jubilaires de l'École normale Jacques-Cartier, 1857-1907*, Montréal, Arbour et Dupont, 390p.

DESROSIERS, Pierre-R.

- 1967 "Le castor rouge; la genèse et le développement de la pensée politique et sociale de Henri Bourassa", *Parti Pris* vol. 4, nos 9-12 (mai-août): 146-164.

DESROSIERS, Richard, dir.,

- 1972 *Le personnel politique québécois*, Montréal, Boréal Express, 142p.

DESROSIERS, Richard, André GROU et Denis HEROUX

- [1967] *Le travailleur québécois et Le syndicalisme*, Montréal, Editions Sainte-Marie, 120p.

DESROSIERS, Richard, et Denis HEROUX

- 1970 "Un adversaire de la Confédération et un théoricien social", dans *Histoire du Canada, une expérience tricentenaire* (2^e éd., Montréal, Presses de l'université du Québec, 165p.): 97-105.

DESSAULLES, Caroline [Mme Frédéric-Liguori BEIQUÉ]

- 1939 *Quatre-vingt ans de souvenirs*, Montréal, Bernard Valiquette et Editions de l'A. C.-F., 287p.

DEZIEL, Julien

- 1971 "Voyage d'intérêt historique; région du Haut-Richelieu", *MSGCF*, vol. 22, no 2 (avril-juin): 124-125.

DIONNE, Yvon

- 1964 "Le laïcisme au Canada français", *Parti Pris* vol. 1, no 4 (janv.): 4-22.

DOUVILLE, Raymond

- 1972 "Charles Boucher de Niverville, son ascendance et sa carrière politique", *Cahiers des Dix* no 37: 87-122.

DROLET, Antonio

- 1970 "L'éloquence politique", dans Léopold LAMONTAGNE, édit., *Visages de la civilisation française au Canada* (Québec et Toronto, Presses de l'université Laval et University of Toronto Press, IX-137p.): 65-73.

DUCROCQ-POIRIER, Madeleine

- 1977 "Étude: "Le débutant" et son auteur", dans Arsène BESSETTE, *Le débutant* (Montréal, Hurtubise HMH, 283p.): 259-283.

DUMAIS, A.

- 1904 *Index alphabétique des noms de 3 400 familles de douze enfants vivants, reconnues officiellement depuis l'origine de la Loi Mercier, en 1890, jusqu'à mars 1904 inclusivement*, t. 1, Québec, Département des Terres, Mines et Pêcheries, 219p.

DUPONT, Antonin

- 1972 "Louis-Alexandre Taschereau et la législation sociale au Québec, 1920-1936", *RHAF* vol. 26, no 3 (déc.): 397-426.

DUROCHER, René

- 1969 "Maurice Duplessis et sa conception de l'autonomie provinciale au début de sa carrière politique", *RHAF* vol. 23, no 1 (juin): 13-34.

- 1970 "Taschereau, Hepburn et les relations Québec-Ontario, 1934-1936", *RHAF* vol. 24, no 3 (déc.): 341-355.

DUROCHER, René, Paul-André LINTEAU et Jean-Claude ROBERT

- 1979 *Histoire du Québec contemporain; de la Confédération à la crise, 1867-1929*, [Montréal], Boréal Express, 660p.

Elections de mai 1897; cinq années d'administration conservatrice à Québec,

- 1897 Montréal, Imprimerie du "Cultivateur", 192p.

ELLENBERGER, Henri F.

- 1978 *Les mouvements de libération mythique et autres essais sur l'histoire de la psychiatrie*, Montréal, Editions Quinze, 343p.

EMARD, Michel

- 1965 *Le coût de la Confédération pour le Québec*, Montréal, Ecole des Hautes Etudes Commerciales, 287p.

FABRE-SURVEYER, Edouard. Voir: BEULLAC, Pierre.

FALARDEAU, Jean-Charles

- 1953 "Perspectives", dans Jean-Charles FALARDEAU, édit., *Essais sur le Québec contemporain / Essays on contemporary Québec* (Québec, Presses universitaires Laval, 260p.): 239-257.

- 1961 "Le Canada français politique vu de l'intérieur; résultats d'une enquête", *RS* vol. 2, nos 3-4 (juil.-déc.): 295-340.

FALARDEAU, Jean-Charles (suite)

1963 "Chers ennemis par Solange Chaput-Roland et Gwethalyn Graham", RS vol. 4, no 3 (sept.-déc.): 362-363.

1966 "Des élites traditionnelles aux élites nouvelles", RS vol. 7, nos 1-2 (janv.-août): 131-145; paru aussi dans Fernand DUMONT et Jean-Paul MONTMINY, dir., *Le pouvoir dans la société canadienne française* (Québec, Presses de l'université Laval, 252p.): 131-145, et dans Richard DES-ROSIERS, dir., 1972: 17-35.

FARLEY, Paul-Emile, et Gustave LAMARCHE

1935 *Histoire du Canada, cours supérieur*, 2e éd., Montréal, Clercs de Saint-Viateur, 551p.

FAUCHER, Albert, et Cyrille VAILLANCOURT

1950 *Alphonse Desjardins, pionnier de la coopération d'épargne et de crédit en Amérique*, Lévis, Le Quotidien, 232p.

FEVRE, Justin

1906 *Vie et travaux de J.-P. Tardivel, fondateur du journal "La Vérité"*, à Québec, Paris, Arthur Savaète, 245p.

FILION, Martin

1974 "Robert Rumilly nous est raconté... par lui-même", *Asticou* no 13 (automne): 15-17.

FILTEAU, Gérard

1960 *La civilisation catholique et française au Canada; histoire générale*, t. 3, Montréal, Centre de Psychologie et de Pédagogie, 507p.

FLEURY, Alcide

1961 *Arthabaska, capitale des Bois-Francs*, Arthabaska, s. éd., 237p.

FORGET, Anastase, et Joseph RUTCHE

1937 *Précis d'histoire du Canada pour les élèves des classes supérieures de l'enseignement secondaire*, 4^e éd., Montréal, Beauchemin, 314p.

FORTIN, Lionel

1979 *Félix-Gabriel Marchand*, Saint-Jean-sur-Richelieu, Editions Mille Roches, 232p.

FOURNIER, Julès

- 1922 *Mon encrier*, t. 1, Montréal, Madame Jules Fournier, XVI-198p.

FOURNIER, Rodolphe

- 1974 *Lieux et monuments historiques de l'île de Montréal*, Saint-Jean, Editions du Richelieu, 303p.
- 1976 *Lieux et monuments historiques de Québec et environs*, Québec, Editions Garneau, 339p.

FREGAULT, Guy

- 1955 "John A. Macdonald; the old chieftain par Donald Creighton", *RHAF* vol. 9, no 3 (déc.): 443-448.
- 1968 "Lionel Groulx", *RHAF* vol. 22, no 1 (juin): 3-16.

FRERES DES ECOLES CHRETIENNES

- 1914 *Histoire du Canada*, Montréal, Frères des Ecoles chrétiennes, 634p..
- 1937 *L'oeuvre d'un siècle, 1837-1937; Les Frères des Ecoles chrétiennes au Canada*, Montréal, Frères des Ecoles chrétiennes, 587p.

F. S.-L.

- 1921 *Les Frères des Ecoles chrétiennes au Canada, 1837-1900*, Montréal, Frères des Ecoles chrétiennes, VII-227p.

GABOURY, Jean-Pierre

- 1970 *Le nationalisme de Lionel Groulx; aspects idéologiques*, Ottawa, Editions de l'université d'Ottawa, VII-226p.

GAGNON, Ernest

- 1891 *Le comte de Paris à Québec; récit*, Québec, C. Darveau, LXVII-157p.

GAGNON, Philéas

- 1895 *Essai de bibliographie canadienne; inventaire d'une bibliothèque comprenant imprimés, manuscrits, estampes, etc. relatifs à l'histoire du Canada et des pays adjacents avec des notes bibliographiques*, Québec, Imprimé pour l'Auteur, X-710p.

GAGNON, Philéas (suite)

- 1913 *Essai de bibliographie canadienne*, t. 2: "Inventaire d'une bibliothèque comprenant imprimés, manuscrits, estampes, etc. relatifs à l'histoire du Canada et des pays adjacents ajoutés à la Collection Gagnon, depuis 1895 à 1909 inclusivement, d'après les notes bibliographiques et le catalogue de l'auteur", Montréal, Cité de Montréal, XIII-462p.

GAGNON, Rodolphe

- 1967 "Le chemin de fer de Québec et du Lac Saint-Jean, 1854-1900", thèse de D.E.S., histoire, université Laval, 219p.

GAGNON, Serge

- 1978 *Le Québec et ses historiens de 1840 à 1920; La Nouvelle-France de Garneau à Groulx*, Québec, Presses de l'université Laval, 474p.

GALLANT, Patrice

- 1961 *Les registres de la Gaspésie, 1752-1850*, Montréal, Société généalogique canadienne française.

GARON, J.-E.

- 1940 *Histoire de la colonisation dans la province de Québec de 1825 à 1940*, Québec, s. éd., 136p.

GAUTHIER, Raymonde

- 1976 *Les manoirs du Québec*, Montréal, Fides et Editeur officiel du Québec, 244p.

GENEST, Jean-Guy

- 1972 "La vie ouvrière au Québec, 1850-1900", *Protée* vol. 2, no 1 (avril): 51-69.

GERVAIS, Gaëtan

- 1968 "Médéric Lanctôt et "L'Union Nationale", thèse de M.A., histoire, université d'Ottawa, VIII-189p.

GIRARD, Mathieu

- 1967 "La pensée politique de Jules-Paul Tardivel", *RHAF* vol. 21, no 3 (déc.): 397-428.

GIROUX, Maurice

- 1967 *La pyramide de Babel; essai politique sur la crise des deux nations canadiennes*, Montréal, Editions Sainte-Marie, VIII-141p.

GLEASON, Anne-Marie MADÉLEINE

1936 "Biographie de Mme Philippe-Auguste Choquette (née Marie Bänder)"; dans Robert RUMILLY 1936a: 329-332.

GOSSELIN, André

1969 "L'évolution économique (du Québec, 1867-1896", dans Robert COMEAU *et al.*, *Économie québécoise* (Montréal, Presses de l'université du Québec, 495p.): 105-141.

GOUIN, Jacques

1964-1965 "Histoire d'une amitié; correspondance intime entre Chapeau et DeCelles, 1876-1898", *RHAF* vol. 18, no 3 (déc.): 363-386; no 4 (mars): 541-565.

GOUIN, Léon-Mercier

1940 "Honoré Mercier et la Compagnie de Jésus", dans Paul DESJARDINS et Léon-Mercier GOUIN, *Deux aspects d'Honoré Mercier* (Montréal, Le Devoir, 46p.): 37-46.

1941 "L'idéal patriotique d'Honoré Mercier", *RUO* vol. 11: 159-175.

GROU, André. Voir: DESROSIERS, Richard.

GROULX, Lionel

1931 *L'enseignement français au Canada*, t. 1: "Dans le Québec", Montréal, Librairie d'Action canadienne-française, 327p.

1948 "L'autonomie provinciale par Robert Rumilly", *RHAF* vol. 2, no 3. (déc.): 440-446.

1950 "Documents inédits: correspondance autour de la question scolaire du Nouveau-Brunswick, 1873", *RHAF* vol. 4, no 2 (sept.): 268-275.

c1950 *Histoire du Canada français depuis la découverte*, t. 2: "Le régime britannique au Canada", 4^e éd., 3^e tirage, Montréal et Paris, Fides, 1960, 442p.

1970-1974 *Mes mémoires*, 4 vol., Montréal, Fides, 437p., 418p., 412p. et 464p.

GUAY, Michèle

1972 "La fête de la Saint-Jean-Baptiste à Montréal, 1834-1909", thèse de M.A., histoire, université d'Ottawa, VII-319p.

GUAY, Richard

- 1977 "Assemblée nationale du Québec, deuxième session de la trente et unième Législature; discours de monsieur Richard Guay, député de Taschereau, 15 mars 1977", dactylographié, 15p.

HAMEL, Marcel

- 1971 "Rôle de "La Capricieuse" dans la peinture de Plamondon", *Québec Histoire* vol. 1, no 2 (avril-juin): 14-15.

HAMELIN, Jean. Voir aussi: BEAUDOIN, Louise; BEAULIEU, André:

HAMELIN, Jean

- 1967 "Le Canada français; son évolution historique", dans QUEBEC, Ministère de l'Industrie et du Commerce, *Annuaire du Québec* (48^e éd., Québec, Imprimeur de la Reine, XVI-877p.): 1-49.

- 1968 "Le Québec après la Confédération"; "La Confédération du Canada", dans Paul G. CORNELL *et al.*, *Canada, unité et diversité* (/Toronto/, Holt, Rinehart et Winston, [X]-578p.): 372-395, 418-458.

- 1968a "Québec et le monde extérieur, 1867-1967", dans QUEBEC, Ministère de l'Industrie et du Commerce, *Annuaire du Québec* (Québec, Editeur officiel, XVI-840p.): 2-36.

HAMELIN, Jean, dir.,

- 1976 *Histoire du Québec*, Paris et Saint-Hyacinthe, Privat et Edisem, 538p.

HAMELIN, Jean, et Marcel HAMELIN

- 1962 *Les moeurs électorales dans le Québec de 1791 à nos jours*, Montréal, Éditions du Jour, 124p.

HAMELIN, Jean, Marcel HAMELIN et John HUOT

- 1965 *Aperçu de la politique canadienne au XIX^e siècle*, Québec, s. éd., 154p.; paru aussi sous forme d'article dans *Culture* vol. 26: 150-189, 303-322, 424-455.

HAMELIN, Jean, Marcel HAMELIN et Jacques LETARTE

- 1959-1960 "Les élections provinciales dans le Québec", *Cahiers de géographie de Québec* vol. 4, no 7 (oct. 1959 - mars 1960): 5-207.

HAMELIN, Jean, et Yves ROBY

- 1971 *Histoire économique du Québec, 1851-1896*, Montréal, Fides, XXXVII-436p.

HAMELIN, Marcel. Voir aussi: HAMELIN, Jean.

HAMELIN, Marcel

1972 "Pierre Bachand", dans *DBC*, t. 10: "De 1871 à 1880"
(Québec, Presses de l'université Laval, XXXII-894p.):
26-27.

1974 *Les premières années du parlementarisme québécois, 1867-1878*, Québec, Presses de l'université Laval, XII-386p.

HAMELIN, Marcel, édit.,

1967 *Les mémoires du sénateur Raoul Dandurand, 1861-1942*, Québec, Presses de l'université Laval, XIV-374p.

HARE, John

1976 "Présentation", dans Jules-Paul TARDIVEL, *Pour la patrie, roman du XX^e siècle* (Montréal, Hurtubise FMH, 271p.): 9-45.

HEBERT, Bruno

1972 "Célébrer les dieux de la patrie", *Québec Histoire* vol. 2, no 1 (automne): 81-86.

HEBERT, Maurice

1932 "Le livre canadien-français", *Le Canada français* vol. 20, no 2 (oct.): 158-167.

HEROUX, Denis. Voir: DESROSIERS, Richard.

HEROUX, Omer

1964 "Les Tremblay, les Simard et leur descendance", *MSGCF* vol. 15, no 3 (juil.-sept.): 186-188.

H. M.

1939 "Nos orateurs par Albert Dandurand", *RUO* vol. 9: 385.

HUDON, Théophile

1935 "Un humoriste canadien", *Le Canada français* vol. 23, no 1 (sept.): 49-59.

HUGUENIN, Madeleine

1938 *Portraits de femmes*, Montréal, Editions La Patrie, 273p.

HUOT, John. Voir: HAMELIN, Jean.

IMMARIGEON, Henriette

- 1970 "Les frontières du Québec", dans Jacques BROSSARD *et al.*, *Le territoire québécois* (Montréal, Presses de l'université de Montréal, XIII-412p.): 3-47.

INSTITUT GENEALOGIQUE DROUIN

- 1938 *Généalogie de sieur Lucien Sévigny, agronome*, Montréal, Institut généalogique Drouin, 9-f-466/p.
- 1948 *Généalogie de Antonio Bouchard (12 générations)*, Montréal, Institut généalogique Drouin, 352p.
- 1965 *Dictionnaire national des Canadiens français; 1608-1760, complément de l'arbre généalogique de Juliette-Loretta Côté*, 3 vol.; Montréal, Institut généalogique Drouin, 1 974p.

JAIN, Geneviève, et Marcel TRUDEL

- 1969 *L'histoire du Canada; enquête sur les manuels*, Etudes de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, no 5, Ottawa, Imprimeur de la Reine, XIX-129p.

JOBIN, Albert

- 1947 *Histoire de Québec*, Québec, s. éd., 366p.

* * *

JOURNAUX

Action catholique, L' (Québec)

- 1940 "Billet de l'oncle Gaspard: le centenaire d'Honoré Mercier", 11 oct.: 4.

Canada français, Le (Saint-Jean-sur-Richelieu)

- 1975 "En octobre 1920, à Sainte-Anne-de-Sabrevois; dévoilement d'un monument à Honoré Mercier", 26 février: 42.
- 1976 "Extra: la jeunesse d'Honoré Mercier à Saint-Athanase d'Iberville", 17 mars: 32-37.
- "La Saint-Jean d'autrefois; en 1906, un mot d'Honoré Mercier", 23 juin: 79.

"Ca se fête!: le 15 octobre 1840", 13 oct.: 38.

"Ca se fête!: le 30 octobre 1894", 27 oct.: 40.

Devoir, Le (Montréal)

- 1934 "A la mémoire d'Honoré Mercier", 5 nov.: 8.
 "L'action Libérale Nationale à Chicoutimi", 5 nov.: 8.
 "Je suis sûr qu'Honoré Mercier sera fier de vous et de son petit-fils", 6 nov.: 3.
- 1940 "Le centenaire de Mercier au Gesù", 15 oct.: 4.
 "Le centième anniversaire d'Honoré Mercier", 15 oct.: 6.
 "M. Godbout et la réforme de l'enseignement", 16 oct.: 1.
 "L'hommage du collège Ste-Marie à Honoré Mercier", 16 oct.: 4.
 "La soirée Mercier-Chapleau", 12 nov.: 6.

Patrie, La (Montréal)

- 1899 "Au tombeau de Mercier", 31 oct.: 10.
- 1901 "Accès de haine: le "Mail" et "Empire", organe tory, attaque sir Wilfrid Laurier et l'hon. M. Tarte à l'occasion de la St-Jean-Baptiste", 26 juin: 4.
- 1909 "Le monument Mercier", 30 nov.: 4.
- 1940 "L'hon. Godbout à Saint-Hyacinthe", 10 oct.: 9.
 "Centenaire de Mercier au Gesù", 11 oct.: 7.
 "Où est né le grand patriote Honoré Mercier", 12 oct.: 1.
 "Regardez-le ce cadavre qui se dresse devant vous, mes persécuteurs et bourreaux", 12 oct.: 36-37.
 "Notre enseignement doit être pratique et réaliste afin que nos jeunes soient bien préparés", 14 oct.: 4.
 "Patriote centenaire: Honoré Mercier", 15 oct.: 10.
 "Hommage des Jésuites au grand patriote Mercier", 16 oct.: 6.
 "Instruction et entente; et l'hon. M. Godbout", 16 oct.: 10.

Soleil, Le (Québec)

- 1900 "Le si regretté Honoré Mercier, sixième anniversaire de sa mort: 30 octobre 1894 - 30 octobre 1900", 30 oct.: 1.

Soleil, Le (suite)

- 1908 "Le patriotisme; conférence de feu l'hon. Honoré Mercier, ancien premier-ministre de la province de Québec", 23 juin: 2.
- 1912 "Biographie d'Honoré Mercier", 22 juin: 12.
"Le grand patriote a son apothéose", 26 juin: 1, 5.
- 1931 "Un grand ralliement au Club Mercier", 6 août: 3.
- 1940 "Hommage à Mercier", 9 oct.: 3.
"Invités d'honneur au centenaire de Mercier", 10 oct.: 13.
"La nation canadienne-française célèbre, avec émotion, le centenaire de Mercier", 12 oct.: 3, 5.
"Le centenaire d'un grand homme d'état; Honoré Mercier", 12 oct.: 4.
"Godbout rend hommage à la prévoyance politique de H. Mercier", 14 oct.: 3.
"Hommage à Mercier", 16 oct.: 17.

* * *

J. W. M.

- 1911 "Notes sur les seigneuries du district de Rimouski", BRH vol. 17: 237-246, 257-267, 312-320, 331-338, 353-368.

KLINCK, G.-A.

- 1953 "Bibliographie: Louis Fréchette", RHAFF vol. 7, no 1 (juin): 132-146.

LABARRERE-PAULE, André

- 1963 "L'instituteur laïque canadien-français au 19e siècle", RSHC: 102-113.
- 1963a *Les laïques et la presse pédagogique au Canada français au XIX^e siècle*, Québec, Presses de l'université Laval, XII-185p.
- 1965 *Les instituteurs laïques au Canada français, 1836-1900*, Québec, Presses de l'université Laval, XVIII-471p.

LABELLE, Yvonne-A.

1958 *Monographie d'Iberville sur le Richelieu*, Saint-Jean,
Le Canada français, 345p.

LACOUR-GAYET, Robert

1966 *Histoire du Canada*, Paris, Arthème Fayard, 605p.

LACOURSIERE, Jacques. Voir aussi: BIZIER, Hélène-Andrée.

LACOURSIERE, Jacques, et Denis VAUGEOIS

1968 *Histoire, 1534-1968*, Montréal, Editions du Renouveau pé-
dagogique, 615p.

LAFORTE, Denis. Voir: BERNARD, André.

LALOUX-Jain, Geneviève

1974 *Les manuels d'histoire du Canada au Québec et en Ontario,
de 1867 à 1914*, Québec, Presses de l'université Laval,
250p.

LAMARCHE, Gustave. Voir: FARLEY, Paul-Emile.

LAMARCHE, Jacques

1977 *Alphonse Desjardins, un homme au service des autres,
[Montréal]*, Fédération de Québec des Caisses populaires
Desjardins, 173p.

LAMBERT, Louis

1940 "Cessons nos luttes fratricides", *L'Oeil* (Montréal), vol. 1.
no 3 (1^{er} nov.): 3-4.

LAMONTAGNE, Léopold

1954 "Le Roi du Nord et sa suite française à Winnipeg en 1885",
RSHC: 36-44.

LAMONTAGNE, Maurice

1954 *Le fédéralisme canadien; évolution et problèmes*, Québec,
Presses universitaires Laval, X-298p.

LANCTOT, Gustave

1941 "Le Québec et les Etats-Unis, 1867-1937", dans Gustave
LANCTOT, dir., *Les Canadiens français et leurs voisins
du Sud* (Montréal, Bernard Valiquette, IX-322p.): 267-310.

LANDRY, Frédéric

1973 *Capitaines de hauts fonds*, Québec, Garneau, 128p.

LANGELIER, Charles

- 1909-1912 *Souvenirs politiques*, 2 vol., t. 1: "De 1878 à 1890; récits, études et portraits"; t. 2: "1890 à 1896; récits, études et portraits; Mercier, son renvoi d'office, son procès, sa mort", Québec, Dussault et Proulx, IX-359p. et 272p.

LAPIERRE, Laurier-L.

- 1961 "Les relations entre l'Eglise et l'Etat au Canada français; aperçu historique", dans *L'Eglise et le Québec*, ouvr. publ. en coll. (Montréal, Editions du Jour, 157p.): 31-45.

LARIVIERE, Céline

- 1979 "La photographie de reportage au service de la colonisation", *Archives* vol. 11; no 3 (déc.): 45-50.

LA TERREUR, Marc

- 1963 "Armand Lavergne; son entrée dans la vie publique", *RHAF* vol. 17, no 1 (juin): 39-54.
- 1964 "Correspondance Laurier - Mme Joseph Lavergne, 1891-1893", *RSHC*: 37-51.
- 1966 "Ontario et Québec depuis 1867", *Culture* vol. 27: 151-162.
- 1968 *Armand Lavergne*, Montréal et Paris, Fides, 95p.

LAVALLEE, André

- 1969 "*Histoire de la province de Québec*, t. 37: "Premier gouvernement Duplessis" par Robert Rumilly", *RHAF* vol. 23, no 2 (sept.): 298-299.
- 1974 *Québec contre Montréal; la querelle universitaire, 1876-1891*, Montréal, Presses de l'université de Montréal, 259p.

LAVALLEE, Germain

- 1958-1959 "Monseigneur Antoine Racine et la question universitaire canadienne, 1875-1892", *RHAF* vol. 12, no 1 (juin): 80-107; no 2 (sept.): 247-261; no 3 (déc.): 372-386; no 4 (mars): 485-516.

LAVALLEE, Robert

- 1973 *Petite histoire de Berthier, La Pocatière, Société historique de la Côte-du-Sud*, 216p.

LAVERGNE, Armand

- 1935 *Trente ans de vie nationale*, Montréal, Editions du Zodiaque, 228p.

LAVERGNE, Renaud

- 1970 *Histoire de la famille Lavergne*, Montréal, Payette-Radio Ltée, XVII-480p.

LEFEBVRE, Jean-Jacques

- 1954 *Le Canada, l'Amérique géographique, historique, biographique, littéraire; supplément du Larousse canadien complet*, Montréal, Beauchemin, 438p.
- 1963 "De quelques testaments", *RAQ*, t. 41: 151-186.
- 1965 "La famille Longtin, de Laprairie, 1683-1963", *MSGCF* vol. 16, no 3 (juil.-sept.): 157-178.
- 1968 "Lignée du poète Louis Fréchette, d. 1908", *MSGCF* vol. 19, no 1 (janv.-mars): 26-32.

LEGARE, Romain

- 1969 ~~*Pamphile Le May*~~, Montréal et Paris, Fides, 95p.

LEGENDRE, Napoléon

- 1892 "Honoré Mercier", dans Louis-H. TACHE, édit., *Les hommes du jour, galerie de portraits contemporains; monument érigé à la gloire de la Confédération du Canada* (32 sér., Montréal, Cie de Moulins à Papier de Montréal, 507p.): 8^e sér.: 113-126.

LE JEUNE, Louis-Marie

- 1931 *Dictionnaire général de biographie, histoire, littérature, agriculture, commerce, industrie et des arts, sciences, moeurs, coutumes, institutions politiques et religieuses du Canada*, 2 vol., Ottawa, Université d'Ottawa, VIII-862p. et 829p.

LEMIEUX, Rodolphe

- 1925 "Macdonald et Laurier", *MSRC* 3^e sér., vol. 19, sect. I: 1-14.
- 1927 "Blake, Chapleau, Laurier", *MSRC* 3^e sér., vol. 21, sect. I: 51-65.

LEMOIGNAN, Michel

- 1963 "Les députés de la Gaspésie", *RHTPG* vol. 1, no 3 (juil.-sept.): 139-143.
- 1964 "Le frère Antoine Bernard et son oeuvre", *RHTPG* vol. 2, no 3 (juil.-sept.): 163-166.

LESSARD, Michel, et Gilles VILLANDRE

1974 *La maison traditionnelle au Québec*, Montréal, Editions de l'Homme, 493p.

LESSARD, Victrice

1962 "L'instruction obligatoire dans la province de Québec de ~~1875~~ à 1943", thèse de doctorat, Ecole de Psychologie et d'Education, Université d'Ottawa, XV-279p.

LETARTE, Jacques. Voir: HAMELIN, Jean.

LETOURNEAU, Firmin

1950 *Histoire de l'agriculture, Canada français*, Montréal, Imprimerie populaire, 324p.

1959 *Histoire de l'agriculture, Canada français*, s.l., s. éd., 407p.

1967 "L'histoire d'un Gaspésien", *RHTPG* vol. 5, no 2 (avril-juin): 67-86.

LEVESQUE, Robert, et Robert MIGNER

1979 *Le curé Labelle; le colonisateur, le politicien, la légende*, Montréal, La Presse, 203p.

LEVITT, Joseph

1974 "Robert Rumilly, historien des relations entre francophones et anglophones depuis 1867 jusqu'à l'industrialisation du Québec", *RS* vol. 15, no 1 (janv.-avril): 57-76.

LINTEAU, Paul-André. Voir: DUROCHER, René.

LOMBARD, Pierre-André

1944 "Médailles", *Le Canada français* vol. 31, no 10 (juin): 773-778.

1946 "Criblage", *Le Canada français* vol. 33, no 9 (mai): 638-657.

LORANGER-PAQUETTE, Mme J.

1959 "Robert Rivard sieur de Loranger", *MSGCF* vol. 10, nos 3-4 (juil.-oct.): 116-128.

McGEE, Jean-Charles

[1948] *Laurier, Lapointe, Saint-Laurent; histoire politique de Québec-Est*, Québec, Belisle, 332p.

MADELEINE (pseud.). Voir: GLEASON, Anne-Marie.

MAGNAN, Charles-Joseph

- 1922 *Eclairons la route, à la lumière des statistiques, des faits et des principes; réponse à "The Right track", publiée à Toronto et traitant de l'instruction obligatoire dans la province de Québec*, Québec, Garneau, XXIV, 246p.

MAHEUX, Arthur

- 1941 "Livres canadiens", *Le Canada français* vol. 29, no 1 (sept.): 26-34.

- 1942 "Pages d'histoire", *Le Canada français* vol. 29, no 9 (mai): 745-752.

MALCHELOSSE, Gérard. Voir aussi: AUDET, Francis-Joseph

MALCHELOSSE, Gérard

- 1959 "L'association "La Fraternelle", 1880-1883", *Cahiers des Dix* no 24: 209-239.

MARCIL-BRUCHESI, Claire

- 1970 "Biographie de l'honorable Charles Marcil", *RHTPG* vol. 8, no 2 (avril-juin): 107-113.

MARION, Séraphin

- 1955 "Jules-Paul Tardivel, pionnier de la presse indépendante et catholique du Canada français", *RSCHEC* 1953-1954: 13-23.

- 1962 "Libéralisme canadien-français d'autrefois et d'aujourd'hui", *Cahiers des Dix* no 27: 9-45.

- 1966 "La nation canadienne-française", *Cahiers des Dix* no 31: 137-161.

- 1967 "L'épiscopat québécois et la Couronne britannique", *Cahiers des Dix* no 32: 37-82.

- 1968 "Les Orangistes au Canada", *Cahiers des Dix* no 33: 79-125.

- 1970 "L'Institution royale, les biens des Jésuites et Honoré Mercier", *Cahiers des Dix* no 35: 97-126.

- 1972 "Louis Fréchette et le Canada français d'autrefois", *Cahiers des Dix* no 37: 123-157.

MARQUIS, G.-E.

- 1958 *Les monuments commémoratifs de Québec, publié à l'occasion du 350^e anniversaire de la fondation de Québec, berceau du Canada*, Québec, L'Eclaireur, 232p.

MARTEL, Louis, et Hermann PLANTE

1956 *Mon pays, synthèse d'histoire du Canada*, Trois-Rivières, Editions La Flèche, XV-341p.

MARTIN, Benoît

1973 "Henri-Josué Martin", *RHTPG*-~~voir~~ 11, no 3 (juil.-sept.): 130-139.

MASSE, Oscar

1930 *Massé... doine*, Montréal, Beauchemin, 124p.

MATHIEU, Jean-Pierre

1971 "L'idéologie des *Annales de la Société Saint-Jean-Baptiste de Québec*, 1880-1902", dans Fernand DUMONT, Jean HAMELIN et Jean-Paul MONTMINY, dir., *Idéologies au Canada français, 1850-1900* (Québec, Presses de l'université Laval, IX-327p.): 294-304.

MAURAUULT, Olivier. Voir aussi: AUDET, Francis-Joseph.

MAURAUULT, Olivier

1945 "La vie intellectuelle au temps de Garneau", dans *Centenaire de l'Histoire du Canada de François-Xavier Garneau, deuxième semaine d'histoire à l'université de Montréal, 23-27 avril 1945* (Montréal, Société historique de Montréal, 460p.): 55-69.

MEDERIC, Paul (pseud.). Voir: TREMBLAY, Jean-Paul.

MENARD, Jean

1967 *Xavier Marmier et le Canada, avec des documents inédits; relations franco-canadiennes au XIX^e siècle*, Québec, Presses de l'université Laval, XII-210p.

MIGNER, Robert. Voir aussi: LEVESQUE, Robert.

MIGNER, Robert

1978 "Le curé Labelle au ministère de l'Agriculture et de la Colonisation, 1888-1891", *Nouvelles recherches québécoises* (Montréal), vol. 1, no 1: 75-97.

MILLER, J. R.

1974 "Honoré Mercier, la minorité protestante du Québec et la loi relative au règlement de la question des biens des Jésuites", *RHAF*, vol. 27, no 4 (mars): 483-507.

MONIERE, Denis

1977 . *Le développement des idéologies au Québec des origines à nos jours*, Montréal, Québec-Amérique, 381p.

MONTAGNE, Mme Pierre

1966 "Robert Giffard, futur seigneur de Beauport", *MSGCF* vol. 17, no 1 (janv.-mars): 19-34.

MONTMINY, Jean-Paul

1966 "Les instituteurs laïques au Canada français, 1856-1900 par André Labarrère-Paulé", *RS* vol. 7, no 3 (sept.-déc.): 370-372.

MORIN, Jacques-Yvan

1970 "Les relations fédérales-provinciales", dans Louis SABOURIN, dir., *Le système politique du Canada; institutions fédérales et québécoises* (Ottawa, Editions de l'université d'Ottawa, XI-517p.): 77-85.

MORIN, Victor

1938 "Les Ramezay et leur château", *Cahiers des Dix* no 3: 9-72.

1947 "Les fastes historiques de Montréal", *Cahiers des Dix* no 12: 161-195.

1949 "Clubs et sociétés notoires d'autrefois, II", *Cahiers des Dix* no 14: 187-222.

1958 "Réhabilitation historique", *Cahiers des Dix* no 23: 9-52.

1960 "L'évolution de la médecine au Canada français", *Cahiers des Dix* no 25: 65-83.

MORIN, Wilfrid

1943 *Nos droits minoritaires; les minorités françaises au Canada*, Montréal, Fides, 431p.

MORLEY, William F. E. Voir: BEAULIEU, André.

MORISSEAU, Henri

1943 "Histoire de la province de Québec, t. 1 à 9, par Robert Rumilly", *RUO* vol. 13: 378-380.

MORISSONNEAU, Christian

1978 . *La Terre promise: le mythe du Nord québécois*, Montréal, Hurtubise HMH, 212p.

NADEAU, Gabriel

- 1944 "Un écho de la visite de Mercier à Tourouvre", *BRH* vol. 50, no 7 (juil.): 212-214

NANTEL, Maréchal

- 1933 "Bâtonniers de Montréal", *BRH* vol. 29, no 4 (avril): 222-224.
- 1947 "Le palais de justice de Montréal et ses abords", *Cahiers des Dix* no 12: 197-230; paru aussi dans BEULLAC et FABRE-SURVEYER 1949: 199-230.

O'BREADY, Maurice

- 1940 "Le mouvement démocratique", *RSCHEC 1939-1940*: 51-66.

ORBAN, Edmond

- 1967 *Le Conseil législatif de Québec, 1867-1967*, Bruges, Paris et Montréal, Desclée de Brouwer et Bellarmin, 354p.
- 1968 "Aspects du contrôle parlementaire au niveau du Conseil législatif contemporain", dans *Réflexions sur la politique au Québec*, ouvr. publ. en coll. (Montréal, Editions Sainte-Marie, 106p.): 45-66.

OUELLET, Eustache

- 1975 "Mon village a 50 ans", *RHTPG* vol. 13, no 3 (juil.-sept.): 151-154.

OUELLET, Fernand

- 1961 "Lettres de Joseph-Adolphe Chapleau, 1870-1896", *RAQ* t. 40: 23-118.

PACAUD, Lucien

- 1935 *Sir Wilfrid Laurier; lettres à mon père et à ma mère, 1867-1919*, Arthabaska, Imprimerie d'Arthabaska, 349p.

PARADIS, Charles-Alfred-Marie

- 1900 *De Témiskaming à la Baie d'Hudson; dédié à l'honorable H. Mercier, premier ministre de la province de Québec*, s.l., s. éd., VI-78p.

PARADIS, Jean-Fidèle

- 1956 "Journées d'amitié Perche-Canada", *MSGCF* vol. 7, no 1 (janv.): 62-63.

PARIZEAU, Alice

- 1965 "Honoré Mercier", dans *Une demi-heure avec...; vingt sujets canadiens, de Monseigneur de Laval à Maurice Richard*, ouvr. publ. en coll. (Montréal, Service des Publications de Radio-Canada, 148p.): 90-97.

PARIZEAU, Gérard

- 1969 "Faucher de Saint-Maurice; écrivain, journaliste, député, président de la section française de la Société royale du Canada", *MSRC* 4^e sér., vol. 7, sect. I: 207-230.
- 1973 "Le capitalisme triomphant dans le Québec de 1870 à 1900", *MSRC* 4^e sér., vol. 9, sect. I: 159-174.
- 1975 *La société canadienne-française au XIX^e siècle; essais sur le milieu*, Montréal, Fides, 550p.
- 1976 *Les Dessaulles, seigneurs de Saint-Hyacinthe; chronique maskoutaine du XIX^e siècle*, Montréal, Fides, 172p.

PASQUET, Joseph

- 1919 "Notre agriculture", *Le Canada français* vol. 2, no 4 (mai): 267-275.

PATENAUDE, Mme Jeanne

- 1961 "Les Gagnon", *MSGCF* vol. 12, no 7 (sept.): 210-212.

PELLAND, Alfred

- 1908 *La province de Québec; les avantages qu'elle offre à l'émigrant français et belge; esquisse des richesses agricoles, industrielles, etc.; guide pour le colon*, Québec, Ministère de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, 129p.
- 1911 *Vastes champs offerts à la colonisation et à l'industrie; le Lac Saint-Jean, ses ressources, ses progrès et son avenir*, Québec, Ministère de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, 165p.
- 1912 "La colonisation dans la province de Québec; courte esquisse de nos ressources naturelles et de l'oeuvre de la colonisation", *La revue économique canadienne* (Montréal), vol. 2: 84-95.

PELLAND, Joseph-Octave

- 1890 *Biographie, discours, conférences etc., de l'hon. Honoré Mercier, Grand' Croix de l'Ordre de saint Grégoire le Grand, officier de la Légion d'honneur et premier ministre de la province de Québec*, Montréal, s. éd., 811p.

PELLETIER, Maurice

- 1975 "Guillaume Pelletier (1598-1657) et son fils Jean", *MSGCF* vol. 26, no 4 (oct.-déc.): 221-244.

PERREAULT, Antonio

- 1908 "Joseph-Israël Tarte", *Revue canadienne*, nouv. sér.,
vol. 1: 104-124.

PERRON, Marc-A.

- 1955 *Un grand éducateur agricole, Edouard-A. Barnard, 1835-1898; essai historique sur l'agriculture de 1760 à 1900*, s.l., s. éd., XXXI-355p.

P.-H. B.

- 1937 "Mercier par Robert Rumilly", *RUO* vol. 7: 138-139.

PLANTE, Hermann. Voir aussi: MARTEL, Louis

PLANTE, Hermann

- 1970 *L'Eglise catholique au Canada, 1604-1886*, Trois-Rivières, Editions du Bien Public, 514p.

POTVIN, Damase

- 1936 "Un patriote", dans RUMILLY 1936a: 326-328.
- 1960 "Nos députés provinciaux depuis 1867", *Saguenayensia* vol. 2, no 2 (mars-avril): 45-50.

POULIOT, Joseph-Elzéar

- 1891 *Notions d'agriculture; conseils; recettes, extraits, etc., etc.*, Québec, C. Darveau, 310p.

POULIOT, Léon

- 1969 "The Jesuits' estates question, 1760-1888; a study of the background for the agitation of 1889 par Roy C. Dalton", *RHAF* vol. 23, no 3 (déc.): 484-486.

QUEBEC, Assemblée Nationale

- 1972 *Commissions et comités d'enquête au Québec depuis 1867*, Québec, Éditeur officiel, VII-95p.
- 1979 *Le Conseil exécutif ou le pouvoir exécutif*, Québec, Éditeur officiel, XIX-211p.
- 1980 *Répertoire des parlementaires québécois, 1867-1978*, Québec, Assemblée Nationale, XV-796.

QUEBEC, Commission de Géographie de Québec

- 1926 *Noms géographiques de la province de Québec*, 3^e éd., Québec, Département des Terres et Forêts, VI-158p.

QUEBEC, Conseil exécutif

1956 *Rapport de la Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels; aperçu général et recommandations*, Québec, Imprimeur de la Reine, 64p.

1956a *Rapport de la Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels*, 5 vol., Québec, Imprimeur de la Reine, XV-398p., 336p., 377p. 346p. et 424p.

QUEBEC, Ministère des Affaires culturelles

1968 *Etat général des Archives publiques et privées du Québec*, Québec, Ministère des Affaires culturelles, 312p.

QUINN, Majella

1968 "Les capitaux français et le Québec, 1855-1900", thèse de D.E.S., histoire, université Laval, XIII-129p.

Rapport des Archives du Québec

1943 T. 23; "Dans faits aux Archives de la province de Québec en 1942-1943": XI-XV

1968 T. 45; "Introduction": 9-15.

RAYMOND, Raoul

1963 "Etudes généalogiques; la famille La Rocque", *MSGCF* vol. 14, no 7-9 (juil.-sept.): 158-164.

RICHARD, Louis

1962 "Etudes généalogiques; la famille Masson", *MSGCF* vol. 13, no 5 (mai) : 115-122.

RIVET, L.-A.

[1923] *Honoré Mercier, patriote et homme d'état*, Montréal, Beauchemin, 140p.

R. L. et P. V.

1940 "Commémorations nationales", *L'Oeil* (Montréal), vol. 1, no 5 (1^{er} déc.): 9-10.

ROBERT, Adolphe

1950 "The French parish and "survival" in nineteenth Century New England par Mason Wade, article paru dans *The Catholic Historical Review* (vol. 36, no 2, July 1950)", *RHAF* vol. 4, no 3 (déc.): 446-452.

ROBERT, Jean-Claude. Voir aussi: DUROCHER, René.

ROBERT, Jean-Claude

- 1975 *Du Canada français au Québec libre; histoire d'un mouvement indépendantiste*, Paris, Flammarion, 324p.

ROBY, Yves. Voir: HAMELIN, Jean.

ROY, Camille

- 1904-1905 "La nationalisation de la littérature canadienne", *PFC* vol. 3, no 4 (déc.): 116-123; no 5 (janv.): 133-144.
- 1918 *Manuel d'histoire de la littérature canadienne-française*, Québec, L'Action sociale, 120p.
- 1918a "Pamphile Le May", *Le Canada français* vol. 1, no 1 (sept.): 30-42.
- 1930 *Histoire de la littérature canadienne*, 5^e éd., Québec, L'Action sociale, 310p.
- 1945 *Manuel d'histoire de la littérature canadienne de langue française*, 10^e éd., rev. et corr., Montréal, Beauchemin, 201p.

ROY, Jean-Louis

- 1970 *Les programmes électoraux du Québec, un siècle de programmes politiques québécois*, t. 1, Montréal, Leméac, XVIII-236p.

ROY, Philippe, compil.,

- 1912 *Devant la statue de Mercier; discours et récits de l'inauguration du monument*, Québec, [La Libre Parole], 133p.

ROY, Pierre-Georges

- 1897 *La législature de Québec; galerie des membres du Conseil législatif et des députés de l'Assemblée législative*, Lévis, Bulletin des Recherches Historiques, 207p.
- 1906 *Les noms géographiques de la province de Québec*, Lévis, s. éd., 514p.
- 1923 *Les monuments commémoratifs de la province de Québec*, 2 vol., Québec, Imprimeur du Roi, 357p. et 360p.
- 1927 *Vieux manoirs, vieilles maisons*, Québec, Ls-A. Proulx, VIII-376p.
- 1932-1933 *Dates lévisiennes*, t. 2: "1870-1880"; t. 3: "1881-1888"; t. 4: "1889-1898", Lévis, s. éd., 311p., 298p. et 306p.

ROY, Pierre-Georges (suite)

1936 *Les avocats de la région de Québec*, Lévis, s. éd., 487p.

RUMILLY, Robert

1936 *Artisans du miracle canadien; régime anglais*, Montréal, Albert Lévesque, 167p.

1936a *Un demi-siècle de vie politique*, Montréal, Beauchemin, 358p.

1936b *Mercier*, Montréal, Editions du Zodiaque, 545p.

c1940 *Histoire de la province de Québec*, t. 1: "Georges-Etienne Cartier", Montréal, Fides, 1971, 365p.

c1941 *Histoire de la province de Québec*, t. 2: "Le "Coup d'Etat", Charles de Boucherville, Luc Letellier de Saint-Just, Henri-Gustave Joly de Lotbinière", Montréal, Fides, 1972, 237p.

c1941a *Histoire de la province de Québec*, t. 3: "Adolphe Champleau", Montréal, Fides, 1972, 219p.

c1941b *Histoire de la province de Québec*, t. 4: "Les "Castors", Montréal, Fides, 1973, 241p.

c1941c *Histoire de la province de Québec*, t. 5: "Louis Riel", Montréal, Fides, 1973, 313p.

c1941d *Histoire de la province de Québec*, t. 6: "Les "Nationaux", Montréal, Fides, 1974, 344p.

c1942 *Histoire de la province de Québec*, t. 7: "L.-O. Taillon", 2^e éd., rev. et augm., Montréal, Bernard Valiquette, 284p.

c1942a *Histoire de la province de Québec*, t. 8: "Wilfrid Laurier", 2^e éd., rev. et augm., Montréal, Bernard Valiquette, 234p.

c1942b *Histoire de la province de Québec*, t. 9: "F.-G. Marchand", 2^e éd., rev. et augm., Montréal, Bernard Valiquette, 317p.

1943 *Histoire de la province de Québec*, t. 10: "I. Tarte", Montréal, Bernard Valiquette, 262p.

1943a *Histoire de la province de Québec*, t. 11: "S.-M. Parent", Montréal, Bernard Valiquette, 244p.

1944 *Histoire de la province de Québec*, t. 12: "Les écoles du Nord-Ouest", Montréal, Bernard Valiquette, 232p.

RUMILLY, Robert (suite)

- 1944a *Histoire de la province de Québec*, t. 13: "Henri Bourassa", Montréal, Bernard Valiquette; 213p.
- 1945 *Histoire de la province de Québec*, t. 14: "Sir Lomer Gouin", Montréal, Bernard Valiquette, 176p.
- 1945a *Histoire de la province de Québec*, t. 15: "Mgr Bruchési", Montréal, Bernard Valiquette, 211p.
- 1945b *Histoire de la province de Québec*, t. 16: "Défaite de Laurier", Montréal, Bernard Valiquette, 221p.
- 1945c *Monseigneur Laflèche et son temps*, Montréal, B. D. Simpson, 460p.
- 1946 *Histoire de la province de Québec*, t. 17: "Les écoles du Keewatin", Montréal, Montréal-Éditions, 244p.
- 1946a *Histoire de la province de Québec*, t. 18: "Le règlement 17", Montréal, Montréal-Éditions, 282p.
- 1947 *Honoré Mercier, [Saint-Jean-sur-Richelieu]*, Editions du Richelieu Ltée, 22p.
- 1947a *Histoire de la province de Québec*, t. 21: "Courcelette", Montréal, Montréal-Éditions; 269p.
- 1948 *L'autonomie provinciale*, Montréal, Editions de L'Arbre, 302p.
- 1949 *Pages d'histoire politique, [Montréal]*, La Ligue de l'Autonomie des provinces; 47p.
- 1951 *Histoire du Canada*, Paris, La Clé d'or, 592p.
- 1953 *Henri Bourassa; la vie publique d'un grand canadien*, Montréal, Chanteclerc, 791p.
- 1955 *Histoire de la province de Québec*, t. 27: "Rivalité Gouin-Lapointe", Montréal, Fides, 320p.
- 1955a *Histoire de la province de Québec*, t. 28: "La rue Saint-Jacques", Montréal, Fides, 340p.
- 1955b *Histoire de la province de Québec*, t. 29: "Vers l'âge d'or", Montréal, Fides, 242p.
- 1956 *Quinze années de réalisations; les faits parlent*, Montréal, s. éd., 237p.

RUMILLY, Robert (suite)

- 1958 *Histoire des Franco-Américains*, Montréal, Union Saint-Jean-Baptiste d'Amérique, 552p.
- 1962 "Monseigneur Laflèche et les ultramontains", *RHAF* vol. 16, no 1 (juin): 95-101.
- 1963 "Thomas Chapais", *Les Cahiers de l'Académie canadienne-française* (Montréal), no 7: 43-60.
- 1966 *Histoire de la province de Québec*, t. 36: "L'autonomie provinciale", Montréal, Fides, 286p.
- 1969 *Histoire de Saint-Laurent*, Montréal, Beauchemin, 310p.
- 1972 *Histoire de Montréal*, t. 3, Montréal, Fides, 524p.
- 1973 *Maurice Duplessis et son temps, 1890-1959*, 2 vol., Montréal, Fides, 720p. et 750p.
- 1974 *Histoire de Longueuil*, Longueuil, Société d'histoire de Longueuil, 472p.
- 1975 *Histoire d'Outremont, 1875-1975*, Montréal, Leméac, 469p.
- 1975a *Histoire de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal; des Patriotes au fleurdelisé, 1834-1948*, Montréal, L'Aurore, 564p.
- 1975b *Honoré Mercier et son temps, 1840-1894*, 2 vol., Montréal, Fides, 418p. et 418p.
- 1977 *Papineau et son temps, 1791-1871*, 2 vol., Montréal, Fides, 643p. et 594p.

RUTCHE, Joseph. Voir: FORGET, Anastase.

RYERSON, Stanley Brehaut

- 1972 *Le capitalisme et la Confédération; aux sources du conflit Canada-Québec, 1760-1873*, version refondue, corr. et augm. de "Unequal Union", Montréal, Parti Pris, 549p.

SABOURIN, Louis. Voir aussi: BONENFANT, Jean-Charles.

SABOURIN, Louis

- 1970 "Les premiers ministres du Québec", dans Louis SABOURIN, dir., *Le système politique du Canada; institutions fédérales et québécoises* (Ottawa, Editions de l'université d'Ottawa, XI-517p.): 473.

Saguenayensia (La Rédaction)

- 1973 "Anciennes nouvelles de Tadoussac", vol. 15, no 6 (nov.-déc.): 165-166.

SAINT-AUBIN, Bernard

- 1979 *Duplessis et son époque*, Montréal, Éditions La Presse, 278p.

SAVARD, Pierre

- 1963 "Jules-Paul Tardivel, un ultramontain devant les problèmes et les hommes de son temps", *RSEC*: 125-140.
- 1967 "Les Canadiens français vus par les consuls de France à Québec et à Montréal de 1859 à 1900", *RHAF* vol. 21, no 2 (sept.): 217-229.
- 1967a "L'éloquence, 1860-1900", dans Pierre de GRANDPRE, édit., *Histoire de la littérature française du Québec*, t. 1: "1534-1900" (Montréal, Beauchemin, 368p.): 279-293.
- 1967b "L'essai, 1830-1900", dans Pierre de GRANDPRE, édit., *Histoire de la littérature française du Québec*, t. 1: "1534-1900" (Montréal, Beauchemin, 368p.): 325-330.
- 1967c "L'histoire, 1860-1900", dans Pierre de GRANDPRE, édit., *Histoire de la littérature française du Québec*, t. 1: "1534-1900", (Montréal, Beauchemin, 368p.): 294-311.
- 1967d *Jules-Paul Tardivel, la France et les États-Unis, 1851-1905*, Québec, Presses de l'université Laval, XXXVII-499p.
- 1967e "Le repli traditionnaliste, 1860-1900", dans Pierre de GRANDPRE, édit., *Histoire de la littérature française du Québec*, t. 1: "1534-1900", (Montréal, Beauchemin, 368p.): 193-200.
- 1967f "La vie du clergé québécois au XIX^e siècle", *RS* vol. 8, no 3 (sept.-déc.): 259-273.
- 1969 *Jules-Paul Tardivel*, Montréal, Fides, 94p.
- 1970 *Le consulat général de France à Québec et à Montréal de 1859 à 1914*, Québec et Paris, Presses de l'université Laval et A. Pedone, 132p.
- 1973 "Histoire de Montréal (3 vol.) par Robert Rumilly", *RS* vol. 14, no 1 (janv.-avril): 134-135.

- SAVARD, Pierre (suite)
- 1974 "Un quart de siècle d'historiographie québécoise, 1947-1972", *RS* vol. 15, no 1 (janv.-avril): 77-96.
- SCHULL, Joseph
- 1968 *Laurier*, Montréal, HMH, 530p.
- SEGUIN, Maurice
- 1948 "*Canada, a political and social history* par Edgar McInnis", *RHAF* vol. 2, no 2 (sept.): 296-299.
- SIEGFRIED, André
- 1906 *Le Canada, les deux races; problèmes politiques contemporains*, Paris, Armand Colin, 415p.
- SIGNORI-LAFOREST, Monique
- 1976 *Inventaire analytique des archives du diocèse de Saint-Jean-de-Québec*, Québec, Ministère des Affaires culturelles, IX-751p.
- SOCIÉTÉ HISTORIQUE DE QUÉBEC
- 1980 "Mémoire au sujet de l'appellation des édifices gouvernementaux de la colline parlementaire", *Quebecensia* (Québec), vol. 1, no 2 (mars-avril): 38-40.
- SOEUR SAINTE-BLANCHE
- 1948 *La charité en marche... L'Institut des Soeurs de la Charité de Québec fondé en 1849; 1871-1896*, Québec, Soeurs de la Charité de Québec, 498p.
- SOEURS DE LA CHARITÉ DE QUÉBEC
- 1939 *Une fondatrice et son oeuvre; Mère Mallet (1805-1871) et l'Institut des Soeurs de la Charité de Québec, fondé en 1849*, Québec, Soeurs de la Charité de Québec, 622p.
- SOEURS DE SAINTE-ANNE
- 1925 *Précis d'histoire des littératures françaises, étrangères et anciennes*, Lachine, Procure des Soeurs de Sainte-Anne, 478p.
- SYLVAIN, Philippe
- 1972 "Cyrille Boucher, 1834-1865, disciple de Louis Veillot", *Cahiers des Dix* no 37: 295-317.
- TANGHE, Raymond
- 1960 *Laurier, artisan de l'unité canadienne, 1841-1919*, [Paris], Mame, 192p.

TARTE, Joseph-Israël

1892 *Procès Mercier; les causes qui l'ont provoqué, quelques faits pour l'histoire*, Montréal, Désaulniers et Cie, 195p.

TASSE, Hélène

1968 "Le curé Labelle et la région Labelle, 1879-1891", thèse de M.A., histoire, université d'Ottawa, XVI-224p.

TASSE, Joseph

1891 *Le 38^e fauteuil ou souvenirs parlementaires*, Montréal, Eusèbe Sénécal et Fils, 299p.

TESSIER, Albert

1954 "Luc Désilets, un des "fanoux de tôle" de Mgr Laflèche", *Cahiers des Dix* no 19: 161-186.

1972 *Sainte-Anne-de-la-Pérade; bref historique de trois siècles de vie paroissiale*, Trois-Rivières, Éditions du Bien Public, 40p.

TESTARD DE MONTIGNY, Benjamin-Antoine

1898 *La colonisation; Le Nord de Montréal ou la région Labelle*, Montréal, C.-O. Beauchemin et Fils, IV-350p.

THERIAULT, Yvon

1965 "Inventaire sommaire des archives du Séminaire des Trois-Rivières", *RAQ*, t. 42: 69-134.

TRAVERSY, Léo

1964 *La paroisse de Saint-Damase, co. Saint-Hyacinthe, s. l., s. éd., XIV-888p.*

TREMBLAY, Jacques

1974 "Le Nationaliste", 1908-1909", dans Fernand DUMONT *et al.*, *Idéologies au Canada français, 1900-1929* (Québec, Presses de l'université Laval, 377p.): 115-136.

TREMBLAY, Jean-Paul [Paul MEDERIC]

1975-1978 *La Tremblaye millénaire*, 2 vol., Québec, Garneau, 624p.

TREMBLAY, Victor

1964 "Le docteur L.-E. Beauchamps", *Saguenayensia* vol. 9, no 4 (juil.-août): 87-90.

TREMBLAY, Victor, édit.,

1960 "Mémoires d'un vieillard; Thomas Coulombe", *Saguenayensia* vol. 2, no 3 (mai-juin): 62-66.

TREPANIER, Léon

- 1958 "Figures de maire; Alphonse Desjardins", *Cahiers des Dix* no 23: 261-283.
- 1960-1962 *On veut savoir*, 4 vol., Montréal, Editions de L'Homme, 192p., 224p., 224p. et 224p.
- 1963 "Le scandale de la Baie des Chaleurs", *RHTPG* vol. 1, no 3 (juil.-sept.): 144-145.

TREPANIER, Pierre

- 1972 "L'administration Joly, 1878-1879", thèse de M.A., histoire, université d'Ottawa, X-157p.

TRUDEL, Marcel. Voir aussi: JAIN, Geneviève.

TRUDEL, Marcel

- 1945 *L'influence de Voltaire au Canada*, t. 2: "De 1850 à 1900", Montréal, Fides, 315p.

TURCOTTE, Gustave

- 1933 *Le Conseil législatif de Québec, 1774-1933*, Beauceville, L'Eclaireur, VIII-324p.

TURGEON, Jean-Marie

- 1944 *Les vendredis de l'oncle Gaspard*, Québec, s. éd., 206p.

VACHON, Monique. Voir: CARRIER, Maurice.

VAILLANCOURT, Cyrille. Voir: FAUCHER, Albert.

VALLIERES, Pierre

- 1968 *Nègres blancs d'Amérique; autobiographie précoce d'un "terroriste" québécois*, nouv. éd. rev. et corr., Montréal, Parti Pris, 402p.

VAITIER, Georges

- 1928 *Esquisse historique de la colonisation de la province de Québec, 1608-1925*, Paris, Honoré Champion, VIII-128p.

VAUGEOIS, Denis. Voir: LACOURSIERE, Jacques.

VIATTE, Auguste

- 1954 *Histoire littéraire de l'Amérique française des origines à 1950*, Québec et Paris, Presses universitaires Laval et Presses universitaires de France, XI-545p.

VIEN, Rossel

1955 *Histoire de Roberval, coeur du Lac-Saint-Jean, [Chicoutimi]*, Société historique du Saguenay, 369p.

VILLANDRE, Gilles. Voir: LESSARD, Michel.

VOISINÉ, Nive

1974 "Histoire de la province de Québec, t. 5: "Louis Riel", par Robert Rumilly", RS vol. 15, nos 2-3 (mai-août): 350-351.

1976 "Province d'une confédération, 1867-1896", dans Jean HAMELIN, dir., 1976: 375-414.

WADE, Mason

c1963 *Les Canadiens français de 1760 à nos jours*, 2 vol., Montréal, Cercle du Livre de France, 1966, 685p. et 584p.

WEILBRENNER, Bernard

1965 "Les idées politiques de Lomer Gouin", RSHC: 46-57.

X...

1895 "Honoré Mercier", *La revue nationale* vol. 1, no 2 (mars): 217.

YON, Armand

1964-1967 "Les Canadiens français jugés par les Français de France, 1830-1939", RHAF vol. 18, no 3 (déc.1964): 321-342; no 4 (mars 1965): 517-533; vol. 20, no 1 (juin 1966): 56-83; no 2 (sept. 1966): 254-269; no 3 (déc. 1966): 443-462; no 4 (mars 1967): 566-584; vol. 21, no 1 (juin 1967): 56-74; no 2 (sept. 1967): 262-280; no 3 (déc. 1967): 415-429; no 4 (mars 1968): 600-624.

ZOLTVANY, Yves-François

1960 "Les libéraux du Québec, leur parti et leur pensée, 1867-1873", thèse de M.A., université de Montréal, VI-249p.

* * * * *

INTRODUCTION

Né à Saint-Athanase le 15 octobre 1840, Honoré Mercier fut premier ministre de la province de Québec du 29 janvier 1887 au 21 décembre 1891. Il décéda à Montréal, le 30 octobre 1894.

À l'origine, nous avions l'intention d'étudier l'administration de ce premier ministre québécois. Dans ce but, nous avons commencé par consulter les principales études consacrées à l'histoire de la province de Québec de la fin du XIX^e siècle, parues surtout depuis le début des années 1960. Très vite, nous avons été confrontés à une série d'interprétations contradictoires concernant l'administration Mercier: certains auteurs estimaient que cette dernière avait été conservatrice, d'autres, qu'elle avait été libérale; d'aucuns la qualifiaient encore de fédéraliste alors qu'au contraire, quelques-uns l'assimilaient à l'indépendantisme. De plus, un autre phénomène émanait de ces lectures: elles soulignaient l'importance historique de plusieurs mesures mises de l'avant par l'administration Mercier, sans expliquer toutefois comment ni pourquoi ces mesures avaient été importantes. Il nous est apparu, dès lors, qu'une analyse de la perception de l'administration Mercier par les historiens pourrait s'avérer fort intéressante, et nous avons réorienté notre sujet en conséquence.

Dans cette nouvelle optique, un premier phénomène a attiré notre attention. Bon nombre d'historiens affirmaient en effet que le passage de Mercier au pouvoir avait été si marquant, que celui-ci était demeuré

pendant un certain temps après sa mort, au centre des débats politiques. Nous avons donc cherché à retracer ces débats afin de voir quelle image de Mercier ceux-ci avaient pu transmettre à la mémoire collective canadienne-française. Ce faisant, nous nous sommes aperçus que non seulement le discours politique, mais aussi le discours idéologique - celui prononcé lors des fêtes nationales ou à l'occasion de certaines cérémonies commémoratives - avait commencé vers le tournant du siècle à diffuser le souvenir de Mercier. L'analyse de ces épiphanies verbales, portant sur un demi-siècle (de 1894 jusqu'au milieu des années 1940 environ), fait l'objet des deux premiers chapitres de notre thèse. La présentation chronologique des résultats de cette partie de notre enquête nous a semblé préférable, parce que plus conforme à la réalité historique, qu'un regroupement par thèmes.

Dans un premier temps en effet, soit de 1894 à 1912, les discours politique et idéologique ont hésité quant aux traits majeurs du portrait de Mercier qu'ils formulaient, avant d'en arriver à l'unanimité à l'occasion de l'inauguration de son monument. Par la suite, jusqu'au milieu des années 1940, ces discours ont consolidé l'image de Mercier qu'ils avaient fini par ciseler au terme de la première période. Ces deux moments de la diffusion du souvenir de Mercier sont donc présentés respectivement dans les premier et second chapitres.

Les trois chapitres subséquents sont dévolus à l'étude du discours historiographique portant sur Mercier - discours écrit, il va sans dire, puisque cette expression désigne l'ensemble des travaux produits par les historiens. Nous commençons par délimiter les frontières synchronique et diachronique de ce discours historiographique, exposées dans le troisième

chapitre. Le chapitre suivant identifie le savoir historique concernant l'administration Mercier qui est contenu dans le discours historiographique, et illustre comment ce savoir s'est développé au fil des ans depuis la fin du XIX^e siècle à venir jusqu'à présent. Le cinquième et dernier chapitre tente d'esquisser les traits principaux des différents portraits du premier ministre Mercier offerts à la mémoire collective par les historiens. Enfin, il nous a semblé judicieux d'insérer avant notre conclusion, un bilan résumant les faits majeurs se dégageant du double volet de notre enquête, celui portant sur les discours politique et idéologique d'une part, et celui consacré au discours historiographique d'autre part.

Nous croyons nécessaire d'ajouter que nous avons dû mettre au point une méthode d'analyse inédite - du moins, à notre connaissance - afin d'étudier le discours historiographique portant sur Mercier. Plutôt que de consacrer plusieurs pages à l'explication de cette méthode jusque dans ses moindres détails, nous avons choisi d'en dévoiler les mécanismes essentiels dans le corps même de notre texte. En outre, tous les événements historiques touchant Mercier et son administration rapportés par le discours historiographique, sont rassemblés dans le premier appendice; aussi, afin d'éviter d'inutiles répétitions, nous sommes nous limités à les identifier sommairement sans en fournir le contenu factuel complet, à travers nos différents chapitres.

* * * * *

CHAPITRE PREMIER

GENESE D'UN SYMBOLE, 1894-1912

Au moment de son décès, survenu le 30 octobre 1894, Honoré Mercier représentait le comté de Bonaventure à l'Assemblée législative. Il fallait donc pourvoir à sa succession et une élection partielle allait se tenir à cette fin le 11 décembre suivant. Les libéraux choisirent François-Xavier Lemieux pour candidat et ils axèrent leur campagne électorale sur le souvenir de Mercier, sur les persécutions dont il avait été l'objet de la part des conservateurs et sur l'apothéose de sa mort (Désilets 1967-1968: 231; Rumilly c1942: 193-194). Près d'un an plus tard, à l'occasion d'une nouvelle élection partielle provinciale dans le comté de Montréal-Centre, on assista à un scénario semblable. Louis-Olivier Taillon, premier ministre conservateur du Québec depuis décembre 1892, défendit la politique de saine économie de son gouvernement, politique qu'il compara, lors d'un discours prononcé le 9 octobre 1885, à celle de Mercier qui, lui, "avait toléré une administration scandaleuse". Les autres orateurs ministériels présents à cette assemblée contradictoire poursuivirent dans la même veine, tandis que les orateurs libéraux défendirent et exaltèrent la mémoire de Mercier, "tué par les persécutions" (Rumilly c1942: 246-248). La controverse reprenait autour du thème de l'administration Mercier - bonne ou mauvaise - et elle se



prolongerait ainsi pendant quelques années encore.¹

Wilfrid Laurier, chef du parti libéral fédéral et député du comté de Québec-Est aux Communes, évoqua lui aussi, quoique de façon plus discrète, le souvenir de Mercier au cours de sa campagne électorale du printemps de 1896. Dans son comté, où Mercier avait été très populaire de son vivant, Laurier confia l'organisation de sa campagne au Club Mercier et choisit comme orateurs des partisans notoires de l'ex-premier ministre québécois (McGee [1948]: 99-100).

A l'automne de la même année, le premier ministre conservateur du Québec, Edmund James Flynn, sans doute inquiet de la récente victoire des libéraux sur la scène fédérale, entreprit une sorte de campagne pré-électorale. Le 6 septembre 1896, en compagnie de Thomas Chapais et de Louis-Philippe Pelletier, il tint une assemblée politique à Saint-Jean-Port-Joli où il esquissa son programme. Il envisageait de grandes réalisations grâce à la sagesse de ses prédécesseurs, évidemment conservateurs eux aussi, qui avaient su redresser habilement une situation financière rendue critique par les extravagances du régime Mercier. Et Chapais et Pelletier de renchérir en reprenant le procès de l'administration Mercier. A ces assemblées politiques des conservateurs, les libéraux répliquèrent en convoquant d'autres assemblées; et aux attaques répétées des conservateurs contre le régime Mercier, les libéraux répondirent non plus seulement en dénonçant les persécutions dont Mercier avait été victime, mais encore et de plus en plus en soulignant le caractère grandiose

¹En réalité, Mercier avait été au centre des débats politiques depuis le renvoi de son ministère par le lieutenant-gouverneur à la fin de 1891, sinon même avant. Ce qui étonne cependant, c'est qu'il n'ait pas cessé de l'être après son décès, d'où l'expression délibérément choisie ici de "reprise de la controverse".

de son administration. Cette campagne d'assemblées politiques se poursuivit à travers le Québec durant les mois de septembre et octobre 1896.

A la rentrée des Chambres, en novembre, lorsque Flynn fit part des intentions de son gouvernement à l'Assemblée législative, les députés de l'opposition l'accusèrent carrément d'avoir dérobé le programme politique de Mercier. Au cours des débats qui suivirent, les députés ministériels ne laissèrent passer aucune occasion de rappeler la "mauvaise gestion financière" de l'administration Mercier, tandis que les députés de l'opposition n'en ratèrent pas une d'exalter ses "réalisations grandioses" (Rumilly c1942a: 110-114).

Au cours de ce même automne de 1896, l'abbé Jean-Baptiste Proulx et le zouave pontifical Gustave Drolet se rendirent à Rome en mission officieuse auprès du pape, à la demande de Laurier. Le *Mail* de Toronto s'indigna de ce que le premier ministre du Canada fasse ainsi appel au pape pour régler la question des écoles d'une province anglaise² et il rappela le souvenir de l'ex-premier ministre québécois "papist" Mercier. La *Patrie* s'offusqua elle aussi de cette démarche: "Ha ça! sommes-nous revenus au régime des castors de M. Mercier [..]" (Rumilly c1942a: 104-105).

Le souvenir de Mercier s'imposait sans cesse davantage depuis deux ans. Les premiers à y recourir avaient été les politiciens, imités bientôt par leurs porte-voix, les journalistes. Les rappels de Mercier, de plus en plus fréquents, devenaient en même temps de plus en plus "sonores", c'est-à-dire qu'ils atteignaient un public de plus en plus vaste.

²Il s'agit de la question des écoles du Manitoba.

Evoqué à l'origine³ sur les *rustings* dans le cadre restreint d'une élection complémentaire, le souvenir de Mercier avait débordé rapidement les limites du comté en jeu pour se répandre à l'échelle du Québec à l'occasion d'élections générales, et avait même franchi le seuil du parquet de l'Assemblée législative. Simultanément, l'image de Mercier commençait à subir une première métamorphose. Perçu au début par les uns comme une victime et un martyr, et par les autres comme le chef d'une administration concussionnaire et scandaleuse, Mercier devenait maintenant peu à peu le chef d'une administration grandiose aux yeux des premiers. Cette transformation de l'image de Mercier, qui allait se poursuivre encore pendant quelque temps, mettrait quelques années à se parfaire.

"Mercier" devint un des thèmes majeurs des nombreux discours prononcés à l'occasion de la campagne électorale provinciale du printemps de 1897. Flynn et les orateurs conservateurs rappelèrent constamment les scandales financiers de son administration pour mieux mettre en relief la probité de leur propre administration. Quant aux libéraux, même si leur chef Félix-Gabriel Marchand refusait l'investiture à Charles Langelier, le plus compromis des lieutenants de Mercier, ils lancèrent une brochure intitulée *Elections de mai 1897; cinq années d'administration conservatrice à Québec*. Dans ce manifeste, ils mettaient en parallèle les réalisations du gouvernement conservateur et celles du régime Mercier, démontrant que ces dernières avaient été de beaucoup plus considérables (Fortin 1979: 180; Hamelin, Hamelin et Letarte 1959-1960: 27; Roy 1970: 87, 89-94; Rumilly c1942a: 187-188).

³Subséquentement à son décès, bien entendu; voir à ce sujet la note 1.

Le 7 janvier 1898, Charles Deguire, courriériste parlementaire du *Soleil* à Québec, souligna dans un article que la plus grande réalisation dans le secteur de l'éducation au Québec avait été accomplie par Mercier lorsque celui-ci avait fondé les écoles du soir. Deguire faisait alors sienne une idée développée à l'Assemblée législative par le ministre libéral Joseph-Emery Robidoux (Audet 1964: 288-290). Quelques mois plus tard, à l'occasion du décès d'Adolphe Chapleau, ex-premier ministre du Québec et lieutenant-gouverneur de la province, le *Soleil* imprimait: "Dans le dernier quart de siècle, trois Canadiens français ont dépassé leurs compatriotes de toute la hauteur de la tête: Laurier, Mercier et Chapleau..." (Rumilly c1942b: 55).

L'automne suivant, le Club National de Montréal invita les patriotes à venir se recueillir sur la tombe de Mercier, à l'occasion de la Toussaint. Il semble bien que ce ne fût pas là le premier pèlerinage de ce genre, et cette coutume perdura encore pendant plusieurs années⁴. Ce pèlerinage de 1898 provoqua cependant un léger incident qui laisse entrevoir jusqu'à quel point Mercier s'ancrait dans la mémoire collective autrement qu'à l'occasion des seuls discours électoraux et parlementaires. L'archevêque de Montréal, Mgr Bruchési, demanda au Club National de renoncer à cette manifestation, car il organisait lui-même une cérémonie religieuse au même endroit pour le même jour. Le Club National décommanda donc le cortège prévu, mais environ 25 000 personnes se rendirent néanmoins, par petits groupes, fleurir la tombe de Mercier (David 1911: 118; Fournier 1922: 31; Rivet [1923]: 73; Rumilly c1942b: 67).

⁴ Jules Fournier signale en effet que ce pèlerinage se tenait toujours en 1909 (Fournier 1922: 31).

C'est vers la même époque, semble-t-il, que l'on commença à associer le nom de Mercier au patriotisme. Une élection provinciale complémentaire devait se tenir, le 14 décembre 1898, dans le comté de Lévis. Charles Langelier, qui se portait candidat libéral, n'était pas sans ignorer que nombre de libéraux, F.-G. Marchand en tête, le tenaient toujours pour suspect. Il dénonça cette attitude au cours d'une assemblée politique: "On veut m'empêcher d'arriver parce que j'ai été le bras droit, l'ami intime du grand patriote Honoré Mercier" (Rumilly c1942b: 76-77). Le rapprochement Mercier-patriotisme ne se fit pas uniquement au niveau du discours politique. On le vit apparaître presque simultanément au niveau du discours idéologique.

La *Patrie* du 31 octobre 1899 fit suivre son invitation au pèlerinage annuel au tombeau de Mercier d'un sonnet de Philéas Lanctôt, poème d'une qualité littéraire douteuse mais qui n'en illustre pas moins cette nouvelle tendance:

Il aima son pays, comme l'enfant sa mère,
 Au coeur du peuple aussi, pour la postérité,
 Vit Mercier; et les flots de la critique amère
 L'ont porté, dans leurs flancs, à l'immortalité

[...]
 "Patriote et Martyr", au temple de mémoire
 Seront en lettres d'or burinés par l'histoire
 Sur ton fier piédestal, ô notre Mirabeau!
 (*La Patrie*, 31 oct. 1899: 10).

Au Canada anglais, on tendait aussi à assimiler le nom de Mercier au patriotisme canadien-français. En 1901, l'Angleterre était aux prises avec les Boers, au Transvaal. Aux Communes, à Ottawa, les députés discutèrent du bien-fondé de la participation du Canada à cette guerre. Henri Bourassa s'opposa pour sa part à toute participation. Le 6 mars, le *News* de Toronto remarquait:

[...] rien ne rend un homme plus populaire, dans la province de Québec, qu'une politique d'hostilité envers l'Angleterre. Mercier conserva l'affection et la confiance de ses compatriotes [...] uniquement à cause de ses antipathies anglaises (Rumilly 1943: 14-15; 1953: 103).

En même temps que son enracinement dans le discours idéologique, le rappel du souvenir de Mercier dans le discours politique devenait de plus en plus le fait d'un groupe particulier, de politiciens. D'une part en effet, les orateurs du parti conservateur s'abstenaient maintenant de flétrir la mémoire de Mercier; d'autre part, les orateurs libéraux qui continuaient de l'évoquer étaient surtout ceux qui constituaient l'aile radicale de leur parti.⁵ Certes, des politiciens libéraux "bon ton" considéraient toujours électoralement rentable de recourir au souvenir de l'ex-premier ministre québécois. Ainsi, Charles Marcil, qui venait en ce début d'année 1901 d'être élu député de Bonaventure aux Communes, avait-il évoqué à moult reprises, durant sa campagne électorale, le souvenir du "grand disparu" Mercier. Presque au même moment, le député libéral de Shefford à l'Assemblée législative, Tancrède de Grosbois, proposait l'adoption de l'instruction obligatoire. Or de Grosbois, comme Charles Langelier, Joseph-Emery Robidoux, François-Gilbert-Miville Dechène, Adélard Turgeon, appartenait à l'aile radicale de son parti et s'identifiait volontiers comme un libéral "du temps de Mercier". Un autre député libéral "à teinte écarlate", Maurice Perrault,

⁵Rumilly, qui a remarqué ce phénomène, n'en fournit cependant pas l'explication, n'y voyant qu'un quasi-paradoxe: "Mercier avait formé et maintenu un gouvernement "national", en écartant les radicaux encombrants [...] Mais les partis, comme les peuples, n'ont pas de mémoire. En 1901, les merciéristes étaient les libéraux avancés [...] Par un quasi-paradoxe, "un libéral du temps de Mercier" signifiait, non pas seulement un ancien des temps héroïques [...] mais aussi un rouge écarlate, un radical" (Rumilly 1943: 28).

reprenait constamment à son compte certains mots d'ordre de Mercier, au cours des débats à l'Assemblée législative (Rumilly 1943: 28, 81).

Le 24 juin de cette même année 1901, Mercier était en quelque sorte consacré "personnage national". Joseph-Israël Tarte, lors d'un discours prononcé à l'occasion de la fête nationale, au parc Lafontaine, à Montréal, invoqua les mânes des grands disparus de l'histoire du Canada français, ceux de Wolfe et Montcalm, de Lévis, de Mgr de Laval, des martyrs de 1837-1838, de Lafontaine et Baldwin, de Cartier, de Chapleau et de Mercier, "témoins du spectacle de tout un peuple réuni [...] pour se souvenir" (Rumilly 1943: 58). En 1902, pendant qu'à l'Assemblée législative des députés se réclamaient sporadiquement de Mercier, notamment à l'occasion d'une demande d'augmentation du subside fédéral aux provinces, un jeune nationaliste, Napoléon Garceau, publia une circulaire commençant par l'appel jadis lancé par Mercier, "Cessons nos luttes fratricides, unissons-nous!", en guise d'invitation à participer à la fête de la Saint-Jean-Baptiste, à Drummondville (Rumilly 1943: 86, 95, 116; 1953: 128-129). Et novembre ramena le pèlerinage au tombeau de Mercier.

A l'instar de John Alexander Macdonald, Laurier avait repris l'idée - et le projet - d'un chemin de fer transcontinental. Le *Soleil*, à l'automne de 1903, en parla comme une oeuvre éminemment patriotique:

Ce chemin de fer septentrional n'est autre que la réalisation, sur une plus grande échelle, du rêve favori de patriotes disparus, Mgr Labelle, Chapleau, Mercier, qui n'ont cessé d'indiquer le Nord comme le véritable champ de l'expansion nationale (Rumilly 1943: 238).

A l'occasion de la fête nationale en 1906, on inaugura, à Montréal, un monument en l'honneur du poète Crémazie. A Saint-Jean, pour ne pas

nuire à cette célébration, on s'abstint de toute manifestation; mais le journal local souligna néanmoins la fête nationale en évoquant Mercier:

A l'occasion de cette grande fête des Canadiens-français (sic), nous croyons devoir rappeler ici le souvenir d'un homme qui est resté cher à la mémoire de nos contemporains d'origine française, afin de soumettre à la méditation de nos lecteurs quelques-unes de ses paroles inspirées par son patriotisme éclairé. C'est en effet le regretté Honoré Mercier qui disait, dans une occasion semblable: "L'esprit de parti né de nos luttes fratricides a sans doute émoussé les sentiments nobles et élevés que nous avons reçus de nos pères [...] (Le Canada français, 23 juin 1976: 79).

Le quotidien québécois *Le Soleil* eut lui aussi recours au souvenir de Mercier pour marquer la fête nationale, en publiant le texte intégral d'une conférence que ce dernier avait jadis prononcée sur le patriotisme (*Le Soleil*, 23 juin 1906: 2).

Au mois de mai 1907, la ville de Saint-Hyacinthe offrit un banquet en l'honneur de Georges-Casimir Dessaulles. Sur les murs de la salle aménagée à cette fin, figurait une séquence historique visuelle:⁶ les portraits de Denis-Benjamin Viger, Louis-Joseph Papineau, Maurice Laframboise, Raymond Préfontaine, Wilfrid Laurier et Honoré Mercier (Chouquette 1930: 474).

Mercier, qui devenait un personnage de fête nationale depuis quel-

⁶ Nous entendons, par séquence historique, cette figure de rhétorique qui consiste à rapprocher plusieurs événements ou personnages historiques dans le but de suggérer une idée par substitution analogique. La séquence qui s'adressait aux hôtes de ce banquet, évoquait à la fois les idées de "patriotisme" et d'appartenance à la vie maskoutaine. Le recours à des séquences historiques est très répandu dans les discours de cette époque. Parmi celles qui reviennent alors fréquemment, mentionnons: "Papineau, Lafontaine, Cartier", "Carillon, Sainte-Foy, Châteauguay" et, un peu plus tard, "Laurier, Chapleau, Mercier".

ques années, effectua pour ainsi dire un retour en force sur la scène politique, au cours de cette même année 1907. En effet, Henri Bourassa et quelques orateurs libéraux nationalistes entreprirent de dénoncer les tares du gouvernement libéral, jugé "affairiste", de Lomer Gouin. Durant les mois d'août et septembre, Bourassa prononça une série de discours à travers le Québec en évoquant l'exemple de Mercier "qui avait eu la conception de la vraie politique provinciale, et qui avait fait appel aux meilleurs éléments des deux partis", et en dénonçant les combinaisons louches du gouvernement Gouin (Rumilly 1944a: 76). Toutefois au même moment, à Châteauguay, un orateur libéral mais non nationaliste, prédisait que Lomer Gouin prendrait "place dans la galerie des grands hommes d'Etat canadiens-français, à la suite de Papineau, Lafontaine, Cartier, Mercier et Laurier" (Rumilly 1944a: 76). Pendant cette campagne d'assemblées politiques, Bourassa s'en prit tout particulièrement au ministre des Terres et Forêts dans le cabinet Gouin, Adé-^lard Turgeon. Ce dernier démissionna et défia Bourassa de se présenter contre lui dans le comté de Bellechasse. Bourassa releva le défi, démissionna à son tour comme député fédéral; et se lança en campagne. Au cours de la lutte électorale qui s'ensuivit, les partisans d'Adé-^lard Turgeon exploitèrent dans un tract électoral le souvenir de Mercier, afin de contrer les attaques des orateurs nationalistes:

Ce sont ces mêmes hommes qui, à l'heure présente, ont organisé la honteuse campagne de diffamations et de calomnies contre l'honorable M. Turgeon [...]. Souvenez-vous de Mercier, victime de ces ouvriers de calomnies! (Rumilly 1944a: 108-109).

Par ailleurs, le 16 décembre 1907, Honoré Mercier - le fils de l'ex-premier ministre - était élu député du comté de Châteauguay, lors d'une élection provinciale partielle; il avait défait Joseph Laberge,

candidat nationaliste soutenu par Bourassa. Au cours de leur campagne dans ce comté, Bourassa et ses coéquipiers nationalistes s'étaient identifiés comme les héritiers spirituels de Mercier, tandis que Lomer Gouin et Honoré Mercier - le gendre et le fils de l'ex-chef d'Etat - s'étaient proclamés ses continuateurs. Et probablement pour simplifier ce débat, mais sans doute aussi avec une certaine pointe d'ironie, on prit alors l'habitude d'appeler Mercier - celui dont on se contestait l'héritage de part et d'autre - le "grand" Mercier.

Cette querelle au sujet de l'héritage du "grand" Mercier se poursuivit au cours de l'année suivante. Lomer Gouin déclencha des élections générales pour le printemps de 1908. Durant la campagne électorale, Bourassa exigea de Gouin qu'il cesse de se proclamer le continuateur de Mercier: "Laissez dormir les morts dans leurs tombeaux, laissez nos gloires nationales sur leurs piédestaux, venez donc défendre vos actes; et le peuple vous jugera!" (Rumilly 1944a: 144). Mais Bourassa n'en continuait pas moins, lui, à se réclamer du souvenir de Mercier. Et ce fut au tour de Charles Devlin, ministre de la Colonisation dans le cabinet Gouin, de s'inscrire en faux contre les prétentions de Bourassa à l'héritage de Mercier:

Non, monsieur Bourassa, si Mercier vivait encore, il ne serait pas à côté de l'homme qui est allé faire une lutte injuste contre son fils à Châteauguay. Si Mercier vivait, il ne serait pas à côté de l'homme qui calomnie son gendre, continuateur de sa politique. Si Mercier vivait /il se range-rait/ à mes côtés, pour vous dénoncer (Rumilly 1944a: 155).

Cette chicane de succession qui, avec le recul, frise la cocasserie, permet tout de même de constater jusqu'à quel point Mercier était en train de devenir l'incarnation du patriotisme dans la mémoire collec-

tive. Tout juste dix ans auparavant, Mercier avait aussi été un point de mire de la campagne électorale provinciale. Cependant, les orateurs s'étaient alors partagés en deux camps, les pro-merciéristes et les anti-merciéristes, selon leur perception de la bonne ou mauvaise gestion financière du régime Mercier. Les orateurs évoquant Mercier en 1907-1908 se partageaient bien, eux aussi, en deux camps, mais cette fois les deux groupes antagonistes s'affichaient pro-merciéristes, chacun disputant à l'autre son droit exclusif à s'identifier comme tel. Et cet héritage légué par Mercier, dont les politiciens cherchaient désormais à s'emparer, ce fut sans doute le journaliste Jules Fournier qui l'évalua à sa plus juste valeur symbolique:

De toute son oeuvre administrative, c'est à peine aujourd'hui s'il reste quelque vestige. Mais son influence morale, qui n'est pas près de finir, aura été incalculable [...] il a eu l'honneur de ranimer chez nous, avec l'amour de la terre natale, le sentiment de la solidarité nationale [...] il a redonné une âme à la race. Il a été, enfin, dans notre pays, l'incarnation vivante du patriotisme (Fournier 1922: 36).

Avec la fin de la campagne électorale de 1908, les éclats de voix s'adoucirent, la querelle politique autour du souvenir de Mercier se résorba malgré quelques soubresauts; comme cet article où Ulric Barthe reprochait aux jésuites d'avoir prêté une de leurs salles à Bourassa pour une conférence, à la fin de mai 1909: "Les Jésuites prennent-ils sous leur protection M. Bourassa, l'ennemi de Sir Lomer Gouin? Ont-ils oublié les bienfaits de Mercier?"; ou encore, comme ce discours d'un porte-parole du groupe nationaliste, Joseph Rainville, prononcé le 9 novembre 1909 à une assemblée électorale au Champ de Mars, et qui évoquait le triomphe oratoire qu'avait connu Mercier au même endroit en 1885 (Rumilly 1945: 69). Mercier allait bientôt revenir à l'avant-scène

par le biais du discours idéologique cette fois, quoique les circonstances puissent laisser croire à première vue à un discours à caractère strictement politique.

"Ce fut la fête du patriotisme, hier, à Québec [...] (*Le Soleil*, 26 juin 1912: 1). "Hier", c'était le 25 juin 1912, journée du dévoilement d'un monument érigé à la mémoire d'Honoré Mercier, sur le parterre du parlement, à Québec. La cérémonie revêtait d'autant plus d'éclat qu'elle s'inscrivait dans le cadre d'un *triduum* de fêtes patriotiques. En effet, l'avant-veille de cet événement, la Société Saint-Jean-Baptiste de la paroisse de Saint-Sauveur de Québec avait célébré le cinquantième anniversaire de sa fondation par une messe solennelle, un banquet patriotique et le dévoilement d'une statue élevée à la mémoire du Père Flavien Durocher, sur la place du marché Saint-Pierre. Et la veille, journée des festivités nationales, la ville de Québec avait assisté à la séance d'ouverture du premier congrès de la langue française tenu au Canada. Le choix de la date d'inauguration du monument Mercier n'était donc pas dû au hasard, et cette cérémonie s'inscrivait d'emblée dans une ambiance patriotique.

Les divers comptes rendus de cet événement s'accordent sur le nombre de personnes qui prirent part à la manifestation: il y eut... "beaucoup" de monde! Selon les uns, les gens s'assemblaient "par milliers", ils accouraient "de partout"; selon d'autres, "une foule presque innombrable" envahissait le parterre du parlement, "le peuple de la province tout entier" se pressait au pied du monument Mercier. Mais qu'importe le nombre réel des participants? N'est-ce pas plutôt la nature même de cette cérémonie qui lui conférait son importance?

Toujours selon les récits de l'événement, des représentants de toutes les classes de la société s'étaient associés pour cette cérémonie à caractère civil. Par contre, aucun témoin ne semble avoir remarqué l'homogénéité "sociale" des orateurs qui oeuvraient tous alors dans le monde politique et, qui plus est, au sein du même parti politique. Voyons plutôt qui étaient ces orateurs à la cérémonie du 25 juin 1912.

Alexandre Taschereau, alors ministre des Travaux publics dans le cabinet Gouin, avait commencé sa carrière politique sous Mercier et au sein du parti de ce dernier, en se portant candidat libéral-national pour le comté de Dorchester aux élections provinciales de 1892. François Langelier, lieutenant-gouverneur du Québec, avait été auparavant député libéral à l'Assemblée législative pendant cinq ans et député libéral aux Communes pendant plus de treize ans. Son frère Charles, juge des sessions de la paix, avait été l'ami intime de Mercier, un de ses principaux lieutenants, ministre par surcroît dans son cabinet, en plus d'avoir oeuvré pendant quelques décennies au sein du parti libéral. Adélard Turgeon, président du Conseil législatif, avait commencé sa vie politique active de la même façon qu'Alexandre Taschereau, en devenant député libéral-national du comté de Bellechasse en 1890 sous les ordres de Mercier, et il avait été par la suite ministre dans les cabinets libéraux de Marchand et de Parent. Charles Ramsay Devlin, alors ministre de la Colonisation dans le cabinet Gouin, avait été député libéral aux Communes de 1891 à 1897, député du comté irlandais de Galway aux Communes d'Angleterre pendant quelques années, puis à nouveau député libéral à Ottawa en 1906 avant d'être assermenté comme ministre dans le cabinet Gouin, à la fin de 1907. Peter Samuel George Mackenzie, trésorier pro-

vincial dans le cabinet Gouin, était député libéral du comté de Richmond depuis 1900. Hector Laferté, avocat, représentait à cette cérémonie la Jeunesse libérale du Québec. Enfin, Honoré Mercier, le fils du "grand" Mercier, était député libéral du comté de Châteauguay à l'Assemblée législative.

Bref, tous ces orateurs étaient des militants ou d'ex-militants du parti libéral. Quant aux invités d'honneur, ceux qui prenaient place sur l'estrade dressée près du monument Mercier pour la cérémonie du dévoilement, ils étaient eux aussi en grande majorité membres de la "famille" libérale. Il y avait là Lomer Gouin et Wilfrid Laurier, entourés d'une pléthore de politiciens libéraux - sénateurs, députés aux Communes et à l'Assemblée législative, conseillers législatifs - et de membres de la magistrature ayant, pour la plupart, oeuvré jadis au sein du parti libéral. Bien sûr, certains participants étaient invités à un autre titre, du moins officiellement. On remarquait en effet des personnalités politiquement "neutres", tels des membres des professions libérales⁷ - notaires, avocats, membres du clergé - et des représentants de corporations, d'associations ou d'institutions comme la Ville de Québec, la Société Saint-Jean-Baptiste ou l'École Normale. En définitive, tout porte donc à croire que l'érection du monument Mercier était due à une initiative du parti libéral.

Malgré tout, la cérémonie du dévoilement ne refléta pas, ou si peu, de caractère partisan. Bien que tous les orateurs de circonstance aient été des libéraux, l'ensemble des discours prononcés à cette occasion

⁷ Sans jeu de mots.

transcenda en effet les préoccupations politiques de l'heure.⁸ Peut-être les orateurs choisirent-ils de s'élever au-dessus des intérêts purement partisans, de s'exprimer à un niveau idéologique plutôt que strictement politique, pour avoir eu conscience, à tort ou à raison, de s'adresser à "tout un peuple", "sans distinction de classe ni de parti" (Roy 1912: 18, 21, 57, 117, 127)?

Honoré Mercier - le "grand" - constitua évidemment le point central de tous les discours, mais non pas pour autant le thème majeur. Le sens de la célébration et la signification du monument, tels qu'exprimés à l'occasion de cette "liturgie de la parole", passaient par Mercier mais en le dépassant et en le surpassant en tant que personnage historique. En réalité, ce n'était pas Mercier ni ce qu'il avait été que l'on célébrait, mais plutôt ce qu'il représentait désormais: "Et vous qui passez devant cette statue de bronze, saluez-la, c'est l'âme de la patrie, c'est Mercier" (Roy 1912: I).

La célébration du 25 juin 1912 revêtait aux yeux de tous valeur de fête, "fête du souvenir", "fête du patriotisme" (Roy 1912: 19, 21, 23, 38, 62, 71, 91, 93). Les orateurs et la foule s'associaient pour "rendre hommage", pour "glorifier" la mémoire de Mercier: "Oui, cette fête est bien une apothéose et une réhabilitation" (Roy 1912: 21, 24, 57, 85, 92, 110, 117). Réhabilitation, c'est-à-dire geste de restitution des droits perdus à l'estime publique; et apothéose, acte qui confine à la déification:

Peu d'hommes, seulement après 18 ans du long et
dernier sommeil du tombeau brisent les liens qui

⁸ Il y eut bien quelques accrocs, quelques allusions directes à la situation politique du moment, mais elles se sont avérées peu fréquentes et elles n'ont pas altéré le ton de l'ensemble des discours.

les retiennent pour venir reprendre [...] la place que la patrie donne à ses héros, que le peuple donne à ses bienfaiteurs, la place qu'une main invisible, mais juste, donne aux victimes de la justice des hommes (Roy 1912: 23-24).

Autrement dit, Mercier acquérait "le privilège de ne pas mourir", il accédait à l'immortalité, statut que seuls se partagent les dieux des patries et des religions, les héros et les saints. Et il y accédait en vertu de deux principes qui sous-tendent le "code canonique" de la religion civile:⁹ l'impartialité de l'Histoire et l'infaillibilité du Peuple (Roy 1912: 32). Mercier avait en effet été appelé à comparaître devant le tribunal de l'histoire, l'Histoire impartiale, et le verdict infaillible rendu par le peuple - infaillible car le Peuple, dans ses affections, ne peut se tromper - a été qu'il vive éternellement: "Ah! Mercier est bien un de ces morts qui vivent et qui vivront [...] Mercier vivra [...]" (Roy 1912: 32, 37, 40, 60, 94, 120).

Ce n'était cependant pas en vertu des gestes qu'il avait jadis posés en tant qu'homme politique que Mercier se voyait décerner le titre de héros national du Canada français. Tous les discours prononcés à cette occasion convergèrent en ce sens et certains orateurs l'exprimèrent clairement d'ailleurs: ce n'était pas l'ancien chef politique dont on honorait la mémoire (Roy 1912: 18, 21, 27, 126). Quelques-unes de ses réalisations en tant que chef d'Etat furent toutefois signalées. On rappela à quelques reprises le règlement de l'"épineuse", "très épineuse", "bouillante" et "brûlante" question des biens des jésuites, les efforts

⁹Pour ces lignes concernant l'inauguration du monument Mercier, nous nous inspirons notamment d'une hypothèse développée par un auteur américain, Conrad Cherry, hypothèse qu'il a exposée dans un ouvrage intitulée *God's New Israël; religious interpretations of American destiny* (New Jersey, Prentice Hall, 1971, XII-381p.).

"constants" de Mercier pour promouvoir l'instruction, notamment par la fondation des écoles du soir, et sa "large politique d'encouragement" à l'agriculture, la colonisation et la voirie par la création, entre autres mesures, de l'Ordre du Mérite agricole et par le parachèvement du chemin de fer reliant Québec au Lac Saint-Jean (Roy 1912: 24, 34, 44, 50, 58, 105, 113, 121). On mentionna aussi la tenue, à Québec, de la première conférence interprovinciale sous sa direction et la reprise, à son instigation, de la coopération financière entre le Québec et la France (Roy 1912: 25, 42, 105). Ce sont là toutes les réalisations concrètes de Mercier - et les seules - à avoir été évoquées lors de l'inauguration de son monument.

Certaines paroles ou certains mots d'ordre prononcés naguère par Mercier furent aussi rappelés. Quelques-uns soulignèrent son souci constant d'améliorer et d'encourager l'instruction publique, préoccupation qu'il avait un jour résumée ainsi: "Pères de famille, versez sur la tête de vos enfants les bienfaits de l'éducation, vous leur devez ce baptême!" (Roy 1912: 41, 121). Orateurs et journalistes revinrent aussi sur l'idée que Mercier s'était toujours montré fier d'appartenir à la race canadienne-française et qu'il avait maintes fois mis son éloquence au service de la défense de ses droits, de sa religion et surtout de sa langue (Roy 1912: 29, 62, 83-84). A cet égard, on lui imputa même un mot d'ordre qu'il semble bien n'avoir jamais formulé comme tel: "Halte-là! mes fils, partout où ils sont allés s'établir au Canada, ont droit à ma protection et on n'y pourra toucher qu'après m'avoir passé sur le corps!" (Roy 1912: 105, 118).¹⁰ Une autre phrase de Mercier revint

¹⁰ Nous n'avons pu en effet retracer cette formule soi-disant lancée par Mercier à travers plus d'une soixantaine de ses discours que nous sommes parvenus à retracer.

enfin sur les lèvres de la majorité des orateurs et sous la plume de la plupart des journalistes: "Cessons nos luttes fratricides, unissons-nous!" (Roy 1912: 25, 35, 63, 70, 80, 96, 116, 121, 127)..

Les actes comme les paroles de Mercier surgissaient dans la mémoire collective non pas pour leur valeur intrinsèque, mais parce qu'ils étaient porteurs de sens, parce qu'ils témoignaient de l'esprit qui avait animé constamment Mercier:

[...] si la mémoire de Mercier au lieu de tomber dans l'oubli, grandit sans cesse dans l'affection de ses compatriotes, c'est que l'unité de sa vie et la qualité maîtresse de son âme fut le patriotisme (Roy 1912: 40).

Dans Mercier, il y a au moins un être qui ne peut pas être discuté: c'est le patriote. Patriote, il le fut avec passion, jusqu'à la témérité (Roy: 1912: 95).

Si Mercier avait été coulé dans le bronze et s'il s'installait à demeure dans la mémoire collective canadienne-française, c'était essentiellement et fondamentalement à cause des ambitions qu'il avait nourries pour la province de Québec au sein de la confédération canadienne, en même temps que des rêves d'avenir qu'il avait caressés pour la race canadienne-française en terre d'Amérique. Sens de la fête et signification du monument gravitaient autour du patriotisme de Mercier, ou plutôt, du patriotisme canadien-français dont Mercier avait été l'exemple vivant, comme il en était devenu l'incarnation même (Roy 1912: 18, 21, 27, 28, 30, 33, 37, 42-44, 46, 50-52, 57, 59, 61, 63, 71, 73, 82, 86, 87, 94, 95, 98, 105, 107-109, 112-113, 116-121, 126).

Considérée comme une manifestation de la mémoire collective canadienne-française dans sa totalité et son unité, la verbalisation exprimée à l'occasion de cette fête du souvenir-Mercier révèle que cette mé-

moire s'était souvenue du passé, avait ordonné ce passé en fonction d'une vérité présente. La mémoire collective n'avait pas tant cherché à décrire ce que Mercier avait réellement été, mais plutôt à reconstituer ce qu'elle devait se représenter de ce personnage pour que son présent collectif, - celui de 1912 - soit vrai. Le patriotisme symbolisé par Mercier permettrait en effet à la race canadienne-française de survivre en tant que race, de grandir, de progresser et de s'épanouir (Roy 1912: 37, 54, 62-63, 109, 121). C'est pour cette raison, sans doute, que le patriotisme de Mercier fut considérablement amplifié à cette occasion, et que Mercier lui-même fut idéalisé.

Quelques jours plus tard d'ailleurs, à l'occasion de la célébration de la Saint-Jean-Baptiste à Saint-Hyacinthe, un orateur exprima en termes concis cette valeur quasi sacramentelle dont Mercier était désormais investi: exorciser les dangers que l'avenir pourrait réserver à la race canadienne-française.

Jusqu'ici nous avons démontré que comme race nous possédons les vertus civiques nécessaires à la réalisation des rêves des fondateurs de notre pays. Suivant le conseil que donnait à ses compatriotes qu'il aimait tant, un de nos anciens concitoyens et un des fils les plus illustres de notre race, Honoré Mercier [...] unissons-nous pour continuer l'oeuvre si bien commencée. Rallions-nous sur toutes les questions vitales pour notre nationalité de manière à présenter un front compact aux orages qui pourront nous assaillir [...] Aujourd'hui nous jouissons du calme d'une paix bénie, mais qui peut nous garantir la sérénité de nos lendemains? (Bouchard 1912: 24-25).

* * * * *

CHAPITRE II

FIXATION DU SYMBOLE "MERCIER"

DANS LA MEMOIRE COLLECTIVE, 1912-1940

Le patriotisme remplissant en quelque sorte la fonction de vertu civique, les dirigeants d'une collectivité y recourent volontiers lorsqu'il s'agit de justifier une de leurs actions ou de rendre acceptables certaines de leurs décisions. Il arrive d'ailleurs fréquemment qu'opposants et partisans d'une mesure quelconque se réclament d'un même patriotisme, les premiers pour la justifier et les seconds pour la condamner. Mercier étant devenu une personnification de cette vertu civique, ses évocations dans les discours prendront désormais valeur d'invocations.

Au cours des années 1910 à 1920 environ, le nom de Mercier revint sporadiquement dans le discours politique, surtout à l'occasion de débats sur l'éducation. En 1910, Godfroy Langlois fonda un hebdomadaire, *Le Pays*, "qui se donna pour but [...] de hâter les réformes scolaires proposées jadis par les gouvernements Mercier et Marchand" (Lessard 1962: 57). En novembre 1912, la question de l'instruction obligatoire apparut à l'ordre du jour des discussions de l'Assemblée législative. Ceux qui prirent parti pour ou contre cette mesure le firent au nom de l'héritage spirituel de Mercier (Magan 1922: 144-146). Le débat autour

de cette question de l'instruction obligatoire connut un rebondissement en 1916 avec, encore une fois, les évocations qu'on fit du grand Mercier.

Le 18 mars de cette année-là, Téléphore-Damien Bouchard, député libéral du comté de Saint-Hyacinthe à l'Assemblée législative, prononça une conférence à l'intention des membres du Club de Réforme, dans laquelle il esquissa l'historique de l'instruction publique au Québec. Selon lui, Mercier pouvait être considéré à juste titre comme le véritable père de l'instruction publique, car il avait suscité par son éloquence persuasive une soif ardente d'instruction dans l'âme du peuple (Bouchard 1916: 6-7). En sapant peu à peu l'indifférence et les appréhensions des classes populaires à l'endroit de l'instruction publique, Mercier avait permis à ses successeurs, Marchand et Guin, d'intervenir de façon efficace dans ce domaine (Bouchard 1916: 8-17). Mercier ne s'était d'ailleurs pas contenté de diffuser l'évangile de l'instruction; joignant le geste à la parole, il avait créé les écoles du soir pour les ouvriers (Bouchard 1916: 17). Toujours en 1916, Lomer Guin se représenta devant les électeurs québécois. Dans son programme politique, il s'engagea à promouvoir le développement des écoles du soir, "les écoles de Mercier", tout comme il s'y était d'ailleurs engagé lors de sa précédente campagne, en avril 1912 (Roy 1970: 155-157, 176).

Le nom de Mercier affleura encore dans la mémoire collective à l'occasion de la verbalisation d'autres thèmes que celui de l'instruction. En 1915, au cours d'un banquet pour célébrer le cinquième anniversaire du journal *Le Devoir*, Armand Lavergne rappela les grands moments du nationalisme canadien-français: 1837-1838, Mercier et Riel,

l'affaire des écoles du Nouveau-Brunswick et celle des écoles du Manitoba (*Le 5^e anniversaire* 1915: 19). Puis Henri Bourassa évoqua à son tour un des grands rêves de Mercier: faire en sorte que la province de Québec assume efficacement son rôle de gardienne des traditions et de l'idéal de la race française au sein de la Confédération, en offrant à chacune des minorités françaises des autres provinces et même des Etats-Unis l'appui de sa force et de ses institutions:

Ce rêve avait été celui de Mercier. Les embûches du pouvoir et de la politique empêchèrent cet homme d'Etat, dont le patriotisme ardent doit faire oublier les faiblesses et les fautes, de le réaliser (*Le 5^e anniversaire* 1915: 48-49).

En 1920, la *Presse* invita ses Tecteurs à participer à une double manifestation prévue pour le 15 octobre, qui "fortifiera et épurera notre patriotisme"; le dévoilement, à Iberville, d'un buste en l'honneur de Laurier et l'inauguration, devant la maison natale de Mercier à Sabrevois, d'un monument commémoratif (Labelle 1958: 225; Roy 1923: 305-306). "Mercier" et "patriotisme" se confondait à un point tel dans la mémoire collective, qu'on avait inscrit sur le socle de son monument de Sabrevois un mot d'ordre sans doute patriotique, mais historiquement faux, puisque Mercier n'en était point l'auteur: "Emparons-nous du sol!"¹

Au cours des années 1920, les rappels de Mercier se firent moins fréquents.² Dans un discours prononcé le 19 octobre 1921 au Monument

¹Cette formule semble plutôt avoir été frappée par G.-E. Cartier (Bédard 1935: 29). Le curé Labelle l'avait d'ailleurs adoptée pour devise, avant que Mercier ne devienne premier ministre (Choquette 1930: 386). Ajoutons qu'elle avait été utilisée contre Mercier lui-même pendant la campagne électorale qui avait suivi sa destitution. Les journaux avaient alors publié sous le titre "Emparons-nous du sol", la liste des terrains acquis par des membres de sa famille et de familles amies dans des régions où la construction de chemins de fer devait provoquer une plus-value (Rumilly 1941d: 285-286).

National, Henri Bourassa énuméra les tendances qui se manifestaient alors au sein du parti libéral:

Dans le parti libéral, on peut distinguer un élément assez bon: les héritiers de l'esprit de Mercier, qui est l'esprit nationaliste; un élément moins bon: les partisans de Laurier, qui restent attachés à ses principes, à ses méthodes; enfin, un élément mauvais: les tories déguisés, à la manière de sir Lomer Gouin, soumis aux gros intérêts de Montréal [...] (Rumilly 1953: 629).

Invité par la Conférence Saint-Vincent-de-Paul à prononcer une causerie le 14 décembre 1922, L.-A. Rivet choisit d'esquisser pour son auditoire la vie de Mercier, "patriote et homme d'Etat".³

Après l'éclipse des années 1920, les discours idéologique et politique des années 1930 et 1940 contiennent un nombre passablement élevé d'évocations de Mercier. Dans le discours idéologique, le thème "Mercier" revint, au cours de cette période, à l'occasion de quelques cérémonies du souvenir célébrées en son honneur, les unes localisées et restreintes, les autres d'une plus grande envergure, bien qu'aucune n'égalât en importance celle du 25 juin 1912, et parfois aussi à l'occasion de la célébration de la fête nationale.

En février 1930, un groupe de citoyens d'Iberville présenta au conseil municipal de cette localité un fauteuil qui avait servi autrefois.

²Cette diminution des évocations de Mercier peut toutefois être imputable à une carence au niveau des sources consultées.

³L'image de Mercier qui se dégage de cette conférence s'avère beaucoup plus riche que tout ce qui avait été dit à son sujet auparavant. Nous l'étudierons cependant dans un chapitre subséquent, car le ton de cette conférence, son ordonnance interne et les thèmes qui y sont développés l'apparentent davantage au discours historiographique, qu'aux discours politique ou idéologique. Le texte de Rivet est d'ailleurs considéré par les historiens eux-mêmes comme une étude sur Mercier, une biographie historique.

à Mercier pour présider des assemblées publiques. En remerciant ses concitoyens pour ce don, le maire d'Iberville les enjoignit de toujours mettre en pratique le mot d'ordre de Mercier: "Cessons nos luttes fratricides, unissons-nous!" (Labelle 1958: 324).

En novembre 1934, une cérémonie spéciale organisée par les libéraux de la région montréalaise, commémora le 40^e anniversaire de la mort de Mercier. Une messe fut célébrée au Gesù, suivie d'un pèlerinage à son tombeau. Dans son sermon, le recteur du collège Sainte-Marie, l'ancienne *Alma Mater* de Mercier, rappela les grandes réalisations de l'ex-premier ministre québécois: restitution des biens des jésuites et efforts en vue de promouvoir la colonisation, "œuvre salutaire entre toutes". Quant à la survivance de Mercier dans la mémoire collective, elle procédait aux yeux du prédicateur de la même cause qu'en 1912: l'esprit qui avait animé "le grand politique": "Pourquoi cette émotion dans le peuple au nom d'Honoré Mercier? C'est que ce grand homme a aimé profondément les siens [...] Il a été le patriote courageux, et aux heures de détresse [...] il s'est levé plein de fierté [...]" (*Le Devoir*, 5 nov. 1934: 8). Au cimetière de la Côte-des-Neiges, le sénateur Philippe-Auguste Choquette - qui avait été, vers 1880, le secrétaire de Mercier - rappela que le "grand patriote" s'était rendu à Rome où il avait obtenu une audience avec Léon XIII, et qu'il avait réglé "une grave question intéressant le monde ecclésiastique et civil de notre province" (Rumilly 1936a: 284). Choquette raviva aussi le souvenir du désormais célèbre mot d'ordre de Mercier:

Longtemps les feuilles historiques répéteront après lui et emprunteront/son accent pour faire entendre son mémorable cri: "Cessons nos luttes fratricides,"

unissons-nous", dont l'écho pénétra dans toutes les sphères et vola de clocher en clocher jusqu'au fond de nos campagnes les plus reculées (Rumilly 1936a: 84).

Les autres orateurs présents à cette cérémonie, Athanase David, secrétaire provincial, Hector Laferté, président du Conseil législatif, et Edouard Rinfret, président de la Fédération des Associations de la Jeunesse Libérale du Québec, revinrent à tour de rôle sur le patriotisme de Mercier. En somme, discours semblables à ceux prononcés le 25 juin 1914, et projection de la même image de Mercier.

Le président de la Société Saint-Jean-Baptiste de la paroisse Notre-Dame-du-Chemin de Québec demanda en 1935 à Avila Bédard, chef-adjoint du Service Forestier du Québec et directeur de l'Ecole d'Arpentage et de Génie forestier de l'université Laval, de prononcer une conférence sur Mercier à l'occasion de la fête nationale. Bien que Bédard se soit fixé pour but de faire oeuvre historique, sa conférence s'inscrivit d'emblée dans la tradition du discours idéologique axé sur le patriotisme de son personnage:⁴

[...] dans notre histoire, l'on trouve peu d'hommes politiques qui aient mis, plus qu'Honoré Mercier, d'ardeur et d'esprit de suite à raviver et à éclairer le patriotisme des Canadiens français, à leur faire prendre conscience d'eux-mêmes, qui se soient plus que lui persévéramment et courageusement employés à défendre nos droits, à nous rappeler et à rappeler aux autres la noblesse de nos origines (Bédard 1935: 5).

Mercier fut l'objet d'une autre fête du souvenir à l'automne de

⁴ A cause de cette intention clairement exprimée, et pour les mêmes raisons aussi que celles invoquées dans le cas de Rivet dans la note précédente, la conférence de Bédard sera analysée dans la cadre du discours historiographique, dans un chapitre subséquent.

1940, alors que la collectivité canadienne-française commémora de diverses façons le centième anniversaire de sa naissance. La presse écrite publia plusieurs esquisses biographiques de l'ex-premier ministre du Québec.⁵ Le soir du 10 octobre, Radio-Canada consacra une émission radiophonique à Mercier (*Le Soleil*, 12 oct. 1940: 3). Quelques jours plus tard, le 13 octobre, eut lieu une cérémonie commémorative en son honneur à Saint-Hyacinthe, sous la présidence de T.-D. Bouchard, maire de cette ville et ministre de la Voierie et des Travaux publics dans le cabinet provincial d'Adélard Godbout. Une nouvelle route reliant Saint-Hyacinthe à Montréal fut inaugurée à cette occasion et les principaux orateurs de circonstance furent Bouchard, Godbout et Léon-Mercier Guin, petit-fils d'Honoré Mercier (*Le Devoir*, 15 octobre 1940: 6; *La Patrie*, 14 oct. 1940: 4; *Le Soleil*, 14 oct. 1940: 3). La Société Saint-Jean-Baptiste d'Iberville célébra ce centenaire à sa manière, en organisant une visite à la maison natale de Mercier, à Sabrevois (Labelle 1958: 225). Le 15 octobre, le collège Sainte-Marie offrit au public une soirée en hommage à Mercier: jeux scéniques rappelant certains événements de la vie de Mercier et présentation par des étudiants de travaux ayant trait à sa carrière d'homme politique (*Le Devoir* 16 oct. 1940: 4; *La Patrie*, 16 oct. 1940: 6). L'auditoire se vit aussi offrir à cette occasion une brochure publiée dans le cadre de ce centenaire, intitulée: *Deux aspects d'Honoré Mercier* (*La Patrie*, 11 oct. 1940: 7). Enfin, un comité de cito-

⁵Sans avoir effectué de dépouillement systématique, nous avons retrouvé de ces esquisses biographiques de Mercier dans *L'Action catholique*, *L'Action Nationale*, *L'Oeil*, *La Patrie* et *Le Soleil*; nous sommes convaincus qu'une enquête approfondie permettrait d'en exhumers plusieurs autres.

yens montréalais organisa, sous les auspices de la Société Saint-Jean-Baptiste, une soirée "Mercier-Chapleau" qui eut lieu le 11 novembre. Un très grand souci de neutralité politique avait apparemment présidé au choix des conférenciers invités; en effet, un député libéral esquissa la vie de l'ex-premier ministre conservateur Chapleau, tandis qu'un ex-député conservateur évoqua celle de l'ex-premier ministre libéral-national Mercier (*Le Devoir*, 12 nov. 1940: 6).

Le discours idéologique exprimé lors de ce centenaire recèle plus de faits historiques pertinents à la vie de Mercier qu'il n'en avait contenu, en pareilles circonstances, à venir jusqu'à ce moment-là.⁶ Orateurs et journalistes rappelèrent en effet les diverses étapes de sa carrière, depuis son entrée au collège jusqu'à son décès. Certains événements se rapportant à sa vie privée furent même décrits avec force détails, notamment sa réconciliation avec Chapleau quelques jours seulement avant sa mort. Deux nouveaux aspects de la personnalité de Mercier furent ainsi mis en relief: son très grand respect pour l'Eglise, et son non moins grand amour pour les hommes.

Une bonne part des discours et des écrits fut toutefois dévolue à ses réalisations en tant que chef du gouvernement. A celles déjà évoquées précédemment en pareilles occasions, s'en ajoutèrent plusieurs autres. Aux yeux de tous, Mercier demeurait évidemment celui qui avait su régler, à la satisfaction générale, la délicate question des biens des jésuites (*L'Action catholique*, 11 oct. 1940; *Le Devoir*, 15 oct. 1940: 6; *La Patrie*, 15 oct. 1940: 10; 16 oct. 1940: 5; R.L. et P.V. 1940: 9-10;

⁶ Exception faite, bien sûr, des conférences de Rivet et de Bédard.

Le Soleil, 12 oct. 1940: 5). Si ce dernier geste était perçu comme sa plus grande mesure, sa politique d'agriculture et de colonisation apparaissait comme sa plus grande oeuvre. Dans le cadre de cette politique, Mercier avait fondé un ministère de l'Agriculture et de la Colonisation et il en avait confié le poste de sous-ministre au curé Labelle; il avait établi le Mérite Agricole; il s'était rendu au Lac Saint-Jean pour constater *de visu* ce qu'était réellement la colonisation; il avait octroyé gratuitement cent acres de terre aux pères de famille de douze enfants; il avait encore donné des voies ferrées "aux pauvres défricheurs"; il avait enfin arraché le plus grand nombre possible de réserves forestières aux compagnies pour y établir des colons (*L'Action catholique*, 11 oct. 1940: 4; *Le Devoir*, 15 oct. 1940: 6; *La Patrie*, 15 oct. 1940: 10; R.L. et P.V. 1940: 9-10; *Le Soleil*, 12 oct. 1940: 5).

Pour avoir été souvent évoquée, la fondation des écoles du soir fut une autre de ses réalisations considérée comme majeure (*L'Action catholique*, 11 oct. 1940: 4; *La Patrie*, 14 oct. 1940: 4; 16 oct. 1940: 10; R.L. et P.V. 1940: 10). Orateurs et journalistes mirent aussi en évidence certains gestes posés par Mercier afin d'illustrer la politique éminemment patriotique qu'il avait poursuivie.⁷ A cet égard, Mercier s'était entouré d'un cabinet "national", composé de libéraux et de conservateurs; il avait dénoncé à maintes reprises les empiétements du gouver-

⁷En réalité, les orateurs et les journalistes eurent alors recours à plusieurs faits et gestes de la vie de Mercier pour illustrer cette "politique patriotique", faits et gestes accomplis avant comme après son passage au pouvoir. Cependant, pour être conséquent avec le découpage du discours historiographique que nous effectuerons par la suite, nous ne rapportons ici, parmi tous les exemples évoqués lors de ce centenaire, que ceux ayant trait à sa fonction de premier ministre.

nement fédéral dans les domaines de juridiction provinciale; il avait convoqué à Québec une conférence interprovinciale où il avait lui-même joué un rôle de premier plan; il avait consolidé la dette provinciale; il avait obtenu une augmentation du subside fédéral; il avait fait accorder une somme de \$10 000 pour la reconstruction de l'université de Toronto, ravagée par un incendie; il avait travaillé à l'agrandissement du territoire de la province, et réorganisé les "services publics"; il avait accompli "une des tâches les plus délicates de sa carrière" en réalisant la fusion de l'École de Médecine Victoria de Montréal avec la Faculté de Médecine de l'université Laval; il avait projeté de faire construire un pont à Québec et contacté à cette fin l'ingénieur français Eiffel; enfin, grâce à sa clairvoyance, il avait prédit, dès 1888, la participation éventuellement obligatoire du Canada aux guerres de l'Empire britannique, et la conscription (*L'Action catholique*, 11 oct. 1940: 4; *Le Devoir*, 15 oct. 1940: 6; "Mercier" 1940: 308-309; *La Patrie*, 12 oct. 1940: 37; 15 oct. 1940: 10; 16 oct. 1940: 10; R.L. et P.V. 1940: 9; *Le Soleil*, 12 oct. 1940: 5).

Toujours au chapitre de sa "politique patriotique", Mercier avait effectué deux voyages en Europe où il avait été accueilli "royalement", en "véritable chef d'Etat", et où il avait fait "acclamer partout le nom de la province de Québec". Lors de ses séjours en Europe, il s'était vu décerner le titre de Commandeur de la Légion d'Honneur et il avait été nommé comte palatin par le pape Léon XIII (*L'Action catholique*, 11 oct. 1940: 4; *Le Devoir*, 15 oct. 1940: 6; *La Patrie*, 12 oct. 1940: 36; 14 oct. 1940: 4; 15 oct. 1940: 10). La plupart des journalistes et des orateurs soulignèrent enfin la façon "injuste" dont Mercier avait été évincé de

pouvoir; accusé "faussement" d'avoir trempé dans le scandale du chemin de fer de la Baie des Chaleurs, il fut destitué, à tort par conséquent, de ses fonctions par le lieutenant-gouverneur de l'époque (*L'Action catholique*, 11 oct. 1940: 4; *La Patrie*, 12 oct. 1940: 36; R.L. et P.V. 1940: 9).

Si le portrait de Mercier qui ressortait de la verbalisation exprimée à l'occasion de ce centenaire contenait plus d'éléments que celui qui s'était dégagé du discours idéologique prononcé auparavant, son image, elle, demeurait cependant identique. En effet, le "personnage" Mercier revêtait toujours le même sens dans la mémoire collective, il continuait d'incarner le patriotisme: "patriote de premier plan", "grand patriote", "insigne patriote", "patriote éclairé" (*Le Devoir*, 14 oct. 1940: 3; 16 oct. 1940: 1; *La Patrie*, 12 oct. 1940: 36; 14 oct. 1940: 4; 15 oct. 1940: 10; 16 oct. 1940: 6, 10; *Le Soleil*, 9 oct. 1940: 3; 14 oct. 1940: 7; 16 oct. 1940: 17). En 1940 donc, Mercier symbolisait encore et essentiellement le patriotisme. Evoquer son souvenir équivalait toujours à remettre en mémoire le patriotisme: "Mercier, à un certain moment, a été le vivant drapeau de notre race [...] la voix des siens [...] et leur signe de ralliement" (*Le Soleil*, 12 oct. 1940: 4).

Par contre, le patriotisme symbolisé par Mercier semblait prendre une nouvelle signification, son contenu semblait s'altérer. Dans la mémoire collective, Mercier signifiait "patriotisme", mais "patriotisme" ne signifiait plus tout à fait la même chose. Des points communs subsistaient entre le symbole "Mercier" et ce qu'il représentait. Ainsi, chacun des droits des Canadiens français avait "trouvé en Mercier un défenseur providentiel", et ces mêmes Canadiens français avaient "pris une

nouvelle confiance en leur avenir" grâce à lui (*Le Soleil*, 12 oct. 1940: 4). Ainsi encore, il fallait s'inspirer "des grandes qualités de Mercier" pour faire de la race canadienne-française "une race forte" (*La Patrie*, 14 oct. 1940: 4).

Mais le grand rêve que prêtait auparavant la mémoire collective à Mercier - grand rêve qu'elle partageait, puisqu'elle l'avait immortalisé pour cette raison - ce grand rêve d'une place prépondérante pour la province de Québec au sein de la confédération, et d'un rôle de premier plan pour la race canadienne-française en Amérique, ce grand rêve passait à l'oubli. Ou plutôt, la mémoire collective semblait lui en substituer un autre, imputé lui aussi à Mercier:

Le peuple canadien-français est avant tout un peuple/ cultivateur. Il ne peut pas vivre à moins qu'il ne continue d'agir comme l'avait rêvé Mercier. Il lui faut agrandir toujours son domaine agricole. Mercier avait réellement compris la destinée de la province (*La Patrie*, 14 oct. 1940: 4).

Tout aussi oubliée la nécessité de couper court aux querelles intestines, de mettre un frein aux "luttres fratricides", nécessité qui émergeait auparavant dans le discours idéologique presque infailliblement chaque fois que Mercier était évoqué. L'appel à l'unité de la collectivité pour un avenir meilleur était remplacé par un nouveau mot d'ordre: maintenir un "devenu" plutôt que poursuivre un "devenir". Et ce, au nom des mêmes valeurs "catholiques et françaises":

"Catholiques et français", voilà le double motif qui anime toujours la pensée de Mercier [...] Ce mot d'ordre que tu nous a donné de rester "catholiques et français", nous ne l'oublierons jamais [...] Et parce qu'ils veulent demeurer "catholiques et français", trois millions et demi de Canadiens d'origine française [...] continuent d'entendre par-delà le tombeau la grande voix de Mer-

cier qui clame toujours: "Restez tels que Dieu vous a faits: "Catholiques et français" (*Le Soleil*, 14 oct. 1940: 7).

Au début du siècle, cette directive de Mercier de rester catholiques et français avait été perçue par la mémoire collective comme une incitation à répandre la civilisation catholique et française en Amérique du Nord. En 1940, ce même mot d'ordre n'invitait plus qu'au repliement sur soi, afin de sauvegarder ce double caractère de catholicité et de francophonie. Faisait-il allusion à cette apparente contradiction du "patriotisme" symbolisé par Mercier, celui-là qui écrivait alors:

Le centenaire de Mercier arrive à temps. Il se pare d'une espérance sans mélanges, d'une espérance invincible [...] Ceux qui parlent en notre nom sont en marge du sens national, de son élan le plus intime. Mercier ressentit jusque dans sa chair la souffrance et l'injure infligées aux siens [...] Remettons-nous à méditer notre Histoire. Elle nous soulage des petites choses du présent ("Mercier" 1940: 307, 309).

Au cours des années 1930 et 1940, le nom de Mercier revint souventes fois dans le discours politique. En évoquant ainsi son souvenir, les hommes politiques assimilaient implicitement les diverses mesures qu'ils préconisaient au patriotisme, les rendant par le fait même valables aux yeux de leurs auditeurs, et par conséquent, acceptables sinon même souhaitables. Autrement dit, l'orateur qui comparait tel politicien à Mercier hissait ce politicien au rang de héros national; et l'orateur qui situait son programme dans le prolongement des gestes jadis accomplis par Mercier lui conférait une valeur transcendante, lui imputait un sens de projet collectif plutôt que de programme partisan.

A l'été de 1931, le parti libéral inaugurait les nouveaux locaux du Club Mercier, dans le comté de Québec-Est. Oscar Drouin, qui s'était

porté candidat libéral dans ce comté pour les élections qui allaient se tenir le 24 août, prononça à cette occasion un "vibrant éloge" du grand Mercier (*Le Soleil*, 6 août 1931: 3). Au cours de l'automne de 1934, Paul Gouin, chef de l'Action Libérale Nationale - groupe de libéraux dissidents - fit une tournée au Sauguenay et au Lac Saint-Jean pour exposer son programme politique. Le 5 novembre, à Jonquière, Gouin raviva le souvenir de Mercier:

Permettez-moi, Messieurs, de terminer par une note personnelle. On a célébré hier, à Montréal, le 40^e anniversaire de la mort de mon grand-père maternel, Honoré Mercier [...]. Je n'ai pu assister à cette cérémonie. J'ai cru que mon grand-père, ce grand patriote, serait heureux de voir l'un de ses petits-fils commémorer son anniversaire en faisant de l'action nationale qu'il aimait tant [...]. Je suis sûr, Messieurs, qu'Honoré Mercier sera fier de vous et de son petit-fils (*Le Devoir*, 6 nov. 1934: 3).

Au début de l'année 1936, des membres du parti libéral tentèrent de ramener Paul Gouin au bercail en lui faisant miroiter la possibilité d'obtenir un portefeuille dans un cabinet libéral qui serait éventuellement présidé par Honoré Mercier, le fils du "grand" Mercier. En avril, au cours du débat sur l'adresse en réponse au discours du Trône, Gouin, qui était membre de l'opposition, démentit les rumeurs de coalition entre son groupe politique et les libéraux. Honoré Mercier répondit à Gouin - son neveu - en invoquant le souvenir de Mercier. L'oncle et le neveu, fils et petit-fils de Mercier, se disputèrent son souvenir, chacun pour son parti (Rumilly 1973, 1: 222-223).

Le 23 novembre 1944, le gouvernement fédéral décréta l'envoi outre-mer de 16 000 conscrits. Au Québec, tollé général contre cette mesure. Deux jours plus tard, Paul Gouin envoya une lettre ouverte à tous.

les chefs des divers groupes ou formations politiques pour les engager à convoquer des assises solennelles de la race canadienne-française. Le 30 novembre, Gouin télégraphia au premier ministre du Québec, Maurice Duplessis, pour l'inciter à prendre la direction d'un tel mouvement:

[...] vous suggère [...] de convoquer immédiatement à Québec un congrès des forces canadiennes-françaises sans distinction de couleur politique [...]. Vous supplie au nom de tous les nôtres de poser ce geste qui vous vaudra dans l'histoire un titre de gloire. Le temps est venu pour nous de vivre le mot d'ordre du grand Mercier: Cessons nos luttes fratricides, unissons-nous! (Rumilly 1973, 2: 20-21).

Il ne s'agissait pas, de la part de Gouin, d'un simple artifice littéraire. Connaissant bien Duplessis, le petit-fils de Mercier n'était pas sans savoir en effet que le premier ministre du Québec avait toujours grandement admiré son grand-père. C'était d'ailleurs un secret de polichinelle que Duplessis aimait à être comparé, à être identifié à Mercier et plus d'un, dans son^s entourage, sut exploiter cette admiration.

L'Union Nationale, nouveau parti politique dirigé par Duplessis, avait obtenu pour la première fois la majorité des sièges à l'Assemblée législative lors des élections du 17 août 1936. Pendant la campagne électorale qui avait précédé, quatre partisans de Duplessis avaient rédigé un pamphlet dénonçant les abus de pouvoir du gouvernement libéral et incitant la population à voter pour les candidats de l'Union Nationale qui regroupait "tous les libéraux libres, tous les conservateurs libres, tous les indépendants et tous les véritables patriotes de la province en un parti populaire, semblable à celui qui porta autrefois Mercier au pouvoir" (*Catéchisme des électeurs* 1935: 31).

Devenu premier ministre, Duplessis vint en aide aux sulpiciens qui faisaient face, en 1937, à une situation financière critique.

Duplessis. /n'attendit/ point qu'on rappelle le souvenir historique de Mercier indemnisant les Jésuites. Il se /rendit/ à lui-même l'hommage: "Il y a eu un parti national pour donner justice aux Jésuites; il existe un parti national pour donner justice aux Sulpiciens" (Rumilly 1973, 1: 341-342).

L'année suivante, Duplessis posa un geste "sans précédent" en faisant voter, par une loi spéciale, une pension à la veuve de l'un de ses ex-adversaires politiques, Honoré Mercier, fils (Rumilly 1973, 1: 422). Il semble douteux que Duplessis ait agi de la sorte dans l'unique intention de projeter une image de magnanimité envers ses adversaires. Ce geste ne s'apparente-t-il pas en effet à l'habitude qu'il prendra un peu plus tard de communiquer à Paul Gouin des coupures de journaux portant sur Lomer Gouin et le "grand" Mercier, habitude qui procédait, partiellement du moins, de son admiration pour le "grand patriote" (Rumilly 1973, 2: 232)?

Le 21 janvier 1948, Duplessis dota le Québec d'un drapeau officiel. René Chaloult, député nationaliste du comté de Québec, félicita le premier ministre pour ce geste éminemment patriotique et rappela le souvenir du grand Honoré Mercier (Chaloult 1969: 290-291). Au cours de la session parlementaire de l'automne de 1955, Jean-Jacques Bertrand, député unioniste de Missisquoi, fleurissait ses discours de compliments à son chef; il appelait Duplessis le successeur de Mercier, qui avait formé "le parti national pour défendre l'autonomie de la province" (Rumilly 1973, 2: 550).

Au début des années 1940, un nouveau parti politique vit le jour sous le nom de Bloc Populaire. Ce parti ranimait la doctrine du nationalisme et visait au relèvement général des Canadiens français. Les ad-

versaires politiques du Bloc Populaire réprouvaient son nationalisme qu'ils jugeaient étroit et outrancier, et qu'ils considéraient comme susceptible de déclencher une guerre civile. Dans le cadre de la campagne électorale provinciale de l'été de 1944, le Bloc Populaire tint une importante assemblée politique à Montréal, le 3 août. Henri Bourassa y prononça un discours où il réfuta l'objection d'une éventuelle guerre civile advenant une victoire électorale de ce parti: "Quand Mercier ouvrit sa campagne de protestation contre la pendaison de Riel, on criait aussi qu'il préparait la guerre civile". Bourassa réfuta aussi l'objection du jeune âge d'André Laurendeau, chef provincial du Bloc Populaire: "Honoré Mercier, Wilfrid Laurier, Ernest Lapointe ont joué un rôle important dans la vie publique au même âge" (Rumilly 1953: 786).

Que des orateurs appartenant à des formations politiques aussi diverses que le Parti Libéral, l'Union Nationale, l'Action Libérale Nationale et le Bloc Populaire aient pu faire ainsi appel au souvenir de Mercier dans leurs discours, n'atteste-t-il pas de la valeur hautement symbolique que celui-ci avait acquis dans la mémoire collective? Le symbole "Mercier" semble bel et bien fixé désormais.⁸

⁸ Le recours occasionnel au souvenir de Mercier par les tenants d'un nouveau projet collectif à compter du tournant des années 1960 témoigne aussi de la plasticité de ce symbole. L'indépendantiste Marcel Chaput n'hésite pas à s'en réclamer: "Mercier, Premier ministre du Québec de 1887 à 1891 [...] est basement attaqué et meurt dans la misère en 1894. Mais son rêve d'un Etat français libre persiste" (Chaput 1977: 32). Le 15 mars 1977, le député péquiste Richard Guay déclare, à l'Assemblée Nationale: "[...] avec le discours inaugural remarquable qu'a lu le premier ministre en cette Assemblée, s'est amorcé, par le fait même, le grand débat sur l'avenir national du Québec et sur le genre de société dont veulent les Québécois. Il est normal qu'un tel débat se déroule en cette enceinte où ont eu lieu tant de nos débats nationaux et où ont siégé les plus éminents chefs de file [...] tel Honoré Mercier qui déclarait que les Québécois se sont fait avoir en entrant dans la Confédération" (Guay 1977: 1-2).

CHAPITRE III

MERCIER DANS L'HISTORIOGRAPHIE: LE CORPUS D'ANALYSE

Hommes politiques, journalistes et orateurs de circonstance lors de cérémonies commémoratives et de fêtes nationales, sont loin d'être les seuls à avoir entretenu le souvenir de Mercier. Ils ont en cela été secondés par un autre groupe de personnes dont la tâche essentielle consiste justement à identifier et à perpétuer des souvenirs collectifs. De tous les artisans qui participent à l'élaboration de la mémoire collective, l'historien apparaît en réalité à plus d'un titre comme le principal, voire même comme l'architecte.

D'abord et avant tout étude du passé, l'histoire fournit le support matériel d'une mémoire collective donnée. C'est en effet l'historien qui choisit parmi tous les faits et gestes passés d'une collectivité, ceux qu'il juge dignes du souvenir; c'est aussi lui qui voue à l'oubli ceux des faits et gestes passés de cette même collectivité, qu'il considère inutiles de remémorer. Autrement dit, selon qu'il décide de rappeler ou au contraire de taire certains événements historiques, l'historien détermine en définitive les savoirs servant d'assises à la mémoire collective. De plus, la thématique et le langage de l'histoire n'en font-ils pas un des domaines de connaissance les plus accessibles au public en général? Grâce à cette facilité de diffusion, à cette possibi-

lité pour l'historien de communiquer directement avec le public sans recourir nécessairement aux services d'un intermédiaire, celui-ci se retrouve en situation privilégiée pour amplifier certaines représentations du passé emmagasinées dans la mémoire collective. Il semble ainsi mieux placé que quiconque pour participer à la création et au renforcement d'un mythe collectif, ou au contraire, pour désamorcer un tel mythe.

Comment les historiens ont-ils perçus l'administration Mercier à venir jusqu'à présent? Quelles représentations en ont-ils faites et sur quelles connaissances historiques les ont-ils étayées? Les images de l'administration Mercier proposées au souvenir collectif par les historiens diffèrent-elles sensiblement de celle suggérée dans les discours politique et idéologique?

Honoré Mercier était encore premier ministre que déjà quelques dilettantes faisant oeuvre historique ont introduit son nom dans le discours historiographique. Par la suite, quelques centaines d'auteurs dans plusieurs centaines de travaux historiques ont rappelé son souvenir. Mais avant même d'observer de quelle façon les historiens ont perçu et représenté Mercier, il convient de délimiter sommairement le discours historiographique qui a été retenu pour les fins de cette étude.

METHODE DE SELECTION DU CORPUS D'ANALYSE

Dès le début de notre enquête s'est posé le problème du choix de critères de sélection des ouvrages historiques devant être insérés au sein du corpus d'analyse. Diverses approches épistémologiques s'étant avérées infructueuses, force fut de recourir à une méthode empirique:

identifier, dans un premier temps, le plus grand nombre possible d'études ayant mentionné Mercier, quitte à reporter à la fin de l'enquête elle-même le processus de conservation ou d'élimination de certains écrits recensés. Plusieurs dizaines de milliers de pages de texte ont donc fait l'objet d'un dépouillement systématique dans le but d'obtenir un échantillon représentatif du récit historique global portant sur Mercier.¹ Au terme de cette enquête et après rejet d'un certain nombre d'ouvrages, le corpus historiographique retenu comprend 478 écrits composés par 293 auteurs différents, soit *tous les écrits à caractère historique mentionnant Mercier, qui ont été rédigés en français depuis l'année 1890 inclusivement.*² Ce principe général de délimitation du corpus d'analyse mérite quelques précisions.

Le sens du terme "écrit" dépasse ici la simple notion de publication. Certes, tout texte publié, que ce soit sous forme d'article, de brochure ou de volume, est inclus dans le corpus d'analyse. De plus, plusieurs écrits non publiés s'y ajoutent; c'est le cas de quelques thèses ou encore de certains travaux réalisés pour le compte, ou sous l'égide, d'organismes gouvernementaux, comme cette étude effectuée par Ro-

¹ Les publications périodiques et les revues qui ont été dépouillées systématiquement pour cette étude, sont identifiées dans la première section de la bibliographie. Les études historiques qui ont fait l'objet d'un recensement similaire, mais qui ne contiennent pas de mention de Mercier, ne sont cependant pas incluses dans la bibliographie, vu leur trop grand nombre.

² Les 478 écrits historiques mentionnant Mercier composent la presque totalité de la seconde section de la bibliographie; on peut aisément les y repérer en recourant à l'index des ouvrages cités apparaissant à la fin de l'appendice A. Quant aux méthodes utilisées pour comptabiliser ces écrits, voir la présentation de l'appendice B.

ger Chartier en 1953 sur l'évolution des services du ministère du Travail, pour le gouvernement du Québec.³

Dans la même veine, l'expression "à caractère historique" est à prendre dans son acception la plus large: tout texte contenant la description ou l'évocation ne serait-ce que d'un seul événement relatif à Mercier, a été étiqueté "écrit à caractère historique" et son auteur qualifié en conséquence d'"historien". Apparemment arbitraire, ce critère de sélection repose en réalité sur l'hypothèse suivant laquelle celui qui choisit délibérément de rappeler un événement passé, juge cet événement "digne de mémoire". Par conséquent, la production des historiens, amateurs - celle souvent qualifiée de "petite histoire" - est incluse dans le corpus d'analyse, au même titre que celle des historiens professionnels ou ayant reçu une formation académique. S'y ajoutent encore des ouvrages d'auteurs qui ne furent pas des historiens à proprement parler, ni amateurs, ni professionnels, ces études ponctuelles d'écrivains qui se sont improvisés historiens en une circonstance particulière, comme les biographies de Mercier par le juge L.-A. Rivet (1923) ou par le chef-adjoint du Service forestier de la province de Québec, Avila Bédard (1935). L'Expression "écrit à caractère historique" englobe enfin des textes qui ne revêtent que partiellement le caractère d'historicité. Par exemple, dans une étude sur les relations fédérales-provinciales parue en 1970, Jacques-Yvan Morin consacre quelques pages à leur évolution historique, pages où il accorde un rôle actif à Mercier et à

³Lorsqu'une thèse a fait l'objet d'une publication sous forme d'article ou de volume, c'est cette version publiée qui a été utilisée pour les fins de la présente étude.

son gouvernement. A cause de ce survol historique - et nonobstant par ailleurs l'optique juridique adoptée par l'auteur pour traiter son sujet - l'article de Morin est comptabilisé parmi les écrits à caractère historique. Le corpus d'analyse confine ainsi à des domaines de connaissance considérés tantôt comme sciences auxiliaires de l'histoire (la généalogie, par exemple), tantôt comme sciences complémentaires (celles habituellement désignées par le vocable "sciences sociales").

La production historiographique retenue pour composer le corpus d'analyse est en outre francophone, quelle que soit par ailleurs l'origine ethnique ou linguistique des historiens. Un tel choix repose sur l'homogénéité du public visé par les auteurs; celui qui choisit de publier un texte en langue française ne manifeste-t-il pas en effet son intention de s'adresser, prioritairement du moins, à des lecteurs francophones? La plupart des historiens sélectionnés sont évidemment d'origine canadienne-française ou québécoise. Par contre, les Jean-Charlemagne Bracq, André Labarrère-Pauzé ou André Siegfried, pour n'en nommer que quelques-uns, sont Français tandis qu'un Alexandre Belisle est Américain. De même, quelques historiens canadiens-anglais ont aussi publié des études en langue française mentionnant Mercier, tels J.-R. Miller, Stanley Brehaut Ryerson, Joseph Schull et Mason Wade.

Un mot enfin au sujet de la date ayant servi de point de départ pour délimiter le corpus d'analyse, soit l'année 1890. A première vue, il peut paraître exagéré de qualifier d'historiques des écrits mentionnant Mercier parus à un moment où ce dernier est encore premier ministre. Mais au terme de l'enquête, le recueil de discours de Mercier publié en 1890 par l'avocat Joseph-Octave Pelland s'impose véritablement

comme une des assises majeures du récit historique global portant sur l'ex-premier ministre québécois. Un trop grand nombre d'historiens ont en effet eu recours par la suite à ce recueil afin d'étayer leur production concernant Mercier, pour ne pas en tenir compte. De plus, la structure même de la publication de Pelland et sa teneur relativement neutre incitent à la considérer davantage comme un écrit à caractère historique plutôt qu'à caractère politique.⁴

Pour résumer, tout ouvrage répondant aux critères qui viennent d'être énumérés, est considéré comme un élément de la production historique concernant Mercier et son administration.

DELIMITATION SYNCHRONIQUE DU CORPUS D'ANALYSE

Le corpus historiographique retenu revêt évidemment des formes multiples, tous les écrits n'étant pas de facture identique. Selon les catégorisations généralement reconnues, ils peuvent être regroupés sous quatre genres historiques: les synthèses générales, les synthèses spécialisées, les monographies et les instruments de travail (voir le tableau 1).⁵

⁴D'après une compilation sommaire, pas moins de 45 auteurs se sont inspirés de l'ouvrage de Pelland, dans la rédaction de 63 écrits contenant des propos sur Mercier. Les historiens recourent habituellement à Pelland pour étudier la pensée politique de Mercier. Quant à la structure et au contenu relativement neutre du recueil de Pelland, rappelons que cet ouvrage rassemble 28 discours de Mercier dont seulement huit ont été prononcés à titre de premier ministre. Les interventions personnelles de Pelland se limitent par ailleurs à une introduction où il retrace brièvement la carrière de Mercier avant son accession au pouvoir, et au "titrage" des discours (sujet, date et lieu), sans plus.

⁵Nous nous inspirons surtout des découpages en genres historiques effectués par Beaulieu, Bernier et Hamelin (1969: VII-IX) et par Gagnon (1978: 473-474) tout en introduisant quelques subdivisions de notre cru au chapitre des monographies.

Tableau 1

SUBDIVISION DU CORPUS D'ANALYSE EN GENRES HISTORIQUES

<u>Genres historiques</u>	<u>Nombre</u>	<u>Pourcentage*</u>
Synthèses		13%
Synthèses générales	28	6,5%
Synthèses spécialisées	29	6,5%
Monographies		68%
Autobiographies	11	2 %
Biographies	108	24 %
Histoires de familles	8	2 %
<i>Monographies individuelles</i>	127	28 %
Monographies institutionnelles formelles	29	6,5%
Monographies institutionnelles informelles	17	3,5%
<i>Monographies institutionnelles</i>	46	10 %
Monographies locales	19	4 %
Monographies thématiques	120	26 %
Instruments de travail	87	19%

* Les pourcentages sont établis sur une base de 456 écrits au lieu des 478 que comporte le corpus d'analyse, les 22 tomes de l'*Histoire de la province de Québec* par Robert Rumilly étant considérés comme une seule synthèse générale.

Comme son titre l'indique, la première catégorie englobe les synthèses d'histoire du Canada et du Québec. Ce type d'ouvrages accorde presque invariablement un rôle à l'administration Mercier dans l'évolution du Canada et, a fortiori, dans celle du Québec, même si l'importance de ce rôle varie d'une synthèse à l'autre. Leur énumération s'avérerait inutilement longue, d'autant plus qu'elles sont aisément repérables dans la bibliographie. Mentionnons toutefois à titre d'exemples, l'*Histoire du Canada depuis la Confédération, 1867-1887* publiée par Laurent-Olivier David en 1909, l'*Histoire du Canada pour tous* de Jean Bruchési datant de 1935, celle de la province de Québec de Robert Rumilly parue en plusieurs tomes depuis 1940, l'*Histoire du Canada français* de Lionel Groulx qui a connu plusieurs éditions depuis 1950, celle des *Canadiens français de 1760 à nos jours* de Mason Wade (1963), l'*Histoire du Canada* de Robert Lacour-Gayet (1966), ou encore celle du Québec éditée en 1976 sous la direction de Jean Hamelin. Entrent aussi dans cette catégorie des synthèses générales, les manuels d'histoire du Canada et du Québec. Bien qu'ils s'adressent à une clientèle plus spécifique, ces ouvrages n'en visent pas moins à fournir une vue d'ensemble de l'évolution historique canadienne ou québécoise et ils attribuent presque invariablement, eux aussi, un certain rôle à l'administration Mercier dans cette évolution. Signalons, parmi plusieurs, le manuel des Frères des Ecoles chrétiennes (1914), ceux de Paul-Emile Farley et Gustave Lamarque (1935), d'Anastase Forget et Joseph Rutche (1937), de Louis Martel et Hermann Plante (1956) ou encore celui de Jacques Lacoursière et Denis Vaugeois (1968). Totalisant quelques dizaines de titres, les synthèses générales comptent pour environ 6,5% du corpus historiographique d'ana-

lyse portant sur Mercier.

Plusieurs synthèses spécialisées contiennent aussi des passages conférant à Mercier et à son administration un impact historique certain, sinon même parfois prépondérant, selon leurs angles d'approche. Les synthèses spécialisées reliées au domaine culturel, que ce soit par le biais de l'histoire de la littérature, de celle de l'éducation ou de celle des idéologies et des mentalités, sont sans doute celles qui rappellent le plus fréquemment Mercier. En effet, les synthèses d'histoire de la littérature omettent rarement de mentionner son nom⁶ depuis le *Précis d'histoire des littératures françaises, étrangères et anciennes* des Soeurs de Sainte-Anne (1925), en passant par des ouvrages du même type de Camille Roy (1918, 1930, 1945) et d'Albert Dandurand (1935, 1939), en incluant aussi l'*Histoire de la littérature canadienne-française* de Berthelot Brunet (1946), le manuel d'*Histoire littéraire de l'Amérique française des origines à 1950* d'Auguste Viatte (1954) et celui de la *Littérature canadienne-française* de Samuel Baillargeon (c1957), jusqu'à cette *Histoire de la littérature française du Québec* éditée en 1967 sous la direction de Pierre de Grandpré. Toujours au niveau des synthèses spécialisées en histoire culturelle, mentionnons des ouvrages portant sur l'éducation comme ceux de Groulx (*L'enseignement français au Canada*, 1931) et de Louis-Philippe Audet (*Histoire de l'enseignement au*

⁶ Contrairement à ce que soutient Joseph Costisella dans sa thèse de doctorat parue en 1968, lorsqu'il affirme: "Il [le nom de Mercier] est exclu de la littérature, à toute fin pratique, par la plupart des critiques et des analystes contemporains. Viatte, cependant, lui consacre quelques lignes [...] Le seul, à notre connaissance, qui reconnaisse une importance littéraire à Mercier, est Baillargeon" (Costisella 1968: 216-217).

Québec, 1608-1971, 1971); ou encore sur les idéologies et les mentalités comme *L'évolution du Canada français* de Jean-Charlemagne Bracq (1927) et *Le développement des idéologies au Québec des origines à nos jours* de Denis Monière (1977). Quelques synthèses spécialisées en histoire économique - qu'elles soient globales ou sectorielles - ont aussi contribué à façonner l'image de Mercier; par exemple, l'*Esquisse historique de la colonisation de la province de Québec, 1608-1925* de Georges Vattier parue en 1928, l'*Historique de la colonisation dans la province de Québec de 1825 à 1940* par J.-E. Garon remontant à 1940, l'*Histoire de l'agriculture au Québec* par Firmin Létourneau, particulièrement dans sa seconde version parue en 1959, et l'*Histoire économique du Québec, 1861-1896* éditée en 1971 par Jean Hamelin et Yves Roby. En histoire politique signalons, entre autre, le travail de Jean Hamelin, Marcel Hamelin et Jacques Letarte sur les élections provinciales au Québec (1960), celui de Jean et Marcel Hamelin sur *Les moeurs électorales dans le Québec de 1791 à nos jours* (1962), l'étude de Jean Hamelin sur "Québec et le monde extérieur, 1867-1967" (1968), ou encore la publication de Jean-Louis Roy sur *Les programmes électoraux du Québec* (1970). Enfin, parmi toutes les synthèses spécialisées en histoire religieuse consultées au cours de notre enquête, une seule mentionne Mercier, celle d'Hermann Plante parue en 1970 sous le titre: *L'Eglise catholique au Canada, 1604-1886*. Quantitativement aussi nombreuses que les synthèses générales, les synthèses spécialisées atteignent 6,5% du corpus historiographique retenu.

La catégorie des monographies historiques contient un si grand nombre d'écrits portant sur une telle variété de sujets, qu'il est impossible de les présenter sommairement sans recourir à un nouveau découpage

en sous-catégories, découpage reposant essentiellement sur la nature même de l'objet d'observation de ces nombreuses études. Compte tenu de ce dernier principe, elles se peuvent subdiviser en quatre sous-groupes: les monographies individuelles, institutionnelles, locales et thématiques.

Les monographies individuelles sont à leur tour de trois ordres: les autobiographies, les biographies et les histoires de famille. Il existe une dizaine d'autobiographies consacrant des passages à Mercier. Parues le plus souvent sous forme de mémoires, elles ont été rédigées, pour la plupart, par des personnalités ayant oeuvré sur la scène politique: Joseph Tassé (1891), Charles Langelier (1909-1912), Armand Lavergne (1935), Caroline Dessaulles (1939), Téléphore-Damien Bouchard (1960), Thomas Coulombe (Victor Tremblay édit., 1960), Raoul Dandurand (Marcel Hamelin édit., 1967), Pierre Vallières (1968), René Chaloult (1969), Alcide Bourdages (1973) et Lionel Groulx (1970-1974). Au chapitre des biographies, plus d'une centaine d'écrits centrés sur des personnages tantôt célèbres, tantôt obscurs, recèlent des éléments de connaissance historique pertinents à Mercier. Ce dernier a d'ailleurs fait l'objet de dix-sept études de ce genre, plus ou moins étoffées, depuis sa biographie publiée en 1892 par Napoléon Legendre jusqu'à cette étude sur sa pensée politique effectuée par Pierre Charbonneau et parue en 1980. Le nom de Mercier semble aussi indissociable de celui d'autres personnages historiques, du moins si l'on se fie à la fréquence avec laquelle il est évoqué dans les biographies qui leur sont consacrées: le curé Labelle (Auclair 1930, 1930a; Bertrand 1953; L. Lamontagne 1954; Tassé 1968; Migner 1978; Lévesque et Migner 1979), Wilfrid Laurier

(David 1905, 1919; De Celles 1920; Pacaud 1935; Tangé 1960; Soull 1968; Carrier et Vachon 1978), et le journaliste Jules-Paul Tardivel (Fèvre 1906; Marion 1955; Savard 1963, (1967d, 1969; Girard 1967; Hare 1976). Quant aux nombreuses autres biographies rappelant Mercier, elles portent habituellement sur des personnages l'ayant connu ou fréquenté comme l'évêque Louis-François Laflèche (Rumilly 1945c; 1962), le sculpteur Louis-Philippe Hébert (Anonyme 1971), le poète Pamphile Le May (Roy 1918a; Légaré 1969), l'éducateur agricole Edouard-A. Barnard (Peron 1955), le fondateur des Caisses Populaires Alphonse Desjardins (Faucher et Vaillancourt 1950; Lamarche 1979), ou encore sur des députés et des hommes politiques tels Joseph Girard (Desgagnés 1961), François-Xavier Lemieux (Désilets 1967-1968), Félix-Gabriel Marchand (Fortin 1979), Hector-Louis Langevin (Désilets 1969), Henri Bourassa (Rumilly 1953; Desrosiers 1967) et nombre d'autres. Enfin, le nom de Mercier surgit parfois aussi dans des travaux axés sur l'histoire de certaines familles: les Gagnon (Patenaude 1961), La Rocque (Raymond 1963), Masson (Richard 1962), Longtin (Lefebvre 1965), Lavergne (Lavergne 1970), Desaulles (Parizeau 1976) et Tremblay (Tremblay 1975-1978). Proportionnellement plus nombreuses que tous les autres genres historiques, les monographies individuelles représentent plus du quart, soit 28%, du corpus historiographique.

Mercier est encore présent dans plusieurs études portant sur l'histoire de certaines institutions et sur celle de certains groupes socio-professionnels et ethniques. Les premières, dites monographies institutionnelles formelles, s'intéressent le plus souvent à l'évolution d'organismes gouvernementaux: le Conseil législatif (Turcotte 1933; Chevrette

1963; Orban 1967, 1968; Bonenfant 1970), des cabinets et ministères (Chartier 1953, 1962; Beaudoin et Hamelin 1967; Chevrier 1968; Trépanier 1972), le Conseil de l'Instruction publique (Boucher de La Bruère 1918; Audet 1964) ou le Sénat canadien (Bonenfant 1972a). D'autres études de même nature retracent l'évolution de diverses institutions privées: le Séminaire de Saint-Hyacinthe (Choquette 1911), le Collège Sainte-Marie de Montréal (Desjardins 1940), le Barreau de Montréal (Beullac et Fabre-Surveyer 1949), les sociétés Saint-Jean-Baptiste de Montréal et de Québec (Chouinard 1903; Rumilly 1975a), l'Institut des Soeurs de la Charité de Québec (Soeur Sainte-Blanche 1948), l'Institut des Frères des Ecoles chrétiennes (F. S.-L. 1921; Frères des Ecoles chrétiennes 1937). Les monographies institutionnelles informelles identifiées, c'est-à-dire les études historiques dévolues à des groupes socio-professionnels et ethniques, portent entre autre sur les sujets suivants: les ouvriers et les travailleurs (Desrosiers, Grou et Héroux 1967; Genest 1972; De Bonville 1975), les hommes politiques (Zoltvany 1960; Boily 1967; Bernard 1971a), le clergé (Marion 1967; Savard 1967f), les instituteurs (Labarrère-Paulé 1963, 1963a, 1965), les avocats montréalais (Auclair 1917), les Acadiens (Bernard 1935; Arsenault 1965), les minorités françaises au Canada (Morin 1943), ou encore les Franco-Américains (Rumilly 1958). Au total, les monographies institutionnelles, formelles et informelles, correspondent à 10% du corpus historiographique.

Compte tenu de leur importance au sein de la production historique en général, les monographies locales (histoires paroissiales, municipales et régionales) contenant des renseignements sur Mercier, s'avèrent relativement peu nombreuses pour ne fournir que 4% du corpus d'analyse.

Moins d'une vingtaine d'études de ce genre ont en effet pu être identifiées sur environ deux cents qui ont été dépouillées. Elles racontent l'histoire de localités éparpillées aux quatre coins de la province de Québec: Arthabaska (Fleury 1961), Iberville (Labelle 1958), les Iles-de-la-Madeleine (Landry 1973), Lévis (Roy 1932-1933), Longueuil (Rumilly 1974), Montréal (Rumilly 1972), Outremont (Rumilly 1975), Québec (Jobin 1947; McGee [1948]), Rimouski (J.W.M. 1911), Roberval (Wien 1955), Saint-Damase (Traversy 1964), Saint-Hyacinthe (Choquette 1930), Saint-Laurent (Rumilly 1969) et Sherbrooke (Demers 1969).

Tout comme les monographies individuelles, les monographies thématiques qui consacrent quelques passages et souvent même quelques pages à Mercier s'élèvent à plus d'une centaine. Un bon nombre de ces monographies abordent des sujets d'ordre politique comme la constitution canadienne et les relations fédérales-provinciales (Rumilly 1948; M. Lamontagne 1954; Québec 1956; Giroux 1967; Cook 1969; Morin 1970) ou encore les relations du Québec avec la France, les Etats-Unis et l'Ontario (Chartrand 1892; Lanctôt 1941; La Terreur 1966; Durocher 1970; Beau-doin 1974) pour ne mentionner que deux types d'approche parmi plusieurs. Moins fréquents, les essais historiques relevant du domaine économique s'intéressent notamment à l'agriculture et à la colonisation sous divers aspects (Pouliot 1891; Testard de Montigny 1898; Pelland 1908, 1911, 1912; Pasquet 1919; Bélanger 1974), aux finances ou aux transports (Bélanger 1961; Emard 1965; Gagnon 1967; Quinn 1968). Les monographies thématiques décrivant divers aspects de l'histoire culturelle traitent le plus souvent d'idéologies (O'Ready 1940; Maurault 1945; Trudel 1945; Dionne 1964; Bernard 1971) et d'éducation (Magnan 1922; Audet 1959, 1960,

1963; 1970; Lessard 1962). Enfin, les textes ne revêtant que partiellement le caractère d'historicité, c'est-à-dire les travaux confinant aux sciences auxiliaires de l'histoire et aux sciences sociales, sont comptabilisés parmi les monographies thématiques, leur faible quantité ne justifiant pas de les regrouper en un genre à part. Dans l'ensemble, les monographies thématiques comptent pour 26% du corpus historiographique.

Le dernier genre d'écrits historiques colligés pour étudier la perception de Mercier par les historiens, celui des instruments de travail, recouvre divers types de travaux. En premier lieu, il comprend quelques dictionnaires (Le Jeune 1931; Lefebvre 1954), quelques recueils de textes, essentiellement de discours (Barthe 1890; Pelland 1890; Bellerive 1902, 1908, 1911; Fournier 1922; Lefebvre 1963) et plusieurs recueils biographiques (Bibaud 1891; David 1894, 1911, 1926; Roy 1897, 1936; Audet 1908, 1927, 1939; Auclair 1933; Rumilly 1936; Bélanger 1965; Deslauriers 1978; Québec 1980). Viennent ensuite un certain nombre de répertoires, bibliographiques pour la plupart comme ceux d'André Beaulieu et Jean Hamelin sur les journaux (1965) ou d'André Beaulieu et William F. Morley sur les histoires locales (1971), quelques répertoires toponymiques (Roy 1906; Québec 1926) ainsi que certains autres cataloguant des lieux, des édifices et des monuments historiques (Roy 1923, 1927; Fournier 1974, 1976; Gauthier 1976). Aux dictionnaires, recueils et répertoires s'ajoutent encore des inventaires exhaustifs ou partiels de dépôts et de fonds d'archives (Thériault 1965; Québec 1968; Canada 1972, 1975; Caya 1975a; Signori-Laforest 1976). Enfin, 25 compte rendus de lecture complètent la catégorie des instruments de travail, qui compte

pour 19% du corpus historiographique.

Lorsqu'on l'aborde par le biais des auteurs, le corpus d'analyse présente une autre particularité. S'ils sont 293 historiens à se partager la paternité des 478 travaux retenus, tous n'ont pas participé également à la fabrication du récit historique.⁷ La relation quantitative entre le nombre d'écrits mentionnant Mercier et celui des auteurs les ayant rédigés, révèle un phénomène de quasi-monopole sur le plan de la production historiographique. En effet, la plupart des historiens n'ont produit qu'un seul travail mentionnant Mercier, tandis que moins d'une vingtaine d'entre eux cumulent près du tiers des titres recensés (31,24%; voir le tableau 2). Deux historiens dominent nettement: Robert Rumilly avec 44 écrits et Pierre Savard avec 11. Les autres auteurs les plus prolifiques sont, par ordre décroissant d'importance: L.-O. David avec 9 écrits, L.-P. Audet et Jean Bruchési avec 8 chacun, Séraphin Marion avec 7, Jean Hamelin avec 6,9, Jean-Charles Bonenfant avec 6,3, E.-J. Auclair, Pierre-Georges Roy et le gouvernement du Québec avec chacun 6, Lionel Groulx, Victor Morin et Camille Roy avec 5 chacun, Marcel Hamelin, Marc La Terreure, Jean-Jacques Lefebvre et Gérard Parizeau avec 4 chacun.⁸ Ce constat permet de supposer, pour l'instant, que ces quelques historiens sont plus susceptibles que les autres d'avoir imposé leur propre perception de l'administration Mercier à l'ensemble du discours historiographique.

⁷ Ces 293 historiens sont identifiés à l'appendice B.

⁸ A propos du fractionnement des travaux historiques, voir la note qui accompagne le tableau 2.

Tableau 2
REPARTITION DES AUTEURS D'APRES LEUR NOMBRE D'ECRITS

<u>Nombre d'écrits</u>	<u>Nombre d'auteurs</u>
0,3*	4
0,5	18
0,8	1
1	199
1,3	2
1,5	6
2	30
2,3	1
2,8	1
3	11
3,3	1
4	4
4,1	1
5	3
6	3
6,8	1
6,9	1
7	1
8	2
9	1
11	1
44	1

* Pour les fins de cette compilation, les auteurs ayant rédigé un ouvrage en collaboration se sont vus attribuer une fraction de cet ouvrage, proportionnelle à leur participation numérique. Par exemple, 0,5 écrit a été imputé à chacun des auteurs de la biographie d'Alphonse Desjardins parue en 1950, Albert Faucher et Cyrille Vaillancourt. La même méthode s'applique aux ouvrages composés par trois auteurs, un tiers de celui-ci (0,3) étant octroyé à chacun. Par ailleurs, les ouvrages réalisés en collaboration, mais dont chacune des parties est signée par un auteur spécifique, sont traités statistiquement de la même façon qu'un numéro de revue, chacune des parties d'un tel ouvrage étant assimilée à un article et, par conséquent, comptabilisée comme un écrit distinct. C'est le cas, par exemple, de l'ouvrage collectif sur *Le système politique du Canada* publié en 1970 sous la direction de Louis Sabourin, qui comporte 27 chapitres rédigés par autant d'auteurs différents; les deux seuls chapitres mentionnant Mercier (J.-C. Bonenfant, "Le Conseil législatif québécois", et J.-Y. Morin, "Les relations fédérales-provinciales") sont considérés comme deux écrits distincts, et comptabilisés comme tels.

En somme, Mercier est évoqué très fréquemment par les historiens. Son nom revient souvent dans des monographies historiques - surtout dans des biographies et des monographies thématiques. De plus, un nombre passablement restreint d'auteurs contrôle la diffusion de son image, du moins en terme de production mesurée à l'aune de nombre des travaux historiques le mentionnant. Mais ce survol synchronique comporte cependant des limites; il a permis d'identifier les composantes majeures du discours historiographique portant sur Mercier et de supputer leur importance relative les unes par rapport aux autres. Ces frontières spatiales étant tracées, il faut en outre réinsérer le discours historiographique dans sa temporalité pour lui rendre son relief, pour dégager et identifier les mécanismes de sa genèse et le sens, si sens il y a, de son évolution.

EVOLUTION DIACHRONIQUE DU CORPUS HISTORIOGRAPHIQUE

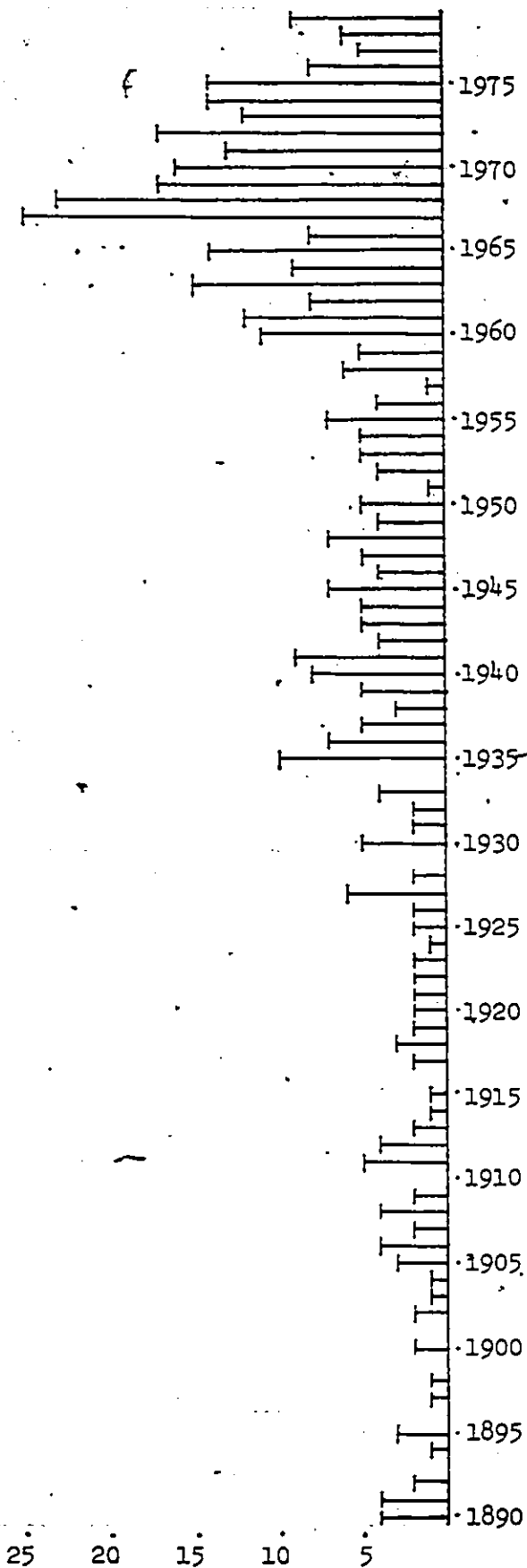
Le récit global portant sur Mercier fabriqué par les historiens, s'est forgé peu à peu depuis près d'un siècle, avec plus ou moins d'intensité selon les années, tantôt aussi davantage par le biais des synthèses générales et spécialisées, tantôt par celui des monographies. Si le survol synchronique de ce récit a mis en lumière le fait que Mercier s'avère un personnage historique fréquemment mentionné par les historiens, un regard cursif sur l'évolution temporelle de ce même récit révèle que son nom a été évoqué avec beaucoup de régularité. Depuis 90 ans en effet, c'est-à-dire de 1890 à 1979 inclusivement, les historiens ont ravivé le souvenir de Mercier de façon presque ininterrompue; son nom revient

en moyenne dans cinq nouveaux écrits historiques par année.⁹ Mais en réalité, le rythme de production de ces travaux est inégal; quelques années se sont écoulées sans qu'aucun n'ait paru, tandis que l'année 1967 a marqué un sommet de production avec 25 unités. Sur l'ensemble de la période, la quantité de travaux historiques mentionnant Mercier a néanmoins crû sans cesse, bien que des cycles quinquennaux de production à la hausse aient parfois alterné avec d'autres à la baisse. Une observation plus attentive de cette courbe de production permet de déceler trois phases successives nettement distinctes (voir le tableau 3).

Une première phase couvre les années 1890 à 1934. La plus longue sur le plan temporel pour englober la moitié de toute la période à l'étude, elle s'avère cependant la moins fertile pour n'atteindre que 19% de la production historiographique totale portant sur Mercier, avec seulement 91 des 478 écrits recensés. Les moyennes quinquennales reflètent la même pauvreté, oscillant entre un et trois travaux historiques. Ces dernières permettent cependant de constater que c'est entre 1905 et 1909 que le nom de Mercier revient le plus souvent sous la plume des historiens, au cours de cette phase. En outre, les années 1911 et 1912 comptent aussi parmi les plus fécondes à ce titre et la juxtaposition de leur production respective les hissent même au sommet de cette phase. Or ces années ont justement précédé et coïncidé avec la première cérémo-

⁹Pour les fins de la présente étude, trois travaux historiques publiés au cours du premier semestre de l'année 1980 sont comptabilisés avec la production historiographique de l'année 1979. Il s'agit de l'étude de Pierre Charbonneau sur la pensée politique de Mercier, du *Répertoire des parlementaires québécois* édité par l'Assemblée Nationale du Québec et d'un article de la Société historique de Québec consacré aux édifices gouvernementaux québécois érigés sur la colline parlementaire, à Québec.

REPARTITION CHRONOLOGIQUE
DES ECRITS HISTORIQUES MENTIONNANT MERCIER
1890-1979



nie commémorative d'envergure consacrée à Mercier, celle du 25 juin 1912. Faut-il n'y voir qu'un simple effet du hasard?¹⁰

Par ailleurs, plus du tiers des écrits historiques rédigés pendant cette phase sont imputables à seulement sept des 60 auteurs qui en ont produit au cours de ces 45 années; Laurent-Olivier David en a fait paraître neuf, Pierre-Georges Roy cinq, E.-J. Auclair et Camille Roy quatre chacun, Georges Bellerive, Alfred-Duclos DeCelles et Alfred Pelland chacun trois.¹¹ Enfin, considéré sous l'angle des genres historiques, le récit fabriqué par les historiens durant cette première phase diffère sensiblement de l'ensemble du corpus d'analyse en termes de proportions: les synthèses générales et spécialisées comptent en effet pour 10%, les monographies pour 62% et les instruments de travail pour 28%.¹² La quantité relativement élevée de travaux historiques appartenant à ce dernier genre s'explique surtout par la propension des historiens de cette époque à publier des recueils biographiques, tels E.-J. Auclair, F.-J. Audet, M. Bibaud, L.-O. David, L. Le Jeune et M. Nantel.

L'année 1935 marque le début d'une seconde phase qui se prolonge

¹⁰ Signalons à cet égard qu'en 1910, François-Xavier Lemieux, celui-là même qui avait succédé à Mercier comme député du comté de Bonaventure au lendemain de son décès, a caressé pendant un moment le projet de publier une biographie de l'ex-premier ministre, à l'occasion de l'inauguration de son monument (Désilets 1967-1968: 227, note 9).

¹¹ La liste des historiens peut être facilement reconstituée pour chacune des trois phases de production, à l'aide de l'appendice B.

¹² Ces pourcentages de même que ceux avancés dans les pages suivantes portant sur les phases de production historiographique, ont été établis à partir des données brutes reproduites au tableau 4.

Tableau 4

PRODUCTION, PAR PHASE, DES DIVERS GENRES HISTORIQUES

<u>Genres historiques</u>	<u>Nombre d'écrits</u>			<u>Total</u>
	<u>produits par phase</u>			
	<u>1890-1934</u>	<u>1935-1959</u>	<u>1960-1979</u>	
Synthèses générales	2	31*	17	50
Synthèses spécialisées	7	12	10	29
<i>Monographies individuelles</i>				
Autobiographies	2	2	7	11
Biographies	18	29	61	108
Histoires de familles	0	0	8	8
<i>Monographies institutionnelles</i>				
Formelles	8	7	14	29
Informelles	1	3	13	17
Monographies locales	3	4	12	19
Monographies thématiques	24	21	75	120
Instruments de travail	<u>26</u>	<u>22</u>	<u>39</u>	<u>87</u>
	91	131	256	478

*Dont 22 tomes de l'*Histoire de la province de Québec* par Rumilly. Les pourcentages qui apparaissent dans les commentaires de notre texte portant sur chacune des trois phases de production historiographique ont été établis en tenant compte de ce facteur. Voir, à ce propos, la note du tableau 1.

jusqu'en 1959. La production annuelle des écrits historiques mentionnant Mercier augmente du simple au double et ce nouveau rythme se maintient pendant 25 ans. Les moyennes quinquennales reflètent évidemment cette tendance, pour osciller entre 4 et 6,2 écrits. Les fréquences les plus élevées des mentions de Mercier dans le récit historique se concentrent au début de cette deuxième phase, et plus particulièrement au cours des années 1935 à 1941, période qui coïncide d'ailleurs avec une recrudescence des évocations de son nom dans les discours politique et idéologique, articulée sur les événements suivants: la cérémonie organisée à la fin de 1934 pour commémorer le 40^e anniversaire de sa mort, les diverses manifestations tenues au cours de l'année 1940 pour célébrer le 100^e anniversaire de sa naissance, l'apparition sur la scène politique de l'Action Libérale Nationale au milieu des années 1930, et les élections provinciales de 1936 suivies des premières années de l'administration Duplessis.

La tendance à la concentration au niveau de la production du récit historique par un nombre restreint d'historiens, s'avère beaucoup plus prononcée durant cette seconde phase que pendant la précédente, car le tiers des travaux historiques mentionnant Mercier parus entre 1935 et 1959 est attribuable à seulement trois auteurs sur les 86 en ayant rédigé au cours de ces 25 ans: Robert Rumilly, Jean Bruchési et Victor Morin, qui ont signé respectivement 33, 7 et 4 ouvrages ou articles. Les différents genres historiques développés au cours de la deuxième phase attestent d'une faveur marquée des auteurs de cette époque pour les synthèses générales et spécialisées, qui atteignent 20% du récit historique, au détriment des monographies qui ne comptent que pour 60% de leur produc-

tion comparativement à 68% en ce qui a trait au corpus d'analyse global.

Deux nouveaux phénomènes voient aussi le jour pendant ces 25 années de production historiographique faisant état de Mercier. En premier lieu, les historiens commencent à rédiger des ouvrages en collaboration, notamment des synthèses générales parues sous forme de manuels (Farley et Lamarche 1935; Forget et Rutche 1937; Martel et Plante 1956), mais aussi quelques monographies comme celles de Beullac et Fabre-Surveyer portant sur le Barreau de Montréal (1949) ou de Faucher et Vaillancourt consacrée à Alphonse Desjardins, le fondateur des Caisses Populaires (1950). En second lieu, quelques travaux historiques de nature académique s'intègrent désormais au discours historiographique évoquant Mercier, comme ceux de Marcel Trudel (1945), de M.-A. Perron (1955) et de Germain La-vallée (1958-1959).

Une troisième phase de production historiographique débute en 1960 pour se poursuivre encore en 1979. Un plus grand nombre d'écrits historiques faisant état de Mercier paraît au cours de ces seules vingt années que pendant les deux phases antérieures réunies, puisque 54% du corpus d'analyse global est produit durant cette phase. Une telle explosion historiographique semble indéniablement liée au développement qu'a connu l'enseignement universitaire de l'histoire à la suite de la création des instituts d'histoire montréalais et québécois au milieu des années 1940. La proportion du récit historique composée de travaux de nature académique - près de 20% - l'illustre bien d'ailleurs. Ce facteur n'explique cependant pas à lui seul l'engouement relativement soudain des historiens pour Mercier en particulier. Un événement d'un tout autre ordre peut avoir été déterminant à cet égard, surtout si l'on tient compte des som-

metz de production atteints durant les années 1964 à 1969, et plus particulièrement en 1967 et 1968; le centenaire de la confédération canadienne. En suscitant un intérêt accru des historiens pour la confédération, ce centenaire les aurait amenés à parler plus abondamment de Mercier, généralement considéré comme un personnage clé de la politique canadienne, en particulier en ce qui concerne les relations fédérales-provinciales.

Cette troisième phase de production se distingue encore nettement des deux précédentes au chapitre des historiens. Leurs effectifs font plus que doubler; de 60 au cours de la première phase, ils étaient passés à 86 pendant la deuxième, alors qu'ils grimpent à 178 durant la troisième. Cette augmentation du nombre d'auteurs se reflète aussi au niveau du quasi-monopole de la production historiographique. Les années 1960 et 1970 marquent en quelque sorte une démocratisation à ce titre, puisqu'ils sont 17 auteurs à se partager cette fois la paternité de plus du tiers des travaux historiques mentionnant Mercier. Les historiens les plus productifs de la période sont Louis-Philippe Audet, Jean-Charles Bonenfant, Jean Hamelin, Séraphin Marion, Robert Rumilly et Pierre Savard, qui ont rédigé de 6 à 11 textes chacun. Les autres qui appartiennent aussi à ce groupe, ont produit trois ou quatre écrits chacun: André Beaulieu, Jean-Paul Bernard, Marcel Caya, Andrée Désilets, Marcel Hamelin, André Labarrère-Paulé, Marc La Terreure, Jean-Jacques Lefebvre, Gérard Parizeau, et les gouvernements du Canada et du Québec.

Sur le plan des genres historiques, les historiens des années 1960 et 1970 affichent une nette propension pour les monographies, qui comptent pour près des trois quarts (74%) de tous les travaux historiques

mentionnant Mercier produits au cours de ces vingt années, grâce surtout à une très forte augmentation du nombre des monographies thématiques. Les synthèses générales et spécialisées occupent durant cette phase la même importance proportionnelle qu'au sein du corpus d'analyse global, pour atteindre 11% des textes. Par contre, c'est là production des instruments de travail qui accuse un léger fléchissement à partir de 1960 - elle plafonne à 15%. Simultanément, ce dernier genre s'oriente vers de nouveaux types d'ouvrages. Avant 1960 en effet, les recueils biographiques composaient l'essentiel des instruments de travail; depuis, ce sont les comptes rendus de lecture, les répertoires bibliographiques et les inventaires de dépôts et de fonds d'archives qui tendent à dominer.

Amorcée durant la deuxième phase de production historiographique, la tendance des historiens à se regrouper pour rédiger des ouvrages en collaboration s'accroît notablement à compter de 1960; le cinquième environ des travaux historiques recensés après cette date relève d'écrits de cette nature. De plus, les historiens publiant en commun ne se limitent plus seulement aux synthèses générales ni aux monographies, mais ils élaborent aussi des synthèses spécialisées et des instruments de travail, bien qu'en général, ils se regroupent le plus souvent pour rédiger des monographies thématiques.¹³

En somme, depuis la fin du XIX^e siècle, le nom de Mercier revient

¹³ Il arrive souvent que cette collaboration s'établisse entre historiens et spécialistes d'autres disciplines, comme le souligne d'ailleurs Savard dans son survol de l'historiographie québécoise de 1947 à 1972 (Savard 1974: 89-90). Il nous est malheureusement impossible, dans le cadre de la présente thèse, d'étudier les coordonnées socio-professionnelles des historiens ayant présidé à la fabrication du récit historique portant sur Mercier.

donc abondamment dans les travaux historiques et de façon presque ininterrompue. La fréquence de production de ces travaux, quant à elle, a progressé constamment à la hausse en trois paliers successifs correspondant à des périodes d'inégale durée; relativement faible entre 1890 et 1934; elle augmente sensiblement de 1935 à 1959 puis elle grimpe vivement à compter de 1960. Parallèlement, les travaux produits au cours de la première phase relèvent plutôt du groupe des instruments de travail et plus particulièrement des recueils biographiques; dans un deuxième temps, l'accent dévie vers les synthèses; finalement on note à compter de 1960 un intérêt très net pour les monographies thématiques.

Enfin, les années où le plus grand nombre de travaux historiques mentionnant Mercier voient le jour au cours de chacune des deux premières phases de production, sont aussi celles où son nom est évoqué le plus fréquemment dans les discours politique et idéologique.

* * * * *

CHAPITRE IV

EVOLUTION DES CONNAISSANCES HISTORIQUES PORTANT SUR MERCIER ET SON ADMINISTRATION

Le portrait de Mercier qui se profile à travers les discours politique et idéologique de la première moitié du siècle, s'articule dans un premier temps sur un nombre relativement restreint de ses réalisations en tant que premier ministre, une dizaine tout au plus; puis, à compter de 1940 environ, celles-ci augmentent sensiblement pour dépasser la vingtaine.¹ Qu'en est-il, à cet égard, du discours historiographique? Quels sont les faits et gestes de Mercier que les historiens ont retenus pour évaluer ce personnage et son administration? Ces faits et gestes sont-ils les mêmes aux yeux des historiens des années 1920 et 1930 qu'aux yeux de ceux des années 1960 et 1970? Parmi les actes de Mercier, lesquels sont considérés par les historiens comme étant les plus importants et, par conséquent, les plus significatifs? Enfin, les connaissances historiques sur Mercier et son administration contenues dans le corpus historiographique ont-elles progressé depuis 1890, et si tel est le cas, cette progression est-elle parallèle à la croissance de la production des travaux historiques mentionnant Mercier?

¹Ces réalisations sont énumérées dans le bilan, aux pages 143 à 145.

En vue de répondre à ces questions et compte tenu de l'ampleur du corpus historiographique, il est apparu préférable d'aborder cette analyse par le biais d'une méthode inspirée de l'histoire sérielle. Une telle approche offre l'avantage de minimiser le plus possible les interventions personnelles de celui qui l'applique; elle évite de porter des jugements basés uniquement sur des impressions de lecture ou de chercher à démontrer des interprétations déjà constituées, et permet par le fait même de cerner réellement le contenu factuel de chaque texte analysé sans l'amputer ou au contraire l'enrichir indûment.

Pour qu'une analyse quantitative appliquée à diverses unités d'un ensemble soit cohérente et significative, elle doit s'appuyer sur une série d'éléments homogènes qui correspondent au plus grand dénominateur commun à chacune des unités composant l'ensemble observé. Le segment de connaissance historique répondant à ce critère qui a pu être retracé à travers les 478 unités composant l'ensemble du corpus historiographique portant sur Mercier, est l'événement historique.

Aux fins de la présente étude, l'événement historique peut être sommairement défini comme étant toute action ou tout geste attribué par un historien au gouvernement Mercier ou à Mercier lui-même pendant qu'il fut premier ministre. L'expression "attribué par un historien" s'avère ici primordiale. Il ne s'agit pas de retracer l'histoire du gouvernement Mercier telle qu'elle s'est réellement déroulée, mais bien plutôt de la reconstituer telle que les historiens l'ont eux-mêmes racontée. Chacun des 478 écrits historiques mentionnant Mercier a donc été analysé individuellement pour extraire tous les segments de connaissance historique ou événements qu'il pouvait contenir. Trois principes ont présidé à ce

découpage du récit historique.

En premier lieu, les interprétations fournies par les historiens pour expliquer les événements de même que les jugements portés sur ceux-ci n'ont pas été considérés comme étant des éléments de connaissance. Un exemple fictif permettra sans doute de mieux illustrer l'application de cette règle. En vertu de ce principe de censure, les passages reproduits en italique dans la citation suivante n'auraient pas été retenus:

Le 12 novembre 1889, devant les catholiques des Etats-Unis réunis en congrès à Baltimore, Mercier, avec son je ne sais quoi de primitif et de belliqueux qui rappelait les vieux Gaulois du temps de Vercingétorix, prononça un discours à l'emporte-pièce sur l'Indépendance américaine. Il est clair que le premier ministre québécois, au tempérament fortement révolutionnaire, voulait ainsi réhabiliter la mémoire des Patriotes de 1837-1838.²

En second lieu, si chaque événement s'est vu dépouillé de ses interprétations, aucun n'a été éliminé. Tous les actes du gouvernement Mercier et tous les gestes posés par ce dernier pendant qu'il fut premier ministre ont été retenus et traités sur un pied d'égalité, nonobstant l'importance plus ou moins grande qu'un historien en particulier ait pu attribuer à tel acte par rapport à d'autres. Par exemple, plusieurs historiens considèrent le règlement de la question des biens des jésuites comme ayant été la plus grande mesure du gouvernement Mercier.

²Pour incongru qu'il puisse paraître, le "je ne sais quoi de primitif et de belliqueux qui rappelait les vieux Gaulois du temps de Vercingétorix" a bel et bien été appliqué à Mercier par Samuel Baillargeon dans son manuel sur la littérature canadienne-française (Baillargeon 1957: 163). Quant au tempérament révolutionnaire de Mercier de même que son intention de glorifier les Patriotes par ce discours, c'est Costisella qui propose cette interprétation (Costisella 1967: 231-233).

Se plaçant à un point de vue différent, certains auteurs jugent plutôt dignes de mémoire des événements pouvant paraître anecdotiques ou banaux, tels une visite de Mercier au Séminaire de Saint-Hyacinthe en septembre 1888 ou le don par celui-ci d'une cloche au couvent de Saint-Jean-Deschailions deux ans plus tard. Le règlement de la question des biens des jésuites, la visite au Séminaire de Saint-Hyacinthe et le don de la cloche au couvent de Saint-Jean-Deschailions ont été retenus pour les fins de l'analyse, comme autant d'événements historiques distincts et d'égale importance.

En dernier lieu, il a fallu mettre au point un critère de sélection des événements qui tienne compte des nombreuses imprécisions contenues dans les ouvrages historiques analysés. Plusieurs historiens ont attribué des gestes à Mercier sans les situer chronologiquement, tout en laissant entendre qu'il les avait posés à titre de premier ministre. Des cas semblables se sont présentés plus d'une centaine de fois. Éliminer systématiquement ces narrations d'événements à cause du manque de précision des auteurs eût pu conduire à sous-évaluer la richesse du contenu événementiel de l'ensemble du corpus historiographique; de même, les inclure automatiquement eût pu entraîner, au contraire, une sur-évaluation du contenu événementiel. Tous ces événements chronologiquement indéterminés ont donc fait l'objet d'une vérification dans les documents de l'époque, afin de découvrir s'ils s'étaient produits entre le 27 janvier 1887 et le 16 décembre 1891.

A la suite de ces recherches, plusieurs faits et gestes attribués souvent de façon implicite au premier ministre Mercier par des historiens ont été rejetés. Par exemple, Lionel Groulx lui consacre quelques pages

dans son *Histoire du Canada français* où il écrit notamment:

Jamais l'homme d'Etat canadien-français Mercier ne se départira du sens de la justice ni de la générosité habituelle de ses compatriotes: "Mais cette union que nous avons faite, dira-t-il du parti national, n'est pas une union de race contre d'autres races, de religion contre d'autres religions. Nous ne voulons pas réparer un crime par d'autres crimes..." (Groulx c1950, 2: 336).

Ainsi libellé, ce passage laisse entendre que Mercier prononça ces paroles à titre de premier ministre, alors qu'elles le furent en réalité le 22 novembre 1885, soit plus d'un an avant son accession au pouvoir.³ Cette narration de Groulx n'a donc pas été incluse parmi les événements reliés au premier ministre Mercier.

Les recherches effectuées dans les documents d'époque ont parfois conduit à un résultat contraire: intégrer parmi les événements historiques retenus pour les fins de l'analyse quantitative, des narrations attribuant des gestes ou des paroles à Mercier sans aucunement laisser supposer qu'il ait accompli ces gestes ou prononcé ces paroles à titre de premier ministre, alors que ce fut effectivement le cas. Par exemple, la biographie de Marie-Anne-Marcelle Mallet, fondatrice de l'Institut des Soeurs de la Charité de Québec, contient la phrase suivante: "Il le couvent de Carleton aura le privilège de s'élever sur les rives de la Baie des Chaleurs qu'Honoré Mercier appela un jour "notre Méditerranée" (Soeurs de la Charité de Québec 1939: 430). Après vérification, ce "un jour" s'est avéré être le 20 novembre 1890, date à laquelle

³Le caractère implicite de cette affirmation de Groulx s'accroît davantage lorsqu'on réinsère ce passage dans le paragraphe d'où il est extrait, trop long pour être cité ici. Quant aux paroles de Mercier reprises par Groulx, elles sont reproduites dans le recueil de Pelland (Pelland 1890: 330).

Mercier prononça un discours sur la Gaspésie devant l'Assemblée législative, où il lança cette métaphore.⁴ Par conséquent, l'événement auquel réfère très allusivement la narration de la biographie de Mère Mallet, a été considéré comme relié au premier ministre Mercier et retenu en tant que tel pour le fins de l'analyse.

Les 478 écrits composant le corpus historiographique ont donc été scrutés minutieusement selon les principes qui viennent d'être énoncés, et chaque événement rapporté dans chacun d'eux a été transcrit sur une fiche individuelle, comportant une description de l'événement ainsi que la référence au texte contenant sa narration.⁵ Certes, la quantité d'événements décrits dans chaque travail historique recensé varie considérablement en fonction de la nature de ces travaux. Ainsi, un ouvrage de synthèse comme l'*Histoire des Canadas* publié en 1971 sous la direction de Rosario Bilodeau ne rappelle que trois événements concernant l'administration Mercier tandis qu'une biographie de l'ex-premier ministre comme celle de Rumilly parue en 1936 en évoque plus de 200. Mais ces différences ne sont pas entrées en ligne de compte lors du découpage des textes en segments de connaissance événementielle, le but visé étant d'en arriver à identifier tous les événements relatifs à l'administration Mercier révélés dans l'ensemble du corpus historiographique. Au terme de

⁴ *La Gaspésie, sa cause exposée par ses deux députés; ses griefs, ses oppresseurs, ses richesses et ses beautés naturelles*, (Québec, Belleau et Cie, 1890, 22p.): 16.

⁵ Voici un exemple du contenu de ce type de fiches:
 "Le 20 janvier 1891, Mercier visite les écoles du soir établies à l'Institut des Ouvriers de Lévis, en compagnie du secrétaire provincial Charles Langelier et du député du comté de Lévis, François-Xavier Lemieux" (P.-G. Roy 1932-1933, 4: 73).

ce premier traitement des textes, 3 334 fiches ont été confectionnées, chacune correspondant à la narration d'un événement historique portant sur Mercier et son administration, contenu dans un écrit distinct.⁶

Un tel résultat n'offre guère d'intérêt en soi. Tout au plus permet-il de constater qu'en façonnant leur image de l'administration Mercier, les historiens ont recouru 3 334 fois à l'évocation d'un événement lui étant relié. Ce premier traitement a néanmoins permis d'identifier une série de travaux historiques qui projettent une certaine image de Mercier et de son administration, sans apporter un seul élément de connaissance événementielle pour étayer cette image, hormis le fait que Mercier fut premier ministre:

Avec le temps, des premiers ministres provinciaux comme Mowat, Mercier, Ferguson, Gouin, Hepburn, Duplessis, ont réussi à créer le mythe d'un Canada né de l'accord de deux races et axé sur la décentralisation des pouvoirs. Ils ont prôné le "respect" de la Constitution et un "retour" à l'esprit des Pères de la Confédération (Giroux 1967: 87).

Une autre série d'écrits historiques a aussi participé à la diffusion d'une certaine image du gouvernement Mercier sans même signaler explicitement que ce dernier fut premier ministre:

Dans le cadre confédératif, dans l'état économique qui était alors celui des Canadiens français, il leur était impossible de bâtir *assez vite* une économie qui aurait pu rivaliser avec le progrès économique du reste du Canada et faire vivre au Québec tout l'excédent de croissance de la population [...]. C'est l'appui financier de la France qu'il

⁶ Précisons qu'un même événement évoqué plus d'une fois dans un même travail historique n'a cependant fait l'objet de la rédaction que d'une seule fiche, de sorte qu'en réalité, le corpus historiographique contient plus de mentions événementielles que le total affiché ci-haut. Au demeurant, cet écart demeure minime, ce phénomène de répétition au sein d'un même ouvrage étant plutôt rare.

nous aurait fallu comme Mercier l'avait compris
(Angers [1967] : 648-649).⁷

Au total, le quart des écrits historiques recensés ont ainsi transmis une image de l'administration Mercier qui ne s'appuie explicitement sur aucune donnée événementielle.⁸

Quant aux autres travaux historiques contenant au moins une mention d'un événement relatif à l'administration Mercier, leur analyse nécessitait un deuxième traitement des 3 334 données isolées au cours de la première étape. Leur classement initial ayant été effectué en fonction de chacun des écrits, il en résulte autant d'histoires différentes de l'administration Mercier qu'il y a de travaux historiques composant le corpus d'analyse. Pour en arriver à reconstituer l'histoire du gouvernement Mercier telle que racontée par tous les auteurs ayant abordé ce sujet depuis 1890, les 3 334 données initiales ont été reclassées non plus en fonction des écrits, mais plutôt selon la nature de chaque événement identifié.

Cette opération a permis de regrouper ensemble les narrations d'un même événement contenues dans divers travaux historiques. Par exemple, la loi de Mercier réglant la question des biens des jésuites ayant été évoqué avec plus ou moins d'emphase dans 95 écrits différents, cet évé-

⁷ Les passages soulignés dans les citations empruntées à Giroux et à Angers ne sont pas de nous. En outre, nulle part ailleurs dans ces deux écrits est-il possible de retrouver une seule allusion à un événement précis de l'administration Mercier qui vienne illustrer l'image qui en est transmise.

⁸ Ces écrits historiques, qui s'élèvent à 165, sont identifiés dans les deux premières entrées du calendrier événementiel portant sur l'administration Mercier, présenté dans l'appendice A.

nement avait entraîné la rédaction d'un nombre équivalent de fiches narratives au cours de la première étape du traitement des textes; leur regroupement a permis de les fondre en une seule fiche événementielle. Au terme de ce réaménagement des données, les 3 334 fiches originales étaient transformées en une nouvelle série de 664 fiches événementielles, chacune contenant la description d'un seul événement relatif à l'administration Mercier, suivie de la liste de tous les travaux historiques ayant rapporté cet événement.⁹

Il suffisait dès lors d'aligner chacun de ces 664 événements dans l'ordre de leur déroulement chronologique, depuis l'avènement de Mercier au pouvoir le 27 janvier 1887 jusqu'à son renvoi, par le lieutenant-gouverneur le 16 décembre 1891, pour retrouver la trame événementielle totale de l'administration Mercier qui existe dans l'ensemble des travaux historiques produits depuis 1890. En d'autres termes, l'histoire événementielle du gouvernement Mercier, telle que racontée par les 293 historiens ayant abordé ce sujet dans les 478 écrits recensés, est reconstituée.

Les éléments sont désormais rassemblés qui vont permettre de voir

⁹ Les fiches événementielles se présentent de la façon suivante: "Lors d'un pique-nique politique organisé en son honneur à Saint-Hyacinthe le 16 juin 1887, Mercier prononce un discours où il souligne le caractère national de son gouvernement, puis déclare: "J'affirme devant cet immense auditoire que le parti national respectera et fera respecter les droits de la minorité protestante de cette province. Nous désirons vivre en paix avec toutes les races, toutes les croyances. Nous accorderons justice à tous, même à ceux qui refuseraient de nous rendre la pareille."

Charbonneau 1980: 46
 Choquette 1930: 390-391
 Gouin 1941: 170

Groulx c1950: 336
 Hamelin 1968: 380
 Rumilly 1936b: 324-326

Rumilly c1941c: 247
 Rumilly 1975b, 1: 371
 Wade c1963, 1: 461.

comment se sont développées les connaissances événementielles concernant l'administration Mercier à travers le discours historiographique. A quels moments ces connaissances, qui sous-tendent en définitive l'image de Mercier transmise par les historiens, sont-elles apparues dans le récit historique? Ont-elles été surtout dévoilées au début de la période de production, soit vers le tournant du siècle, ou plutôt vers la fin de la période à l'étude? Ont-elles, au contraire, été amenées régulièrement pendant les 90 ans de fabrication du récit historique portant sur Mercier, à l'instar du rythme de production des travaux qui, lui, a crû sans cesse? Y a-t-il eu des écrits et des historiens ayant concouru davantage au progrès des connaissances et qui seraient susceptibles par conséquent d'avoir imposé leur perception personnelle aux autres historiens?

En établissant certaines corrélations entre les divers éléments d'information emmagasinés sur les fiches événementielles, il devient possible d'esquisser le processus même du développement des connaissances et notamment d'identifier à quel moment précis chaque événement relatif à l'administration Mercier a été introduit pour la première fois dans le discours historiographique. Par exemple, on constate qu'il a fallu attendre jusqu'en 1980 pour apprendre dans un travail historique qu'en 1889, le premier ministre Mercier a soumis à l'Assemblée législative un projet de loi visant à interdire le droit de vote aux fonctionnaires (Charbonneau 1980: 148). Par contre, les tout premiers écrits mentionnant Mercier ont dévoilé que son gouvernement avait fait adopter une loi octroyant gratuitement une terre aux pères ou aux mères de douze enfants vivants (Legendre 1892: 124; Tarte 1892: 27, 66). Ainsi en est-il

pour chacun des 664 événements relatifs à l'administration Mercier.¹⁰

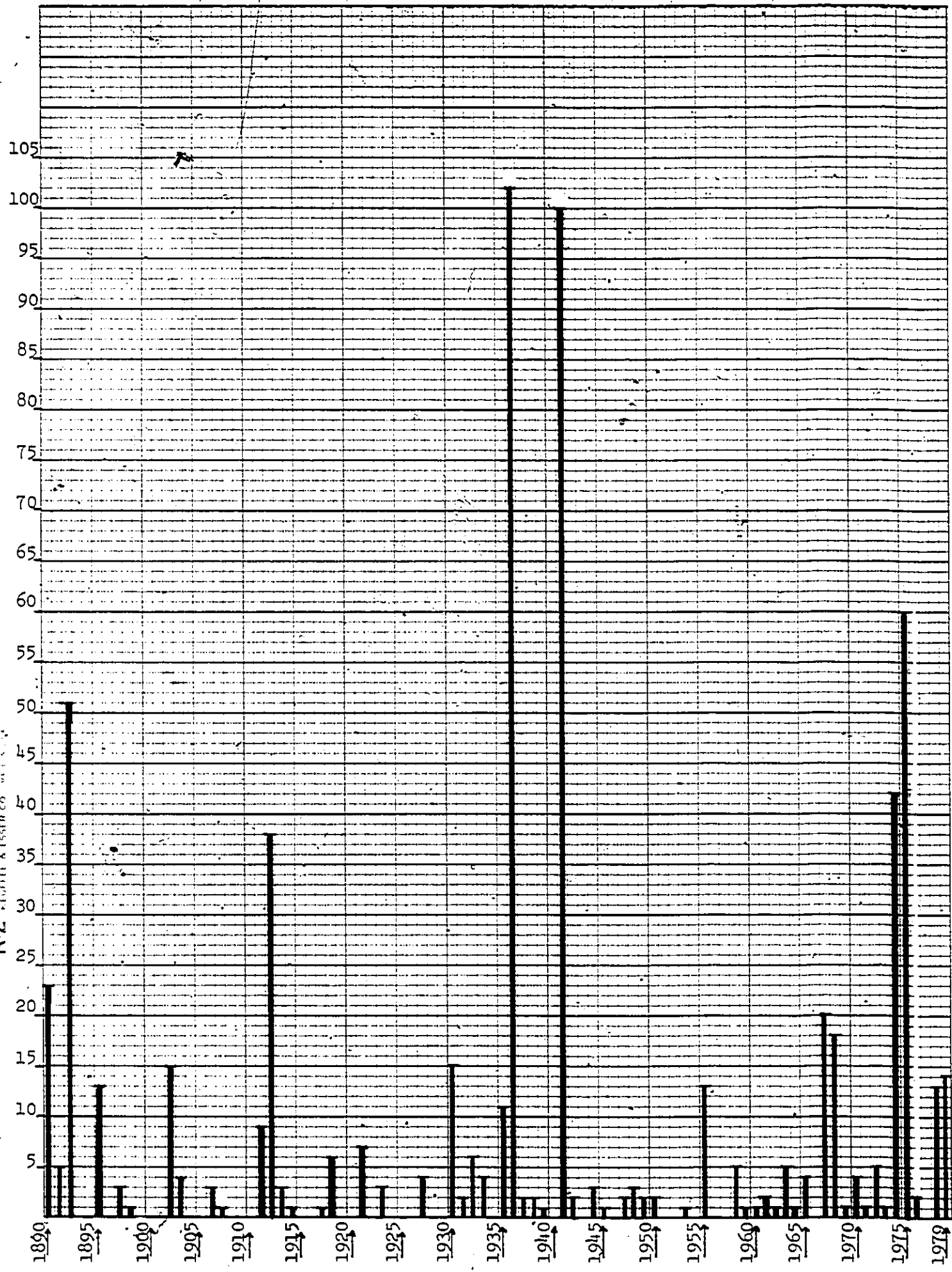
Répartis sur les 90 ans de production historiographique, ces événements sont apparus dans les écrits au rythme moyen de 7,37 par année. Mais en réalité, les connaissances événementielles n'ont pas évolué aussi régulièrement; elles ont plutôt progressé par bonds relativement brusques, entrecoupés de creux s'échelonnant à intervalles plus ou moins espacés (voir le tableau 5). Les crêtes de cette évolution des connaissances se situent en 1890, 1892, 1912, 1936, 1941, 1967, 1968, 1974 et 1975, celles des années 1936 et 1941 étant les plus accentuées.

Il va de soi que les premiers auteurs à traiter d'un sujet sont forts susceptibles d'apporter des éléments inédits de connaissance, de sorte que les deux premières crêtes apparaissant au tout début de la période de production historiographique n'offrent guère de quoi surprendre. Les événements concernant l'administration Mercier mentionnés pour la première fois en 1890 proviennent surtout du recueil de discours de Mercier par J.-O. Pelland et, à un degré moindre, d'un ouvrage de H.-J.-J.-B. Chouinard sur la fête nationale des Canadiens français; ceux surgis en 1892 sont dus à la biographie de Mercier par N. Legendre et au compte rendu du procès Mercier par J.-I. Tarte. Par la suite, une autre biographie de Mercier publiée par un auteur anonyme en 1895 fournit bien quelques nouveaux éléments de connaissance, tout comme la publication simultanée, en 1902, d'un recueil de discours de politiciens canadiens par G. Bellerive et d'un guide parlementaire par J. Desjardins, mais il faut attendre jusqu'en 1912, avec la parution des souvenirs politiques

¹⁰Tous ces événements sont sommairement décrits à l'appendice A.

46 1020

160 Σ IN X 10 TO 5/16 INCH • KEMPER & ESSER CO. MADE IN U.S.A.



de Charles Langelier, pour enregistrer à nouveau un progrès notable sur le plan de l'évolution des connaissances événementielles. Cette publication contient en effet à elle seule tous les événements inédits concernant l'administration Mercier introduits dans le discours historiographique cette année-là. L'intention, clairement avouée d'ailleurs par Langelier, de réhabiliter la mémoire de Mercier, jointe au fait que l'auteur avait été ministre dans son cabinet, expliquent sans aucun doute cette abondance de nouveaux événements dans ses mémoires.

Pendant le quart de siècle qui suit, soit jusqu'en 1935, les écrits historiques mentionnant Mercier ne collaborent que peu au développement des connaissances, se limitant plus souvent qu'autrement à reprendre la narration d'événements déjà révélés dans les publications antérieures. C'est le cas, entre autre, de la première biographie un tant soit peu étoffée de Mercier produite par L.-A. Rivet en 1923, qui ne dévoile que trois événements jamais mentionnés auparavant. Cette biographie constitue donc beaucoup plus un bilan de ce qui avait déjà été écrit jusqu'alors sur l'administration Mercier que le résultat d'une recherche originale, du moins sur le plan événementiel. La même constatation s'applique à la biographie de Mercier publiée en 1935 par Avila Bédard, qui n'exhume que deux événements inédits. Il est intéressant de noter par ailleurs que deux études historiques parues en 1930 ont contribué davantage au progrès des connaissances événementielles portant sur l'administration Mercier que les deux biographies précitées; il s'agit d'une histoire de Saint-Hyacinthe par C.-P. Choquette et d'une biographie du curé Labelle par E.-J. Auclair.

Dans tous les écrits historiques produits de 1890 à 1935 inclusi-

vement, 229 événements différents survenus sous l'administration Mercier ont pu être colligés. La production historiographique de l'année 1936 vient enrichir brusquement cette banque événementielle de 102 unités, grâce à la publication d'une biographie de Mercier par R. Rumilly.¹¹ Quelques années plus tard, le même historien récidive dans les cinquième et sixième tomes de son *Histoire de la province de Québec* parus en 1941; une centaine de nouveaux événements reliés à l'administration Mercier surgissent alors dans le récit historique, qui n'avaient encore jamais été signalés. Ces deux tomes de Rumilly contiennent d'ailleurs plus d'informations à ce sujet que sa biographie de 1936, puisque l'auteur y a intégré les événements décrits dans cette dernière tout en leur en adjoignant une centaine d'autres, inédits.

Un autre vingt-cinq ans de production de travaux historiques mentionnant Mercier s'écoule à compter de 1941 avant que les connaissances événementielles ne progressent à nouveau de façon notable. Pendant ce quart de siècle, seule la production historiographique de l'année 1955 se distingue quelque peu à ce titre, grâce à la publication, cette fois, d'un travail de nature académique, une biographie d'Edouard-A. Barnard par Marc-A. Perron, qui livre une douzaine de nouveaux éléments.

La courbe d'apparition d'événements inédits remonte brusquement en

¹¹ Il s'agit bien entendu de la biographie de Mercier publiée sous forme de volume et non pas de celle, publiée par le même auteur au cours de la même année, dans le cadre d'un recueil biographique intitulé *Artisans du miracle canadien*. Ajoutons que des 102 événements inédits relatifs à l'administration Mercier apparus dans les écrits historiques de 1936, trois seulement sont imputables à un ouvrage de P.-G. Roy sur les *Avocats de la région de Québec*, tous les autres étant fournis par Rumilly.

1967 et se maintient pratiquement au même niveau l'année suivante. Au total, 38 nouveaux éléments de connaissance événementielle sont révélés dans l'historiographie au cours de ces ~~ces~~^s deux années, ce qui demeure tout de même nettement en deçà des crêtes des années 1892, 1912, 1936 et 1941. Cependant, un coup d'oeil sur les travaux historiques où apparaissent ces nouveaux événements en 1967 et en 1968, révèle qu'ils sont plus nombreux que lors des sommets antérieurs, alors que la progression des connaissances n'était attribuable qu'à un seul ouvrage (1912, 1936 et 1941) ou à deux tout au plus (1892). Cette fois, la presque totalité des événements inédits provient de huit écrits différents, la plupart d'entre eux étant de surcroît des travaux de nature académique. Il s'agit de la thèse d'Hélène Tassé sur le curé Labelle, de l'ouvrage d'Edmond Orban sur le Conseil législatif du Québec, de la biographie de Jules-Paul Tardivel par Pierre Savard, d'une thèse de Rodolphe Gagnon sur le chemin de fer de Québec et du Lac Saint-Jean, d'une biographie de Laurier par Joseph Schull, et d'un article de Savard sur la perception des Canadiens français par les consuls de France en séjour au Québec à la fin du XIX^e siècle, travaux auxquels se joignent deux instruments de recherche, soit le *Répertoire des publications gouvernementales du Québec* d'André Beau-lieu, Jean-Charles Bonenfant et Jean Hamelin, ainsi que l'*Etat général des archives du Québec* du ministère québécois des Affaires culturelles.

Les deux derniers sommets du progrès des connaissances événementielles surviennent coup sur coup en 1974 et en 1975. Dans chaque cas, ils ne sont à nouveau imputables qu'à un seul écrit. En 1974, la quarantaine d'événements inédits concernant l'administration Mercier sont contenus dans un article de J.-R. Miller portant sur les réactions des anglophones

à la politique de l'ex-premier ministre du Québec. L'année suivante, une soixantaine de nouveaux éléments surgissent dans une nouvelle biographie de Mercier par Rumilly. Dans ce dernier ouvrage, l'auteur a d'ailleurs procédé comme il l'avait fait en 1941, c'est-à-dire en rassemblant les événements qu'il avait déjà dévoilés sur l'administration Mercier et en leur en ajoutant d'autres.

Un mot enfin au sujet d'une légère augmentation des connaissances qui se manifeste en 1978 et en 1979, bien qu'elle soit d'une ampleur moindre que les précédentes. Trois écrits historiques en sont responsables: un article de Robert Migner sur le curé Labelle pendant qu'il fut sous-ministre de l'Agriculture et de la Colonisation, une étude sur la pensée politique de Mercier par Pierre Charbonneau et une biographie du curé Labelle par Robert Lévesque et Robert Migner.

Au terme de ce survol, une première constatation s'impose d'emblée: les trois moments de loin les plus accentués du progrès des connaissances événementielles - 1936, 1941 et 1975 - dépendent tous du même historien, Rumilly. Quatre autres auteurs sont responsables des poussées de seconde intensité de ce progrès (1892, 1912 et 1974): Napoléon Legendre, Joseph-Israël Tarte, Charles Langelier et J.R. Miller. En d'autres termes, près de 60% de tous les événements historiques concernant l'administration Mercier mis à jour pendant les 90 ans d'historiographie à l'étude, l'ont été à l'occasion de la publication de seulement sept des 478 écrits composant le corpus d'analyse.

Il est sans doute trop tôt pour inférer de ces résultats que l'image de Mercier façonnée par l'ensemble des historiens demeure largement tributaire d'un découpage de la réalité historique effectué par seule-

ment cinq auteurs. Un historien reprenant la narration d'un événement historique déjà décrit par un de ses prédécesseurs ne se confine pas nécessairement à ce qui en avait été dit. Il peut même parfois en changer la signification, en introduisant dans son récit d'autres éléments de connaissance reliés à cet événement et qui n'avaient jamais été mentionnés auparavant, phénomène qui échappe à une analyse quantitative basée uniquement sur un morcellement de la connaissance en événements historiques.

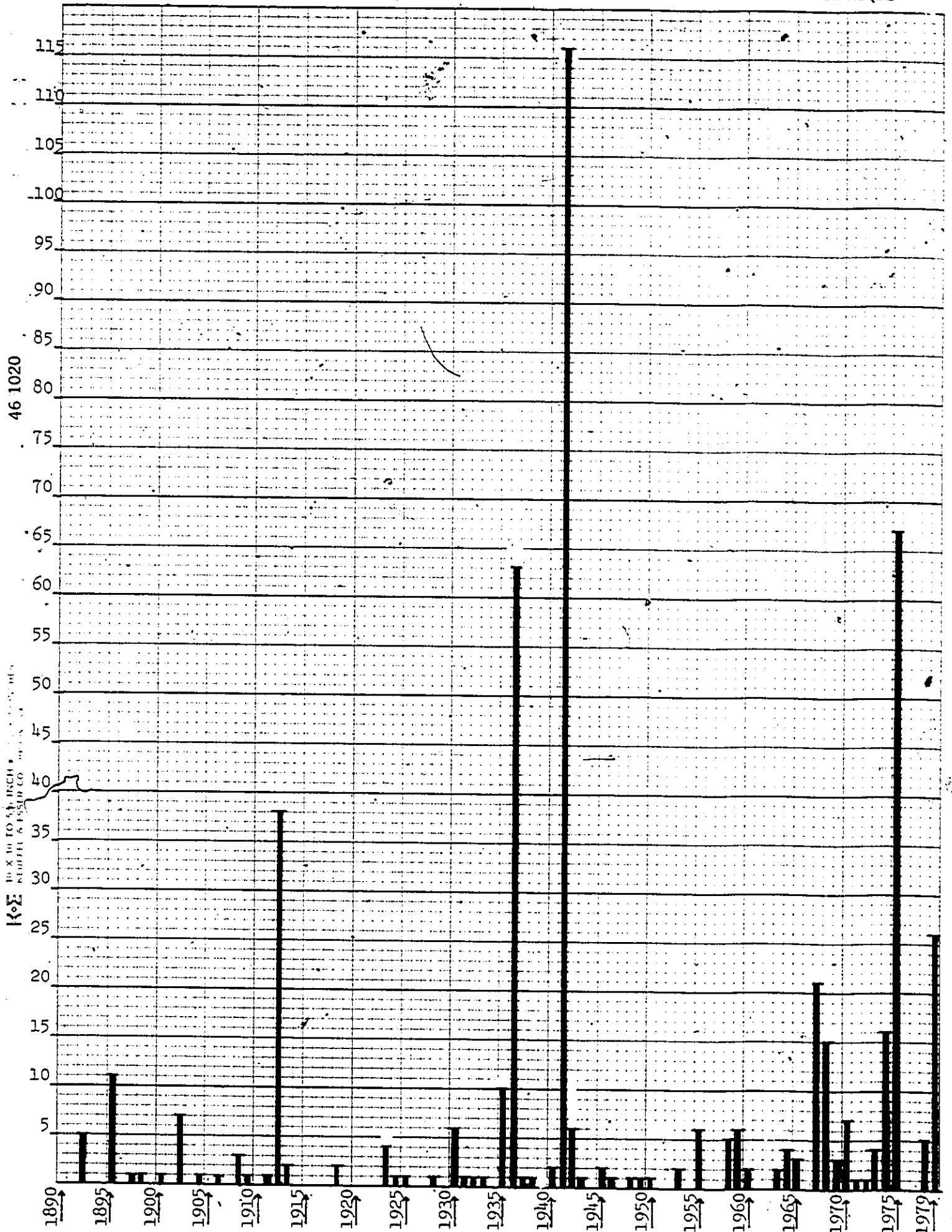
L'analyse peut toutefois être raffinée davantage en introduisant une nouvelle série d'unités cognitives qui puisse se superposer à celle des événements historiques. Cette nouvelle unité cognitive, appelée pour les fins de la présente analyse le "fait historique", consiste en un élément de connaissance supplémentaire apporté par un historien décrivant un événement qui a déjà été dévoilé dans un travail historique antérieur au sien. Par exemple, dès 1892, Legendre et Tarte signalent tous deux que Mercier a créé l'Ordre du Mérite agricole, événement qui sera repris subséquemment par plusieurs historiens (Legendre 1892: 124; Tarte 1892: 27). Dans ses souvenirs politiques, Langelier spécifie que le Mérite agricole a été fondé par une loi passée en 1889 (Langelier 1909-1912, 2: 78-79). Quelques décennies plus tard, Létourneau explique le mode de fonctionnement du Mérite agricole, ce qu'aucun historien n'avait encore fait (Létourneau 1950: 204-205). Bien qu'introduit dans le discours historiographique dès 1892, l'événement historique "création du Mérite agricole" s'est vu enrichi de nouveaux éléments cognitifs par la suite, en 1912 et en 1950.

Dans le but de retracer l'évolution de ces connaissances histori-

ques factuelles et non plus seulement événementielles, une seconde analyse du corpus historiographique a donc été réalisée. Tous les écrits contenant la narration d'un même événement relatif à l'administration Mercier ont été comparés entre eux afin d'identifier ceux ayant fourni au moins un fait historique inédit quant à cet événement, par rapport aux autres écrits parus antérieurement. Cette seconde analyse a été effectuée en tenant compte des mêmes principes que ceux ayant guidé la première: les explications, interprétations et jugements personnels des historiens ont été éliminés, tous les faits inédits ont été considérés d'égale importance, et les affirmations imprécises ou implicites ont été retenues ou rejetées selon la même méthode.

En tout, 493 nouveaux faits différents apparus durant les 90 ans d'historiographie à l'étude, ont pu être identifiés. Leur insertion dans les travaux historiques s'est donc effectuée au rythme moyen de 5,47 par année de production. Cependant, tout comme pour les événements historiques, leur évolution se présente de façon irrégulière: elle affiche des hausses brusques à certaines années, séparées par des intervalles plus ou moins longs de faible intensité (voir le tableau 6). Les temps forts de ce développement se situent au cours des années 1912, 1936, 1941, 1967, 1968, 1974, 1975 et 1979, c'est-à-dire aux mêmes moments, à deux exceptions près, que pour la courbe d'évolution des nouveaux événements, contrairement à ce qui était prévisible avant d'aborder cette seconde analyse.

L'absence de sommet dans la courbe d'évolution des faits inédits au tout début de la période de production historiographique s'explique par elle-même, puisqu'un écrit historique ne peut fournir simultanément



un nouvel événement historique et un fait inédit relatif à ce même événement.¹² Quant aux crêtes de l'évolution des connaissances factuelles, un coup d'oeil sur la production historiographique des années où elles se manifestent révèle qu'elles sont attribuables, à quelques exceptions près, aux mêmes historiens et aux mêmes ouvrages que ceux ayant fait progresser de façon marquée les connaissances historiques sur le plan strictement événementiel.

Les faits inédits introduits dans le discours historiographique en 1912 l'ont tous été par Langejier dans ses souvenirs politiques. Ceux apparus en 1936, 1941 et 1975 sont contenus, à quelques rares unités près, dans les deux biographies de Mercier par Rumilly ainsi que dans les cinquième et sixième tomes de son *Histoire de la province de Québec*. Les faits historiques dévoilés en 1967 et en 1968 se concentrent principalement dans la biographie de Tardivel par Savard, l'étude d'Orban sur le Conseil législatif de Québec, la thèse de Tassé sur le curé Labelle, la biographie de Laurier par Schull et dans une thèse de Magella Quinn sur les capitaux français et le Québec à la fin du XIX^e siècle. En 1974, un nouvel ouvrage s'ajoute à l'article de Miller sur la réaction des anglophones à la politique de Mercier, pour expliquer la croissance des connaissances factuelles: une étude d'André Lavallée sur la querelle universitaire ayant opposé Québec et Montréal au cours des années 1870 et

¹² Est-il besoin de préciser que ce caractère d'exclusion entre événement nouveau et fait inédit s'applique à toutes les années de la production historiographique? Ainsi, les 116 faits inédits apparus en 1941 ne doivent pas être confondus avec les 100 nouveaux événements surgis au cours de la même année; ces 116 faits concernent nécessairement des événements qui ont été introduits dans le discours historiographiques avant 1941.

1880. Le dernier progrès notable, survenu en 1979, dépend de l'étude de Charbonneau sur la pensée politique de Mercier et de la biographie du curé Labelle par Lévesque et Migner. Enfin, la courbe d'évolution des faits inédits enregistre des hausses légèrement supérieures à la moyenne en 1895 et en 1935; la première est due à une biographie de Mercier par un auteur anonyme, tandis que la seconde a été provoquée par la parution simultanée de deux travaux: la biographie de Mercier par Bédard ainsi qu'un recueil de la correspondance échangée entre Ernest Pacaud et Wilfrid Laurier à la fin du XIX^e siècle, publié par Lucien Pacaud.

En combinant les résultats des deux analyses quantitatives, il devient possible de voir comment se sont élaborées toutes les connaissances historiques sur lesquelles repose l'image de l'administration Mercier transmise par les historiens. L'ensemble du corpus historiographique contient 1 157 nouveaux apports sur le plan de la connaissance historique, soit 664 événements et 493 faits. Tous les écrits du corpus n'ont cependant pas participé au développement de la connaissance, car seulement 157 travaux historiques sur 478 ont fourni au moins un nouvel apport. De plus, tous les écrits innovateurs n'ont pas imprimé un essor égal au progrès des connaissances, comme le fait clairement ressortir leur classement en genres historiques (voir le tableau 7).

Les monographies individuelles, et plus particulièrement les biographies, constituent le genre historique ayant de loin généré le plus grand nombre d'apports inédits. Cependant, toutes les biographies innovatrices ne sont toutefois pas consacrées à Mercier lui-même, bien que les travaux de Legendre, Tarte, Rumilly, Miller et Charbonneau portant sur ce personnage comptent parmi les plus riches de tout le corpus en

Tableau 7

PROGRES DES CONNAISSANCES, PAR GENRES HISTORIQUES

<u>Genres historiques</u>	<u>Nombre d'apports</u>	<u>Pourcentage</u>
Synthèses générales (6)	242	21,0%
Synthèses spécialisées (10)	16	1,5%
<i>Monographies individuelles</i>		
Autobiographies (4)	81	7,0%
Biographies (42)	588	50,0%
Histoires de familles (2)	4	-----
<i>Monographies institutionnelles</i>		
Formelles (17)	52	4,5%
Informelles (6)	11	1,0%
Monographies locales (10)	26	2,0%
Monographies thématiques (35)	68	6,0%
Instruments de travail (25)	86	7,0%
<i>Nombre d'écrits innovateurs (157)</i>	<u>1 174</u>	

Les chiffres apparaissant entre parenthèses à la suite de chaque genre historique indiquent le nombre d'écrits de ce genre contenant au moins un apport nouveau sur le plan de la connaissance. La légère différence entre le total d'apports nouveaux affiché dans ce tableau (1 174) et celui mentionné dans notre texte (1 157) provient du fait que certains événements concernant l'administration Mercier ont été introduits dans le corpus historiographique par deux écrits simultanément, cas qui se sont produits à quelques reprises en 1892, 1936 et 1972. Dans le cadre de l'étude diachronique du progrès des connaissances historiques, ces cas doubles ont été considérés comme un seul apport, tandis qu'en abordant l'analyse de ce même progrès par le biais des écrits et celui des auteurs, ils ont été comptabilisés deux fois, afin de pouvoir être distribués "à chacun selon son dû".

termes d'apports événementiels et factuels; des biographies d'autres personnages comme le curé Labelle (Auclair 1930a; Tassé 1968; Migner 1968; Lévesque et Migner 1979), Edouard-A. Barnard (Ferron 1955) ou Jules-Paul Tardivel (Savard 1967a) fournissent beaucoup plus de nouveaux éléments de connaissance sur l'administration Mercier que certains travaux historiques axés sur celui-ci comme ceux de Rivet (1923) et de Bédard (1935) ou encore cet article de Léon-Mercier-Gouin consacré à la pensée politique de Mercier (Gouin 1941) de même que celui de Séraphin Marion sur les biens des jésuites et Mercier (Marion 1970).

Après les monographies individuelles, ce sont les synthèses générales qui participent le plus intensément au progrès des connaissances historiques portant sur l'administration Mercier. Ce qui ne laisse pas de surprendre, puisque ce genre d'ouvrages vise habituellement à faire le point sur les connaissances acquises plutôt qu'à innover. En fait, les apports issus de ce genre historique proviennent presque exclusivement de l'*Histoire de la province de Québec* de Rumilly. Monographies individuelles et synthèses générales s'accaparent en définitive 78% du progrès des connaissances, ce qui ne laisse pour tout partage aux autres genres historiques qu'un très maigre solde. Parmi ceux qui se partagent ce solde, il est un genre qui mérite d'être signalé pour son extrême pauvreté compte tenu de son importance relative au sein du corpus historiographique: les monographies thématiques qui ne fournissent que 6% des apports des connaissances, alors qu'elles constituent le sous-genre dominant du corpus, rassemblant 26% de tous les écrits.

Des 293 auteurs ayant fabriqué le récit historique de l'administration Mercier, 131 ont fait progresser les connaissances, mais la plupart

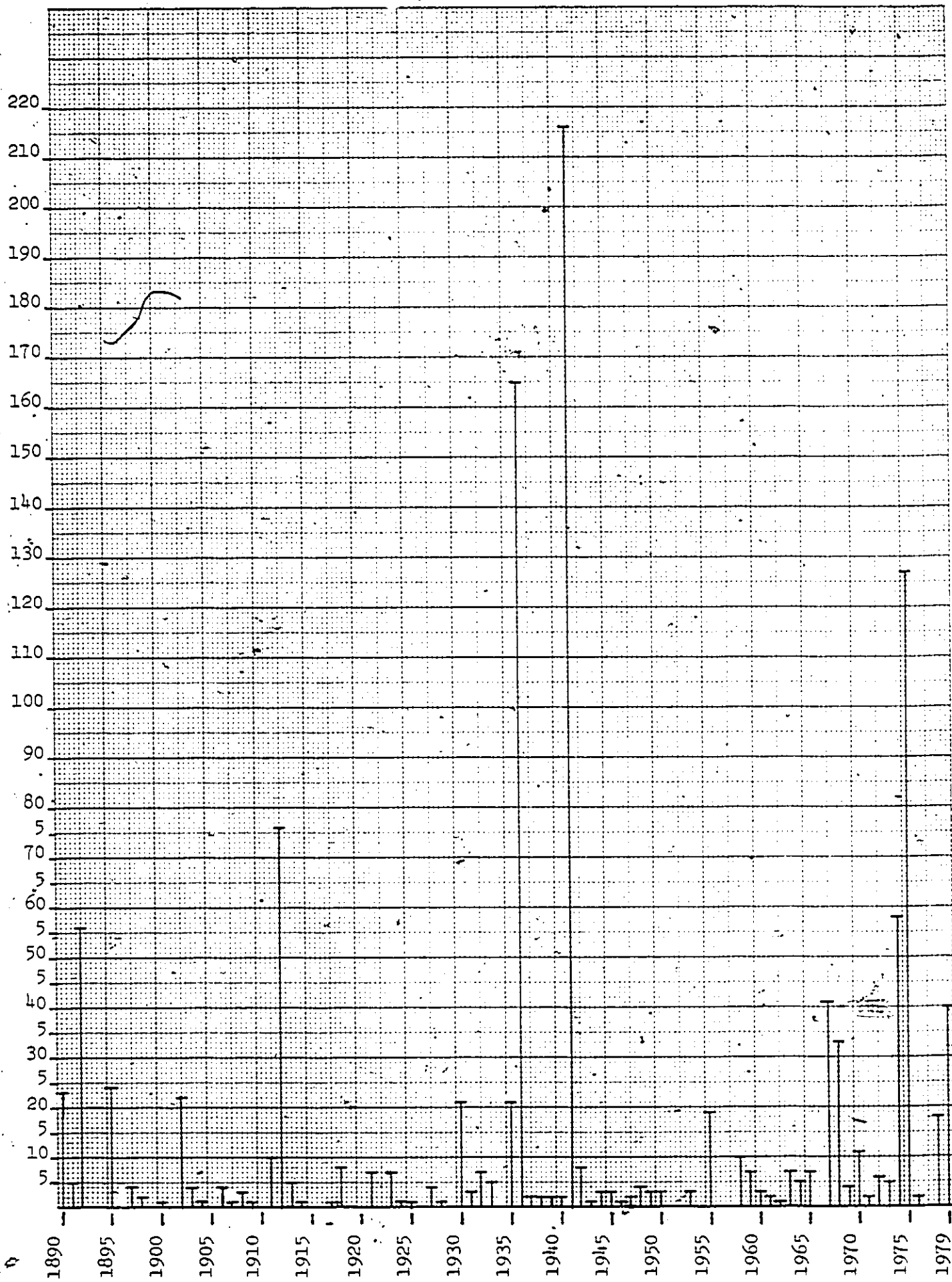
d'entre eux n'ont contribué que de façon très minime à ce progrès.¹³ En réalité, 60,5% de tout le développement des connaissances émane des travaux de quatre historiens seulement: Rumilly qui cumule à lui seul 530 apports, Langelier qui en livre 76, Tarte et Miller qui en fournissent respectivement 48 et 47. L'analyse synchronique du discours historiographique a déjà fait ressortir que moins d'une vingtaine d'historiens ont rédigé près du tiers de tous les travaux mentionnant Mercier. La proportion de ceux ayant imprimé le plus grand développement aux connaissances historiques s'avère donc encore plus restreinte. De plus, des 18 historiens les plus prolifiques, seul Rumilly se retrouve parmi les plus innovateurs.

En tenant compte du moment d'apparition dans le récit historique de chaque apport événementiel et factuel, une nouvelle courbe se profile qui reflète précisément le développement des connaissances historiques portant sur l'administration Mercier au cours des 90 ans d'historiographie à l'étude (voir le tableau 8). Si l'on compare ces résultats avec la courbe de production des écrits historiques reproduite au tableau 3, on constate que les moments les plus intenses du développement des connaissances historiques coïncident rarement avec les années les plus riches en terme de productivité. Un phénomène semblable se dégage lorsqu'on observe le rythme du progrès des connaissances en regard de chacune des trois étapes de croissance du corpus historiographique.

La première phase de production, couvrant les années 1890 à 1934,

¹³L'appendice B donne le total des apports fournis par chaque historien, sur le plan de la connaissance historique.

Tableau 8: EVOLUTION DE LA CONNAISSANCE HISTORIQUE PORTANT SUR MERCIER



fournit 19% des travaux historiques mentionnant Mercier, mais 27% des progrès de la connaissance historique au sujet de son administration. La seconde phase, de 1935 à 1959, voit paraître 27% des écrits alors qu'elle contribue pour 41% au développement des connaissances. Amorcée en 1960, la dernière phase produit à elle seule 54% du récit historique sur Mercier tout en ne participant qu'à 32% au progrès des connaissances. Le fléchissement du développement des connaissances à compter de 1960 paraît paradoxal non seulement à cause de la hausse subite et très prononcée de la production des travaux historiques, mais aussi à cause de la nature des divers autres changements survenus dans la production historiographique à la même époque: accroissement sensible du nombre d'historiens s'intéressant à la période de Mercier, multiplication des travaux historiques de nature académique, et proportion accrue de monographies thématiques au sein du corpus. Que déduire de la faible incidence sur le renouvellement des connaissances historiques concernant l'administration Mercier, des changements majeurs survenus dans l'historiographie vers 1960?

Il semble que les historiens de cette période, ayant reçu pour la plupart une formation académique en leur domaine, soient néanmoins largement tributaires d'un découpage de la réalité historique effectué par des auteurs qui, pour avoir oeuvré à une époque où l'histoire se fabriquait surtout par des autodidactes et des dilettantes, sont fortement susceptibles d'avoir choisis des événements historiques en fonction des idéologies dominantes d'alors. Par conséquent, l'image même de l'administration Mercier façonnée par les auteurs entre 1890 et 1941, date du sommet le plus aigu du développement des connaissances historiques,

risque, fort d'avoir été reprise intégralement ou presque par les historiens subséquents.

Dans un autre ordre d'idées, l'observation de la courbe du développement des connaissances historiques permet aussi d'inférer l'existence d'un lien plus que fortuit entre les discours politique et idéologique d'une part, et le discours historiographique d'autre part. En effet, les périodes de recrudescence des évocations de Mercier dans les discours politique et idéologique (1907-1912, 1935-1941 et 1967, bien que cette dernière demeure hypothétique), qui coïncident toujours avec une augmentation des travaux historiques le mentionnant, s'accompagnent en outre à chaque fois d'un progrès notable des connaissances historiques à son sujet.

* * * * *

CHAPITRE V

LES REPRESENTATIONS DE MERCIER DANS L'HISTORIOGRAPHIE

Fondements historiques des représentations de Mercier.

A venir jusqu'à présent, l'analyse quantitative du discours historiographique a notamment mis en lumière le fait que le souvenir de Mercier a été entretenu régulièrement par les historiens depuis 90 ans, et que ces derniers l'ont évoqué de plus en plus souvent à mesure que le siècle s'écoulait. De plus, les connaissances événementielles et factuelles sur lesquelles se sont appuyés les historiens pour transmettre le souvenir de Mercier ont surtout été dévoilées au cours de la première moitié du siècle, alors que les rappels de Mercier dans le discours historiographique ont été beaucoup plus fréquents à partir de 1960. En outre, la quantité d'événements reliés à son administration et qui ont été retenus par les historiens pour diffuser son souvenir, s'avère dans l'ensemble relativement élevée.

Or il va de soi que ces événements, au nombre de 664, ne revêtent pas tous la même importance ni la même signification aux yeux des historiens. Tel geste jadis posé par Mercier leur apparaîtra beaucoup plus déterminant que tel autre pour interpréter son administration, et ils s'y attarderont davantage dans leurs narrations. Par exemple, Charles Langelier consacre plusieurs dizaines de pages à la description du scan-

dale du chemin de fer de la Baie des Chaleurs, emphase qu'il n'accorde à aucun autre des événements qu'il rapporte (Langelier 1909-1912, 2: 113-188). Dans leur *Précis d'histoire du Canada*, Anasthase Forget et Joseph Rutche résument les réalisations du gouvernement Mercier en un court paragraphe de quelques lignes, où ils n'évoquent que deux événements auxquels ils réservent un espace équivalent: le règlement de la question des biens des jésuites et le débat que cette loi suscita à la Chambre des Communes autour de la motion O'Brien (Forget et Rutche 1937: 245). La synthèse *Histoire des Canadas* publiée sous la direction de Rosario Bilodeau réserve pour sa part une page à l'administration Mercier, page entièrement dévolue à la conférence interprovinciale (Bilodeau et al., 1971: 471). L'importance accordée aux différents événements de l'administration Mercier varie donc sensiblement selon les écrits historiques, et il est légitime de supposer dès à présent que l'image de Mercier reflétée par chaque historien repose en définitive sur ce qu'il considère avoir été le ou les événements les plus significatifs de son administration.

Il serait théoriquement possible d'identifier les événements perçus comme marquants par les différents historiens, en mesurant l'espace alloué à la description de chacun dans tous les travaux historiques. Mais la très grande variété des structures de narration inhérentes aux divers genres historiques à l'étude - synthèses générales et spécialisées, monographies, et instruments de travail - rend une telle méthode inapplicable. Par contre, la fréquence de mentions d'un événement particulier de l'administration Mercier dans l'ensemble du discours historiographique, semble fort révélatrice de l'importance que lui accordent les his-

toriens en général. Par exemple, un seul écrit historique souligne qu'au lendemain de son accession au pouvoir, Mercier choisit Joseph Boivin, un avocat maskoutain, pour secrétaire (Roy 1936: 49); mais la nomination par Mercier du curé Labelle au poste de sous-ministre de l'Agriculture et de la Colonisation, elle, revient 48 fois sous la plume d'historiens dans autant de travaux différents.¹ Qu'en conclure, sinon que la nomination du curé Labelle pèse beaucoup plus lourd dans les perceptions qu'ont eues les historiens de l'administration Mercier, que celle de l'avocat Boivin? Dès lors, une étude de la fréquence des mentions de chaque événement relié à l'administration Mercier, devrait permettre d'identifier ceux qui ont été privilégiés par les auteurs pour interpréter cette administration.

Rappelons que dans l'ensemble du discours historiographique, les 664 événements relatifs à l'administration Mercier ont fait l'objet de 3 334 mentions différentes, ce qui laisse supposer que chaque événement a pu être repris en moyenne cinq fois dans autant d'écrits différents. En réalité, la très grande majorité de ces événements n'ont été décrits qu'à quelques reprises, car 540 d'entre eux ont été mentionnés cinq fois ou moins (voir le tableau 9). Inversement, un nombre passablement limité d'événements ont été rappelés abondamment par les historiens, puisque seulement 24 d'entre eux totalisent plus du tiers de toutes les mentions événementielles, soit 1 121.

Lorsqu'on applique cette étude de fréquence non plus à l'ensemble

¹Soulignons que les travaux faisant état de la nomination du curé Labelle relèvent de presque tous les genres historiques; voir, à ce sujet, la description sommaire de cet événement à l'appendice A, sous la date du 11 mai 1888.

Tableau 9
 FREQUENCE, DANS LE DISCOURS HISTORIOGRAPHIQUE,
 DES MENTIONS DES EVENEMENTS CONCERNANT L'ADMINISTRATION MERCIER

<u>Fréquence de mentions</u>	<u>Nombre d'événements</u>	<u>Mentions totales</u>
1	240	240
2	123	246
3	85	255
4	53	212
5	39	195
6	20	120
7	14	98
8	13	104
9	10	90
10	6	60
11	12	132
12	2	24
13	0	0
14	1	14
15	2	30
16	2	32
17	3	51
18	2	36
19	4	76
20 à 24	9	198
25 à 30	8	221
31 à 50	11	443
51 à 75	1	61
76 à 100	2	178
101 et plus	<u>2</u>	<u>218</u>
	664	3 334

du discours historiographique, mais plutôt à chacune de ses trois phases de production (1890 à 1934, 1935 à 1959 et 1960 à 1979), on obtient des résultats forts approchants. Ce sont toujours les 24 mêmes événements qui sont privilégiés par les auteurs au cours de chaque phase, seule l'importance relative de chacun variant parfois d'une phase à l'autre. Par exemple, la nomination du curé Labelle au poste de sous-ministre revient aussi souvent que le règlement de la question des biens des jésuites dans les travaux historiques rédigés entre 1890 et 1934, tandis que depuis 1960, c'est le scandale du chemin de fer de la Baie des Chaleurs qui est rappelé aussi fréquemment que la question des biens des jésuites. Malgré ces légers déplacements^S d'emphase et quelques autres de même nature, les 24 événements identifiés dans le tableau 10 constituent véritablement les éléments fondamentaux de la perception de Mercier par les historiens et, par voie de conséquence, ceux ayant déterminé les représentations de l'ex-premier ministre offertes par le discours historiographique depuis bientôt un siècle.

Il serait idéalement préférable d'effectuer une analyse qualitative approfondie de chacun des 24 fondements historiques pour en arriver à cerner de façon précise les contours des représentations de l'administration Mercier qui se dégagent du discours historiographique: identifier les explications et les interprétations fournies par les historiens, dénombrer les causes et les conséquences qu'ils ont pu suggérer, et étudier les jugements de valeur explicites et même implicites qu'ils ont pu prononcer sur ce qu'ils considèrent eux-mêmes comme ayant été les événements décisifs de cette administration.² L'exposition des

Tableau 10

FONDEMENTS HISTORIQUES DES REPRESENTATIONS DE MERCIER

<u>Nombre de mentions</u>	<u>Evénements</u>
113	29 janvier 1887: Mercier forme un cabinet national.
105	16 décembre 1891: Renvoi de Mercier.
95	28 juin 1888: Loi réglant la question des biens des jésuites.
83	21 août 1891: Scandale du chemin de fer de la Baie des Chaleurs.
61	20 octobre 1887: Ouverture de la conférence interprovinciale.
48	11 mai 1888: Nomination du curé Labelle.
48	10 juin 1889: Fondation de l'Equal Rights Association.
47	17 janvier 1890: Octroi d'une terre gratuite de 100 acres aux familles de 12 enfants.
44	24 juin 1889: Mercier déclare: "Cessons nos luttes fratricides, unissons-nous".
43	24 mai 1888: Lomer Gouin devient le gendre de Mercier.
40	17 juin 1890: Elections provinciales.
39	8 mai 1888: Mercier remanie son cabinet.
38	[?] septembre/ 1889: Création des écoles du soir.
33	18 juillet 1891: Mercier rentre d'un voyage en Europe.
32	24 mars 1891: Mercier est créé comte palatin par le pape.
31	19 avril 1887: Création d'un ministère de l'Agriculture et de la Colonisation.
30	27 janvier 1887: Accession de Mercier au pouvoir.
29	11 octobre 1887: Inauguration d'une politique de construction de ponts en fer.
29	[?] 1887-1891: Mercier imprime un essor à la colonisation (chemins et octrois).
28	28 octobre 1887: Clôture de la conférence interprovinciale.
27	[?] 1887-1891: Politique ferroviaire de Mercier.
27	[?] 1887-1891: Politique de voirie de Mercier.
26	[9 janvier - 21 mars/ 1889: Création du Mérite agricole.
25	[? février/ 1888: Mercier est reçu en audience par Léon XIII.

Les dates permettent de retracer la description sommaire de chacun de ces événements ainsi que la liste des travaux historiques les ayant évoqués, à l'appendice A.

résultats de cette analyse occuperait cependant un fort volume qui déborderait largement le cadre de la présente étude. Il est toutefois possible de saisir les traits dominants de Mercier et de son administration qui sont projetés par l'ensemble du discours historiographique, en s'attachant aux généralisations formulées dans les écrits historiques, tout en gardant en mémoire que ces dernières reposent en somme sur les événements qui viennent d'être identifiés comme étant les plus significatifs aux yeux de l'ensemble des historiens.

Précisons brièvement comment la sélection des généralisations, des jugements de valeur et des interprétations exposés dans les pages qui vont suivre, a été effectuée. Afin de réaliser l'analyse quantitative du corpus historiographique, nous avons dû tracer une ligne de démarcation rigoureuse entre les événements et les faits d'une part, et leurs interprétations d'autre part, selon la méthode expliquée au chapitre précédent. C'est par conséquent l'étude du matériel résiduel de l'analyse quantitative qui est présentée ici, ou plus précisément, d'une partie de

² Une telle analyse permettrait en outre de cerner des phénomènes liés à la genèse même de la structure du discours historiographique portant sur Mercier. Il n'est pas sans intérêt de constater, par exemple, que les événements encore considérés comme les plus significatifs par les historiens des années 1960 et 1970, ont tous été introduits dans le discours historiographique entre 1890 et 1911 et qui plus est, par des auteurs personnellement impliqués dans la vie politique au moment où Mercier était premier ministre (Joseph-Israël Tarte, Napoléon Legendre, Laurent-Olivier David, Joseph-Octave Pelland, Joseph Tassé, H.-J.-J.-B. Chouinard) ou par des témoins directs que ces événements n'ont certes pas laissés indifférents (Pierre-Georges Roy, Joseph Desjardins et l'auteur anonyme de la biographie de Mercier parue en 1895 et qui, de toute évidence, appartenait au cercle des intimes de ce premier ministre). Bien plus, les explications et les interprétations formulées par ces témoins dans leurs narrations de ces événements majeurs, semblent encore celles qui sont le plus souvent propagées par les historiens des vingt dernières années, même si nous n'avons pas étudié systématiquement ce dernier phénomène.

ce matériel résiduel, puisqu'il a fallu procéder à une certaine épuration. En premier lieu, les qualificatifs accolés au nom de Mercier par les historiens ont dus être relégués dans l'ombre, non pas qu'ils soient sans signification, mais bien parce que les auteurs en ont usé à un point tel, pour ne pas dire même abusé, qu'ils sont beaucoup trop nombreux pour être présentés ici. En deuxième lieu, les généralisations formulées par les historiens à l'occasion de la narration d'un événement particulier ont dû être éliminées pour les raisons déjà exprimées ci-haut au sujet d'une possible analyse des fondements historiques des représentations de Mercier. N'ont donc finalement été retenues que les interprétations et les jugements de valeur globaux -- positifs *et* négatifs, il va sans dire -- portant sur le personnage Mercier et son administration. Par ailleurs, le vocabulaire même employé par les historiens dans leurs généralisations, nous a paru trop porteur de sens pour ne pas les citer intégralement; malgré les répétitions qu'il engendre, ce mode de présentation illustre mieux que la paraphrase les diverses nuances du discours historiographique.

Perception de Mercier par les historiens: 1890-1934.

Aux yeux des auteurs des années 1890 à 1934, le passage de Mercier au pouvoir s'est traduit par un progrès incontestable pour la province de Québec:

Honoré Mercier, président libéral du Conseil [sic] joua un rôle fécond et bienfaisant [...] Infatigable, plein de ressources, son passage à la présidence du Conseil a beaucoup contribué au développement de Québec (Bracq 1927: 139-140).

Son administration, en deux mots, se distingua par nombre de mesures progressives qui ont été, on ne peut pas ne pas le reconnaître, profitables et bien-faisantes (Auclair 1933:108).

Ce progrès imprimé à la province de Québec par Mercier, s'est poursuivi même après son départ, car ses successeurs ont endossé et continué d'appliquer ses préceptes:

Je crois pouvoir affirmer que dans les principaux domaines de notre administration provinciale [...] la politique suivie depuis trente ans, n'a été que l'application, sur une plus grande échelle, des idées de Mercier [...] (Rivet [1923]: 95).

La politique pratiquée par Mercier s'appuyait sur un principe fondamental: défendre les droits acquis des Canadiens français et de la province de Québec:

[...] il n'a jamais manqué une occasion de réclamer au nom de sa province des droits qu'il croyait avec raison lui appartenir (Langelier 1909-1912, 2: 45).

[...] s'il est un principe sur lequel il n'a jamais fléchi, c'est bien celui de la revendication complète de tout ce qui nous appartient d'après le droit des gens et le traité de Versailles. Dans sa longue carrière [...] il n'a rien admis contre cette idée dominante qui embrasait tout son être et en a fait un chef national [...] (Beauchesne 1920: 13).

Aussi bien, depuis que nous avons des institutions parlementaires, à chaque tournant de l'histoire, à chaque crise, un homme s'est dressé qui, incarnant l'âme de la foule anonyme et collective, a revendiqué un droit essentiel, des libertés nécessaires [...] Mercier s'est fait le champion de l'autonomie provinciale. (Lemieux 1925: 1).

Mercier ne s'est cependant pas limité à protéger et à réclamer ces droits. Bien au contraire, il a constamment cherché à développer la province de Québec afin qu'elle occupe une place importante au sein de la confédération, voire une place prépondérante:

Il poursuivit une politique de dépenses considérables. Il croyait que la Province et la race française venaient d'être méconnues, bafouées et méprisées /par l'affaire Riel/, et il se dit: "je vais l'équiper /sic/ pour les luttes à venir [...] " (Tarte 1892: 23).

[...] toutes ces tentatives [de Mercier] répondaient à un idéal plus élevé, la formation d'une province française respectée et puissante [...] (Anonyme /1895/: 35).

Ses ennemis eux-mêmes furent forcés d'avouer que son rêve était de faire sa nationalité forte, grande, puissante, de lancer la province de Québec dans la voie du progrès, de la mettre à la tête de la Confédération (David 1911: 118).

Il voulait réunir toutes les forces vives de notre province afin de conquérir pour celle-ci l'influence et la place qu'elle avait le droit d'occuper dans la Confédération [...]. Il avait l'orgueil de sa race, il voulait faire sa province grande, il voulait qu'elle occupât une large place dans la Confédération (Langelier 1909-1912, 1: 165-166; 2: 230).

Mercier fut un tribun patriote, préoccupé de défendre et d'agrandir notre vie française [...] (Roy 1918: 93).

Et, d'après Joseph-Israël Tarte, Mercier aurait poussé plus loin encore - trop loin même, à son avis - ce désir de voir la province de Québec assumer un rôle de premier plan, puisqu'il l'aurait étendu à l'Amérique du Nord:

Je l'ai déjà dit: M. Mercier a la "passion française", il croit à notre droit de former sur ce continent un groupe homogène qui conservera ses traditions, sa langue, sa foi. Quiconque touche à cette croyance est, à ses yeux, l'ennemi [...]. Il considère la province de Québec comme le pivot des groupes français disséminer /sic/ ça et là, et il estime que le devoir de nos hommes politiques est d'avoir l'oeil ouvert sur nos compatriotes, où qu'ils soient en Amérique (Tarte 1892: 18-19).

Si le passage de Mercier au pouvoir est considéré comme ayant été bénéfique et bienfaisant pour la province, et si l'objectif poursuivi

par celui-ci forcée l'admiration des auteurs des années 1890 à 1934, la façon dont il a administré la province comportait aussi un revers: La plupart des historiens estiment en effet que l'adoption de certaines lois par le gouvernement Mercier de même que certains gestes posés par Mercier lui-même ont provoqué des oppositions qui ont finalement entraîné sa chute.³ Toutefois, deux auteurs insinuent que la personnalité de Mercier ne fut pas non plus étrangère à cette chute:

Que dans l'élaboration et le développement de ce programme [la politique poursuivie par Mercier], il y ait eu des abus et qu'il ait lui-même commis des fautes, cela ne saurait être nié [...]. Le malheur de M. Mercier est d'avoir été trop adulé (Tarte 1892: 23).

Ambitieux, fier, autoritaire, dictatorial, il laissa flatter par de mauvais conseillers ces tristes défauts, et rêva de tout soumettre à son autorité. Son énorme majorité l'encourageait malheureusement à abuser du pouvoir [...]. (Anonyme [1895]: 22).

Quoi qu'il en soit, Mercier n'en demeure pas moins, aux yeux des historiens de cette période, un personnage qui a joui d'une très grande influence, un dirigeant politique hors du commun, un chef à la fois populaire et

³Contentons-nous de signaler, sans les illustrer, les actes du gouvernement Mercier considérés par les auteurs de cette période comme ayant causé sa chute. Les lois jugées néfastes à cet égard sont celle incorporant la Compagnie de Jésus et celle réglant la question des biens des jésuites, qui auraient suscité l'ire de l'électorat anglophone. D'autre part, la nomination du curé Labelle au poste de sous-ministre et davantage encore les nombreuses interventions effectuées directement par Mercier auprès du Vatican sans tenir compte des évêques, lui auraient aliéné, aux dires de plusieurs auteurs, l'épiscopat québécois ainsi qu'une bonne partie du clergé catholique. En outre, quelques historiens joignent à ces causes un autre facteur pour expliquer la chute du gouvernement Mercier: l'opposition irréductible entre la faction ultra-conservatrice du parti national et le groupe libéral-radical. Enfin, d'aucuns adoptent la thèse développée longuement par Charles Langelier, à l'effet que Mercier aurait été victime d'un complot ourdi par John A. Macdonald et les conservateurs alors au pouvoir à Ottawa.

national:

Le peuple canadien-français du Canada et des États-Unis [...] a été amené d'instinct à considérer M. Mercier comme le chef de la nationalité française [...]. Il est, dans les affections du peuple, l'héritier du grand Papineau; la nation a mis en lui sa confiance [...] (Bibaud 1891: 193).

M. Mercier était, par essence, un chef populaire (Legendre 1892: 125).

Je ne connais pas un homme politique, à l'exception de Papineau, qui restera autant que lui ancré dans la mémoire des foules [...]. Depuis Papineau, il n'y a pas un Canadien qui ait exercé une aussi grande influence sur ses compatriotes (Langelier 1909-1912, 1: 191; 2: 232).

Aucun homme public n'a joui d'une plus grande popularité dans notre province [...] (Rivet [1923]: 88).

Patriote ardent, Mercier apparut pendant de nombreuses années comme le plus populaire interprète de sa race (Roy 1930: 142).

Cette popularité et cette influence de Mercier, à quoi tiennent-elles? Un peu à la manière dont il gouverna la province, c'est-à-dire avec brio et au moyen d'une législation qui fut appréciée:

Des lois sages et patriotiques [...] augmentèrent la popularité de Mercier et sa réputation d'homme d'Etat (David 1911: 115).

Ce fut un premier ministre magnifique. Jamais chef de cabinet, avant ou après lui, n'a occupé ce poste avec autant d'éclat [...]. L'Etat, c'était lui. Et il savait éblouir (Beauchesne 1920: 12).

Mais la véritable raison de cette grande influence, son explication essentielle de l'avis de la majorité des auteurs, tient à ce que Mercier fut plutôt qu'à ce qu'il fit: un patriote ardent, habile et dévoué, l'interprète par excellence du cœur, du génie et des sentiments de ses compatriotes, bref, l'incarnation même de l'âme canadienne-française:

M. Mercier est, avant tout et par-dessus tout, Cana-

dien-français. C'est un enfant du pays dans toute la force du terme. Tous les sentiments généreux qui remuent l'âme de notre peuple ont un écho puissant dans la sienne. Avant d'être un chef de parti, M. Mercier est un patriote (Legendre 1892: 126).

Il était franchement, sincèrement et profondément patriote sans fanatisme (David 1894: 277).

C'est ainsi que s'éteignit le plus patriote des Canadiens français depuis Papineau, et le plus habile politicien que le Canada français ait jamais conçu [...] personne ne niera que ce fut un grand canadien, et un canadien qui nous faisait honneur à tous, qui portait haut son titre de canadien français et qui a fait plus qu'aucun autre pour montrer qu'il avait l'orgueil de sa race (Anonyme [1895]: 11).

Cet homme fut une force [...] Mercier a été un grand canadien-français [...] et il restera, dans notre histoire, comme une des plus grandes figures de nos célébrités nationales (X... 1895: 217).

Ses malheurs feront oublier ses fautes, et le peuple ne se souvint [sic] plus que de ses triomphes oratoires, de ses grandes qualités de coeur et d'esprit et de son patriotisme incontestable (David 1911: 117-118).

Qu'il possède sa statue et que son image, éternellement, enseigne à ses compatriotes qui passent le culte du patriotisme qui, lui, ne passe pas [...] Sa voix si chaude était l'écho des sentiments qui s'agitaient au coeur de notre peuple. Il est [...] le champion sublime du devoir national (Langelier 1909-1912, 1: X, 228).

L'âme canadienne-française vivait en lui (Beauchesne 1920: 13).

[...] en Mercier, ce n'est pas seulement le virtuose de la parole que le peuple acclamait avec frénésie, c'est surtout l'interprète singulièrement émouvant du sentiment national [...] Heureux les peuples qui ont eu l'insigne privilège de posséder, aux heures décisives de leur histoire, des Mercier, capables d'exprimer fidèlement leur génie national [...] L'idée générale de Mercier était un sentiment: l'amour de sa race, d'où procédaient ses idées particulières dans son action politique [...] Il n'y a pas à s'y méprendre pour quiconque a suivi la carrière de Mer-

cier, cette carrière a été, par essence, la force politique au service de l'idée nationale (Rivet /1923/: 88-89, 99, 102).

Mercier est un enfant du pays dans la force du terme. Tous les sentiments généreux qui remuent l'âme de notre peuple, ont trouvé un écho puissant dans la sienne. Avant d'être un chef de parti, Mercier est un patriote (Soeurs de Sainte-Anne 1925: 229).

M. Mercier décéda le 29 octobre 1894. L'Histoire dira qu'il aimait son pays (Choquette 1930: 393).

Homme politique discuté - ils le sont tous - mais bon chrétien et patriote dans l'âme, l'honorable Honoré Mercier a été sûrement l'un de nos Canadiens éminents de la fin du XIXe siècle (Auclair 1933: 111).

Ne se croirait-on pas sur le parterre du parlement de Québec, l'après-midi d'un certain 25 juin 1912? A travers ce concert de louanges, deux auteurs seulement jettent une note discordante, et encore ne le font-ils qu'à l'occasion de la description de deux événements particuliers. Ces jugements de valeur méritent néanmoins d'être signalés ici, car ce sont les seules perceptions négatives de Mercier qui existent dans tout le discours historiographique produit entre 1890 et 1934. Ils se résument d'ailleurs en peu de mots: Mercier fut un politicien opportuniste.

M. Mercier, qui s'empare de tout, s'empara plus tard de cette idée /mise de l'avant par les conservateurs, d'exiger une augmentation du subside fédéral versé aux provinces/ à sa conférence interprovinciale (Tassé 1891: 155).

Toute la province s'attendrissait en écoutant ses lamentations sur le martyr de "notre frère Riel" dont au fond il se souciait fort peu /.../ Dans tout orateur, il y a toujours un peu de comédien; chez Mercier la dose ordinaire se trouvait dépassée (De Celles 1920: 107).

Voilà donc les traits essentiels de l'image de Mercier qui se dégage de tous les écrits à caractère historique rédigés de 1890 à 1934. Certes, les interprétations et les jugements de valeur formulés par les histo-

riens au cours de cette période sont considérablement plus nombreux que ceux cités ici; parties intégrantes de descriptions d'événements particuliers reliés à l'administration Mercier, tous viennent cependant accentuer l'un ou l'autre des traits esquissés ci-haut. Mentionnons seulement, à titre d'exemple, qu'en évoquant des passages de discours prononcés par Mercier, les auteurs concluent presque invariablement à ses talents oratoires exceptionnels, caractéristique qui affleure parfois d'ailleurs dans les jugements plus globaux qui viennent d'être rapportés. En somme, les historiens des années 1890 à 1934 ont transmis au souvenir collectif une image monochromatique de Mercier: celle d'un grand premier ministre, parce que grand patriote.

Perception de Mercier par les historiens: 1935-1959.

Les conséquences du passage de Mercier au pouvoir sont légèrement plus nombreuses aux yeux des historiens des années 1935 à 1959 qu'à ceux de leurs prédécesseurs. Pour un, cet événement aurait entraîné à long terme un réaménagement de l'échiquier politique québécois:

Mercier devint premier ministre [...] Si grande fut la victoire et si durables en furent les effets que nous pouvons aujourd'hui, dans une certaine mesure, expliquer par ce résultat la force du parti libéral dans cette province depuis un demi-siècle (Pacaud 1935: 62-63).

D'autres affirment pour leur part que son administration a eu pour effet d'imposer un frein aux tendances centralisatrices du gouvernement fédéral qui avaient eu cours jusqu'alors ainsi qu'à atténuer l'influence des hommes politiques fédéraux sur leurs collègues provinciaux:

Avec un chef de cette trempe, adversaire résolu du

gouvernement d'Ottawa, la province allait plus complètement s'affranchir de la tutelle fédérale (Rumilly c1941c: 216).

[...] avec Honoré Mercier, elle [la province de Québec] prendra la tête de la résistance à la domination et à la centralisation fédérale [...]. L'année 1896 marque la fin d'un premier chapitre dans l'histoire des relations fédérales provinciales [...]. Grâce à Mowat surtout, et ensuite à Mercier, les provinces sortent grandes de la lutte. Les tentatives impérialistes de Macdonald ont échoué [...]. (Québec 1956, 1: 61, 71).

A vrai dire, de 1867 à 1900, le provincial ne s'est dégagé de cette influence [des chefs politiques fédéraux] que pendant la courte période où le parti, la race, le tempérament, opposèrent si vigoureusement Macdonald et Mercier (Rumilly c1942b: 243).

Un certain nombre d'auteurs considèrent quant à eux que le gouvernement Mercier a inauguré une ère de progrès et de prospérité pour le Québec et que cet essor, cet élan s'est poursuivi par la suite grâce à ses successeurs:

L'oeuvre de Mercier [...] devait engendrer une prospérité merveilleuse pour la province de Québec et la placer un jour à la tête des états de la Confédération canadienne. Les artisans de ce triomphe furent les successeurs spirituels de M. Mercier: les Marchand, les Parent, les Guin et les Taschereau [...]. On se souvient de l'oeuvre impérissable de Honoré Mercier [...] qui a laissé tant de belles entreprises. Ses initiatives ont valu à la province le développement dont elle jouit aujourd'hui et c'est sur ses traces que marchèrent ses successeurs (Bois-sonnault 1936: 155, 284).

L'Honorable Honoré Mercier [...] est votre cousin [...]. Sous la ferme administration de votre cousin, notre province prit un essor considérable (Institut généalogique Drouin 1938: 283; 1948: 208-209).

Mercier, si vibrant de patriotisme, et qui faisait voter de grandes et belles lois [...] imprimait à la province un élan incontestable [...] (Rumilly c1941d: 134).

[...] si Mercier avait commis des erreurs, il avait par contre engagé la province dans la voie de plusieurs réalisations fécondes et durables (McGee /1948/: 96).

Mais la réalisation primordiale du gouvernement Mercier, celle qui revient le plus souvent dans le discours historiographique des années 1935 à 1959, c'est qu'il a soulevé l'enthousiasme des Canadiens français et leur a inculqué un regain de fierté nationale. Et c'est surtout l'historien Rumilly qui s'est fait le propagandiste de cette interprétation, pour l'avoir insérée dans plusieurs de ses ouvrages:

A la voix de Mercier naissent et se propageaient à travers tout le Québec des ondes d'enthousiasme [...] S'il y a un homme qui ait ressenti au paroxysme la fierté française, c'est bien le Canadien français Honoré Mercier. Cela commandait ses réflexes [...] Comment les Canadiens qui l'entouraient [...] n'auraient-ils pas tressailli à leur tour de fierté? (Rumilly 1936b: 286, 366; c1941d: 91-92).

Les exhortations du clergé, les campagnes de presse, le regain de fierté nationale dû à Mercier, l'effort continu et les progrès réels de la province n'enrayent pas /en 1893/ la fascination de la prospérité américaine (Rumilly c1941d: 315-316; 1958: 132).

Pourtant, il y avait aussi dans ce mouvement /d'un groupe de nationalistes qui réclament, en 1908, l'usage du français dans les services publics/ une reprise de l'élan de fierté nationale, interrompu depuis la disparition de Mercier, et qui correspondait à un sentiment profond (Rumilly 1944a: 137; 1953: 285).

Comme son grand-père Papineau, comme Honoré Mercier, Bourassa réveillait /en 1910/ la fierté d'un peuple qui pouvait douter de soi (Rumilly 1945a: 63; 1953: 359).

Mercier avait donné à la province un regain de confiance et de prestige, un élan incontestable (Rumilly 1945c: 342).

La mâle franchise de Bourassa, comme naguère celle de Mercier, relève /en 1903/ la fierté du peuple canadien-français (Rumilly 1953: 161).

Et le même historien donne encore plus d'emphase à cette interprétation lorsqu'il compare à quelques reprises l'administration Mercier avec celle de ses successeurs immédiats:

Sous Taillon comme sous de Boucherville, quel contraste avec les larges initiatives du régime Mercier, avec les mesures hardies qui soulevaient l'ire des orangistes et la fierté du Canada français! Il semble que le gouvernement de la province se soit rapetissé [...] Toutes proportions gardées, le gouvernement Taillon après le régime Mercier évoque la restauration après l'Empire [...] "La France s'ennuie", disait Lamartine, sous Louis-Philippe. Sous Taillon aussi, plus d'un regrette les années d'opulence. On regrette les imprudences même de Mercier [...] (Rumilly c1942: 85, 253-254).

Après le régime Mercier: vastes projets, initiatives hardies, parfois grandioses, parfois imprudentes, toujours coûteuses, les administrations de Boucherville et Taillon avaient présenté une réaction conservatrice [...] avec la prudence et l'économie pour mots d'ordre [...] et la province ressentait une nostalgie de la grandeur (Rumilly c1942a: 123).

En 1946, Berthelot Brunet estime lui aussi que l'administration Mercier a eu pour conséquence de revivifier le sentiment de fierté des Canadiens français, de revigorer leur confiance en eux-mêmes: "Sous le règne de Mercier (et le mot règne n'est peut-être pas exagéré), notre petit peuple relevait la tête, et les tactiques de défensive n'étaient plus de mise" (Brunet 1946: 62). Deux ans plus tard, c'est au tour de Jean-Charles McGee d'offrir une interprétation similaire dans le style de Rumilly, bien que contrairement à ce dernier, il laisse à la discrétion du lecteur le soin de recréer mentalement le quasi-lamartinien "le Québec s'ennuie": "[...] les gouvernements qui vinrent après Mercier, parurent mesquins et parcimonieux par contraste avec la générosité de leur prédécesseur [...] (McGee [1948]: 103). Enfin, un autre historien

- qui est généralement considéré d'ailleurs comme le plus important que le Canada français ait connu avec François-Xavier Garneau - porte le même jugement global sur le passage de Mercier au pouvoir:

Le gouvernement Mercier aura duré à peine cinq courtes années [...] Il reste que pendant ces cinq années de gouvernement national, l'atmosphère de la province s'était singulièrement haussée. Le pays québécois avait repris confiance en son destin [...] la nation s'était sentie reliée aux meilleurs constantes de son histoire, aux plus robustes de ses lignes de force (Groulx c1950, 2: 337).

Si les réalisations de Mercier lui confèrent une grande renommée aux yeux des historiens des années 1935 à 1959, les buts qu'il a poursuivis en tant que chef d'Etat de même que les moyens qu'il a mis en oeuvre pour les atteindre, concourent tout autant à ce jugement favorable. Selon eux, Mercier visait à faire du Québec une "grande" province, prospère, riche et respectée, et il a constamment cherché, pour y parvenir, à réaliser l'union de tous ses compatriotes:

Désormais on le verra travailler à l'union de tous les Canadiens français dans l'intérêt même de leur survivance et de l'extension de leur puissance politique (Bédard 1935: 10).

C'était le rêve de Mercier: donner à sa province l'envergure d'un grand état prospère et riche, heureux et où il fait bon vivre (Boissonnault 1936: 147).

[...] toute sa vie Mercier s'est guidé sur cette étoile polaire, immuable et pure comme un diamant: la survie et la grandeur du pays de Québec, catholique et français [...] cette direction majeure imprimée à toute sa carrière lui assure d'avoir fait sa marque, d'avoir laissé dans son pays une trace profonde, que le temps n'effacera pas (Rumilly 1936b: 366; c1941d: 91-92).

Il y a surtout la foule anonyme [aux funérailles de Mercier], le peuple; les simples n'ont pas connu les dessous de la politique, mais ils ont bien compris que celui-là qui est mort avait voulu, avait voulu

de toutes ses forces, son pays riche et respecté (Rumilly 1936b: 538).

Ce qu'il veut avant tout, c'est que les siens survivent et justifient leur survivance par la supériorité intellectuelle et économique. Ce qu'il veut, c'est que son peuple développe toute sa personnalité dans le respect absolu du droit public et la mise en exercice complète du régime établi. Ce qu'il veut, c'est la sauvegarde et l'enrichissement du "patrimoine spirituel et moral [...] " son grand désir consiste en ce que le Canadien français croisse dans la plénitude de sa vie ethnique (Dandurand 1939: 148-149)

Mercier [...] avait passionnément aimé le pays canadien-français, qu'il avait voulu fort et respecté (Rumilly 1942: 81).

L'homme d'Etat qui demeura fidèle une vie durant, à l'idéal de sa jeunesse: réunir chez nous toutes les forces catholiques et françaises et les employer à une grande oeuvre civilisatrice (Turgeon 1944: 45-46)!

[Mercier a été véritablement] un chef national, soucieux et près de réaliser l'unanimité des Canadiens français pour leur bonheur et pour la gloire de Québec [...]. Tout est grand chez Mercier, parce qu'un grand sentiment l'inspirait. Ce sentiment, c'est l'amour de la province de Québec, patrie par excellence des Canadiens français, qu'il voulait autonome; et riche, et respectée [...]. (Rumilly 1947: 12, 20).

Il croit d'une foi vive, intransigeante, en sa nationalité, en sa culture, en ses droits, en son avenir. Il y croit comme bien peu d'hommes, dans le Québec, y ont jamais cru [...]. Foi en sa province, en sa nationalité, conscience des périls du temps, puissants motifs qui vont induire Mercier, après Papineau, après Lafontaine, à refaire, si possible, l'union des siens (Groulx 1950, 2: 334-335).

[...] il lutta avec vigueur pour la prospérité et la civilisation française au Canada (Labelle 1958: 35).

Toujours en vue d'assurer la "grandeur" du Québec, Mercier aurait travaillé non seulement à unir les siens, mais encore à faire en sorte que l'Eglise et l'Etat collaborent étroitement - alliance jugée bénéfique et louable par les historiens qui la soulignent:

La suprématie spirituelle de l'Eglise, voilà le principe fondamental qui sert de point de départ à la carrière d'Honoré Mercier. Il a toujours compris et affirmé par ses paroles et par ses actes que son premier devoir comme premier-ministre /sic/ de Québec, c'était d'être un chef d'Etat catholique, de l'être ouvertement, ostensiblement (Gouin 1940: 39).

Mercier [...] s'est toujours fait un point d'honneur de reconnaître la suprématie spirituelle /de l'Eglise/. C'est là le premier principe de toute la doctrine d'Honoré Mercier (Gouin 1941: 164-165).

Plusieurs grandes mesures de Mercier semblaient impliquer /en 1888/ non plus un rapprochement d'opportunité, mais un rapprochement doctrinaire avec le sénateur Trudel [...]. Il /Mercier/ rêvait d'attacher son nom à de grandes actions et celles-ci ne pouvaient s'accomplir, en cette province et à cette époque, qu'en liaison avec l'Eglise. Mercier eut volontiers comblé un autre voeu de ses amis ultramontains /en 1889/ - et ceci montre dans quel sens il évoluait (Rumilly c1941d: 34, 103-104; 1945c: 320).

Entre le parti libéral et le clergé deux hommes auront préparé le rapprochement. En 1877 [...] Wilfrid Laurier répudia franchement le programme [...] des "rouges" de 1848 [...] Pour supprimer, de la vie de la province, ces sources de divisions, Honoré Mercier fera encore davantage. Mercier est d'un catholicisme encore moins suspect que celui de Laurier [...]. A partir de ce moment, peut-on dire, les passions politiques ne creuseront plus guère de fossé entre le peuple et son clergé (Groulx c1950, 2: 398-399).

Bon nombre d'écrits historiques de cette période mettent enfin en lumière une troisième méthode utilisée par Mercier pour imprimer à la province de Québec le plus grand développement possible: la défense de ses droits ou, comme l'écrivent presque unanimement les auteurs eux-mêmes, celle de son autonomie:

D'autre part, il avait toujours été et serait toujours hostile à l'intervention d'Ottawa dans les affaires provinciales; il avait toujours été et serait toujours partisan - propagandiste même - de la plus grande autonomie possible pour les législatures provinciales (Rumilly 1936b: 71-72).

C'est pour sauvegarder les intérêts vitaux de ce peuple qu'il s'est opposé, au début de sa carrière, à la Confédération, et, toujours, il s'est constitué le gardien jaloux de l'autonomie de Québec (Dandurand 1939: 148).

[...] il exprimait [en 1884] une des grandes convictions de toute sa vie [...]. Pour Mercier, la Confédération juxtaposait un lien artificiel, une sorte d'alliance entre les provinces, titulaires de la véritable souveraineté; il importait de préserver cette souveraineté (Rumilly 1941b: 140; 1948: 21).

John Macdonald détestait Mercier, à qui tout l'opposait. Le père de la Confédération tenait à restreindre le plus possible les pouvoirs et le prestige des gouvernements provinciaux [...] et Mercier cherchait au contraire à développer l'autonomie et le prestige des provinces (Rumilly 1941d: 39).

Il tenait passionnément à l'autonomie provinciale. Il avait d'ailleurs la fibre canadienne-française, l'instinct canadien-français [...] et il comprenait l'importance de l'autonomie québécoise pour la survie même de l'esprit canadien-français (Rumilly 1947: 8; 1948: 32).

Mercier [...] s'est immortalisé en s'identifiant à la cause de l'autonomie provinciale (Rumilly 1949: 8).

[...] l'on ne sera pas surpris de trouver encore en Mercier, un fervent de l'autonomie provinciale. Il s'oppose à l'abus du veto fédéral, à la transformation des lieutenants-gouverneurs en simples fonctionnaires fédéraux. En somme il est hostile à toute forme de l'unitarisme. Et comme ses déclarations sont restées d'une singulière actualité (Groulx 1950, 2: 335):

Nous avons une civilisation particulière à sauvegarder. Cette civilisation repose sur deux piliers, qui sont la culture française et la foi catholique [...]. C'est pourquoi les plus Canadiens français de nos chefs politiques ont été d'ardents autonomistes. Le modèle est Mercier, le grand Mercier, qu'animait l'instinct canadien-français, la passion canadienne-française (Rumilly 1956: 191).

[...] le défenseur des Canadiens français [...] la gloire du Canada tout entier [...] (Labelle 1958: 223).

Bref, tous les jugements globaux des historiens de cette génération convergent dans le même sens: Mercier a voulu la province de Québec grande, et prospère, et riche, et respectée, et il a cherché pour ce faire à unir ses compatriotes, à allier l'Eglise et l'Etat, et à assurer son autonomie. Mais, de l'avis de l'un de ces auteurs, le but poursuivi par Mercier aurait procédé en réalité d'un idéal encore plus élevé: faire de la province de Québec la gardienne, sinon l'inspiratrice, des traditions et de l'idéal français sur le sol nord-américain:

D'autres de nos hommes d'Etat, un Taschereau par exemple, ont, comme Mercier, à force de dévouement et d'amour jaloux, fini par considérer la province de Québec comme leur chose. Mais dévouement et amour s'arrêtent, pour eux, à la frontière, et quiconque l'a franchie ne fait plus partie de leur famille. Mercier a eu de la mission de ce pays de Québec, centre d'attraction et de rayonnement, foyer de tous les Français d'Amérique, la conception la plus large, et sans doute aussi la plus haute (Rumilly 1936b: 424-425; c1941d: 228).

Après-demain, pensent Mercier et le curé Labelle /.../ le pays de Québec, maître de l'artère du Saint-Laurent, riche en familles fécondes et confiant en soi, prendra la tête des Etats d'Amérique pour achever une pacifique et éclatante revanche française (Rumilly c1941d: 57).⁴

Entre l'idéal et le rêve il n'y a qu'un pas, qui est franchi allègrement à quelques reprises par le même historien. Selon Rumilly en effet, Mercier aurait caressé le rêve d'un Etat canadien-français politiquement

⁴ Il nous semble superflu de multiplier ici des citations qui abondent toutes dans le même sens, puisqu'elles proviennent du même historien. Rumilly affirme en effet que Mercier cherchait à faire de la province de Québec l'inspiratrice et la fédératrice de toutes les minorités françaises d'Amérique dans quatre autres ouvrages publiés au cours de cette période (Rumilly c1942a: 45; 1945c: 323; 1947: 11; 1958: 120).

indépendant:

Il électrisa la province, et peu s'en fallut alors /au cours de l'agitation rielliste/ qu'il ne reprit pour le réaliser son rêve d'une nation canadienne-française autonome (Rumilly 1936: 130).

Son idéal était de voir un jour, dans l'est du continent nord-américain, un état indépendant de langue française (Rumilly 1936b: 21).

Aujourd'hui /1945/, de jeunes nationalistes souhaitent la constitution, à plus ou moins longue échéance, d'un Etat indépendant de langue française sur les bords du Saint-Laurent. Les plus hardis formulent avec prudence l'espoir qu'à la faveur de quelque mouvement centrifuge aux Etats-Unis, des comtés de la Nouvelle-Angleterre renforceront cet Etat franco-canadien. Faute de bien connaître leur histoire, nos jeunes contemporains croient innover; or leur idée a été /.../ bercée, au fond de son coeur, par Honoré Mercier, premier ministre (Rumilly 1945c: 324).

Le groupe de l'*Action française* tendait à la chapelle /1927/. Il tendait aussi au séparatisme - constitution de la province de Québec en Etat indépendant, de langue française, sous l'égide, aussi lâche que possible, de la Couronne anglaise. A vrai dire, presque tous les Canadiens français caressent cet idéal, à l'âge de l'enthousiasme - et de la sincérité /.../ Mercier, sans aucun doute, y a songé (Rumilly 1955b: 122).

Les réalisations de Mercier, les buts qu'il a poursuivis, les politiques qu'il a appliquées, l'idéal qui l'animait et même le rêve qu'il caressait, ont pourtant été suivis d'une chute que des facteurs exogènes ne suffisent pas à expliquer à eux seuls, aux yeux des historiens des années 1935 à 1959.⁵ La personnalité de Mercier est à nouveau mise en cause. Mais ce qui n'avait été auparavant qu'insinuation d'autoritarisme de sa part dans deux écrits historiques, se mue désormais en une nette af-

⁵ Les facteurs exogènes de la chute du gouvernement Mercier demeurent les mêmes dans les écrits historiques de la deuxième phase de production qu'au cours de la première; voir à ce sujet la note 3 du présent chapitre.

firmation. De plus, on lui impute un autre défaut: il aurait été, jusqu'à un certain point du moins, mégalomane. Cette interprétation émaille abondamment les ouvrages de Rumilly, mais Albert Dandurand et Lionel Groulx la prennent aussi à leur compte:

Disposant d'une majorité [à la suite des élections de 1890], Mercier fut entouré de courtisans, et sa fierté naturelle fit de lui un autoritaire (Rumilly 1936a: 73).

Mercier prenait cette confiance en soi des hommes supérieurs, cette assurance de ceux qui se sentent vraiment grands; cette confiance en soi et cette assurance qui les rendent souvent impérieux. Au contraire de Laurier qui dans toute sa gloire sut rester l'homme d'Arthabaska, Mercier, passé si vite de la petite-bourgeoisie à la toute-puissance, se laissa un peu étourdir par l'encens. Il était d'un naturel fier; il devint autoritaire. Et des courtisans entretenirent cet état d'esprit [...]. Disposant d'une majorité accrue, plus courtisé que jamais, conscient d'accomplir de grandes choses, Mercier devint plus autoritaire. Il dédaignait les rumeurs de scandale et s'irritait des résistances [...]. Mercier, au faite de son prestige et de sa puissance, n'admettait plus les résistances. Il n'admettait plus guère l'indépendance; il exigeait qu'on fût son ami ou son ennemi. La province était un peu sa chose - sa chose bien-aimée. Et ses amis l'entretenaient dans cet esprit. (Rumilly 1936b: 358, 395, 420; c1941d: 154-155, 216-217).

Mais cela [le "règne" de Mercier] n'allait pas sans faste et à la fin, l'exercice du commandement rendit le chef autoritaire (Dandurand 1939: 147).

Le premier ministre, maître du pouvoir et des faveurs, dispensateur de places lucratives, est encensé, adulé, parfois flagorné; on le sait sensible aux éloges. [...]. L'*Electeur* publie à toute occasion des louanges démesurées - et Mercier, chez qui perce une pointe de mégalomanie, ne s'aperçoit pas qu'elles sont démesurées [...]. Nous avons déjà vu chez Mercier une pointe de mégalomanie. Le premier ministre recevait avec un plaisir évident les témoignages de sa puissance et de sa popularité [...]. Mercier avait ses faiblesses d'homme. Il tolérait un régime de camaraderie facile et d'affaires suspectes [...]. (Rumilly c1941d: 32-33, 65, 134; 1945c: 322-323).

Un cachet de fierté marquait toutes les attitudes, même personnelles, du premier ministre. Nous discernons peut-être chez lui une pointe de mégalomanie [...] La belle médaille comportait un revers: les grandes dépenses, la tendance autoritaire d'un premier ministre trop heureux, enfin des facilités dangereuses [...] Mercier, à l'apogée de sa force et entouré de flatteurs, s'impatiait des résistances (Rumilly 1947: 14-15).

Lui-même a bien été aussi l'artisan de sa chute par un peu de mégalomanie et par manque de vigilance sur son entourage politique (Groulx 1950, 2: 337).

Mais les défauts attribués à Mercier demeurent bien pâles dans le discours historiographique de cette période, en comparaison des raisons qui font de ce personnage et de son administration un des jalons marquants de l'histoire de la province de Québec et du Canada. On a nettement l'impression, à la lecture des travaux historiques produits pendant ce quart de siècle, qu'ils se sont orchestrés pour exécuter une "symphonie du patriotisme" à la mémoire de Mercier. Mercier fut grand, parce qu'il fut grand patriote; il fut grand patriote, parce qu'il sut transcender les luttes politiques partisans de son époque et se maintenir au diapason de l'intérêt national. Mercier fut grand, parce qu'il sut se faire le chantre, l'interprète, le porte-parole, bref l'incarnation, la personnification de la province de Québec et du Canada français. Il fut grand patriote, parce que cette incarnation n'est autre chose aux yeux de ces historiens, semble-t-il, que celle du patriotisme lui-même.

[...] dans notre histoire, l'on trouve peu d'hommes politiques qui aient mis, plus qu'Honoré Mercier, d'ardeur et d'esprit de suite à raviver et à éclairer le patriotisme canadien-français [...] De plus, sa vie témoigne amplement qu'il eut constamment à coeur le bien de sa race et de sa province. Pour cela, il mérite d'être offert en exemple à tous les Canadiens français. De même, l'on serait mal avisé de vouloir l'attacher à un parti politique. Il est national,

c'est-à-dire en dehors et au-dessus des partis politiques (Bédard.1935: 5-6).

La mort de Mercier fut un deuil pour toute notre province [...]/ le public rendait ainsi [par ses funérailles]/ un suprême hommage au grand patriote qui avait si bien servi sa province et sa race (Pacaud 1935: 189).

Mercier [...]/ fut la vivante expression du patriotisme canadien le plus élevé et le plus pur [...]/ l'homme d'Etat le plus marquant de notre histoire parlementaire [...]/ Il y a trois hommes à qui la nationalité canadienne-française dans le domaine politique, doit une reconnaissance immortelle: Papineau, Lafontaine et Mercier (Boissonnault 1936: 104, 134, 155).⁶

[...]/ et il y eut un moment où, comme jadis Papineau, il [Mercier]/ eut la gloire d'incarner l'âme de son peuple (Rumilly 1936: 129-130).

[...]/ il avait été un sincère, un ardent patriote; il avait eu le juste orgueil de sa race; il avait eu le sens de la grandeur (Rumilly 1936: 133; 1936a: 89).

C'est que, dès cette époque [1862], il avait arrêté les grandes directives politiques auxquelles, sous des étiquettes différentes, il devait rester fidèle. Il était [...]/ avant tout, patriote [...]/ Alors un homme se leva [1885]/ en qui le Québec eut un chef [...]/ Et son destin était exaltant: comme Papineau à une heure de sa carrière, en exprimant l'indignation générale, il incarnait l'âme de son peuple [...]/ Il avait eu les qualités et les défauts de sa race [...]/ Il avait aimé par-dessus tout le pays de Québec (Rumilly 1936b: 25, 258, 286, 536).

Toute la pensée politique de Mercier est vouée à la cause de la province de Québec et du Canada français [...]/ Tel est le principe profond qui anime toute sa carrière. Le sang parle avec éloquence dans le fils du patriote de Sabrevois (Dandurand 1939: 148-149).

⁶ Il eut été fort révélateur d'étudier les séquences historiques - telles que définies à la note 6 au premier chapitre - contenues dans le discours historiographique. Il en est une qui revient fréquemment dans les ouvrages historiques des années 1890 à 1934: Laurier, Chapleau et Mercier. Dans les écrits de la période subséquente, la séquence "Papineau et Mercier", évoquée occasionnellement aussi auparavant, tend à vouloir s'imposer.

L'idée nationale domine toujours chez Mercier [...] Mercier fut un chef vraiment national, parce que possédant la confiance unanime de tous les siens, incarnant avec intensité leur idéal ethnique et religieux [...] Pourquoi Mercier occupe-t-il une place privilégiée dans le coeur généreux de notre brave population? [...] Catholique et Français, Mercier l'a été intensément et ardemment, et c'est pour cela qu'il vit toujours dans l'âme populaire (Gouin 1941: 163, 169, 174)

Mercier, jeune journaliste [...] avait été plus national que conservateur; député, chef de parti et premier ministre, il était devenu et resté plus national que libéral [...] Cette partie de l'histoire de la province de Québec /au lendemain des élections de 1890/ prend l'allure d'une biographie de Mercier. C'est que Mercier, plus que Chapleau, plus même que Georges-Etienne Cartier, mais aussi que ne fera Laurier évoluant sur la scène fédérale, dominait la province, personnifiait la province. Seul Papineau, avant 1837, a exprimé la pensée et incarné l'idéal du peuple canadien-français au même point que Mercier de 1886 à l'époque que nous essayons de reconstituer (Rumilly c1941d: 104, 153).

[...] Honoré Mercier qui avait, au lendemain du 16 novembre 1885, incarné l'âme de son peuple (Rumilly c1942: 51; c1942b: 164; 1947: 6; 1953: 73).

Mercier apparut pendant de nombreuses années comme le plus éloquent et le plus populaire interprète de ses compatriotes canadiens-français (Roy 1945: 93).

Personne de moins impassible que lui, personne de plus prompt au patriotisme, à la générosité et à la réplique. Pendant plus d'une décade il fut comme Papineau, comme devaient l'être Laurier et, à un autre titre, Henri Bourassa, le porte-parole des Canadiens français (Brunet 1946: 61).

Aucun chef ne s'est identifié à ce point avec la province de Québec, avec le Canada français. Papineau est probablement celui qui s'en est trouvé le plus près. Chapleau [...] n'a jamais véritablement exprimé les aspirations de sa race. Laurier [...] dort de son dernier sommeil à Ottawa. Si important qu'ait été leur rôle, ils apparaissent comme des personnages, de grands personnages si vous voulez, sur la scène historique. Tandis que toute une partie de l'histoire de la province prend l'allure d'une biographie de Mercier, se confond avec la biographie de Mercier. Et c'est une biographie héroïque. (Rumilly 1947: 19-20).

Orateur dynamique, combatif, profondément patriote, esprit naturellement élevé, son influence est grande sur les masses. En 1887 [...] Mercier réussit à gravir le sommet de sa vie [...] Pour la province de Québec s'ouvre une courte mais grande période [...] Porté à la tête de sa province, sa première ambition sera de faire sauter les vieux cadres politiques pour fonder le parti national [...] Nous avons déjà déploré dans les partis canadiens-français la substitution de l'esprit politique ou plus exactement de l'esprit de parti à l'esprit national (Groulx c1950, 2: 333-335, 383).

Ainsi commence à se dessiner un double visage des Canadiens français volontiers conservateurs entre eux, nécessairement libéraux dans leurs remontrances aux Britanniques [...] Ce libéralisme ressuscité, deux hommes l'incarnent, et font revivre, chacun à sa façon, l'éloquence politique. Honoré Mercier [...] qui a tout de Papineau, sa fougue, ses idées sauf l'anticléricalisme, sa verve de tribun /et Wilfrid Laurier/ (Viatte 1954: 117-118).

Ce grand patriote qui fit époque dans l'histoire de la province [...] (Vien 1955: 117).

Premier ministre patriote et dynamique, il profita, des circonstances pour faire rayonner son prestige sur tout le Canada (Martel et Plante 1956: 264).

Parmi nos grands premiers ministres [...] seuls, Mercier et Duplessis ne s'imaginent pas autrement que rivaux à l'histoire de la province (Rumilly 1956: 233).

L'indépendance est le trait fondamental de son tempérament [...] Les auditeurs retrouvaient dans cet athlète aux moustaches plantureuses, au parler "canayen", une incarnation originale du type canadien-français (Baillargeon 1957: 163).

Entracte, avant d'écouter le dernier mouvement de cette "symphonie du patriotisme", mais bref celui-là. Deux historiens estiment en effet que le patriotisme de Mercier fut d'une telle intensité qu'il lui conféra des capacités, disons, peu communes. Grâce à son patriotisme, Mercier aurait joui d'une connaissance innée des besoins collectifs de ses compatriotes et il aurait été doué d'un don de visionnaire qui lui aurait per-

mis de prévoir l'industrialisation du Québec du début du XX^e siècle de même que l'imposition de la conscription lors de la première guerre mondiale:

[...] combien savent ou se rappellent que Mercier eut "la prescience des besoins de ses compatriotes", des idées justes en colonisation, en instruction, en agriculture, en droit constitutionnel, somme toute, "sur tous les sujets où notre petit peuple commençait à passer" (Bédard 1935: 19-20).

Mercier prononçait ces paroles en 1888 /contre l'adhésion éventuelle du Canada à un projet de fédération impériale/. Si l'on pense à ce qui s'est dit et à ce qui s'est passé ensuite, au moment de la guerre sud-africaine et surtout pendant la grande guerre, on est bien obligé de les trouver prophétiques. Ces paroles de 1888 expriment ce qui fut le sentiment quasi-unanime du pays de Québec en 1917 (Rumilly 1936b: 339; c1941d: 292).

Il semble que Mercier ait prévu cette phase /du développement industriel de la province sous le gouvernement Parent/ Mercier n'était pas un génie, sans doute, mais son patriotisme lui conférait des dons de visionnaire, de précurseur (Rumilly 1943: 130).

- Cette fois, tous les témoignages sur Mercier et son administration rendus entre 1935 et 1959, ont bel et bien été entendus - comprenons, évidemment, les jugements globaux portés par les historiens dans les ouvrages produits au cours de cette période. Et le verdict, pour une seconde fois, est unanime; nulle dissidence. Ou plutôt, rien qui ne vienne altérer cette image de Mercier de façon notable, car en réalité, deux historiens expriment une opinion légèrement divergente, mais ce, sur des points de détail. Il y a d'abord Marc-A. Perron qui laisse entendre que Mercier aurait "maltraité" le fonctionnaire Edouard-A. Barnard à quelques reprises à cause des antécédents politiques - conservateurs - de celui-ci. Puis Jean Bruchési qui, dans les sept écrits qu'il a rédigés au cours de ce quart de siècle, n'hasarde qu'un seul jugement de valeur global sur l'ad-

administration Mercier, jugement qui peut être considéré négatif - et encore, n'est-ce qu'à la rigueur. Bruchési estime en effet qu'une loi du gouvernement Mercier - en l'occurrence, celle réglant la question des biens des jésuites - eut pour conséquence indirecte, la suppression du français comme langue officielle au Manitoba puis, peu de temps par la suite, l'imposition de restrictions quant à l'enseignement de cette langue et de la religion catholique dans cette province:

Le soulèvement de 1885, dans le territoire voisin, et la loi Mercier en faveur des jésuites, à une heure où la population anglo-protestante l'emportait de beaucoup sur les Français catholiques, vinrent à point fournir le prétexte d'une violente campagne contre l'école et la langue de la minorité. Un Ontarien, Dalton McCarthy, entreprit une vaste tournée oratoire au Manitoba, dénonçant la langue française et les écoles séparées dans un pays qui devait être anglo-saxon. Le premier résultat de cette campagne fut, dès 1889, la suppression du français comme langue officielle du Manitoba. Onze ans plus tard, le ministre Greenway [...] inaugura un nouveau régime scolaire qui ne reconnaissait plus que les écoles publiques où l'enseignement de la religion et du français était simplement toléré à certaines conditions (Bruchési 1935, 2: 294).

Enfin, deux autres auteurs émettent l'opinion que l'administration Mercier aurait favorisé indûment l'invasion du capital américain dans l'économie québécoise:

Il y a toute une tradition québécoise depuis Chapleau et Mercier, d'hospitalité joyeuse envers le capital et les magnats américains (Falardeau 1953: 245).

Mais on ne semble pas avoir suffisamment insisté sur un aspect important de cette "invasion" /de capitaux, d'industriels et de techniciens américains/: elle fut souhaitée et recherchée par les chefs politiques de la province de Québec, comme l'indique le professeur Jean-C. Falardeau: "Il y a toute une tradition québécoise depuis Chapleau et Mercier [...]" (M. Lamontagne 1954: 290).

Or tous les événements historiques connus au moment où Falardeau et

Lamontagne prononcent cette sentence démontrent au contraire que Mercier a cherché à injecter dans l'économie des capitaux d'origine britannique, belge et française.⁷ En réalité, Falardeau a repris, mais en la dénaturant, une narration de l'historien Gustave Lanctôt qui écrivait, une dizaine d'années plus tôt, que Mercier avait souhaité, dans un discours prononcé en 1893, voir la finance américaine prendre en main le développement des autres industries de la province, à l'instar de ce qui se faisait alors pour les mines. (Lanctôt 1941: 283-284).⁸

Cette fausse note de Falardeau et Lamontagne mise à part, le discours historiographique produit entre 1935 et 1959 projette donc une image éminemment positive - pour ne pas dire exagérément positive - de l'administration Mercier, et qui correspond à celle esquissée au cours des années 1890 à 1934, en plus accentuée: l'image d'un très grand premier ministre, parce que très grand patriote.

Perception de Mercier par les historiens: 1960-1979.

À compter de 1960, les écrits historiques mentionnant Mercier se multiplient à un tel rythme qu'en vingt ans seulement, il s'en est produit

⁷ Il suffit, pour s'en convaincre, de parcourir le bilan des connaissances historiques, à l'appendice A.

⁸ Une parenthèse s'impose. Nous avons identifié au cours de notre enquête, bon nombre d'anachronismes de ce genre à travers le discours historiographique. De façon générale, il semble que les auteurs recourant à des événements historiques dans des écrits relevant des sciences sociales et des sciences politiques en commettent beaucoup plus souvent que ceux oeuvrant dans le domaine juridique qui, eux, se montrent plus soucieux de l'exactitude des faits qu'ils rapportent. D'ailleurs, les historiens eux-mêmes ont formulé une quantité appréciable d'anachronismes, comme l'illustrent les nombreuses notes infrapaginales du bilan des connaissances historiques, à l'appendice A.

davantage qu'au cours des 70 années antérieures, ce qui atteste de l'importance de ce personnage et de son administration aux yeux des historiens de cette troisième phase de production. Importance qui tient, pour un certain nombre d'entre eux, aux mêmes raisons que précédemment. En effet, l'image d'un premier ministre ayant imprimé un essor appréciable à la province de Québec, ayant réussi à faire taire momentanément les querelles intestines des siens en même temps qu'à les défendre et à les protéger contre un péril extérieur imminent, d'un premier ministre animé par un idéal et un rêve de grandeur pour l'avenir de la province, essentiellement et profondément patriote et qui sut, de ce fait, incarner le Canada français, cette image persiste dans le discours historiographique depuis 1960. Sans doute, les nombreux écrits de Rumilly publiés au cours de ces vingt ans comptent-ils pour une bonne part dans cette persistance, mais ils ne sont pas les seuls. D'autres historiens soulignent aussi la grandeur des réalisations de l'administration Mercier, que d'aucuns considèrent d'ailleurs comme ayant été l'amorce d'un élan incontestable pour la province de Québec:

[...] Honoré Mercier, premier ministre de la province, fut une force de la nature qui balaya tout sur son chemin [...]. Et, déjà, l'histoire s'empare du nom de cet homme [...] qui, après sa mort, sera considéré comme un des plus grands artisans de son pays et de sa province (Parizeau 1965: 95, 97).

En dépit de la faible majorité obtenue par le parti national aux élections de 1886, Mercier avait réussi non seulement à gouverner, mais à réaliser une grande politique (Hamelin, Hamelin et Letarte 1960: 21).

Mercier ne se borna pas à défendre nos droits et à réparer des injustices. C'est à lui que l'on doit d'avoir lancé notre province dans la voie du progrès économique [...] (Filteau 1960: 333).

L'Honorable Honoré Mercier [...] est votre cousin [...].

Sous la ferme administration de votre cousin, notre province prit un essor considérable (Institut généalogique Drouin 1965: 1 760).

Le souvenir vivace laissé par Mercier tient autant à sa réputation d'orateur qu'à l'oeuvre considérable et novatrice qu'il a réalisé pendant son bref passage à la tête du gouvernement (Savard 1967a: 281).

Mercier a pris de grandes et utiles mesures. Il imprime au gouvernement de la province un style personnel qui ne manque pas d'allure (Rumilly 1972: 236).

Il réalisa des oeuvres considérables /comme premier ministre/ (Fournier 1974: 210).

Les fondations et la législation de cette époque n'en témoignent pas moins d'un véritable élan /.../ Sous Taillon comme sous de Boucherville, quel contraste avec le régime Mercier, avec les mesures hardies, les gestes spectaculaires qui soulevaient l'ire des orangistes et la fierté du Canada français! /.../ Il semble que le gouvernement de la province de Québec se soit rapetissé (Rumilly 1975b, 2: 30, 353).

Il réalisa un programme constructif (Fournier 1976: 281).

Dans l'ensemble, l'action de Mercier prend l'allure d'une politique de grandeur, accompagnée d'un certain faste et de gestes d'éclats /.../ Venant à la suite de Mercier et de sa politique de grandeur, les administrations de Boucherville et Taillon paraissent assez ternes (Durocher, Linteau et Robert 1979: 293).

Le gouvernement Mercier fut reconnu pour le nombre et l'importance de ses réalisations (Charbonneau 1980: 47).

D'une façon générale, si l'administration Mercier a connu du succès, c'est grâce, aux dires de certains auteurs, à la pertinence des moyens mis en oeuvre par l'ex-premier ministre: unification des Canadiens français pour la poursuite d'un but commun, collaboration étroite - et bénéfique, il va sans dire - de l'Etat avec l'Eglise, et défense inconditionnelle de l'autonomie de la province:

/Duplessis/ tient, comme a fait Mercier, comme a fait Gouin et comme fait Taschereau /en 1931/ à l'autonomie

de la province de Québec; sauvegarde de sa vie française (Rumilly 1973, 1: 101. Cet historien reprend souvent l'idée que Mercier inaugura la tradition reprise par ses successeurs, de la défense de l'autonomie provinciale: Rumilly 1973, 1: 282, 415, 549; 2: 139; 1975b, 2: 41).

Honoré Mercier [...] fut un champion de l'autonomie provinciale et est considéré à juste titre comme un des plus grands premiers ministres, sinon le plus grand de la province de Québec (Société historique de Québec 1980: 40).

Heureusement, un réveil se produisit sous Mercier et assura un redressement de notre politique nationale [...]. Le principal mérite de Mercier fut d'amener des adversaires, hier si complètement divisés, à s'unir, et de leur insuffler une foi vive en leur nationalité, en sa culture, en ses droits, en son avenir (Filteau 1960: 332).

Québec eut alors un chef vraiment national qui groupait sous sa direction des membres de tous les partis politiques (Décary 1968: 78).

Il alimenta la flamme sacrée du patriotisme en se faisant le champion de l'autonomie du Québec à toutes les occasions qui se présentaient et en s'acquittant de sa tâche de gouvernant avec une énergie infatigable (Hamelin 1968: 381).

Son patriotisme, son nationalisme en firent le champion des droits provinciaux et ils voulut faire de sa province le lieu où les Canadiens français deviendraient en toute liberté une forte nationalité (Drolet 1970: 71).

Ainsi la forte personnalité de Mercier - le "soleil levant" - a presque brisé les cadres des anciens partis (Rumilly 1975b, 2: 126-127).

Plusieurs grandes mesures de Mercier semblent impliquer non plus un rapprochement d'opportunité mais un rapprochement doctrinal avec le sénateur Trudel [...]. Puis il se rapproche de plus en plus, sincèrement, des catholiques militants. Il rêve d'attacher son nom à de grandes actions, et celles-ci ne peuvent s'accomplir, en cette Province et à cette époque, qu'en liaison avec l'Eglise (Rumilly 1975b, 2: 34, 111).

Mercier défendait l'autonomie provinciale avec une énergie farouche [...]. D'aplomb sur le principe de l'autonomie

provinciale, il a véritablement donné à la province l'allure et le prestige d'un Etat (Rumilly 1975a: 151, 157. La même idée est aussi reprise dans Rumilly 1975b, 1: 159, 217, 353; 2: 37, 202, 253).

Enfin, quelques ouvrages historiques parus depuis 1960 rappellent, à l'instar de ceux qui les ont précédé, que si Mercier demeure déterminant, c'est à cause de l'idéal, du rêve qui l'inspirait et aussi parce qu'il parvint à incarner le peuple canadien-français:

[...] toute sa vie Honoré Mercier s'est guidé sur cette étoile polaire, immuable et pure comme un diamant: la survie et la grandeur du pays de Québec, catholique et français [...] Mercier rêve de rendre la province de Québec plus grande, plus riche, plus unie et plus respectée (Rumilly 1975b, 2: 95, 119).

Mercier a eu de la mission de ce pays de Québec, centre d'attraction et de rayonnement, foyer de tous les français d'Amérique, la conception la plus large, et sans doute aussi la plus haute (Rumilly 1975b, 2: 222. Ce rêve "grandiose" caressé par Mercier est souvent évoqué par le même auteur: Rumilly 1975a: 149, 551-552; 1975b, 1: 259, 321; 2: 24, 53, 115, 133, 211, 253).

Tardivel et les jeunes nationalistes iraient [en 1893] jusqu'au séparatisme, c'est-à-dire jusqu'à l'indépendance de la province de Québec, constituée en Etat souverain, catholique et français. Tel doit bien être, au fond, l'idéal de Mercier (Rumilly 1975b, 2: 357. La même interprétation est aussi suggérée dans Rumilly 1975b, 1: 44, 137).

[...] l'une des figures les plus accusées et l'un^e des personnalités les plus influentes de la vie québécoise des dernières années du siècle dernier, dont la voix prophétique se retrouve encore chez les fidèles tenants de l'irrédentisme français au pays de Québec [...] (Lefebvre 1963: 156).

D'où vient la popularité persistante de Mercier dans l'âme du peuple? De ce qu'il demeure le porte-parole de notre petit peuple qui entend demeurer "catholique et français" jusqu'à la fin des siècles (Décary 1968: 78).

Mercier, comme Papineau à une heure de sa carrière, en exprimant l'indignation générale, incarne l'âme de son

peuple (Rumilly 1975b, 1: 311; 1975b, 2: 332).

Il a eu les qualités et les défauts de sa race [...] Il a aimé par-dessus tout le pays de Québec (Rumilly 1975b, 2: 399).

Bref, le discours historiographique continue après 1960 à refléter l'image de Mercier qu'il avait projeté jusqu'alors: un premier ministre animé par un rêve grandiose, qui a imprimé un élan incontestable à la province de Québec en réalisant l'union des siens, en favorisant l'alliance entre l'Etat et l'Eglise et en assurant la défense de l'autonomie provinciale, un premier ministre éminemment patriote et qui sut incarner l'âme du peuple canadien-français.

Parallèlement à cette représentation traditionnelle de Mercier, le discours historiographique en réfléchit une seconde qui tend même à dominer depuis vingt ans, pour être propagée par un très grand nombre d'écrits historiques différents. Cette image n'est cependant pas nouvelle au sens où elle vient contredire la précédente; elle innove au contraire en ce qu'elle focalise en une seule, les diverses réalisations de l'administration Mercier contenues jusqu'alors dans le discours historiographique: sa politique autonomiste qui aura eu pour conséquence d'éveiller l'intérêt des Canadiens français pour le gouvernement provincial, et qui lui survivra:

[...] il a réussi par son dynamisme à intéresser les siens au gouvernement québécois (Emard 1965: 185).

La Confédération de 1867, en outre, a ajouté un troisième pôle au destin canadien-français: le gouvernement de la province de Québec. Mais l'intérêt politique canadien-français restera dans une très large mesure, sauf durant l'épisode d'Honoré Mercier, centré sur la politique fédérale jusque vers les années 1920 (Falardeau 1966: 135).

[Mercier fut le] premier apôtre de l'autonomie provin-

ciale à l'intérieur de la Confédération. Dès lors se dessinent au Canada deux tendances: celle des autonomistes et celle des centralisateurs (Aquin 1967: 1 481).

Honoré Mercier va cristalliser l'opposition du Québec à la politique centralisatrice d'Ottawa. Sans doute n'est-il pas le premier [...] Mais Mercier profite plus que tout autre des débats politiques et des effets de la conjoncture économique difficile [...] pour s'afficher comme le défenseur de l'autonomie provinciale [...] les idées autonomistes de Mercier survivent à sa déchéance et constituent désormais un élément important du programme du parti libéral [...] (Voisine 1976: 394-395).

Certes, à venir jusqu'à présent, le discours historiographique n'a pas manqué de rappeler que cette politique autonomiste de Mercier constituait un des traits distinctifs de son administration. Dorénavant cependant, c'est-à-dire à compter de 1960, cette politique prend une nouvelle dimension sous la plume des historiens, elle revêt une signification plus spécifique: elle est perçue comme étant l'expression du nationalisme canadien-français plutôt que celle du patriotisme:

En Ontario, l'absence d'un nationalisme purement *Canadian* rendait possible l'apparition d'un vigoureux provincialisme, tandis qu'au Québec, ce sera le réveil du nationalisme canadien-français qui permettra à Honoré Mercier de promouvoir avec succès le causé de l'autonomie provinciale (Durocher 1970: 341).

Durant son court mandat, Mercier apparaît comme le champion du nationalisme canadien-français. Pour la première fois semble-t-il, le gouvernement du Québec est considéré et utilisé, dans la mesure où les circonstances le permettent, comme l'Etat national des Canadiens français. Il tente d'ailleurs d'obtenir des pouvoirs accrus pour les gouvernements provinciaux [...] (Robert 1975: 151).

Honoré Mercier, nationaliste, défend l'originalité de la province (française et catholique) et son autonomie (Cachat 1977: 39).

Mercier institutionnalise et propage l'idée que la province de Québec est l'Etat national des Canadiens français. Ses législations cherchent à concrétiser le

principe de l'autonomie provinciale (Monière 1977: 220)..

Dans la période 1867-1896, tous les politiciens francophones du Québec sont, en principe, en faveur de l'autonomie provinciale; mais, en pratique, à l'exception d'Honoré Mercier, ils feront peu pour l'avancement de cette cause [...]. C'est avec Honoré Mercier que l'autonomie deviendra l'expression politique du nationalisme [...]. Cependant, fidèle aux idées de son époque, il définit avec insistance la nation canadienne-française comme étant essentiellement catholique et française (Durocher, Linteau et Robert 1979: 320).

Bien souvent d'ailleurs, les historiens coupent court à l'évocation de la politique autonomiste de Mercier pour conclure tout bonnement que celui-ci cultiva, inspira, intensifia le nationalisme canadien-français. Il n'est toutefois guère douteux que l'assimilation de la politique autonomiste de Mercier au nationalisme canadien-français, sous-tende ces affirmations; elle affleure même dans certaines formulations:

Les premiers ministres du Québec, surtout Honoré Mercier, cultivèrent ce nationalisme /issu de l'affaire Riel/ et en firent un instrument de chantage qui agaçait toujours profondément le fédéral (Vallières 1968: 42).

/Mercier fut/ l'inspirateur d'une pensée nationale toujours latente, capable d'éclater à tout moment pour la défense du fait français (Chevrier 1968: 39).

Avec le recul des ans, Mercier apparaît comme le père des chefs provinciaux québécois. Il fut le premier homme politique d'envergure depuis 1867 à limiter ses aspirations politiques au Québec et à considérer le Québec comme l'état national des Canadiens français (Hamelin 1968: 380).

Dans un Etat de plus en plus autonomiste, à l'exemple de Honoré Mercier, le Grand, il /Jean Lesage/ devrait affirmer sa fierté de Canadien français et sa solidarité avec son peuple. (Chaloult 1969: 211).

Au cours de ces années /1880/, le Canada français connut aussi une intensification du sentiment national, ainsi qu'en témoignent justement le parti national de Mercier en politique [...]. (Cook 1969: 54).

La victoire de Mercier [...] c'est la victoire du nationalisme québécois, longtemps tenu en bride, qui a pris son élan à partir de l'affaire Riel (Désilets 1969: 381).

Ma génération n'a guère compté sur le facteur politique, parce qu'il n'y avait pas à compter sur lui. On ne faisait que de la politique de parti. On avait presque horreur de toute politique nationale ou nationaliste. Nos politiques d'après 1867, à l'exception d'Honoré Mercier, n'ont rien compris à l'Acte confédératif ni aux conséquences qu'ils eurent pu et dû en tirer (Groulx 1974, 2: 15).

[...] Mercier fut le plus nationaliste de nos premiers ministres (Saint-Aubin 1979: 68).

De plus, il semble évident que l'équation "Mercier égale nationalisme" ait inspiré à Falardeau ces quelques lignes où il consacre son importance historique:

[...] avant de pouvoir faire saisir à un interlocuteur anglophone le sens des éclatements actuels dans le Québec et l'explication des nouvelles attitudes politiques qui l'écartèlent, il faut de toute nécessité recourir à l'histoire. Sans quoi il n'est pas facile de faire comprendre les positions de *Cité libre* ou les opinions d'un André Laurendeau à quiconque ignore tout d'Honoré Mercier, des débuts de la C.T.C.C., de l'oeuvre du chanoine Groulx et de notre littérature récente (Falardeau 1963: 362-363).

Entre l'image traditionnelle de l'ex-premier ministre québécois et la nouvelle, subsiste encore un point commun dans le discours historiographique: Mercier demeure une incarnation. Mais il ne personnifie plus tout à fait la même chose, il ne revêt pas la même livrée, à moins que ce ne soit la livrée elle-même qui ait tout simplement changé de couleur. De porte-parole et d'incarnation du patriotisme, Mercier devient le porte-parole et l'incarnation du nationalisme, cessant par le fait même de représenter toute l'âme canadienne-française pour ne plus personnifier que sa fraction nationaliste. Aux dires d'un François-Albert Angers, l'affaire

Riel contribua à éveiller chez les Canadiens français la conscience d'une menace et à créer "le courant nationaliste" dont Honoré Mercier fut "le premier et éphémère porte-parole" (Falardeau 1961: 300-301), interprétation qui sera formulée à quelques reprises par d'autres auteurs en termes approchants:

Mercier se présente comme le leader de l'Etat québécois. Il incarne les aspirations nationalistes des Canadiens français et ne craint pas d'affirmer que le Québec est l'Etat national des Canadiens français (Hamelin 1967: 40).

Durant l'exercice de son mandat, de 1887 à 1891, Mercier allait incarner les aspirations nationalistes des Canadiens français et affirmer les droits du Québec (Hamelin 1968: 380).

Honoré Mercier [...] incarna les aspirations nationalistes des Canadiens français et fut un champion de l'autonomie du Québec (Audet 1971: 170).

Déçus de l'union fédérale [...] les Canadiens français recommencèrent à affirmer leur nationalisme. Honoré Mercier sera leur premier porte-parole (Bilodeau et al., 1971: 447).

Mais la seconde image de Mercier réfléchi par le discours historiographique depuis 1960 n'est pas aussi monochrome qu'elle le paraît à venir jusqu'à maintenant. Elle est au contraire fort contrastée, ce qui la distingue d'ailleurs nettement de l'image traditionnelle. Fort embrouillée serait d'ailleurs un terme plus approprié, car elle comporte même quelques contradictions flagrantes. Ainsi, Mercier et sa politique passent par toute une gamme de qualificatifs: ultramontain, conservateur, libéral et même, révolutionnaire.

[...] par tempérament et par opportunité, il avait pratiqué une politique conservatrice, voire ultramontaine (Hamelin, Hamelin et Letarte 1960: 21).

Le passage de Mercier au pouvoir fait à nouveau la preuve que les libéraux québécois sont maintenant

loin de leurs prédécesseurs, les rouges [...] Le gouvernement Mercier se caractérise par l'affirmation du nationalisme canadien-français [...] L'exaltation du nationalisme a pour corollaire un certain conservatisme socio-politique (Durocher, Linteau et Robert 1979: 290)..

Pour la première fois depuis la Confédération, le premier ministre de la province de Québec est un esprit d'envergure, capable d'idées politiques originales, au bon sens du terme (Désilets 1967-1968: 265).

En politique [...] Honoré Mercier est l'exception. Il est intelligent et pourvoyeur d'idées à une époque où la Chambre /l'Assemblée législative/ en a bien peu (Parizeau 1973: 159-160; 1975: 95).

De fait, la politique de Mercier sera relativement audacieuse pour son époque. Dans son désir légitime de réformer les structures sociales et de développer l'économie de la province, il se heurte parfois à des intérêts particuliers (Orban 1967: 218).

En résumé, on peut conclure que Mercier est le représentant d'une idéologie à la fois libérale et nationaliste qui se propose de renforcer le rôle politique, économique et social de l'Etat québécois afin de réaliser le développement intégral du Québec et d'améliorer le sort des Canadiens français (Charbonneau 1980: 232).

[...] les idées de Mercier procédaient d'un véritable esprit révolutionnaire [...] La proclamation solennelle d'une appartenance à la race française sera toujours une constante de l'esprit révolutionnaire de Mercier [...] Examinés dans le contexte de l'époque, les thèmes de Mercier révèlent évidemment une esprit purement révolutionnaire [...] L'esprit qui anime Mercier est, dans l'essentiel, le même que celui de Papineau, Barthe, Dessaulles ou Buies. Ce qui en fait la force, c'est que Mercier parle au nom de la majorité du peuple canadien-français [...] (Costisella 1968: 217, 220, 227, 239).

Toujours dans la même veine - celle des généralisations contradictoires du discours historiographique d'après 1960 - certains ouvrages établissent une filiation entre le nationalisme de Mercier et des concepts comme "indépendance", "séparatisme" et "souveraineté-association"; ce qui

n'était, dans son image traditionnelle, qu'un rêve inavoué, devient désormais une réalité. Par contre, d'autres historiens affirment bien au contraire que le nationalisme de Mercier s'inscrivait dans le cadre confédératif.

[...] Mgr Laflèche partageait une grande idée nationaliste avec Honoré Mercier, pendant que celui-ci était le nouveau maître du Québec. Mgr Laflèche, lui aussi, rêvait d'un Etat canadien-français sur les rives du Saint-Laurent et les Canadiens devaient être renforcés par les exilés franco-américains de la Nouvelle-Angleterre (Wade 1963, 1: 472).

L'idée d'un Québec indépendant faisait son chemin. Et Mercier prépara discrètement cette indépendance par son action (Costisella 1965: 97).

Honoré Mercier, nationaliste, défend l'originalité de la province [...] et son autonomie. Les succès populaires de Mercier inquiètent le Canada anglais qui appréhende le séparatisme [...] (Cachat 1977: 39).

Sur le plan des relations fédérales-provinciales, c'est à Mercier que l'on doit cette idée de l'autonomie provinciale, idée qui sera reprise avec grand succès par ses successeurs: Maurice-L. Duplessis, dans le cadre fédéraliste, et par René Lévesque et le Parti québécois, à travers le concept de la souveraineté-association (Fortin 1979: 145).

A la faveur des événements du Nord-Ouest et de l'exécution de Riel, on a pu voir ressusciter au Québec un nationalisme de style agressif, mais ce nationalisme ne remettait pas en cause l'appartenance à la fédération canadienne. Le libéral Mercier [...] ne peut être considéré comme l'héritier de Papineau ou de Jean-Baptiste-Eric Dorion (Bernard 1971a: 320).

Pourtant, les Canadiens français ne sont pas sécessionnistes. L'aventure de l'indépendantisme est bien morte pour la majorité d'entre eux après l'échec de 1837. Même Honoré Mercier [...] fait montre d'un nationalisme qui s'insère dans le cadre fédéral et ne le remet pas en cause (Robert 1975: 156).

Avant d'aborder la période de Mercier au pouvoir, on ne peut omettre d'expliquer brièvement la position de ce grand nationaliste sur la question nationale [...]. En

somme, Mercier souhaite une vraie confédération
(Charbonneau 1980: 43-46).

En plus de contenir ces contradictions, la nouvelle image de l'administration Mercier projetée par le discours historiographique depuis les vingt dernières années comporte aussi une variante négative - autre caractéristique qui la distingue de l'image traditionnelle. Assimilant toujours l'autonomisme de Mercier au nationalisme, des historiens parlent de l'ex-premier ministre en termes désapprouvateurs, du style "chauvinisme", "isolement", "abîme", "extrémisme" et tutti quanti.

Cette détermination que nous avons à bâtir notre avenir et notre puissance en accentuant ce qui nous sépare des autres provinces, détermination qui s'est manifestée par la contribution canadienne-française lors de la préparation de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord et par les tactiques dites nationales d'Honoré Mercier [...] a été grandement responsable du fait que le Canada français, géographiquement et politiquement, s'est limité aux frontières du Québec et que, cent ans après la Confédération, le fait canadien-français n'est presque pas reconnu (Lapierre 1961: 45).

[...] Mercier réussit presque à faire du Québec une province économique et culturelle de la France. Il devait échoir à Laurier d'éveiller le Canada français à un canadianisme plus généreux [...] Mercier réussit à imposer sa doctrine du parti racial [...] fit beaucoup pour accentuer la division entre Français et Anglais en 1885 et pour la rendre permanente [...] Mercier avait découvert combien il était facile d'organiser un parti dans le Québec sur la base de la nationalité et il tenta de gouverner en utilisant les émotions suscitées par les épithètes "national", "français" et "catholique", plutôt que les arguments raisonnés exigés par les questions de politique et d'administration (Wade 1963, 1: 426, 457, 460-461).

Avec le temps, des premiers ministres provinciaux comme Mowat, Mercier [...] ont réussi à créer le mythe d'un Canada né de l'accord de deux races et axé sur la décentralisation des pouvoirs (Giroux 1967: 87).

[...] Mercier achemine la province, d'un pas lent mais progressif, vers l'isolement [...] (Désilets 1967-1968: 227).

En dépit de son brio, en dépit de sa pénétration et de ses capacités, ou plutôt à cause d'elles, Mercier était pour l'heure l'homme nuisible; le politicien se confondait chez lui avec le patriote en colère. Tout en lui l'incitait à profiter de l'occasion, le portait à cette extrémité. On ne pouvait s'empêcher de penser à Laflamme, maintenant ruiné et décaqué; on ne pouvait s'empêcher de penser à Médéric Lanctôt, l'ivrogne errant décédé [...]. Bien que supérieur à ces deux hommes, Mercier était également condamné à l'échec [...]. Il y avait Mercier comme il y avait eu Papineau et leur chemin ne menait nulle part [...]. Vu à travers Mercier, le Québec faisait plutôt figure d'Etat associé que de province du Dominion [...]. un pas dans la direction de Mercier pouvait signifier un pas vers l'abîme (Schull 1968: 157-158, 171).

En réalité, Langevin verse de plus en plus dans le fédéralisme, alors que les Canadiens français renaissent, au contraire, à un nationalisme virulent [...]. C'est Mercier qui dorénavant mènera le dialogue entre la province de Québec et le gouvernement fédéral et qui se chargera d'exposer les aspirations particulières des Canadiens français et d'en défendre les intérêts. En effet, le nationalisme grandit [...]. et Mercier, [...]. le stimule avec ferveur. La deuxième rébellion du Nord-Ouest lui fournit l'occasion de l'exalter jusqu'au chauvinisme (Désilets 1969: 374-375).

Voilà donc esquissés les traits majeurs de la nouvelle image de Mercier reflétée par le discours historiographique depuis 1960. Alors que l'image traditionnelle s'appuyait sur le binôme "patrie et patriotisme", la nouvelle s'articule sur celui de "nation et nationalisme"; alors que l'ancienne était monochrome, la nouvelle est polychrome, comportant des volets contradictoires et même une variante négative; alors que la première était formulée dans un vocabulaire tout en superlatifs - louangeurs, évidemment - la seconde tend à être diffusée sur un ton relativement plus neutre, à l'exception de sa variante négative.

Mais, comme pour faciliter la tâche à un lecteur qui, ignorant tout de Mercier et de son administration, voudrait s'en faire une opinion à partir des écrits historiques produits depuis 1960, quelques historiens

projettent une troisième représentation de Mercier qui est, cette fois, diamétralement opposée aux deux précédentes. Si cette troisième image assimile elle aussi presque invariablement Mercier au nationalisme, ce n'est plus pour autant cette équation qui en constitue la pierre d'angle. Selon ces auteurs, l'importance historique de Mercier semble tenir davantage à ce qu'il ne fit pas, qu'à ce qu'il fit et ce, à cause de ce qu'il fut intrinsèquement: un "capitaliste" et un "petit-bourgeois" ou même les deux simultanément. Est-il besoin de préciser que cette troisième image est à connotation essentiellement négative?

[...] la vision "culturelle-compensatoire" du monde dont hérita [Henri] Bourassa origine d'un processus historique qui fit de deux classes non-productives - l'Eglise et la bourgeoisie rurale - les deux classes porteuses de la vision du monde qui domina le XIXe siècle québécois [...] ces deux classes intériorisèrent après 1837 leur impuissance à accéder médiatement ou immédiatement à la production. Cette intériorisation se traduisit évidemment par une nouvelle élaboration des valeurs qui vit notamment l'émergence du couple Langue-Foi (signifiant mieux que n'importe quoi d'autre l'alliance bourgeoisie rurale - Eglise) et détermina [...] la consécration de l'archaïsme folklorique québécois. L'affaire Guibord [...] la fulgurance éphémère de Mercier, le culte de Laurier, etc., tels sont les hauts-lieux d'une aberrance fondamentale dont le Québec ne parvint jamais à sortir (Desrosiers 1967: 156-157).

[...] depuis Honoré Mercier, les nationalistes petits-bourgeois de l'Etat du Québec n'ont pas encore trouvé de solution aux angoissants problèmes de la classe ouvrière canadienne-française [...] Laissant les impérialistes envahir silencieusement "la patrie", Honoré Mercier, par exemple, transforma "la colonisation" en une politique de salut national et aidé par le clergé, il fit du "retour à la terre" une véritable épopée mystique. Ce nationalisme absurde fut qualifié de "miracle chrétien" et la misère fut arrosée d'eau bénite (Valières 1968: 42-43).

En somme, jusque là [1887], ce gouvernement [de la province de Québec, depuis 1867] est l'instrument des

spéculateurs et du clergé. Mais avec Mercier [...] est-ce que quelque chose va changer? [...] En fait, rien va changer [...] En somme, il ne fait à peu près rien, sauf pousser les Canajens dans le défrichement inutile des terres, perpétuer le mythe de la vocation agricole du Canajen et exploiter le sentiment national du peuple pour se maintenir au pouvoir (Bergeron 1970: 166-167).

Mercier [...] proclamait bien haut le caractère national, français et catholique de son gouvernement national [...] Cette conception traduit bien la vision petite-bourgeoise du politique et de l'Etat (Monière 1977: 220).

Le gouvernement national d'Honoré Mercier est un gouvernement capitaliste qui poursuit une politique capitaliste de développement industriel et agricole [...] Le plan du premier ministre est libéral, libre-échangiste, axé sur la mise en valeur des ressources naturelles du Québec par des investisseurs d'autres pays [...] La politique de grandeur [sic] du Québec de Mercier occulte la lutte des classes et le développement sauvage du capitalisme à l'intérieur de la formation sociale (Lévesque et Migner 1979: 174-176).

Il semble fort plausible de croire que ces auteurs ont choisi Mercier à l'appui de leur thèse plutôt que tout autre premier ministre québécois de la fin du XIX^e siècle, surtout à cause du fait que ce dernier est le plus connu, celui le plus fréquemment évoqué dans le discours historiographique en général. Au demeurant, cette troisième image de Mercier qui émerge des écrits historiques parus depuis vingt ans, s'avère fort minoritaire comparativement aux deux autres.

Il existe enfin toute une série de jugements globaux sur Mercier qui parsèment le discours historiographique depuis 1960, et que nous avons délibérément omis de présenter à venir jusqu'à maintenant. Il s'agit, en un mot, des "défauts" imputés à Mercier par les historiens, soit son autoritarisme et sa mégalomanie. Contentons-nous de signaler que leurs occurrences augmentent sensiblement par rapport aux deux phases de pro-

duction historiographique antérieures, surtout si l'on tient compte des narrations d'événements particuliers. De plus, ces défauts attribués à Mercier sont évoqués - tantôt son autoritarisme, tantôt sa mégalomanie, tantôt les deux à la fois - dans des écrits historiques véhiculant chacune des trois images dont les traits majeurs viennent d'être reconstitués.⁹

En somme, le discours historiographique projette donc; depuis vingt ans, un portrait pour ainsi dire lézardé de Mercier. Autrement dit, les historiens soumettent concurremment trois Honoré Mercier au souvenir collectif: un Mercier patriote, un Mercier nationaliste (conservateur *et* libéral, fédéraliste *et* indépendantiste), et un Mercier capitalo-bourgeois.

* * * * *

⁹"Mercier perdit toute prudence à mesure que le pouvoir le rendait plus dominateur"; "Mercier, mégalomane par tempérament /.../"; "On n'intimidera pas Mercier; il gouverne seul, en proconsul"; "L'adulation dont il est l'objet lui monte à la tête", et ainsi de suite. La formulation varie au gré de l'inspiration des auteurs, mais la double tare ne s'efface point. Parmi les écrits historiques comportant de telles allégations; limitons-nous à signaler ceux qui, tout en étant représentatifs de chacune des images de Mercier, érigent ces allégations en jugements de valeur globaux: en ce qui concerne l'image traditionnelle, certains ouvrages de Rumilly (Rumilly 1975: 62; 1975b, 2: 32, 64, 79, 101, 164, 167, 195-196, 214-215, 223); en ce qui a trait aux deux variantes de la seconde image, les travaux de Jean Hamelin, Marcel Hamelin et Jacques Letarte, et ceux de Jean Hamelin et de Mason Wade (Hamelin, Hamelin et Letarte 1960: 21; Hamelin 1967: 41, 46; 1968: 382; Wade c1963, 1: 461); enfin, en ce qui concerne la dernière image, la biographie du curé Labelle par Lévesque et Migner (Lévesque et Migner 1979: 174).

BILANLe symbole "Mercier", 1894-1940.

Peu après le décès de Mercier, les hommes politiques et les journalistes commencèrent à diffuser son souvenir. Pendant quelques années, deux images différentes de Mercier coexistèrent dans les discours politique et idéologique; une première image, négative, projetée par d'anciens adversaires politiques de l'ex-premier ministre, et une seconde, positive, répandue par ses ex-collaborateurs. Il fallut moins de vingt ans cependant pour que l'image positive s'impose. Au cours de cette même période, les évocations de Mercier dans les discours tendirent peu à peu à l'assimiler au patriotisme canadien-français. Si bien qu'au début des années 1910, l'unanimité était faite entre les deux palliers de discours, politique et idéologique: Mercier incarnait désormais le patriotisme. Au cours des décennies subséquentes, si le patriotisme ne revêtit pas toujours la même signification, la valeur symbolique de Mercier, elle, demeura intacte; il ne cessa pas d'incarner le patriotisme.

Depuis le début du siècle jusqu'à la veille de 1940 environ, le discours politique et idéologique n'a rappelé, en évoquant Mercier, qu'un nombre passablement limité de ses réalisations en tant que premier ministre: le règlement de la question des biens des jésuites, la promotion de l'instruction par la création des écoles du soir, l'encouragement de l'agriculture, de la colonisation et de la voirie par la création de

l'Ordre du Mérite agricole et par le parachèvement du chemin de fer entre Québec et le Lac Saint-Jean, la tenue de la première conférence interprovinciale, et la reprise de la coopération financière entre le Québec et la France. De plus, la diffusion de son souvenir s'articulait aussi sur quelques-unes de ses idées maîtresses, de ses "réalisations" oratoires. Son appel à l'union des Canadiens français demeurait sans contredit le mot d'ordre le plus fréquemment évoqué dans sa formule originelle: "Cessons nos luttes fratricides, unissons-nous". Quant aux autres idées jadis prônées par Mercier et reprises occasionnellement par ceux qui remémoreraient son souvenir, elles se peuvent réduire aux thèmes suivants: nécessité de répandre l'instruction publique, fierté d'être Canadien français, défense des droits des Canadiens français, de leur foi et surtout de leur langue, rêve de grandeur pour la race canadienne-française en Amérique, et "Emparons-nous du sol".

Toutes ces réalisations et tous ces mots d'ordre ne furent évidemment pas rappelés chaque fois qu'un homme politique ou un journaliste raviva le souvenir de Mercier; selon les circonstances, l'orateur ou l'écrivain mettait l'accent sur l'une ou l'autre des réalisations de l'ex-premier ministre, soulignait l'un ou l'autre élément de sa pensée. Mais l'ensemble du discours politique et idéologique exprimé au cours de cette période contient la somme de ces réalisations et de ces pensées de Mercier.

A partir de 1940, les mesures que Mercier avait jadis adoptées se firent plus nombreuses qu'auparavant dans le discours politique et idéologique, même si son image continuait de graviter essentiellement autour de ses réalisations dans les domaines de l'agriculture, de la colonisation et de l'instruction. Sans négliger le règlement de la question des

biens des jésuites ni la création des écoles du soir, on évoquait plusieurs de ses actes considérés comme bénéfiques pour l'agriculture et la colonisation: création d'un ministère de l'Agriculture et de la Colonisation, nomination du curé Labelle au poste de sous-ministre, création de l'Ordre du Mérite agricole, visite au Lac Saint-Jean, octroi gratuit d'une terre de cent acres aux parents de douze enfants vivants, don de voies ferrées aux défricheurs, réserves forestières enlevées aux grandes compagnies forestières pour être mises au service de la colonisation. On ne manquait pas non plus de souligner le caractère patriotique de sa politique: formation d'un cabinet national, dénonciation des empiètements du fédéral dans le domaine provincial, convocation d'une conférence interprovinciale, consolidation de la dette, obtention d'une augmentation du subside fédéral, octroi de \$10 000 à l'université de Toronto, agrandissement du territoire de la province, réorganisation des "services publics", fusion de l'Ecole de Médecine Victoria de Montréal avec la Faculté de Médecine de l'université Laval, voyages en Europe où Mercier fut accueilli en chef d'Etat.

Le discours politique et idéologique des années 1940 imputait toujours à Mercier une pensée fondamentalement patriotique, mais qui ne s'appuyait plus tout à fait sur les mêmes idées maîtresses que celles évoquées antérieurement. Certes, le "Cessons nos luttes fratricides, unissons-nous" subsistait, mais ses rappels se faisaient moins fréquents, aux dépens d'un autre mot d'ordre légué par Mercier: "Restez catholiques et français". Mercier continuait néanmoins d'être perçu comme ayant été un défenseur éloquent des droits des Canadiens français tout comme on le citait en exemple parce qu'il avait su affirmer sa fierté d'être Canadien français.

Par contre, on signalait aussi que son patriotisme "éclairé" l'avait amené à prédire la conscription, et que cette même clairvoyance lui avait permis de comprendre que l'avenir du peuple canadien-français était intimement lié à l'agrandissement de son domaine agricole, plutôt qu'à son expansion hors du territoire québécois.

Ainsi, même si le patriotisme vers 1940 ne semble plus revêtir tout à fait la même signification qu'à la veille de la première guerre mondiale, "Mercier", lui, n'en paraît pas affecté pour autant: il continue de symboliser le patriotisme. Cette valeur hautement symbolique de Mercier est encore corroborée d'ailleurs par le fait que des orateurs appartenant aux diverses formations politiques de cette époque l'ont évoqué et invoqué, s'en sont tour à tour réclamés.

Le personnage historique Mercier, 1890-1979.

Parallèlement aux discours politique et idéologique, le discours historiographique a largement contribué lui aussi à entretenir le souvenir de Mercier depuis 90 ans et ce, sans cesse et de plus en plus intensément à mesure que le siècle s'est écoulé. Bien que le discours historiographique portant sur Mercier ait été forgé par un nombre relativement élevé d'auteurs (293), moins d'une vingtaine d'historiens ont concouru très majoritairement à raviver son souvenir.¹ En outre, Mercier a été évoqué dans

¹Rappelons qu'il s'agit, par ordre d'importance selon le nombre de travaux rédigés par chacun, des historiens suivants: Robert Rumilly, Pierre Savard, Laurent-Olivier David, Louis-Philippe Audet, Jean Bruchési, Séraphin Marion, Jean Hamelin, Jean-Charles Bonenfant, Elie-Joseph Auclair, Pierre-Georges Roy, le gouvernement du Québec, Lionel Groulx, Victor Morin, Camille Roy, Marcel Hamelin, Marc La Terreur, Jean-Jacques Lefebvre et Gérard Parizeau.

un grand nombre d'écrits à caractère historique (478)², et dans des travaux de tous les genres historiques (synthèses générales, synthèses spécialisées, monographies et instruments de travail), même s'il a été rappelé le plus souvent dans des monographies individuelles (surtout des biographies) et thématiques, ces deux dernières catégories comptant pour plus de la moitié (54%) de tous les travaux historiques l'ayant mentionné.

De plus, la diffusion du souvenir de Mercier par les historiens depuis 1890 s'est accompagnée de la divulgation d'une importante quantité d'événements historiques reliés à ce premier ministre québécois (664), mais près de 60% de tous ces événements ont été dévoilés à l'occasion de la publication de seulement sept des 478 écrits l'ayant évoqué; Robert Rumilly a rédigé trois de ces ouvrages, les autres étant de la plume de Joseph-Israël Tarte, J.-R. Miller, Charles Langelier et Napoléon Legendre. Parfois aussi, des auteurs ont fourni des faits inédits concernant des événements historiques déjà connus au moment où ils écrivaient, de sorte qu'au total, le discours historiographique a révélé 1 157 éléments de connaissance historique relatifs à Mercier et à son administration. Cependant, seulement 157 des 478 écrits historiques mentionnant Mercier ont apporté au moins un élément de connaissance historique à son sujet, en tant que premier ministre. De plus, 60,5% de tout le développement de ces connaissances est imputable à quatre historiens: Robert Rumilly, Charles

² Deux autres écrits historiques mentionnant Mercier, dont nous avons pris connaissance après avoir complété notre analyse, portent ce total à 480. Le contenu de ces deux ouvrages - une brève monographie de Sainte-Anne-de-la-Pérade par Albert Tessier (1972) et une étude sur *La maison traditionnelle au Québec* par Michel Lessard et Gilles Villandré (1974) - n'altère cependant pas les résultats obtenus en ce qui concerne l'évolution des connaissances historiques relatives à l'administration Mercier ni l'image de ce dernier transmise par le discours historiographique.

Langelier, Joseph-Israël Tarte et J.R. Miller. La majorité des apports inédits étant concentrés dans un nombre limité de travaux historiques, le discours historiographique portant sur Mercier s'avère donc, dans l'ensemble, hautement répétitif.

Depuis bientôt un siècle, les historiens ont nettement privilégié un nombre passablement limité d'événements relatifs à l'administration Mercier (24), pour les avoir rappelés dans leurs travaux plus fréquemment que tous les autres. Ces derniers événements constituent par le fait même les fondements historiques de connaissance d'où procèdent les trois représentations de Mercier propagées par le discours historiographique. Formulée dans un langage fort louangeur et ne comportant pas de variante négative, une première image de Mercier façonnée par les historiens gravite autour des concepts de "patrie" et de "patriotisme". Une seconde représentation de Mercier mise de l'avant par les historiens prend appui sur les notions de "nation" et de "nationalisme"; privilégiant l'idée de l'autonomie provinciale, cette seconde image comporte une facette à connotation relativement positive exprimée en un langage passablement neutre, et une facette négative au vocabulaire émotif. Une troisième image de Mercier émanant des travaux historiques, négative et exposée sur un ton quasi accusateur, s'articule sur les concepts de "capitalisme" et de "bourgeoisie", eux-mêmes sous-tendus par l'idée de la lutte des classes.

Dans une perspective diachronique, le discours historiographique portant sur Mercier s'est développé en trois étapes successives. La plus longue sur le plan temporel pour englober la moitié des 90 ans de production historiographique à l'étude, la première étape couvre les années

1890 à 1934. Cette étape demeure par contre la moins riche des trois en terme de production de travaux historiques mentionnant Mercier, puisqu'elle ne fournit que 19% de ceux-ci. Des 60 auteurs ayant rédigé des travaux évoquant Mercier au cours de ces 45 années, sept ont contribué davantage à diffuser son souvenir, pour avoir composé plus du tiers de tous les travaux: Laurent-Olivier David, Pierre-Georges Roy, Elie-Joseph Auclair, Camille Roy, Georges Bellerive, Alfred-Duclos De Celles et Alfred Pel-land. Les historiens de cette période ont affiché une nette propension pour les instruments de travail, plus particulièrement pour les recueils biographiques, ainsi que pour les monographies thématiques. Envisagée sous l'angle du développement des connaissances historiques, cette première étape s'avère assez fertile car elle a révélé 27% de tous les apports inédits dévoilés dans l'ensemble du discours historiographique.

Cependant, deux historiens ont fourni à eux seuls 40% de tout ce progrès des connaissances: Charles Langelier et Joseph-Israël Tarte. Le discours historiographique portant sur Mercier formulé pendant cette première phase, présente aussi une particularité au cours des années 1907 à 1912: la quantité d'écrits historiques rappelant Mercier est plus élevée et les connaissances historiques le concernant enregistrent leurs plus notables progrès. Enfin, les historiens de cette première période projettent unanimement une image favorable et même louangeuse de Mercier. A leurs yeux, le passage de ce dernier au pouvoir s'est traduit par un élan incontestable pour la province de Québec; ayant constamment cherché à défendre les droits des Canadiens français et à développer la province pour lui assurer une place prépondérante au sein de la Confédération, Mercier leur apparaît comme un dirigeant politique hors pair, un

chef véritablement national, un patriote ardent, habile et dévoué.

En 1935, le discours historiographique portant sur Mercier amorce une deuxième étape qui se prolonge jusqu'en 1959. Pendant ce quart de siècle, 27% des travaux historiques mentionnant Mercier voient le jour. Ceux-ci ont été rédigés par 86 auteurs, mais trois historiens cumulent à eux seuls plus du tiers de cette production: Robert Rumilly, Jean Bruchési et Victor Morin. Durant cette période, le souvenir de Mercier a été transmis surtout par le biais de synthèses générales et de biographies, ces deux genres comptant pour près de la moitié de tous les ouvrages historiques parus. En outre, deux nouveaux types d'écrits historiques s'intègrent au discours historiographique évoquant Mercier: des ouvrages composés en collaboration et des travaux de nature académique. Les connaissances historiques concernant l'administration Mercier augmentent notablement au cours de cette deuxième étape pour enregistrer 41% de leur progrès total, grâce surtout aux travaux de Robert Rumilly qui contiennent à eux seuls 84,6% de tous les apports inédits. En outre, le moment le plus intense du discours historiographique se situe pendant les années 1935 à 1941, tant en ce qui a trait à la quantité de travaux rappelant le souvenir de Mercier qu'en ce qui touche le progrès des connaissances historiques. Enfin, l'image de Mercier propagée par les historiens entre 1935 et 1959, n'est en fait qu'une reprise amplifiée de celle projetée au cours de l'étape précédente, la seule différence un tant soit peu significative concernant la désignation de la défense des droits des Canadiens français par Mercier, qui se mue en défense de l'autonomie provinciale.

Commencée en 1960, la dernière étape du discours historiographique

est la plus féconde en terme de production, 54% de tous les écrits historiques évoquant Mercier ayant été rédigés au cours des vingt dernières années. Bien que 178 historiens aient participé à l'élaboration de ces travaux, un nombre relativement restreint d'entre eux, soit 17, ont assumé la rédaction de plus du tiers des écrits: Louis-Philippe Audet, Jean-Charles Bonenfant, Jean Hamelin, Séraphin Marion, Robert Rumilly, Pierre Savard, André Beaulieu, Jean-Paul Bernard, Marcel Caya, Andrée Désilets, Marcel Hamelin, André Labarrère-Paulé, Marc La Terreur, Jean-Jacques Lefebvre, Gérard Parizeau, et les gouvernements du Canada et du Québec. En général, le nom de Mercier revient beaucoup plus souvent dans des monographies thématiques et dans des biographies, ces deux genres historiques rassemblant plus de la moitié des titres produits. Compte tenu de la grande quantité de travaux parus, les derniers vingt ans de production historiographique constituent la phase la moins riche sur le plan de l'évolution des connaissances historiques, car elle ne contribue que pour 32% à leur développement. A ce chapitre, deux historiens se distinguent nettement pour avoir apporté près de la moitié de tous les nouveaux éléments de connaissance, soit 46,7%: Robert Rumilly, qui en a dévoilé plus du tiers, et J. R. Miller. A compter de 1960 enfin, le discours historiographique affiche une nouvelle caractéristique en ce qui a trait à la représentation de Mercier; l'unanimité qui avait eu cours jusqu'alors parmi les historiens est rompue, de sorte qu'ils projettent désormais non plus une, mais bien trois images de l'ex-premier ministre. D'aucuns continuent à le dépeindre, pour ainsi dire, avec son costume traditionnel, celui aux couleurs patriotiques dont l'ont revêtu les historiens au tournant du siècle et qu'il n'a jamais cessé de porter depuis.

Simultanément, d'autres historiens brossent un nouveau portrait de Mercier qui tend d'ailleurs à reléguer le premier aux oubliettes, pour être plus largement diffusé. Selon eux, l'importance historique de Mercier tient essentiellement à ses idées et à sa politique autonomistes, qu'ils assimilent invariablement au nationalisme canadien-français ou québécois. C'est sans doute pour cette raison d'ailleurs que ce nouveau portrait de Mercier comporte à la fois un volet positif et un autre, négatif, et qu'il contient aussi des allégations parfois contradictoires, à l'effet que la politique merciériste aurait été conservatrice et libérale, fédéraliste et indépendantiste. D'autre part, quelques auteurs s'inscrivent en faux contre ces deux portraits de Mercier - le traditionnel et le nouveau, le Mercier patriote et le Mercier nationaliste. Adoptant un nouvel angle de prise de vue - celui de la lutte des classes - ils réévaluent et réinterprètent l'administration Mercier pour conclure qu'elle ne se distingue en rien de celles qui l'ont précédé ou qui lui ont succédé, car elle fut elle aussi capitaliste.

* * * * *

CONCLUSION

Entre les discours politique et idéologique d'une part, et le discours historiographique d'autre part, il existe de nettes différences. A l'origine, les hommes politiques et les journalistes qui évoquent Mercier en propagent concurremment deux images, l'une favorable, l'autre pas, et ils mettent quelque temps à abandonner l'image défavorable pour ne plus répandre que la première. Par contre, les historiens sont unanimes dès le début pour diffuser une seule et même image, louangeuse, de l'ex-premier ministre. En rappelant le souvenir de Mercier, les discours politique et idéologique remémorent quelques-unes de ses réalisations en tant que premier ministre, mais celles-ci demeurent infiniment moins nombreuses que les événements et les faits de même nature contenus dans le discours historiographique. Enfin, hommes politiques, journalistes et orateurs de circonstance lors de cérémonies commémoratives se contentent d'évoquer et d'invoquer Mercier, tandis que les historiens tendent en général à le comprendre et à l'expliquer, même si ce dernier aspect n'a pas été illustré au cours de notre étude.

Mais ce qui nous semble beaucoup plus significatif que ces différences, ce sont au contraire les similitudes que l'on retrouve entre les discours politique, idéologique et historiographique. En premier lieu, leurs rythmes coïncident singulièrement, du moins pendant la première moitié du siècle. On observe en effet une nette recrudescence des évoca-

tions de Mercier dans les discours politique et idéologique au cours des années 1907 à 1912 et 1935 à 1941; parallèlement, le nombre de travaux historiques mentionnant Mercier atteint des sommets et le développement des connaissances se fait plus intense au cours de ces mêmes années. Nous y voyons, en ce qui nous concerne, un phénomène intéressant pour ceux qui s'intéressent plus particulièrement à la sociologie de la connaissance historique.

En second lieu, les historiens, même s'ils ont dévoilé une quantité appréciable d'événements historiques relatifs à l'administration Mercier, n'en continuent pas moins depuis 90 ans de s'appuyer sur un nombre limité de ses réalisations pour l'interpréter et l'évaluer, et ces réalisations correspondent, à quelques exceptions près, à celles évoquées dans les discours politique et idéologique jusqu'au milieu des années 1940.

Enfin - et c'est là sans aucun doute la ressemblance la plus frappante entre les divers palliers de discours - l'image de Mercier forgée par les hommes politiques, les journalistes et les orateurs de circonstance jusqu'au milieu des années 1940 n'est, somme toute, que l'expression de la quintessence du patriotisme; or, l'importance historique de Mercier aux yeux des historiens réside aussi dans l'intensité de son patriotisme, et ce, jusqu'en 1960 environ. Et même depuis cette date, la nouvelle image de Mercier transmise par le discours historiographique - la dominante, celle du Mercier nationaliste - procède en réalité du Mercier patriote, n'est que l'accentuation d'un des traits majeurs de ce patriotisme: la défense de l'autonomie provinciale.

Tant que Mercier a été perçu par les historiens comme ayant été une incarnation du patriotisme, ceux-ci l'ont dépeint en termes admiratifs

et louangeurs et ce, unanimement, le patriotisme étant universellement reconnu comme une valeur positive en soi, une vertu civique et sociale souhaitable. Mais dès qu'ils ont commencé à associer le nom de Mercier au nationalisme plutôt qu'au patriotisme, l'unanimité s'est rompue, son image s'est ternie, s'est accompagnée d'une facette négative. Pourtant, les historiens n'en ont pas moins continué à l'interpréter à la lumière des mêmes réalisations qu'auparavant. En fait, les jugements positifs et négatifs portés sur Mercier depuis une vingtaine d'années par ces historiens ne découlent pas tant de ce qu'il fut réellement sur le plan historique, mais plutôt de ce qu'il représente à leurs yeux: selon qu'ils endossent ou au contraire rejettent le nationalisme dont il est devenu l'incarnation, ces historiens évaluent positivement ou négativement son administration. Ce processus d'élaboration des interprétations et des jugements de valeur globaux que l'on retrouve au sein du discours historiographique jusqu'à aujourd'hui, ressemble pour le moins étrangement à celui qui a eu cours dans les discours politique et idéologique de la première moitié du siècle: Mercier est perçu et ses images sont façonnées en vertu de ce qu'il symbolise.

Ajoutons qu'à notre avis, une analyse approfondie de la perception par les historiens de chacun des actes de l'administration Mercier viendrait confirmer ce constat, plutôt que l'infirmier. Par exemple, un très grand nombre de mesures législatives adoptées par le gouvernement Mercier a été souligné dans le discours historiographique, mais en aucun cas cette législation n'a encore été évaluée à la lumière de son impact à long terme sur le développement de la société. Et ce, nonobstant les affirmations - fort nombreuses par ailleurs - formulées par les historiens dans leurs

narrations, du genre de celle-ci:

En 1887, les pressions des colonisateurs semblent aboutir, et une politique de colonisation sera instituée. La création du ministère de l'agriculture et de la colonisation et sa prise en charge par Mercier lui-même, la construction du chemin de fer du Lac St-Jean et la concession d'une terre de 100 acres aux parents de 12 enfants, l'augmentation des octrois aux sociétés de colonisation et à la construction des chemins de colonisation en sont les caractéristiques essentielles. Peut-on parler de bonne politique? Nous ne le croyons pas surtout en ce qui concerne la concession de terre aux parents de 12 enfants. En effet, à une époque où le Québec avait un surplus de population, on favorisait ainsi la natalité. C'était là une politique à courte vue. Au chapitre des réalisations, la récolte est assez maigre si l'on tient compte des efforts et des énergies qui furent engagées dans cette entreprise (Gosselin 1969: 122-123).

Jusqu'à quel point cette loi a-t-elle réellement favorisé la natalité? Nul ne le sait. Quels ont été les résultats soi-disant maigres de cette politique? Encore là, aucun historien ne les a soupesés^s à venir jusqu'à présent. Quant aux "efforts et aux énergies engagés dans cette entreprise", bien malin celui qui en trouvera une trace quelconque dans les 478 travaux historiques mentionnant Mercier rédigés à ce jour.

Spécifions qu'il ne s'agit pas là d'un cas unique. De toutes les mesures législatives du gouvernement Mercier, seule la loi réglant la question des biens des jésuites a été analysée un peu plus en profondeur. Et encore, est-ce surtout sous l'angle de la réaction des anglophones et celui de la façon habile dont Mercier l'a fait adopter; on ignore toujours, par exemple, si ce règlement, du strict point de vue financier, constituait une "bonne affaire" pour le gouvernement. En somme, les historiens ont supputé l'importance de la législation de l'administration Mercier en se basant sur le libellé de ses lois, plutôt que sur leur influence réelle.

Et ils ont d'ailleurs agi de la même façon en ce qui concerne les gestes de l'administration Mercier qui ne relèvent pas à proprement parler de sa législation. Prenons pour exemple la nomination du curé Labelle au poste de sous-ministre, geste que le discours historiographique a interprété inlassablement comme ayant été bénéfique pour le développement de la colonisation, alors qu'en réalité il n'en fut rien, comme vient de le révéler une étude historique toute récente:

En fait, le "curé-colonisateur" s'est assez peu intéressé à la colonisation comme telle lors de son séjour au MAC /ministère de l'Agriculture et de la Colonisation/. Si les documents relatifs à l'administration du sous-ministre abondent pour ce qui touche à l'agriculture et à l'immigration, on n'y trouve presque rien en matière de colonisation (Migner 1978: 89-90).

Et que penser de l'importance réelle de la création des écoles du soir qui, à force d'être répétée par le discours historiographique, semble avoir acquis l'apparence d'une vérité incontestable, alors que nous savons à peine à quel moment elles furent inaugurées et que nous ignorons toujours tout quant à leur mode de fonctionnement et à leur impact?

Il ne nous paraît donc pas exagéré de conclure que le discours historiographique a largement contribué à faire de Mercier un personnage légendaire. De plus, nous croyons que cette légende de Mercier continuera d'être entretenue par le discours historiographique tant et aussi longtemps que les historiens eux-mêmes ne se dégageront pas de l'influence des travaux de Robert Rumilly.

Les divers résultats de l'analyse quantitative du discours historiographique que nous avons effectuée reflètent éloquemment l'influence de cet auteur. Non seulement celui-ci domine-t-il sur le plan de la production pour avoir fourni 44 des 478 travaux historiques mentionnant Mercier,

dont les deux biographies les plus exhaustives consacrées à ce personnage, mais encore a-t-il révélé à lui seul presque la moitié de tout le savoir historique concernant l'administration de ce premier ministre (45%). De plus, sa prépondérance s'est fait ressentir pendant un temps appréciable, en fait, durant précisément la moitié des 90 années de production historiographique que nous avons étudiées.

L'influence de Rumilly remonte à sa première biographie de Mercier publiée en 1936¹ et davantage encore aux deux tomes de son *Histoire de la province de Québec* portant sur la période où Mercier fut au pouvoir, parus cinq ans plus tard. Par la suite, les historiens se sont inspirés de ces ouvrages et d'une manière sans cesse croissante, si bien que depuis 1960, rares sont les travaux historiques dont les narrations concernant l'administration Mercier ne sont pas empruntées à Rumilly.² Ce faisant, les historiens ne font qu'accréditer la légende de Mercier, à leur insu sans doute. Car non seulement ils privilégient ainsi des événements sé-

¹D'ailleurs, cet ouvrage de Rumilly n'a pas seulement influer sur les travaux historiques subséquents. Il paraît évident en effet, que les discours politique et idéologique formulés au cours des années qui ont suivi sa parution s'en sont largement inspirés; les réalisations de Mercier remémorées dans ces discours, et qui sont énumérées dans la première partie du bilan qui précède la présente conclusion, sont celles-là même sur lesquelles Rumilly a mis le plus d'emphase dans sa biographie de Mercier.

²L'augmentation sensible de l'influence de Rumilly à compter de 1960 surtout, pourrait trouver une explication dans la nature même du discours historiographique, qui est dominé depuis par les monographies thématiques. Leurs auteurs, dans le but de resituer leurs sujets d'étude dans un contexte historique plus général, recourent le plus souvent à Rumilly. D'ailleurs, la même pratique se retrouve au niveau de la rédaction des synthèses spécialisées comme celle de L.-P. Audet sur l'histoire de l'enseignement, par exemple, et même de synthèses générales comme celle de Mason Wade qui n'est qu'un résumé de l'*Histoire de la province de Québec* de Rumilly, en ce qui a trait du moins à la période où Mercier fut au pouvoir.

lectionnés par cet auteur, mais ils adoptent du même coup, plus souvent qu'autrement, les explications qu'il a lui-même avancées concernant ces mêmes événements. Or, nous n'hésitons pas à affirmer que la sélection des événements historiquement "importants" effectuée par Rumilly repose en définitive sur les impressions personnelles d'individus ayant vécu ou subi l'administration Mercier.³ De plus, les explications fournies par cet historien correspondent dans la majorité des cas à celles formulées par ces mêmes témoins. En fait, Rumilly ne démontre guère l'importance historique des gestes posés par Mercier et son administration, il l'affirme. Et aussi longtemps que le discours historiographique reprendra ces affirmations à son compte, la légende de Mercier persistera.

³ Après les journaux de l'époque, la principale source utilisée par Rumilly consiste en souvenirs de contemporains de Mercier, qu'il a lui-même recueillis, comme il l'indique parfois d'ailleurs.

PROLOGUE

Depuis quelques années, l'historiographie psychiatrique est arrivée à un tournant décisif [...]. Une des manifestations de ce changement d'orientation a été le symposium tenu à l'université de Yale en avril 1967, consacré aux problèmes méthodologiques en histoire psychiatrique. Les plus sévères critiques y ont été formulées à l'égard de la méthodologie traditionnelle. On lui a reproché de pécher par deux travers principaux:

Le premier est le "culté des héros". Un personnage est pris comme point central de la perspective et toute l'histoire est perçue à partir de ce point [...]. Le second travers est le recours sans critique à des sources de deuxième, troisième ou dixième ordre en négligeant les sources primaires. La combinaison de ces deux défauts méthodologiques entraîne inévitablement la formation de légendes [...]. (Ellenberger 1978: 181-182).

* * *

APPENDICE ABILAN DES CONNAISSANCES HISTORIQUES

Le calendrier événementiel présenté ici constitue le bilan de l'état des connaissances historiques sur Honoré Mercier et son administration, au 31 décembre 1979. Y apparaissent, dans l'ordre de leur déroulement chronologique, tous les événements que les historiens ont décrits ou rapportés comme étant reliés à Mercier et à son administration, depuis le jour où il devint premier ministre du Québec, le 27 janvier 1887, jusqu'à celui où il fut destitué, le 16 décembre 1891.

Chaque événement historique contenu dans chacun des 478 écrits analysés se retrouve par conséquent dans ce calendrier, à l'exception de ceux dévoilés par Honoré Mercier lui-même dans ses discours, à moins qu'ils n'aient été repris subséquemment par des historiens à leur propre compte. Les divers événements dévoilés au cours du procès intenté à Mercier en 1892 et qui se sont déroulés entre l'automne de 1890 et le printemps de 1891 sont aussi éliminés du présent calendrier; ils sont fort nombreux et très peu d'ouvrages historiques les ont narrés, depuis la publication intégrale des minutes du procès par Joseph-Israël Tarte en 1892. Sont enfin exclus de ce calendrier, les faits historiques rapportés dans des ouvrages comme s'étant déroulés entre 1887 et 1891, mais qui ne sont pas nommément reliés à Mercier et à son gouvernement par

leurs auteurs; c'est le cas, par exemple, de la partie historique du rapport de la commission d'enquête sur les relations entre le Dominion et les provinces, qui souligne à plusieurs reprises le rôle du gouvernement du Québec à cette époque, sans mentionner une seule fois le nom de Mercier.¹

Chaque entrée du calendrier comporte trois éléments: une date, une description de l'événement et une série de références, en caractères différents. La date est celle où l'événement décrit s'est déroulé. Dans bien des cas cependant - dans la majorité des cas, d'ailleurs - les historiens se sont contentés de fournir un vague point de repère chronologique pour l'un ou l'autre des événements qu'ils ont rapportés comme étant pertinents à l'administration Mercier. Il a toutefois été possible, grâce à d'autres sources, de resituer chronologiquement certains de ces événements; les précisions ainsi apportées apparaissent alors entre crochets, ce qui signifie par conséquent que ces renseignements n'appartiennent pas au discours historiographique comme tel. Les événements dont la date n'a pu être déterminée sont reportés à la fin de la période où ils ont pu se produire. Par exemple, Fleury signale qu'en 1887, le gouvernement Mercier a nommé P.-L. Tousignant au poste de shérif à Arthabaska, sans aucune autre précision; cet événement est donc inscrit, dans le calendrier, à la fin de l'année 1887, avec la mention "sans date" (Fleury 1961: 225).

¹Canada, Conseil exécutif, *Rapport de la Commission royale des relations entre le Dominion et les provinces*, t. 1: "Canada, 1867-1939", Ottawa, Imprimeur du Roi, 1940, VII-589p. Cet ouvrage, qui tait le nom de Mercier, n'en "personnalise" pas moins le gouvernement ontarien de la même époque, en mentionnant Mowat à plusieurs reprises. Une étude de certains silences du discours historiographique pourrait sans doute s'avérer... fort éloquente.

La description de chaque événement, bien que sommaire, vise à refléter l'ensemble des connaissances fournies par l'historiographie. Lorsqu'une description contient plusieurs éléments, ceux-ci ne se retrouvent pas nécessairement comme tels dans l'un ou l'autre ouvrage historique traitant de cet événement; elle constitue plutôt la somme de ce que les divers ouvrages en ont dit. Ainsi, la description insérée au calendrier sous la date du 28 octobre 1887, énumère dix des résolutions adoptées au cours de la conférence interprovinciale, alors qu'aucun des 28 écrits ayant abordé ce sujet ne les contient en entier: David en a signalé cinq, Rivet en a nommé quatre, dont deux non mentionnées par David, J.-Y. Morin en a précisé une autre qui n'avait jamais été signalée par d'autres auteurs avant lui, et ainsi de suite, de sorte que la description de cet événement apparaissant au calendrier tend à donner une vision d'ensemble de l'information émanant des divers travaux historiques (David 1911: 115; Morin 1970: 78; Rivet [1923]: 124). Vision d'ensemble, soulignons-le, plutôt que somme totale des connaissances. En effet, si tous les événements historiques contenus dans le discours historiographique global sont inclus dans le calendrier, certaines précisions sont néanmoins exclues de leurs descriptions, comme par exemple, les noms des vingt ministres ayant participé à la conférence interprovinciale. Enfin, lorsque des historiens ont présenté des versions divergentes ou contradictoires d'un même événement, celle offrant le plus haut taux de crédibilité a été retenue pour rédiger la description apparaissant au calendrier, les autres versions étant reportées en note infrapaginale.

Les références alignées à la suite de la description constituent une liste *exhaustive* des travaux historiques ayant mentionné cet évé-

ment. Quant aux auteurs dont les noms sont soulignés, ce sont ceux qui ont apporté un nouvel élément de connaissance factuelle concernant l'événement décrit, par rapport aux autres historiens ayant écrit avant eux à ce sujet. Afin de déterminer si plusieurs ouvrages publiés simultanément - c'est-à-dire au cours d'une même année - contenaient des apports nouveaux au niveau de la connaissance historique, chacun d'eux a été analysé indépendamment des autres et n'a été comparé qu'aux ouvrages parus antérieurement.¹

Une dernière remarque. Les deux premières entrées du calendrier événementiel diffèrent des suivantes. Sous la rubrique intitulée: "1840-1894: Honoré Mercier, avocat, journaliste, homme politique, orateur", est rassemblée la liste des écrits historiques parlant de Mercier sans mentionner quoi que ce soit au sujet de son administration, ni même le fait qu'il fut premier ministre. La seconde entrée fournit la liste des écrits qui, tout en signalant le passage de Mercier à la tête du gouvernement du Québec, ne fournissent aucune autre indication ayant trait à son administration.

* * * * *

¹Comment déterminer, par exemple, qui de Boissonnault ou de Rumilly a fait paraître le premier son étude mentionnant Mercier, au cours de l'année 1936? D'autant plus, d'ailleurs, que Rumilly en a publié trois au cours de cette même année, où il est fortement question de Mercier.

1840-1894. Mercier, avocat, journaliste, homme politique et orateur.¹

Roy 1904-1905; De Celles 1907a; Perreault 1908; Anonyme 1912; *Bulletin du parler français au Canada* 1912; Pelland 1912; Auclair 1917; Roy 1918; Pasquet 1919; De Celles 1920; Lemieux 1925; David 1926; Anonyme 1927a; Lemieux 1927; Masse 1930; Hébert 1932; Nantel 1933; Dandurand 1935; Bruchési 1935a; Chartier 1935; Hudon 1935; Lavergne 1935; Gleason 1936; Pot-1936; Audet 1939; H. M. 1939; Desjardins 1940; O'Bready 1940; Rumilly c1940; Chartier 1941; Maheux 1941; Rumilly c1941; Rumilly c1941b; Maheux 1942; Morisseau 1943; Lombard 1944; Maurault 1945; Trudel 1945; Lombard 1946; Bruchési 1948; Séguin 1948; Morin 1949; Groulx 1950; Robert 1950; Auclair 1952; Bruchési 1952; Brunet 1952; Falardeau 1953; Klinck 1953; M. Lamontagne 1954; Tessier 1954; Morin 1958; Audet 1959; Audet 1960; Desgagnés 1960; Falardeau 1961; Hamelin et Hamelin 1962; Rumilly 1962; Bergeron 1963; Falardeau 1963; Labarrère-Paulé 1963; La Terreur 1963; Charland 1964; Dionne 1964; Thériault 1965; Beaulieu et Hamelin 1966; Falardeau 1966; Marion 1966; Montminy 1966; Angers 1967; Aquin 1967; Desrosiers 1967; Marion 1967; Ménard 1967; Savard 1967b; Savard 1967e; Frégault 1968; Gervais 1968; Orban 1968; RAQ 1968; Angers 1969; Bertrand 1969; Jain et Trudel 1969; Lavallée 1969; Rumilly 1969; Desrosiers et Héroux 1970; Gaboury 1970; Bernard 1971; Bernard 1971a; Bossé 1971; Bouchard 1971; Canada 1971; Hamel 1971; Genes, 1972; Hamelin 1972; Hébert 1972; Québec 1972; Ryerson 1972; Sylvain 1972; Trépanier 1972; Auclair 1973; Beaulieu 1973; Caya 1973; Parizeau 1973; Fillion 1974; Hamelin 1974; Tremblay 1974; Canada 1975; Caya 1975; A. Desjardins 1975; Ouellet 1975; Parizeau 1976; Ducrocq-Poirier 1977; Rumilly 1977; Carrier et Vachon 1978.

* * * * *

¹Cette entrée rassemble la liste des écrits historiques parlant de Mercier sans mentionner quoi que ce soit au sujet de son administration, ni même le fait qu'il fut premier ministre.

1887-1891. Mercier, premier ministre de la province de Québec.^{1a}

Bibaud 1891; X... 1895; David 1905; Roy 1906; Siegfried 1906; Audet 1908; David 1909; David 1919; Fournier 1922; Magnan 1922; Québec 1926; Audet 1927; Roy 1930; Bruchési 1937; P.-H. B. 1937; Dessaulles 1939; Lanctôt 1941; RAQ 1943; Roy 1945; Morin 1947; Viatte 1954; Rumilly 1955a; Desgagnés 1961; Audet 1963; Lefebvre 1963; Barnard 1964; Traversy 1964; Brault 1965; Lefebvre 1965; Bonenfant et Sabourin 1967; Campeau 1967; Giroux 1967; Savard 1967a; La Terreur 1968; Lefebvre 1968; Vallières 1968; Bernard 1969; Chaloult 1969; Durocher 1969; Drollet 1970; Plante 1970; Sabourin 1970; Déziel 1971; Dupont 1972; Bourdages 1973; Lavallée 1973; Voisine 1974; Caya 1975a; Deslauriers 1978; Société historique de Québec 1980.

* * * * *

^{1a}Sont énumérés ici les écrits historiques qui, tout en signalant le passage de Mercier à la tête du gouvernement du Québec, ne fournissent aucune autre indication ayant trait à son administration. Lavallée écrit par ailleurs que Mercier fut premier ministre à compter de 1886 (1973: 168).

1887, 27 janvier. Ouverture, à Québec, de la première session de la sixième Législature. Louis-Olivier Taillon, premier ministre conservateur, se présente devant la Chambre avec un ministère incomplet. Il propose Narcisse-Edouard-Henri Faucher de Saint-Maurice comme candidat au poste de président de l'Assemblée, qui est battu par 36 voix contre 26. Mercier, chef de l'opposition, propose à son tour Félix-Gabriel Marchand, qui est élu par 35 voix contre 27. Taillon demande alors l'ajournement et voit sa proposition rejetée à nouveau. Mercier, après avoir sommé Taillon de dire s'il y a ou non un gouvernement, propose l'ajournement, qui est adopté. Mis en minorité, Taillon démissionne et Mercier est appelé à former le gouvernement.

Legendre 1892; Anonyme /1895/; Langelier 1909-1912, 1; David 1911; Rivet /1923/; Auclair 1930a; Bédard 1935; Boissonnault 1936; Rumilly 1936a; Rumilly 1936b; R.L. et P.V. 1940; Gouin 1941; Rumilly c1941c; Turgeon 1944; McGee /1948/; Rumilly 1951; Trépanier 1960-1962, 2 et 3; Audet, Malchelosse et Maurault 1962; Désilets 1967-1968; Hamelin, édit., 1967; Chevrier 1968; Lacoursière et Vaugeois 1968; Désilets 1969; Rumilly 1972; Rumilly 1975; Rumilly 1975b, 1; Cachat 1977; Lamarche 1977; Durocher, Linteau et Robert 1979; Fortin 1979.²

² Trois écrits fixent l'ouverture de la session et le renversement du gouvernement Taillon au 29 janvier (Trépanier 1960-1962, 3: 192; Désilets 1967-1968: 263-264; Désilets 1969: 380-381), deux autres au 26 janvier (Anonyme /1895/: 17; Rumilly 1936a: 67), tandis qu'un autre le date du 30 janvier (Gouin 1941: 69). D'autre part, c'est par un vote de 37 voix contre 27 que Faucher de Saint-Maurice fut battu selon Auclair (1930a: 84), de 37 voix contre 26 selon Boissonnault (1936: 132), et de 32 voix contre 27 selon Fortin (1979: 140).

1887, 29 janvier: Assermentation du cabinet Mercier, ainsi constitué: Mercier, premier ministre et procureur général; Pierre Garneau, commissaire des Terres de la Couronne; Joseph Shehyn, trésorier; Georges Duhamel, solliciteur général; Charles-Antoine-Ernest Gagnon, secrétaire et registraire; James McShane, ministre de l'Agriculture et des Travaux publics; David Alexander Ross et Henri-René-Arthur Turcotte, ministres sans portefeuille.

Legendre 1892; Tarte 1892; David 1894; Anonyme /1895/; Roy 1897; Desjardins 1902; Langelier 1909-1912, 1; David 1911; Frères des Ecoles chrétiennes 1914; David 1917; Rivet /1923/; David 1924; Auclair 1930a; Le Jeune 1931; Auclair 1933; Turcotte 1933; Farley et Lamarche 1935; Pacaud 1935; Boissonnault 1936; Roy 1936; Rumilly 1936; Rumilly 1936a; Rumilly 1936b; Institut généalogique Drouin 1938; Dandurand 1939; Soeurs de la Charité de Québec 1939; R.L. et P.V. 1940; Rumilly c1941c; Rumilly c1942; Rumilly c1942a; Rumilly c1942b; Rumilly 1943; Rumilly 1945c; Rumilly 1947; Institut généalogique Drouin 1948; Rumilly 1948; McGee /1948/; Beullac et Fabre-Surveyer 1949; Rumilly 1949; Groulx c1950; Rumilly 1951; Bertrand 1953; Lefebvre 1954; Perron 1955; Vien 1955; Québec 1956a, 1; Baillargeon c1957; Labelle 1958; Marquis 1958; Trépanier 1958; Létourneau 1959; Malchelosse 1959; Filteau 1960; Trépanier 1960-1962, 3; Fleury 1961; Audet, Malchelosse et Maurault 1962; Wade c1963, 1; Audet 1964; Beaulieu et Hamelin 1965; Bélanger 1965; Emard 1965; Hamelin, Hamelin et Huot 1965; Institut généalogique Drouin 1965; Labarrère-Paulé 1965; Parizeau 1965; Lacour-Gayet 1966; Beaudoin et Hamelin 1967; J. Hamelin 1967; Hamelin, édit., 1967; Orban 1967; Costisella 1968; Décary 1968; Désilets 1967-1968; Désilets 1968; Hamelin 1968; Lacoursière et Vaugois 1968; Schull 1968; Désilets 1969; Légaré 1969; Bergeron 1970; Lavergne 1970; Roy 1970; Savard 1970; Audet 1971; Bilodeau et al., 1971; Audet 1972; Canada 1972; Cornez 1972; Rumilly 1972; Bélanger 1973; Rumilly 1973, 1; Savard 1973; Dansereau 1974; Fournier 1974; Groulx 1970-1974, 1; Laloux-Jain 1974; Lavallée 1974; Miller 1974; Rumilly 1974; De Bonville 1975; Robert 1975; Rumilly 1975; Rumilly 1975a; Rumilly 1975b, 1; Hamelin, dir., 1976; Voisine 1976; Monière 1977; Durocher, Linteau et Robert 1979; Fortin 1979; Lévesque et Migner 1979; Québec 1979; Charbonneau 1980; Québec 1980.³

³Sont énumérés ici tous les écrits signalant *explicitement* l'avènement de Mercier au pouvoir. Parmi ceux-ci, huit affirment que Mercier

1887, 4 février. Marchand et Mercier sont l'objet d'une manifestation à leur arrivée à la gare de Saint-Jean. Ils sont reçus, à l'hôtel de ville, par James O'Caïn, président du Club National de Saint-Jean. Le même soir, Mercier se rend à Saint-Hyacinthe où il est accueilli par une ovation enthousiaste.

Fortin 1979.

1887, 7 février. Grande démonstration en l'honneur de Mercier à la gare de Lévis, à son arrivée de Montréal. Le maire de l'endroit lit une adresse de circonstance.

Roy 1932-1933, 3.

1887, [?] février. Mercier prête main forte à Wilfrid Laurier durant sa campagne électorale en vue des élections fédérales qui doivent se tenir le 22 février. Cléophas Beausoleil, associé de Mercier dans une étude légale, se porte candidat dans le comté de Berthier. Le nouveau premier ministre promet aux électeurs de ce comté l'appui de son gouvernement pour la construction d'un chemin de fer entre Saint-Félix-de-Valois et Saint-Gabriel-de-Brandon s'ils élisent Beausoleil.

devint premier ministre dès 1886 (David 1911: 250-251; Pacaud 1935: 56; Hamelin, Hamelin et Huot 1965: 77; Hamelin, édit., 1967: XIII; Costisella 1968: 227-228; Schull 1968: 158; Miller 1974: 485; Robert 1975: 145), trois autres qu'il le fut à compter du 27 janvier 1887 (Rumilly 1951: 44; Audet 1964: 231; Audet 1971: 221-222), et un dernier, le 23 février 1887 (Marquis 1958: 108). Deux autres auteurs écourtent son règne pour le faire accéder au pouvoir seulement en 1888 (Filteau 1960: 332; Labarrère-Paulé 1965: 389). En outre, Rumilly (1936a: 121) fait de Ross un procureur général plutôt qu'un ministre sans portefeuille, tandis que Trépanier (1958: 278) reporte la nomination de McShane comme ministre de l'Agriculture et des travaux publics en mars 1887.

Langelier 1909-1912, 1; Rumilly c1941c; Rumilly 1945c; Trépanier 1960-1962, 4; Hamelin, Hamelin et Huot 1965; Rumilly 1975b, 1; Lévesque et Migner 1979.⁴

1887, 12 février. Les cinq nouveaux ministres du cabinet Mercier, appelés à se présenter devant l'électorat, sont réélus par acclamation: Mercier dans le comté de Saint-Hyacinthe, McShane dans celui de Montréal-Centre, Shehyn dans celui de Québec-Est, Duhamel dans celui d'Iberville, et Gagnon dans celui de Kamouraska.

Legendre 1892; Rumilly 1936b; Rumilly c1941c; Rumilly 1975b, 1; Québec 1980.

1887, 15 février. Mercier, Shehyn, McShane et François Langelier prononcent des discours en faveur de Laurier, au cours d'une assemblée politique dans le comté de Québec-Est.

McGee /1948/.

1887, 16 février. Dans une lettre à l'abbé François Tétreau, du séminaire de Saint-Hyacinthe, Mercier reconnaît avoir plus besoin de sympathies que de félicitations, les circonstances où il accède au pouvoir étant des plus difficiles, surtout à cause de l'état lamentable des finances du gouvernement.

Rumilly 1975b, 1.

1887, 22 février. Beausoleil est élu député du comté de Berthier aux Communes.

Rumilly c1941c; Rumilly 1975b, 1.

1887, 24 février. Mercier écrit à Louis-Honoré Fréchette pour qu'il incite un de ses amis à intervenir auprès de Louis-Trefflé Dorais,

⁴Langelier écrit qu'à cette occasion, Mercier ajourna la date de son départ pour un voyage en Europe (1909-1912, 1: 264).

élu député conservateur indépendant de Nicolet et dont l'élection est contestée par le propre bureau d'avocats de Mercier. Le premier ministre s'engage à régler cette contestation si Dorais promet de soutenir son gouvernement.

Rumilly 1975b, 1.

1887, [?] février. Mercier choisit l'avocat Joseph Boivin pour secrétaire.

Roy 1936.

1887, [?] février-mars]. La première visite de Mercier, devenu premier ministre, est pour l'abbé Tétreau.

Rumilly 1975b, 1.

1887, [?] février-mars]. Mercier emprunte \$300 000 à la Banque de Montréal, pour liquider les frais des deux dernières campagnes électorales, la sienne qui s'est tenue en octobre 1886, et celle de Laurier.

Rumilly c1941c; Rumilly 1975b, 1.

1887, [?] février-mars]. Alfred Bonneau, comptable à la Banque de Saint-Jean, est nommé greffier-adjoint des comités parlementaires par le gouvernement Mercier.

Belisle 1911; Rumilly 1958.

1887, [?] février-mars]. Mercier destitue des fonctionnaires d'allégeance conservatrice pour les remplacer par des amis de son parti. Raymond Préfontaine et James W. Greenshield^s remplacent Joseph-Aldéric Ouimet et Charles Peers Davidson comme avocats de la Couronne, à Montréal; Charles Fitzpatrick et Louis-Philippe Pelletier remplacent James Dunbar et Joseph-Guillaume Bossé aux mêmes postes, à Québec; A.-Eudore Poirier succède à John Joseph Curran comme

prévôt des incendies, à Montréal. Alexandre Lacoste, qui s'appretait à partir pour Londres afin d'y plaider devant le Conseil Privé au nom du Québec, doit céder sa place à Christophe-Alphonse Geoffrion. W.-L. Languedoc, candidat conservateur défait dans le comté de Québec-Centre, perd son poste d'interprète à la Cour du Banc de la Reine, à Québec.

Rumilly c1941c; Rumilly c1942; Beullac et Fabre-Surveyer 1949; Rumilly 1975b, 1.; Charbonneau 1980.

1887, 5 mars. *Le Quotidien* (Lévis) s'amuse du fait que Mercier ait "lissé de côté le brillant député de Lévis", François-Xavier Lemieux, lors de la formation de son cabinet.

Désilets 1967-1968.

1887, 11 mars. Le président de la Compagnie du chemin de fer de Québec au Lac Saint-Jean, Théophile Ledroit, fait part de ses observations à Mercier en ce qui concerne le choix du terminus. Ledroit se dit prêt à endosser la recommandation de l'ingénieur-en-chef de la province, et à pousser la ligne jusqu'au port de la Métabetchouan ou encore jusqu'à Roberval. Il attire cependant l'attention du premier ministre sur le fait que le subside provincial n'est accordé à sa compagnie que pour une distance de 170 milles, alors que celle entre Québec et Roberval est de 184 milles. Ledroit demande aussi à Mercier l'autorisation de construire un embranchement de 30 milles depuis les environs du lac Edouard jusqu'à La Tuque, moyennant un octroi de terres de 8 000 acres par mille, afin de développer le territoire situé entre le Saint-Maurice et le Saguenay.

Gagnon 1967.

1887, 16 mars. Reprise des travaux parlementaires, à Québec. Dans le

discours du Trône, le gouvernement Mercier annonce, entre autres mesures, une révision entière des finances de la province, la convocation d'une conférence interprovinciale, l'amélioration du sort des colons, la création d'un ministère de la colonisation, la protection des terres de la Couronne, la mise en vigueur de nouveaux statuts, la modification du système de comptabilité du gouvernement, une réforme de l'administration de la justice, une redistribution des collèges électoraux, et la création d'une commission d'enquête sur les asiles d'aliénés.

Langelier 1909-1912, 1; Boissonnault 1936; Rumilly 1936b; Rumilly c1941c; Québec, 1956a, 1; Cook 1969; Rumilly 1975b, 1.⁵

1887, 18 mars. Prenant la parole au cours du débat sur l'adresse en réponse au discours du Trône, Mercier déclare: "En premier lieu, le gouvernement n'est pas un gouvernement libéral, mais national, et je suis ici comme chef du parti national." En réponse à une question soulevée par Taillon, Mercier affirme qu'il n'a pas l'intention d'abolir le Conseil législatif, mais plutôt d'en remplacer les membres actuels par "des hommes distingués". Il aborde aussi la question des *better terms* et croit nécessaire de réviser la constitution afin d'obtenir un octroi fédéral plus substantiel pour les provinces.

Pelland 1890; Anonyme [1895]; Langelier 1909-1912, 1; Bruchési c1935, 2; Boissonnault 1936; Rumilly 1936a; Rumilly 1936b; Rumilly c1941c; Beaulieu et Hamelin 1965; Rumilly 1975b, 1; Monière 1977.^{5a}

⁵Langelier affirme que Mercier annonça à la Chambre son projet de conférence interprovinciale, le 13 avril seulement (1909-1912, 1: 269).

^{5a}Beaulieu et Hamelin font remonter ce discours de Mercier à l'année 1877 (1965: 146).

1887, [?] mars. Pendant le débat sur l'adresse en réponse au discours du Trône, quatre députés conservateurs nationaux, Avila-Gonzalve Bourbonnais (Soulanges), Victor Gladu (Yamaska), Louis-Napoléon Larochelle (Dorchester) et Louis-Pierre-Paul Cardin (Richelieu), confirment leur adhésion au gouvernement national. Le député conservateur de Chicoutimi-Saguenay, Elie Saint-Hilaire, offre en outre son appui au gouvernement Mercier si ce dernier s'engage à parachever le chemin de fer du Lac Saint-Jean.

Rumilly 1936b; Rumilly c1941c; Rumilly 1975b, 1.

1887, [?] mars-avril]. Mercier demande une entrevue confidentielle à John Alexander Macdonald, premier ministre du Canada, dans le but de préparer une conférence du gouvernement fédéral et des gouvernements provinciaux. Macdonald refuse.

Rumilly c1941c; Rumilly 1975b, 1.

1887, [?] mars-avril]. A la suite de la découverte de fraudes commises sous l'administration précédente dans l'emploi des fonds destinés aux travaux de colonisation, Mercier fait incarcérer des fonctionnaires. Joseph-Israël Tarte produit, dans *Le Canadien* (Québec), un violent article contre le premier ministre au sujet de ces arrestations, et Mercier déclare celui-ci indigne de siéger dans la tribune de la presse, à l'Assemblée législative.

Rumilly 1936b; Rumilly c1941c; Rumilly 1975b, 1.

1887, [?] mars-avril]. Mercier fait adopter une loi l'autorisant à effectuer un emprunt de \$3 500 000, qui sera affecté en partie au remboursement d'un emprunt précédent. Sa majorité choit à six voix.

Rivet /1923/; Boissonnault 1936; Rumilly 1936b; Rumilly c1941c; Orban 1967; Rumilly 1975b, 1.

1887, 11 avril. Lors d'un discours prononcé au banquet de l'Association conservatrice de Montréal, le secrétaire d'Etat dans le cabinet Macdonald, Joseph-Adolphe Chapleau, affirme que s'il avait accepté l'invitation que lui faisait Mercier, en 1886, de se porter à la tête du mouvement d'agitation rielliste qui soulevait alors le Québec, il aurait participé sinon au déclenchement d'une guerre civile, à tout le moins à l'exclusion de l'élément français du cabinet fédéral.

Rumilly c1941c; Rumilly 1975b, 1.

1887, 19 avril. Au cours d'une séance de l'Assemblée législative, Mercier propose la création d'un ministère spécial pour l'agriculture et la colonisation. Son projet de loi est adopté. Le nouveau ministère aura juridiction sur toutes les questions d'agriculture et de colonisation, exception faite de la vente des lots.

Tarte 1892; Anonyme /1895/; Langelier 1909-13, 2, 1; Rivet /1923/; Auclair 1930a; Bédard 1935; Boissonnault 1936; Rumilly 1936b; Dandurand 1939; Garon 1940; R.L. et P.V. 1940; Rumilly c1941d; Nadeau 1944; Groulx c1950; Perron 1955; Vien 1955; Létourneau 1959; Filteau 1960; Orban 1967; Hamelin 1968; Lacoursière et Vaugeois 1968; Tassé 1968; Gosselin 1969; Bergeron 1970; Hamelin et Roby 1971; Rumilly 1975b, 1; Migner 1978; Durocher, Linteau et Robert 1979; Fortin 1979; Lévesque et Migner 1979; Charbonneau 1980.⁶

1887, 20 avril. Un débat s'engage, à l'Assemblée législative, au sujet de l'honnêteté du curé Antoine Labelle, après que Mercier eût déclaré: "Tout en reconnaissant que le Père Labelle est un grand apôtre de la colonisation, je sais aussi que c'est un homme politique actif et très partisan. [...] J'ai aussi appris que souvent,

⁶ Bédard soutient que ce ministère fut créé suivant les recommandations de la commission d'enquête sur la situation agricole de la province, qui n'a pourtant été instituée qu'au cours de cette même session (1935: 29).

dans ses missions, il s'occupait plutôt de politique que de colonisation".

Tassé 1968.

1887, [22 avril]. Le cardinal Elzéar-Alexandre Taschereau, archevêque de Québec, écrit à Mercier pour le prier d'attendre une consultation de l'épiscopat avant de soumettre à l'Assemblée législative un projet de loi visant à incorporer la Compagnie de Jésus. Même si les archevêques de Montréal et d'Ottawa ainsi que l'évêque de Trois-Rivières favorisent ce projet, les sept autres évêques, selon Mgr Taschereau, demandent un sursis.

Langelier 1909-1912, 1; Rumilly 1936b; Rumilly c1941c; Rumilly 1972; Rumilly 1975b, 1.

1887, 29 avril. Discussion, à l'Assemblée législative, du projet de création d'une commission d'enquête sur les asiles d'aliénés. Les députés de l'opposition tentent vainement de forcer Mercier à prendre une position tranchée - pour ou contre - la loi des asiles. Mercier recueille 30 voix en faveur de son projet, contre 22.

Rumilly c1941c; Rumilly 1975b, 1.; Charbonneau 1980.

1887, [? avril]. Mercier répond au cardinal Taschereau qu'il ne peut obtempérer à sa demande du 22 avril, puisque la mesure projetée revêt un caractère purement civil et que tout nouveau délai pourrait nuire aux jésuites.

Langelier 1909-1912, 1.

1887, [? avril]. Mercier signe la dépêche suivante, qu'il envoie à Rome: "Comme simple député, j'ai présenté à la Législature de Québec une mesure pour reconnaître civilement la Compagnie de Jésus, avec droits et privilèges accordés par les papes. J'ose demander béné-

diction à Votre Sainteté, et la prie de me dire si elle voit des objections à ma demande." Le sous-secrétaire d'Etat du Saint-Siège télégraphie à Mercier: "Saint-Père vous bénit. Quant au sujet de votre télégramme, entendez-vous avec votre archevêque."

Rumilly c1941c; Rumilly 1972; Rumilly 1975b, 1.

1887, [?] avril]. Après l'approbation, par le comité des bills privés, du projet de loi pour incorporer la Compagnie de Jésus, avec cette restriction cependant que la loi n'entraînera la permission immédiate d'ouvrir des institutions d'enseignement que dans les trois diocèses de Montréal, Ottawa et Trois-Rivières, tandis que dans les autres, les jésuites devront obtenir au préalable l'assentiment de l'évêque pour ce faire, le cardinal Taschereau se ravise et échange une correspondance aigre-douce avec Mercier sur le sujet. Ce dernier la transmet aux jésuites pendant que le cardinal la communique aux journaux.

Langelier 1909-1912, 1; Rumilly c1941c; Rumilly 1975b, 1.

1887, [?] avril]. La Protestant Ministerial Association proteste contre le projet d'incorporation de la Compagnie de Jésus.

Miller 1974.

1887, 2-3 mai. Le 2 mai, Mercier prononce un discours devant l'Assemblée législative, à l'appui du projet de loi pour incorporer la Compagnie de Jésus. Le lendemain, le projet est adopté, tel qu'amendé par le comité des bills privés.

Pelland 1890; Tarte 1892; Anonyme /1895/; Langelier 1909-1912, 1; Rivet /1923/; Bédard 1935; Boissonnault 1936; Rumilly 1936b; Gouin 1940; Gouin 1941; Rumilly c1941c; Tanghé 1960; Wade c1963, 1; Orban 1967; Décary 1968; Rumilly 1972; Lavallée 1974;

Miller 1974; Rumilly 1975b, 1; Lévesque et Migner 1979; Charbonneau 1980.⁷

1887, 13 mai. L'Assemblée législative adopte à l'unanimité la création d'une commission d'enquête sur la situation agricole de la province, dont la présidence sera confiée à Nazaire Bernatchez, député de Montmagny.

Bédard 1935; Perron 1955; Lévesque et Migner 1979.

1887, 14 mai. Les citoyens de la ville de Québec offrent un banquet à Mercier, sous la présidence de leur maire François Langelier. Dans une adresse prononcée à cette occasion, Mercier fait l'éloge de la nation canadienne, promise à un grand avenir.

Langelier 1909-1912, 1.

1887, [16 mars - 18 mai]. Laurent-Olivier David soumet à l'Assemblée législative un projet de loi visant à faire disparaître les auberges en ne permettant la vente de boissons spiritueuses que dans les hôtels aménagés pour accueillir des voyageurs, moyennant une licence d'un prix très élevé, tandis que des licences d'un prix minime seraient accordées aux cafés et restaurants où des bières et des vins légers seraient servis. Mercier dissuade David de pousser plus avant son projet, prétextant qu'il entraînera sa défaite aux prochaines élections.

David 1917.

1887, [16 mars - 18 mai]. Publication, dans les documents de la session,

⁷ Dans sa première biographie de Mercier, Rumilly (1936b: 322) précise que cette loi fut adoptée à la fin d'avril, point de repère chronologique qui n'apparaît plus dans ses ouvrages subséquents. Par ailleurs, Orban spécifie que cette loi conféra à la Compagnie de Jésus le "droit d'établir des maisons d'enseignement dans toute la province" (1967: 230-232).

de la correspondance échangée entre Mgr Taschereau et Mercier, au sujet de la loi pour incorporer la Compagnie de Jésus.

Beaulieu, Bonenfant et Hamelin 1968.

1887, [16 mars - 18 mai]. La Législature refuse d'approuver le "B.A. Bill", visant à faire du baccalauréat le prérequis à l'admission aux études professionnelles dans la province. Ce refus soulève l'ire des protestants contre le gouvernement Mercier.

Miller 1974.

1887, [16 mars - 18 mai]. Au cours de la session, le gouvernement Mercier récupère de la province d'Ontario les \$100 000 dus au fonds des écoles par cette dernière.

Tarte 1892; Rumilly 1936b; Rumilly c1941c; Rumilly 1975b, 1.

1887, [16 mars - 18 mai]. Le gouvernement Mercier fait adopter une loi permettant à l'École Polytechnique de Montréal de s'affilier à l'Université Laval.

Tarte 1892; Rumilly 1945.

1887, [16 mars - 18 mai]. Adoption, par l'Assemblée législative, d'une loi soumise par le gouvernement Mercier, relative à la taxe sur les corporations commerciales.

Rivet [1923]; Boissonnault 1936; Charbonneau 1980.

1887, [16 mars - 18 mai]. Mercier fait adopter une loi en vue de prolonger le chemin de fer de Saint-Félix-de-Valois à Saint-Gabriel-de-Brandon.

Rumilly c1941c; Lacoursière et Vaugeois 1968; Bergeron 1970; Rumilly 1975b, 1; Charbonneau 1980.

1887, 20 mai. Laurier demande à Ernest Pacaud d'harcèler Mercier jusqu'à ce qu'il ait augmenté le salaire d'un de ses amis, fonctionnaire.

au gouvernement du Québec.

Pacaud 1935.

1887, 25 mai. Mercier assiste à une fête organisée par les anciens élèves du Collège Saint-Marie, à Montréal, en l'honneur du recteur, le Père A.-D. Turgeon. Ce dernier déclare, à cette occasion, que les jésuites ont pu obtenir justice grâce à l'homme que la Providence a placé à la tête de la province. Au lendemain de cette fête, *La Minerve* (Montréal) et *Le Monde* (Montréal) appellent ironiquement Mercier "l'homme providentiel" et protestent contre l'intrusion du clergé dans la politique.

Langelier 1909-1912, 1; Rumilly 1936b; Rumilly c1941c; Rumilly 1972; Rumilly 1975b, 1.

1887, 29 mai. Le Père oblat Charles-Alfred Paradis, missionnaire colonisateur au Témiscamingue et dans la vallée de la Gatineau, écrit à Mgr Louis-François Laflèche, évêque de Trois-Rivières, pour lui narrer sa rencontre inopinée avec Mercier, survenue au lendemain de l'ajournement de la session. Le Père Paradis fait part à Mgr Laflèche du désir du premier ministre de se voir accorder une entrevue par l'évêque de Trois-Rivières.

Rumilly 1975b, 1.

1887, [?] juin. Mercier, qui a fait entamer des pourparlers sur le marché financier new-yorkais dans le but de contracter un emprunt de \$3 500 000, se rend lui-même sur place, en compagnie de Shehyn, pour conduire les négociations. Ses adversaires politiques savent cependant le crédit du Québec auprès des financiers américains, en représentant le cabinet de coalition de Mercier comme instable. Le premier ministre rentre au Québec les goussets vides, mais il a été

accueilli en véritable chef d'Etat. A New York, on lui a rendu les honneurs militaires.

Rumilly 1936b; Rumilly c1941c; Labelle 1958; Wade c1963, 1; Parizeau 1965; Costisella 1965; Hamelin 1968; Lacoursière et Vaugeois 1968; Rumilly 1975b, 1; Lévesque et Migner 1979; Charbonneau 1980.

1887, 7 juin. Le parti libéral fédéral tient un caucus pour choisir un nouveau chef; à la suite de la démission d'Edward Blake. Beausoleil y participe avec, en poche, un télégramme de Mercier l'enjoignant de voter d'abord pour Oliver Mowat, ensuite pour James David Edgar, et en dernier lieu seulement pour Laurier.

Schull 1968; Rumilly 1975b, 1.

1887, 16 juin. Pique-nique politique à Saint-Hyacinthe en l'honneur de Mercier. Dans le discours qu'il prononce à cette occasion, le premier ministre souligne le caractère national de son gouvernement, puis il déclare: "J'affirme devant cet immense auditoire que le parti national respectera et fera respecter les droits de la minorité protestante de cette province. Nous désirons vivre en paix avec toutes les races, toutes les croyances. Nous accorderons justice à tous, même à ceux qui refuseraient de nous rendre la pareille."

Choquette 1930; Rumilly 1936b; Gouin 1941; Rumilly c1941c; Groulx c1950; Wade c1963, 1; Hamelin 1968; Rumilly 1975b, 1; Charbonneau 1980.

1887, 21 juin. Mercier préside la remise des prix au collège de Saint-Hyacinthe et il offre une médaille au lauréat en mathématiques.

Choquette 1930; Rumilly 1936b.

1887, [?] juin. Edouard-André Barnard rencontre Mercier à Montréal, et lui demande une aide financière pour sa ferme expérimentale de

Trois-Rivières. Mercier lui promet son concours, dans la mesure où la loi d'agriculture lui permettra de distraire la somme nécessaire sur la balance non utilisée des octrois accordés aux sociétés d'agriculture.

Perron 1955.

1887, 2 juillet. Mercier assiste aux funérailles de son frère Thomas, à Saint-Valérien, dans le comté de Shefford.

Rumilly 1936b; Rumilly 1975b, 1.

1887, 14 juillet. De passage à Tadoussac en compagnie de sa famille et d'une équipe du comité de codification des statuts de la province, Mercier fait l'objet d'une démonstration de la part des notables de l'endroit. Dans sa réponse à leur adresse de bienvenue, il souligne la nécessité de doter leur chapelle d'une nouvelle cloche. Son épouse et sa belle-soeur entreprennent sur le champ une collecte dans ce but. *L'Electeur* (Québec) du surlendemain publie le compte rendu de cette visite.

Rumilly 1936b; Saguenayensia 1973; Rumilly 1975b, 1.

1887, 19 juillet. Mercier prend la parole, à Saint-Constant, en faveur d'Odilon Goyette, candidat conservateur national qu'il a lui-même choisi en vue d'une élection complémentaire dans le comté de Laprairie.

Rumilly 1936b; Rumilly c1941c; Rumilly 1975b, 1.

1887, 23 juillet. Mercier participe à une assemblée politique à Laprairie et prononce un discours à l'appui de la candidature de Goyette.

Rumilly 1936b.

1887, 28 juillet. Mercier quitte Tadoussac, où il est venu chercher sa famille. La veille, la nouvelle cloche promise a résonné.

Rumilly 1936b; Saguenayensia 1973; Rumilly 1975b, 1.

1887, 30 juillet. Goyette est élu dans le comté de Laprairie avec une majorité de 88 voix.

Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 1.

1887, [?] juillet. *La Vérité* (Québec) laisse à entendre que Mercier devra choisir entre les conservateurs nationaux d'une part, et Tarte d'autre part, qui s'est rapproché de son parti. *L'Électeur* réplique: "Si les conservateurs nationaux ne sont pas contents de la situation qu'ils occupent, ils n'ont qu'à le dire: le choix, puisque choix il y a, sera vite fait!" Mercier intervient auprès de *L'Électeur*, qui atténue sa déclaration en imprimant que le choix du premier ministre est notoire et fixé, car il a choisi les conservateurs nationaux.

Rumilly c1941c; Rumilly 1975b, 1.

1887, [?] juillet. Le lieutenant-gouverneur du Québec, Rodrigue Masson, écrit à Mercier que le gouvernement fédéral demande, sous menace de désaveu, la refonte d'une loi qu'il a fait voter pour obliger les sociétés financières à prendre une licence provinciale. Mercier réplique que des lois semblables ont été adoptées par l'Ontario en 1876 et par le Manitoba en 1877, sans encourir le désaveu,

Rumilly 1975b, 1.

1887, [?] juillet-août]. *La Minerve* affirme que McShane, Beausoleil, Préfontaine et Charles Langelier, agissant comme organisateurs pour le parti de Mercier lors de l'élection complémentaire dans le comté de Laprairie, ont pratiqué la corruption sur une grande échelle et littéralement acheté le comté.

Rumilly c1941c; Rumilly 1975b, 1.

1887, 2 août. Démonstration politique à Somerset (Plessisville) en l'honneur de Laurier, qui vient d'être choisi comme chef du parti libéral fédéral. Mercier y côtoie Laurier. Ce dernier dit souhaiter qu'à la conférence interprovinciale convoquée par Mercier, les délégués suggèrent un amendement à la constitution qui mette fin aux abus découlant du droit de désaveu du gouvernement fédéral.

Barthe 1890; Rumilly 1936b; Rumilly c1941c; Schull 1968; Rumilly 1975b, 1.

1887, 4 août. Le Montreal Herald affirme que Mercier a décidé de mettre à la raison les *Lumber Lords* qui contrôlaient auparavant le gouvernement du Québec.

Hamelin et Roby 1971.

1887, [24 août]. Mercier nomme George Bryson, fils, membre du Conseil législatif, après avoir obtenu du père de ce dernier qu'il démissionne en sa faveur.

Turgeon 1944; Orban 1967.

1887, 29 août. Mercier quitte Québec, en compagnie de journalistes et de députés provinciaux, pour inaugurer le chemin de fer du Lac Saint-Jean, dont il a fait accélérer la construction et qui est terminé jusqu'au lac Bouchette.

Anonyme [1895]; Rumilly 1936; Rumilly 1936a; Rumilly 1936b; Gouin 1941; Rumilly c1941c; Rumilly c1942; Turgeon 1944; Rumilly 1947; Vien 1955; Rumilly 1956; Décary 1968; Lacoursière et Vaugeois 1968; Gagnon 1967; Gosselin 1969; Bergeron 1970; Rumilly 1973, 2; Rumilly 1975b, 1; Hamelin, dir., 1976; Durocher, Linteau et Robert 1979; Fortin 1979; Larivière 1979; Charbonneau 1980.⁸

⁸ Plusieurs auteurs écrivent que c'est le gouvernement Mercier qui fit construire ce chemin de fer (Rumilly 1947: 8; Rumilly 1956: 170-171; Lacoursière et Vaugeois 1968: 449; Gosselin 1969: 122; Bergeron 1970: 167; Rumilly 1973, 2: 127; Fortin 1979: 144). En outre, Gagnon (1967: 142) écrit que cette excursion eut lieu au début de septembre 1887, tandis que

1887, 30 août. Mercier assiste à la bénédiction et à la pose de la pierre angulaire du couvent des ursulines, à Roberval.

Vien 1955; Bélanger 1974.

1887, 31 août. Mercier visite le village de Saint-Prime, lieu de résidence du député Saint-Hilaire. A son retour à Roberval, où un banquet l'attend, il est accueilli par le maire W.-T.-A. Donohue. Et à Chicoutimi, c'est le docteur Louis-Elie Beauchamp qui lui présente une adresse au nom de ses concitoyens. Mercier rencontre Mgr Racine et promet de l'aider financièrement pour l'agrandissement du Séminaire de Chicoutimi.

Rumilly 1936a; Rumilly 1936b; Rumilly c1941c; Vien 1955; Tremblay 1964; Gagnon 1967; Rumilly 1975b, 1.

1887, [?] septembre. Mercier et ceux qui l'accompagnent rentrent à Québec par bateau.

Rumilly 1936a; Rumilly 1936b; Rumilly c1941c; Vien 1955; Gagnon 1967; Rumilly 1975b, 1.

1887, 6-9 septembre. Le 6 septembre, sous la présidence de Mgr Tasche--reau, ouverture solennelle à Québec, d'une exposition provinciale voulue par Mercier, qui accueille personnellement les 270 colons venus du Lac Saint-Jean exposer leurs produits. Ces derniers ont d'ailleurs été transportés gratuitement par la compagnie du chemin de fer, à la demande du premier ministre. Le gouvernement Mercier a fourni un octroi de \$12 000 pour la tenue de cette exposition qui se termine le 9 septembre.

Anonyme [1895]; Rumilly 1936; Rumilly 1936a; Rumilly c1941c; Vien 1955; Tremblay 1960; Gagnon 1967; Rumilly 1975b, 1.

Larivière. (1979: 49) la fait tenir en septembre 1888.

1887, 14 septembre. L'élection du député conservateur du comté d'Ottawa ayant été invalidée, une élection complémentaire a lieu le 14 septembre. Quelques jours avant le scrutin, Henri Bourassa est allé quérir Mercier pour le conduire à Montebello, où il a parlé en faveur du candidat Alfred Rochon, soutenu par le Père Paradis. Rochon est élu par 1 300 voix de majorité, là où il avait été défait, le 14 octobre 1886, par 400 voix.

Rumilly c1941c; Rumilly 1953; Rumilly 1975b, 1.

1887, [17 septembre]. Mercier nomme les membres de la commission d'enquête sur les asiles d'aliénés avec, pour président, le docteur J.-A. Duchesneau, chef libéral du comté de Terrebonne.

Rumilly c1941c; Rumilly 1945c; Rumilly 1975b, 1.

1887, 23 septembre. John et Allan Gilmour, marchands de bois du comté d'Ottawa qui viennent d'être déboutés en Cour d'Appel dans un procès intenté au Père Paradis, manifestent leur intention de porter l'affaire devant le Conseil Privé. Mercier leur signifie qu'en pareil cas, il se rendra personnellement à Londres plaider la cause du Père Paradis et des colons.

Rumilly c1941c; Rumilly 1953; Rumilly 1955b; Rumilly 1975b, 1.

1887, 24 septembre. Mercier invite officiellement Macdonald à participer à la conférence interprovinciale qu'il a convoquée à Québec. Macdonald refuse sèchement son invitation.

Rumilly 1936b; Rumilly c1941c; Rumilly 1947; Québec 1956a, 1; Rumilly 1975b, 1.

1887, [?] octobre. Rodrigue Masson se rend au Vatican pour demander, au nom du premier ministre du Québec, la permission de négocier le règlement de la question des biens des jésuites, non pas avec le car-

dinal Taschereau, mais plutôt avec le Père Turgeon, déjà d'abord mandaté par la Compagnie de Jésus pour cet objet.

De Celles 1907; Boucher de La Bruère 1918; Bruchési c1935, 2; Rumilly c1941c; Rumilly 1945c; Audet 1971; Miller 1974; Rumilly 1975b, 1.⁹

1887, 11 octobre. Mercier, accompagné de Shehyn et McShane, pose la pierre angulaire d'un pont en fer à Saint-Romuald-d'Etchemin, inaugurant ainsi sa politique de substitution des ponts en fer aux ponts en bois.

Tarte 1892; Anonyme /1895/; Langélier 1909-1912, 2; Rivet /1923/; Bracq 1927; Le Jeune 1931; Bédard 1935; Boissonnault 1936; Rumilly 1936; Rumilly 1936a; Rumilly 1936b; Dandurand 1939; Gouin 1941; Rumilly c1941c; Rumilly c1941d; Rumilly c1942; Rumilly c1942a; Rumilly 1947; McGee /1948/; Groulx c1950; Labelle 1958; Marquis 1958; Hamelin, Hamelin et Letarte 1959-1960; Hamelin, édit., 1967; Orban 1967; Rumilly 1975b, 1 et 2; Durocher, Linteau et Robert 1979; Lévesque et Migner 1979; Charbonneau 1980.¹⁰

1887, 20 octobre. Ouverture, à Québec, de la conférence interprovinciale convoquée par Mercier. Toutes les provinces, à l'exception de la Colombie-Britannique et de l'Île-du-Prince-Édouard, ont répondu à l'invitation. Mowat, venu en compagnie de George William Ross qui lui succédera plus tard comme premier ministre de l'Ontario, préside les délibérations. En tout, vingt ministres, dont cinq premiers ministres, prennent part à cette conférence. À la première séance, Mercier déclare qu'il ne faut pas voir dans cette conféren-

⁹Selon De Celles, Masson se rendit à Rome seulement en 1888 et il prit sur lui l'initiative de proposer cette solution (1907: 215).

¹⁰Langélier écrit que ce ne fut qu'à compter de la session de 1890 que l'administration Mercier entreprit cette politique de substitution des ponts en fer aux ponts en bois (1909-1912, 2: 54-56). Dans sa première biographie de Mercier, Rumilly fixe l'inauguration de cette politique en octobre 1889 (1936b: 372), ce qu'il corrige dans ses écrits subséquents.

ce un acte d'hostilité à l'égard du gouvernement fédéral, et il soumet aux délégués une liste de vingt-deux sujets à traiter.

Tassé 1891; Legendre 1892; Tarte 1892; Anonyme /1895/; Langelier 1909-1912, 1; David 1911; Rivet /1923/; Choquette 1930; Le Jeune 1931; Bédard 1935; Boissonnault 1936; Rumilly 1936; Rumilly 1936a; Rumilly 1936b; Gouin 1941; Rumilly c1941c; Rumilly c1942b; Rumilly 1943; Rumilly 1944; Turgeon 1944; Rumilly 1945a; Rumilly 1945b; Rumilly 1946a; Rumilly 1947; McGee /1948/; Rumilly 1948; Beullac et Fabre-Surveyer 1949; Rumilly 1951; Frégault 1955; Martel et Plante 1956; Québec 1956a, 1; Marquis 1958; Bonenfant 1960; Hamelin, Hamelin et Letarte 1959-1960; Audet, Malchelosse et Maurault 1962; Wade c1963, 1; Hamelin, Hamelin et Huot 1965; Parizeau 1965; La Terreur 1966; J. Hamelin 1967; Hamelin, édit., 1967; Orban 1967; Décary 1968; Hamelin 1968; Lacoursière et Vaugeois 1968; Schull 1968; Cook 1969; Désilets 1969; Durocher 1970; Morin 1970; Roy 1970; Bilodeau et al., 1971; Bonenfant 1972a; Robert 1975; Rumilly 1975b, 1; Voisine 1976; Monière 1977; Durocher, Linteau et Robert 1979; Fortin 1979; Lévesque et Migner 1979; Charbonneau 1980.¹¹

1887, 21 octobre. Le notaire Damase Carreau, d'Iberville, télégraphie à Mercier qu'il ne peut se rendre à son invitation. {

Labelle 1958.

1887, 28 octobre. Clôture des travaux de la conférence interprovinciale. Dans le discours qu'il prononce à cette occasion, Mercier souligne que les discussions de la conférence se sont appuyées sur le principe de la sauvegarde de l'autonomie des provinces. Parmi les 26 résolutions adoptées par les délégués, les principales se prononcent contre le droit de désaveu du gouvernement fédéral, contre la nomination à vie des sénateurs, contre le maintien des conseils législatifs dans les provinces où l'Assemblée législative y est

¹¹ Langelier commence par fixer la tenue de cette conférence en 1888 puis il rectifie en la faisant ouvrir le 21 octobre 1887; il affirme en outre que seul le premier ministre de la Colombie-Britannique s'abstint d'y participer (1909-1912, 1: 242, 283). David, quant à lui, laisse supposer que les premiers ministres de toutes les provinces acceptèrent l'invitation de Mercier (1911: 115-116).

opposée, en faveur de la réciprocité commerciale entre le Canada et les États-Unis, en faveur d'une augmentation du subside fédéral aux provinces, en faveur du recul des frontières septentrionales du Québec, en faveur d'une augmentation des pouvoirs des lieutenants-gouverneurs, en faveur de la nomination d'un certain nombre de sénateurs par les provinces, en faveur de la reconnaissance de la juridiction des législatures provinciales dans certaines matières non prévues par l'Acte de 1867. L'avant-dernière résolution encourage la Législature du Manitoba dans son conflit avec le gouvernement fédéral, qui a désavoué une charte accordée par cette province à une compagnie ferroviaire.

David 1911; Langelier 1909-1912, 1; Rivet /1923/; Bédard 1935; Rumilly 1936b; Rumilly c1941c; Rumilly 1948; Québec 1956a, 1; Audet, Malchelosse et Maurault 1962; Parizeau 1965; La terreur 1966; J. Hamelin 1967; Hamelin, édit., 1967; Orban 1967; Hamelin 1968; Lacoursière et Vaugeois 1968; Schull 1968; Cook 1969; Désilets 1969; Morin 1970; Bilodeau et al., 1971; Bonenfant 1972a; Rumilly 1975b, 1; Voisine 1976; Durocher, Linteau et Robert 1979; Fortin 1979; Lévesque et Migner 1979; Charbonneau 1980.¹²

1887, 28 octobre. Masson, de passage à Paris, écrit à Mercier qu'il vient d'apprendre la nomination de son successeur au poste de lieutenant-gouverneur du Québec. Comme il n'a plus désormais qualité officielle pour entamer des pourparlers avec Rome au sujet des biens des jésuites, il demande à Mercier de lui faire parvenir une lettre personnelle le confirmant dans sa mission, qu'il pourra présenter aux intéressés.

¹²Le nombre de résolutions adoptées par la conférence interprovinciale varie selon quelques auteurs. David en dénombre vingt-trois (1911: 115), Audet, Malchelosse et Maurault vingt-et-un (1962:224), et Cook vingt-deux (1969: 41).

Rumilly 1975b, 1.

1887, [29] octobre. Angers prête le serment d'office en tant que lieutenant-gouverneur du Québec. Au cours d'un banquet, Mercier le présente aux délégués de la conférence interprovinciale.

Langelier 1909-1912, 1; Rumilly 1936b; Rumilly c1941c; Rumilly 1975b, 1. 13

1887 [?] octobre. Au lendemain de la conférence interprovinciale, Mowat rend le témoignage suivant au sujet de Mercier: "He was head and shoulder above every one of us."

Langelier 1909-1912, 1; Rivet [1923]; Bédard 1935; Rumilly 1936a; Rumilly 1936b; Rumilly c1941c; Rumilly 1947; Rumilly 1948; Rumilly 1975b, 1.

1887, 6 novembre. Le Club Letellier de Montréal a organisé une démonstration en l'honneur de Laurier et de Mercier. Le premier ministre du Québec déclare qu'il a voulu, par la conférence interprovinciale, réparer en 1887 les erreurs commises en 1867.

Rumilly c1941c; Rumilly 1975b, 1.

1887, [?] novembre. Mercier communique le texte des résolutions adoptées par la conférence interprovinciale à tous les journaux simultanément, afin qu'ils puissent, sans favoritisme, les publier le 10 novembre.

Rumilly c1941c; Rumilly 1975b, 1.

1887, 11 novembre. Mercier confirme Masson dans la mission qu'il lui a confiée, et lui expédie un missel offert au Pape, pour son jubilé, par le gouvernement du Québec. Tous les ministres ont apposé leur

¹³ Selon Langelier, Angers fut assermenté le 31 octobre (1909-1912, 1: 282). Rumilly écrit pour sa part qu'il le fut le 28 octobre, mais il ajoute néanmoins que cette assermentation eut lieu le lendemain de la clôture de la conférence interprovinciale (1936b: 333; c1941c: 271; 1975b, 1.: 392).

signature sur une des premières pages du missel.

Rumilly 1975b, 1.

1887, 22 novembre. Au cours d'un banquet offert par l'Association conservatrice de Montréal à Hector-Louis Langevin, Chapleau se montre sarcastique à l'endroit du gouvernement Mercier, lui reprochant son silence sur l'affaire Riel depuis son avènement au pouvoir et dénonçant la conférence interprovinciale comme une provocation à l'endroit du gouvernement central.

Rumilly c1941c; Rumilly 1975b, 1.

1887, 14 décembre. Masson rend compte à Mercier de sa mission auprès du Saint-Siège au sujet des biens des jésuites.

Rumilly 1975b, 1.

1887, [?] janvier-décembre]. Jules-Paul Tardivel, rédacteur de *La Vérité*, reçoit du gouvernement Mercier une liasse de documents officiels pour impression. Il les retourne à l'expéditeur afin de préserver l'indépendance de son journal.

Fèvre 1906.

1887, [?] janvier-décembre]. Mercier confie la présidence du Conseil d'hygiène, créé par son gouvernement, au docteur Emmanuel-Persillier Lachapelle.

David 1921; McGee [1948].

1887, [?] janvier-décembre]. Mercier fait entamer en secret, par des personnes sûres, des pourparlers en France avec le Crédit Lyonnais pour contracter un emprunt de trois millions et demi de dollars, tout en laissant croire à une reprise des négociations avec des financiers américains, afin de détourner l'attention de ses adversaires politiques.

Rumilly 1936b; Rumilly c1941c; Rumilly 1975b, 1.; Lévesque et Migner 1979.

1887, [?] janvier-décembre]. Mercier se fait nommer membre du Conseil de l'Instruction publique, en remplacement du docteur Charles-François Painchaud, démissionnaire.

Rumilly c1941c; Rumilly 1975b, 1; Durocher, Linteau et Robert 1979.

1887, [?] janvier-décembre]. Mercier nomme Guillaume Bresse, homme d'affaires de Québec, au Conseil législatif.

Jobin 1947.

1887, [?] janvier-décembre]. La Société d'Industrie laitière demande au gouvernement Mercier de payer en entier le salaire des inspecteurs.

Perron 1955.

1887, [?] janvier-décembre]. Le gouvernement Mercier nomme P.-L. Tousignant, rédacteur de *L'Union des Cantons de l'Est* (Arthabaska), au poste de shérif d'Arthabaska.

Fleury 1961.

1887, [?] janvier-décembre]. Mercier prête à Jean-Baptiste Rouillard, journaliste qui soutient son gouvernement, la somme de \$1 000 remboursable à six mois, à la Banque du Peuple.

Rumilly 1975b, 1.

1887, [?] janvier-décembre]. Le gouvernement Mercier ouvre, par un arrêté-en-conseil, un bureau d'immigration à Montréal.

Lévesque et Migner 1979.

* * * * *

1888, [?] janvier. Mercier part pour New York, en compagnie de Turcotte qui assurera l'interim pendant son absence, du député Joseph-Emerly Robidoux, de Pacaud, de son frère Joseph-A. Mercier et de son beau-frère Paul de Cazes qui doit l'accompagner en Europe à titre de secrétaire.

Rumilly 1936b; Gouin 1941; Rumilly c1941c; Wade c1963, 1; Rumilly 1975b, 1; Lévesque et Migner 1979.

1888, 15 janvier. A New York, Mercier assiste à une messe célébrée par Mgr Vital Grandin, évêque de Saint-Albert. Après la messe, il rencontre l'ex-chef des Métis, Gabriel Dumont.

Rumilly 1936b; Rumilly c1941c; Wade c1963, 1; Costisella 1965; Rumilly 1975b, 1.¹⁴

1888, [?] janvier. Mercier se rend à Londres où il rejoint son ministre des Finances, Pierre Garneau. Ce dernier lui annonce que le projet d'emprunt est au point avec le Crédit Lyonnais et ils se rendent à Paris.

Rumilly 1936b; Rumilly c1941c; Rumilly 1975b, 1; Lévesque et Migner 1979.

1888, [?] janvier. Une rumeur circulant à l'effet que Mercier s'est rendu en Europe dans le but de préparer la participation du Québec à l'exposition universelle qui doit se tenir à Paris en 1889, le *Journal des Trois-Rivières* met en demeure la *Vérité* et l'*Etendard*

¹⁴ Costisella fait coïncider cette rencontre de Mercier et Dumont avec la visite du premier ministre à New York en juin 1887 (1965: 97-98).

de désavouer le premier ministre. L'*Etendard* observe que l'on prête à Mercier un projet purement hypothétique; la *Vérité*, quant à elle, promet de retirer son appui à Mercier s'il engage le Québec à participer à cette exposition. La *Justice* (Québec) y va elle aussi de ses protestations contre le projet imputé à Mercier, tandis que la *Patrie* (Montréal) et le *Franco-Canadien* (Saint-Jean) le favorisent.

Rumilly c1941c; Rumilly 1945c; Savard 1967d; Rumilly 1975b, 2. 1888, 24 janvier. Le conseiller législatif [Vincent-Paul] Lavallée offre sa démission au lieutenant-gouverneur. Une commission d'enquête nommée par Mercier a conclu qu'il avait effectué, sous le gouvernement précédent, un détournement de fonds publics et commis un faux en écriture.

Orban 1967.

1888, [? janvier-février]. Mercier contracte un emprunt de \$3 500 000 auprès du Crédit Lyonnais, à un taux de 4% et presque au pair (à 99).

Chartrand 1890; Anonyme [1895]; Langelier 1909-1912, 1; Rivet [1923]; Rumilly 1936b; Rumilly c1941c; Wade c1963, 1; Pari-zeau 1965; Rumilly 1975b, 2; Lévesque et Migner 1979; Charbonneau 1980.¹⁵

1888, [? janvier-février]. G. Dubail, consul général de France à Québec, est en France lors du passage de Mercier. Il introduit le premier ministre du Québec auprès du ministre des Affaires étrangères de France, Léopold Flourens, qui le présente à son tour à Sadi Carnot,

¹⁵ Langelier écrit que Shehyn a conduit cette transaction financière à bonne fin (1909-1912, 1: 293). En réalité, Shehyn s'occupait plutôt d'un second emprunt, contracté en 1891.

président de la république. A cette occasion, Mercier se voit conférer la rosette de la Légion d'Honneur.

Pelland 1890; Pouliot 1891; Legendre 1892; Langelier 1909-1912, 1; Rivet /1923/; Rumilly 1936b; Rumilly c1941c; Beullac et Fabre-Surveyer 1949; Marion 1955; Wade c1963, 1; Costisella 1965; Lacoursière et Vaugeois 1968; Rumilly 1975b, 1; Lévesque et Migner 1979; Québec, Assemblée Nationale 1980.¹⁶

1888, /? janvier-février/. *Paris-Canada*, l'organe hebdomadaire des intérêts canadiens et français à Paris, constate que la nomination de Mercier au grade de la Légion d'Honneur "a été accueillie de la façon la plus sympathique par la presse parisienne."

Rumilly 1975b, 1.

1888, /? janvier-février/. En annonçant que Mercier a reçu la rosette de la Légion d'Honneur, l'*Etendard* (Montréal) exprime l'espoir qu'il a refusé cette décoration décernée par un gouvernement anticlérical.

Rumilly 1936b; Rumilly c1941c; Rumilly 1975b, 1.

1888, /? février/. Mercier prend quelques jours de repos à Nice.

Rumilly 1975b, 1.

1888, /? février/. Mercier se rend à Rome où il rencontre, entre autres; le Père Turgeon et Rodrigue Masson. Ce dernier lui annonce que l'affaire des biens des jésuites est virtuellement réglée avec le Saint-Siège. Mercier a plusieurs entrevues à ce sujet avec des cardinaux, notamment le cardinal Simeoni; puis il est reçu en audien-

¹⁶ Mercier fut décoré de la Légion d'Honneur à deux reprises; une première fois en 1888, et une deuxième fois au cours de son second voyage en Europe, en 1891. Bon nombre d'auteurs n'établissent pas de distinction entre ces deux décorations; seuls ceux mentionnant spécifiquement la première apparaissent ici, les autres étant reportés à l'année 1891. Par ailleurs, Marion (1955: 17) écrit que Tardivel dénonça Mercier, dans la *Vérité* du 16 juillet 1887, pour avoir accepté cette décoration.

ce privée par Léon XIII. Au cours de leur entrevue, le pape demande à Mercier son avis sur la question universitaire au Québec; le premier ministre répond que les difficultés subsisteront tant que Montréal n'aura pas son université indépendante.

Tarte 1892; Anonyme /1895/; Langelier 1909-1912, 1; Frères des Ecoles chrétiennes 1914; Rivet /1923/; Soeurs de Sainte-Anne 1925; Choquette 1930; Bédard 1935; Bruchési c1935, 2; Rumilly 1936b; Rumilly c1941c; Rumilly c1941d; Rumilly 1947; Rumilly 1948; Wade c1963, 1; Parizeau 1965; Girard 1967; Lacoursière et Vaugeois 1968; Marion 1968; Rumilly 1972; Laval-lée 1974; E. Desjardins 1975; Rumilly 1975b, 1 et 2; Durocher, Linteau et Robert 1979; Charbonneau 1980.17

1888, [? janvier-mars]. A la suite des accusations de corruption lancées par la *Minerve* contre McShane, Beausoleil, Préfontaine et Charles Langelier au lendemain de l'élection de Goyette dans le comté de Laprairie, une contestation électorale est évoquée devant le juge Louis-Onésime Loranger. Des irrégularités commises par les organisateurs du parti de Mercier sont dévoilées et le ministre McShane paraît compromis.

Rumilly c1941c; Rumilly 1975b, 2.

1888, 3 mars. Mercier quitte l'Europe pour rentrer au Québec, à bord de *La Gascogne*. Il est accompagné par son beau-frère et secrétaire Paul de Cazes et par le consul Dubail qui revient de vacances.

Rumilly 1936b; Rumilly c1941c; Rumilly 1975b, 1 et 2.

¹⁷La remarque contenue dans la note précédente au sujet des deux décorations de la Légion d'Honneur reçues par Mercier, s'applique *mutatis mutandi* aux deux audiences qui lui furent accordées par le pape. Sont aussi inclus ici les auteurs qui soulignent que Mercier a conclu une entente avec le Saint-Siège avant de régler la question des biens des jésuites, même s'ils ne spécifient pas davantage quant à la modalité ou à la nature de cet accord. Par ailleurs, Bédard (1935: 24) fait remonter cette première audience à l'année 1884, tandis qu'E. Desjardins la situe au cours de l'année 1886 (1975: 982). Parizeau (1965: 96) soutient en outre que Mercier reçut un "appui financier" de la part du Saint-Siège lors de cette audience.

1888, 16 mars. Mercier arrive à Montréal. Il a décommandé la retraite aux flambeaux préparée en son honneur, mais une cohue joyeuse envahit sa demeure de la rue Saint-Denis.

Rumilly 1936b; Rumilly c1941c; Rumilly 1975b, 2.

1888, [?] mars. Mercier reçoit chez lui un rédacteur de la *Patrie* (Montréal). La *Presse* (Montréal) ayant fait circuler le bruit que le solliciteur général, Duhamel, songeait à se séparer de Mercier, le premier ministre dément cette invention; Duhamel est venu, dès son arrivée, lui souhaiter la bienvenue, lui exprimer la confiance des conservateurs nationaux et prendre ses instructions.

Rumilly 1936b; Rumilly 1975b, 2.

1888, [?] mars. Peu après son retour à Québec, Mercier obtient une entrevue avec Mgr Taschereau afin de lui demander si les autorités religieuses voient quelque inconvénient à ce que son gouvernement fasse déblayer le terrain où se trouvait jadis le Collège des Jésuites, à Québec, dans le but de le lotir et d'y faire ouvrir deux nouvelles avenues. Le cardinal donne son entière adhésion à ce projet.

Langelier 1909-1912, 1.

1888, 23 mars. McShane abandonne son portefeuille dans le cabinet Mercier, car il s'attend à être disqualifié à la suite de la contestation de l'élection dans le comté de Laprairie.

Desjardins 1902; Rumilly c1941c; Rumilly 1972; Savard 1973; Rumilly 1975b, 2.

1888, [27 mars]. La Sacrée Congrégation de la Propagande autorise officiellement le Père Turgeon, déjà mandaté par la Compagnie de Jésus, à traiter avec le gouvernement Mercier au sujet des biens des jésuites.

suites.

Boucher de La Bruère 1918; Rumilly 1936; Rumilly c1941c; Nantel 1947; Beullac et Fabre-Surveyer 1949; Wade c1963, 1; Décary 1968; Audet 1971; Rumilly 1972; Miller 1974; Rumilly 1975b, 1:18

1888, 31 mars. Mercier écrit au surintendant du Conseil de l'Instruction publique, Gédéon Ouimet, pour lui demander de convoquer le Conseil en séance spéciale afin d'examiner les amendements à apporter à la loi de l'Instruction publique, préparés par les comités catholique et protestants du Conseil, et par le surintendant lui-même.

Boucher de La Bruère 1918; Audet 1964; Audet 1971.

1888, [?] mars-avril. Gabriel Dumont écrit à Mercier pour lui demander si la proclamation d'amnistie faite par le gouvernement fédéral lui donne droit à la restitution de ses biens ou à une indemnité, et il s'enquiert de la marche à suivre. Mercier lui répond qu'il consulte un député libéral fédéral très important à ce sujet, et il transmet sa demande à Laurier.

Rumilly 1975b, 2.

1888, 10 avril. Le Père Joseph Grenier, jésuite, informe Tardivel que le secrétaire de Mercier va faire lire au premier ministre, avant la prochaine session, l'ouvrage du Père Berthe sur Garcia Moreno paru l'année précédente.

Savard 1963; Savard 1967d.

1888, 10 avril. Le Club National offre un banquet en l'honneur de Mercier, à l'hôtel Windsor, à Montréal. Plus de six cents convives y

¹⁸ Selon Décary, c'est l'archevêque de Québec, Mgr Taschereau, qui fut désigné pour négocier le règlement de cette question avec le gouvernement Mercier (1968: 81).

prennent part. Dans un discours prononcé à cette occasion, Mercier établit la distinction entre libéralisme religieux et politique: "Les libéraux de cette province répudient le libéralisme religieux, qui est réprouvé par l'Eglise, pour s'en tenir au libéralisme politique, qui est permis." Il réaffirme ensuite le caractère national de son gouvernement: "Je l'ai dit bien des fois, et je le répéterai ce soir avec l'assentiment des libéraux qui m'entourent: la victoire du 14 octobre 1886 n'a pas été une victoire libérale, mais bien une victoire nationale; et le gouvernement actuel, fruit légitime de cette victoire, a été, est encore et restera, tant que j'en serai le chef, un gouvernement national [..]" Il s'inscrit ensuite en faux contre ceux qui avaient prédit que l'avènement au pouvoir du parti national entraînerait l'isolation politique du Québec. Au sujet d'un projet de fédération impériale dont le nouveau gouverneur général du Canada se fait le propagandiste, Mercier déclare: "On veut nous imposer un régime politique qui, par la conscription, pourrait disperser nos fils depuis les glaces du pôle jusqu'aux sables brûlants du Sahara; régime odieux, qui nous condamnerait à l'impôt du sang et de l'argent [..]" Il passe enfin en revue les résultats de son administration, donne un bref compte rendu de son voyage à Paris, et annonce le règlement prochain de la question des biens des jésuites. Peu après, la *Gazette* (Montréal) souligne qu'en dénonçant la fédération impériale comme dangereuse pour l'autonomie provinciale, Mercier cherche un cri de guerre pour les prochaines luttes politiques.

Pelland 1890; Gagnon 1895; Langelier 1909-1912, 1; Paradis 1900; Rivest /1923/; Casey 1932; Bédard 1935; Rumilly 1936b; Anonyme 1940;

Gouin 1941; Rumilly c1941c; Bonenfant 1961; Wade c1963, 1; Costi-
sella 1968; Schull 1968; Lavergne 1970; Rumilly 1975b, 2.

1888, 18-20 avril. Le Conseil de l'Instruction publique se réunit en séance spéciale afin d'étudier divers amendements à apporter à la loi de l'instruction publique. Au cours des délibérations, le Dr Henneker, membre du comité protestant du Conseil, propose d'insérer un amendement dans la loi à l'effet que les compagnies et corporations commerciales, lors de l'imposition des taxes par les commissions scolaires sur les biens immeubles, fournissent dorénavant une déclaration indiquant l'appartenance religieuse de leurs actionnaires. Les membres du comité catholique s'opposent à cet amendement, et le cardinal Taschereau déclare que si on en presse l'adoption, il soumettra une autre proposition demandant que la distribution des fonds pour fins d'éducation par la Législature, se fasse proportionnellement à la population des catholiques et des protestants dans la province. Le Dr Henneker retire alors son amendement, et Mgr Taschereau soumet ensuite la motion suivante: "[...] il n'est pas expédient que des amendements soient faits à la loi de l'instruction publique [...] concernant la perception et la distribution des sommes fournies par le gouvernement ou prélevées en vertu de cette loi." Cette résolution est adoptée par tous les membres présents, dont Mercier.

Boucher de La Bruère 1918; Audet 1964; Audet 1970; Audet 1971.

1888, 22 avril. Mercier assiste à une fête de l'Union Saint-Joseph de Saint-Hyacinthe et il prononce un discours à l'adresse des ouvriers.

Choquette 1930.

1888, 24 avril. Gabriel Dumont donne une causerie, à Québec, sur les

troubles du Nord-Ouest auxquels il a pris une part active. Avant son départ, Mercier tient à le revoir et il lui remet cinquante dollars.

Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2.

1888, [28 avril]. Deux élections partielles ont lieu dans les comtés d'Hochelega et Maskinongé, deux comtés réputés d'allégeance conservatrice. Charles Champagne et Hormidas Legris, candidats de Mercier, sont élus.

Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Rumilly 1945c; Rumilly 1975b, 2.

1888, [7 avril-mai]. Des élections partielles se tiennent dans les comtés de Laval et Missisquoi. Les candidats merciéristes sont défaits, ces deux comtés réélisant les candidats conservateurs Pierre-Evariste Leblanc et Edmund Spencer.

Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2.

1888, 3 mai. Mercier reçoit une délégation d'hommes d'affaires et de citoyens de la ville de Québec, composée notamment de MM. Owen Murphy, Tom-Chase Casgrain, J.-I. Tarte, T. Ledroit, Jean Blanchet, Jules Tessier, G.-Miville Dechêne, du docteur Rinfret et du lieutenant-colonel Forsyth. Ils viennent solliciter l'aide de son gouvernement pour la construction d'un pont entre Québec et la rive sud. Mercier leur promet son appui par écrit, à la condition que le gouvernement fédéral fasse sa part.

Tarte 1892; Langelier 1909-1912, 1; Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2.

1888, [3 mai]. Parution du numéro prospectus de l'*Union libérale*, journal fondé à Québec par un groupe de jeunes libéraux avancés, dans le but de protester contre l'alliance nationale de Mercier et de la

torpiller, si possible. Ce journal réclame la rupture des libéraux avec les conservateurs nationaux.

Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2.

1888, 5 mai. Mercier demande au curé Labelle de devenir sous-ministre de l'Agriculture et de la Colonisation.

Migner 1978; Lévesque et Migner 1979.

1888, 8 mai. Mercier remanie son cabinet, qui se compose désormais comme suit: Mercier, premier ministre et ministre de l'Agriculture et de la Colonisation; Shehyn, trésorier provincial; Turcotte; procureur général; Garneau, ministre des Travaux publics; Duhamel, ministre des Terres de la Couronne; Joseph-Emery Robidoux, secrétaire et registraire; D. A. Ross, ministre sans portefeuille.

Desjardins 1902; Langelier 1909-1912, 1; Rivet /1923/; Auclair 1930a; Le Jeune 1931; Bédard 1935; Pacaud 1935; Boissonnault 1936; Turcotte 1933; Rumilly 1936b; Institut généalogique Drouin 1938; Garon 1940; Rumilly c1941d; Nadeau 1944; Rumilly 1947; Institut généalogique Drouin 1948; Beullac et Fabre-Surveyer 1949; Groulx c1950; Chartier 1953; Perron 1955; Marquis 1958; Létourneau 1959; Malchelosse 1959; Filteau 1960; Chartier 1962; Wade c1963, 1; Bélanger 1965; Institut généalogique Drouin 1965; Orban 1967; Lacoursière et Vaugeois 1968; Gosselin 1969; Bergeron 1970; Canada, Archives publiques 1972; Rumilly 1975b, 2; Migner 1978; Lévesque et Migner 1979; Québec, Assemblée Nationale 1979; Charbonneau 1980; Québec, Assemblée Nationale 1980.

1888, 9 mai. Par l'arrêté en conseil n° 285, le gouvernement Mercier nomme trois inspecteurs des manufactures: Charles-T. Côté, James Mitchell et Louis Guyon. Un peu plus tard, il fera voter la somme de \$5 000 pour défrayer les salaires de ces inspecteurs.

Tarte 1892; Chartier 1953; Chartier 1962; De Bonville 1975; Charbonneau 1980.

1888, 9 mai. Mercier prie Mgr Fabre d'autoriser le curé Labelle à consacrer un mois de son temps à la réorganisation des services de

colonisation, à Québec.

Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2; Migner 1978; Lévesque et Migner 1979.

1888, [9 mai]. Mercier nomme Wilfrid Prévost et Louis Tourville conseillers législatifs.

Rumilly c1941d; Orban 1967; Rumilly 1975b, 2.

1888, 11 mai. Mgr Fabre accorde l'autorisation sollicitée par Mercier au sujet du curé Labelle. Le premier ministre s'adjoint ce dernier comme sous-ministre de l'Agriculture et de la Colonisation. A l'occasion de cette nomination, un groupe de députés merciéristes, dont David, font remarquer à Mercier que ce choix est dangereux pour le prestige du curé Labelle et, de plus, contraire aux opinions de ceux qui croient inopportun de mêler trop intimement les prêtres aux activités politiques. Mercier leur rétorque: "Ne pensez-vous pas, mes amis, que cette nomination va être utile à la province [..] Quant aux inconvénients que vous signalez, le curé Labelle est assez fort, assez intelligent pour en neutraliser le danger." Le même jour, le curé Labelle écrit à son ami Globensky, seigneur de Saint-Eustache, pour lui annoncer sa nomination; il souligne, dans sa lettre, que le premier ministre adopte en tous points sa politique de colonisation.

Tarte 1892; Anonyme /1895/; Testard de Montigny 1898; Paradis 1900; Langelier 1909-1912, 1; David 1911; Rivet /1923/; David 1924; Auclair 1930; Auclair 1930a; Auclair 1933; Bédard 1935; Boissonnault 1936; Rumilly 1936; Rumilly 1936a; Rumilly 1936b; Garon 1940; R. L. et P. V. 1940; Gouin 1941; Rumilly c1941d; Turgeon 1944; Rumilly 1945c; Rumilly 1947; Groulx c1950; Bertrand 1953; L. Lamontagne 1954; Perron 1955; Labelle 1958; Létourneau 1959; Filteau 1960; Hamelin, Hamelin et Létarte 1959-1960; Zoltvany 1960; Wade c1963, 1; Orban 1967; Hamelin 1968; Lacoursière et Vaugois 1968; Schull 1968; Tassé 1968; Gosselin 1969; Bergeron 1970; Cornez 1972; Rumilly 1972; Rumilly 1975b, 2; Monière 1977; Migner 1978.

Durocher, Linteau et Robert 1979; Lévesque et Migner 1979; Charbonneau 1980.¹⁹

1888, [11 mai]. Mercier nomme Louis-Philippe Pelletier au Conseil législatif.

Rumilly c1941d; Orban 1967; Rumilly 1975b, 2.

1888, [12 mai]. Décès de Saint-Hilaire, député du Lac Saint-Jean à l'Assemblée législative. Mercier défraie personnellement le coût de ses funérailles.

Rumilly c1941d; Vien 1955; Rumilly 1975b, 2.

1888, [2 mai]. A la veille de l'ouverture de la session, Ozro Baldwin, député conservateur du comté de Stanstead à l'Assemblée législative, se plaint auprès de Mercier du peu d'octrois à la colonisation accordés par le gouvernement dans son comté. "Si vous passez de notre côté, lui répond Mercier, vous aurez tout l'argent dont vous aurez besoin." Baldwin promet, par écrit, "de retirer son vote et son influence au parti conservateur, si le gouvernement distribue assez d'octrois de colonisation" dans son comté.

Rumilly 1975b, 2.

1888, 15 mai. Ouverture de la session; le discours du Trône, lu par le lieutenant-gouverneur Angers, annonce la mise en vigueur de la loi créant le ministère de l'Agriculture et de la Colonisation, et la solution prochaine de la question des biens des jésuites.

Langelier 1909-1912, 1; Auclair 1930a; Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Audet 1971; Rumilly 1975b, 2.

¹⁹ Selon Bertrand, ce serait le cardinal Taschereau qui aurait consenti à ce que le curé Labelle devienne sous-ministre (1953: 38). D'autre part, Boissonnault écrit que le curé Labelle a accepté ce poste vers le 7 août 1887 (1936: 145-146).

1888, 16 mai. Pendant le débat sur l'adresse en réponse au discours du Trône, Mercier annonce officiellement la nomination du curé Labelle au poste de sous-ministre, indique l'importance que son gouvernement attache à la colonisation ainsi qu'aux chemins de fer, fait part de son projet de développer les vallées de la Gatineau, du Saint-Maurice et du Lac Saint-Jean, et parle de l'indépendance éventuelle du Canada comme pouvant se produire sans heurts.

Pelland 1890; Anonyme [1895]; Auclair 1930a; Bédard 1935; Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Rumilly c1942; Rumilly 1947; Labelle 1958; Tassé 1968; Rumilly 1975b, 2.²⁰

1888, [?] mai]. La *Presse* applaudit à la nomination du curé Labelle.

Langelier 1909-1912, 1; Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2.

1888, [18 mai]. Une élection partielle se tient dans le comté de Shefford qui avait élu un candidat national aux élections du 14 octobre 1886. Le candidat merciériste Tancrede de Grosbois est élu.

Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2.²¹

1888, [?] mai]. A l'Assemblée législative, les débats s'ouvrent sur les résolutions de la conférence interprovinciale, déjà homologuées par les législatures des quatre autres provinces représentées à la conférence, en vue de leur communication au gouvernement impérial. Malgré une vive opposition contre celle visant à transférer le droit de désaveu du gouvernement d'Ottawa à celui de Londres, les résolutions sont adoptées par 31 voix contre 17. Mercier laissera

²⁰ L'auteur anonyme de la brochure sur Mercier parue en 1895 attribue au discours du Trône des paroles prononcées en réalité par Mercier le lendemain, au cours du débat sur l'adresse (1895: 21).

²¹ Selon Rumilly, cette élection aurait cependant eut lieu avant l'ouverture de la session, soit avant le 15 mai (c1941d: 18; 1975b, 2: 15).

cependant ces résolutions en suspens et elles ne seront pas transmises à Londres.

Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Chevrette 1963; Rumilly 1975b, 2.22

1888, [20 mai]. Le Père Turgeon transmet à Mercier une évaluation des biens des jésuites qui se chiffre à deux millions de dollars. Cependant, la Compagnie de Jésus se dit prête à accepter \$900 000 en compensation pour ces biens.

Rumilly c1941d; Rumilly 1972; Lavallée 1974; Rumilly 1975b, 2.

1888, 24 mai. L'avocat Lomer Gouin épouse Elisa, fille de Mercier, à l'église Saint-Jacques, à Montréal. Le consul de France compte parmi la soixantaine d'invités.

Roy 1897; Langelier 1909-1912, 1 et 2; David 1911; F. S.-L. 1921; Rivet [1923]; Le Jeune 1931; Auclair 1933; Turcotte 1933; Bruchési c1935, 2; Boissonnault 1936; Rumilly 1936; Rumilly 1936b; Huguenin 1938; Rumilly c1941d; Rumilly c1942; Rumilly c1942a; Rumilly c1942b; Rumilly 1943; Rumilly 1943a; Rumilly 1944; Rumilly 1944a; Rumilly 1945a; Rumilly 1946; Rumilly 1947; Rumilly 1948; Beullac et Fabre-Surveyer 1949; Rumilly 1951; Rumilly 1953; Vien 1955; Labelle 1958; Audet, Malchelosse et Maurault 1962; Wade c1963, 2; Weilbrenner 1965; Beaudoin et Hamelin 1967; Boily 1967; M. Hamelin, édit. 1967; Lacoursière et Vaugeois 1968; Rumilly 1972; Fournier 1974; Rumilly 1975b, 2; Durocher, Lintéau et Robert 1979; Charbonneau 1980; Québec, Assemblée Nationale 1980.²³

1888, [4 juin]. Mercier demande au Père Turgeon de l'aider à contrer une éventuelle opposition au règlement de la question des biens des jésuites, en réduisant ses exigences et en acceptant le mon-

²²C'est sans doute à cet événement que réfère Chevrette lorsqu'il écrit: "En 1887, Mercier, devenu premier ministre, proposa qu'une adresse de l'assemblée législative soit envoyée à la Reine pour que, dans une proclamation, elle transforme ou abolisse la chambre haute." (1963: 94).

²³Auclair fixe la date de ce mariage au 1^{er} mai 1888 (1933: 202).

tant de \$400 000 pour ces biens.

Rumilly c1941d; Rumilly 1972; Rumilly 1975b, 2.

1888, [6 juin]. Mercier nomme Horace Archambault membre du Conseil législatif. Il succède à son père, Louis Archambault, qui s'est démis en sa faveur.

Rumilly c1941d; Orban 1967; Rumilly 1972; Rumilly 1975b, 2.

1888, 8 juin. Le Père Grenier, qui a connu intimement Mercier comme élève de philosophie au Collège Sainte-Marie, écrit à son ami Tardivel que si le premier ministre est depuis longtemps libéral, il peut cependant être ramené à de meilleurs sentiments par des conseils et, au besoin, par des menaces.

Savard 1963; Savard 1967a.

1888, 11 juin. Faucher de Saint-Maurice, député de Bellechasse à l'Assemblée législative, somme le gouvernement Mercier de reconnaître l'importance vitale de la construction d'un pont à Québec, et de préciser son attitude à ce sujet. Le premier ministre reconnaît volontiers l'importance de cette entreprise, réitère la promesse écrite qu'il a faite à la délégation du 3 mai, propose lui-même une motion selon laquelle la province s'engage à fournir sa part pourvu que le fédéral en fasse autant, et il remercie le député de Bellechasse de lui avoir donné l'occasion de relancer le gouvernement fédéral.

Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2.

1888, [14 juin]. Mercier nomme James Kewley Ward, propriétaire d'une importante scierie sur les bords du canal Lachine, au poste de conseiller législatif pour la division de Victoria.

Douville 1972.

1888, [?] juin]. Au cours d'une séance de l'Assemblée législative, Mercier propose de nouveaux subsides pour des chemins de fer d'intérêt local ou régional, et en particulier pour ceux du Lac Saint-Jean et du Nord (Sainte-Adèle à Sainte-Agathe). Il fait réserver, par la même occasion, une somme de \$10 000 pour des travaux d'exploration préliminaires à la construction d'un pont à Québec. Il affirme alors: "Québec est le boulevard de notre autonomie, la clé de voûte de nos institutions. En travaillant à la prospérité de Québec, nous travaillerons pour la province." Le *Chronicle* (Québec) et le *Canadien* applaudissent à la mesure de Mercier concernant le pont de Québec, et l'*Electeur* lui promet l'éternelle reconnaissance des citoyens de la ville de Québec.

Langelier 1909-1912, 1; Bracq 1927; Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Groulx c1950; Gagnon 1967; Tassé 1968; Rumilly 1975b, 2.

1888, 19 juin. Le gouvernement Mercier émet les "règlements des manufactures du Québec" qui mettent en vigueur une loi sanctionnée en 1885 et proposent des modèles devant guider le travail des inspecteurs nommés à cet effet le 9 mai précédent.

Legendre 1892; Tarte 1892; Rivet [1923]; Boissonnault 1936; Chartier 1953; Chartier 1962; Charbonneau 1980.

1888, [?] juin]. Edmund James Flynn soumet à l'Assemblée législative une demande de subvention en faveur de l'Université Laval, jugée indispensable pour empêcher la fermeture de cette institution. Mercier invoque le refus opposé par le gouvernement Ross à la même requête, deux ans auparavant, sous prétexte que l'état financier de la province ne permettait pas alors d'augmenter les crédits affectés à l'éducation supérieure, et il ajoute que la situation n'a pas changé. Le premier ministre laisse même entendre qu'il regrette d'avoir

contribué par son vote, en 1880, à permettre l'établissement de Laval à Montréal.

Rumilly c1941d; Rumilly 1972; Rumilly 1975b, 2.

1888, 25 juin. Mercier assiste au banquet donné à Québec, à l'occasion de la fête nationale. Il est accompagné par le consul de France Dubail, Laurier; Shehyn, Duhamel; L.-P. Pelletier, F. Langelier, Taillon, Ross, Blanchet et C.-A.-P. Pelletier. En réponse à la santé portée à la province de Québec, Mercier prononce un discours sur le thème: "Loyal, mais français."

Chouinard 1890; Laloux-Jain 1974.

1888, 26 juin. Ouverture, à Nashua, de la dix-septième convention nationale des Canadiens français des Etats-Unis. Mercier y a envoyé deux délégués officiels, qui sont David et Faucher de Saint-Maurice. Au cours de la dernière séance, David lit un télégramme de Mercier qui accorde une subvention de \$400 à titre de contribution aux dépenses de la convention.

Chouinard 1890; Rumilly 1947; Rumilly 1958; Rumilly 1975a; Rumilly 1975b, 2.

1888, 27 juin. Le *Canadian Gleaner* (Huntingdon) cite le *Guardian* (Richmond) qui s'alarme de la politique de Mercier: "The process of extirpating British ideas and institutions is going on apace in this uniquely constituted province; and it has made greater strides under the few months of Mr. Mercier's rule than for the whole period covered by the era of responsible government."

Miller 1974.

1888, 28 juin. Mercier soumet à l'Assemblée législative les résolutions visant à indemniser les jésuites pour leurs biens. Le prince Roland

Bonaparte et l'ancien lieutenant-gouverneur Masson assistent à la séance, ainsi que de nombreux membres du clergé. Mercier brosse l'historique de la question, puis il soumet son projet de règlement, déjà accepté par le Père Turgeon au nom de la Compagnie de Jésus. Le gouvernement offre aux jésuites une indemnité de \$400 000 et la rétrocession de ses droits sur la commune de Laprairie. La distribution des \$400 000 sera laissée à la discrétion du pape. En outre, une somme de \$60 000 sera mise à la disposition du comité protestant du Conseil de l'Instruction publique. Pendant la discussion qui s'ensuit, les députés protestants John Smythe Hall et William Owens s'objectent à ce que Mercier considère la confiscation de ces biens par l'administration britannique au début du siècle, comme ayant été un acte de spoliation. Ils contestent aussi le rôle du pape comme distributeur de fonds publics. Enfin, ils accusent Mercier de vouloir, par cette loi, récompenser les jésuites pour leur appui au cours de la campagne électorale de 1886. Mercier insiste pour obtenir l'enregistrement du vote, et les quelques députés qui s'opposaient au projet de loi se rallient; il est adopté à l'unanimité.

Pelland 1890; Legendre 1892; Tarte 1892; Anonyme /1895/; De Celles 1907; Langelier 1909-1912, 1 et 2; David 1911; Frères des Ecoles chrétiennes 1914; Boucher de La Bruère 1918; Beauchesne 1920; Rivet /1923/; David 1924; Soeurs de Sainte-Anne 1925; Bracq 1927; Le Jeune 1931; Auclair 1935; Bédard 1935; Bruchési c1935, 2; Farley et Lamarche 1935; Pabaud 1935; Boissonnault 1936; Rumilly 1936; Rumilly 1936a; Rumilly 1936b; Forget et Rutche 1937; Dandurand 1939; Desjardins 1940a; Gouin 1940; R.L. et P.V. 1940; Gouin 1941; Rumilly c1941d; Rumilly c1942; Turgeon 1944; Rumilly 1945c; Jobin 1947; Nantel 1947; Rumilly 1947; McGee /1948/; Rumilly 1948; Beullac et Fabre-Surveyer 1949; Groulx c1950; Rumilly 1951; Charland 1952; Lefebvre 1954; Rumilly 1955; Québec, Conseil exécutif 1956a, 1; Rumilly 1956; Labelle 1958; Marquis 1958; Létourneau 1959;

Malchelosse 1959; Bouchard 1960, 1; Filteau 1960; Hamelin, Hamelin et Letarte 1959-1960; Tanghé 1960; Zoltvany 1960; Lapierre 1961; Audet, Malchelosse et Maurault 1962; Trépanier 1960-1962, 1; Rumilly 1963; Wade c1963, 1; Hamelin, Hamelin et Huot 1965; Lacour-Gayet 1966; La Terreur 1966; Rumilly 1966; Orban 1967; Savard 1967d; Décary 1968; Décary 1968a; Hamelin 1968; Lacoursière et Vaugeois 1968; Marion 1968; Schull 1968; Cook 1969; Pouliot 1969; Lavergne 1970; Marion 1970; Roy 1970; Audet 1971; Bonenfant 1972a; Rumilly 1972; Rumilly 1973, 1 et 2; Lavallée 1974; Miller 1974; Rumilly 1974; Parizeau 1975; Rumilly 1975; Rumilly 1975b, 1 et 2; Monière 1977; Gagnon 1978; Durocher, Linteau et Robert 1979; Fortin 1979; Lévesque et Migner 1979; Saint-Aubin 1979; Charbonneau 1980.²⁴

1888, [?] juin. L'*Electeur* célèbre Mercier pour avoir réglé la question des biens des jésuites, tandis que le journaliste conservateur Thomas Chapais écrit, dans le *Courrier du Canada* (Québec): "M. Mercier a fait un bel exposé de la question. Nous pensons assez peu souvent comme lui pour être heureux de lui rendre justice quand nous croyons qu'il a raison. Voilà une grande iniquité redressée, une grande spoliation réparée." Tardivel considère par contre que l'indemnité offerte pour les biens est trop faible.

Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Savard 1967d; Audet 1971; Rumilly 1975b, 2; Monière 1977.

1888, 2 juillet. Mercier reçoit à dîner, au Parlement, en l'honneur du prince Bonaparte. Il a invité Mgr Alfred-Cyrille Marois, le consul Dubail, le curé Labelle, le président du Conseil législatif Pierre

²⁴ Boissonnault (1936: 145), Tanghé (1960: 42) et Lacour-Gayet (1966: 46) fixent l'adoption de cette loi au cours de l'année 1887, tandis que le rapport Tremblay (Québec, Conseil exécutif 1956a, 1: 70) de même qu'Audet, Malchelosse et Maurault (1962: 228-229) la situent au cours de l'année 1890. Boucher, de La Bruère (1918: 130) et Audet (1971: 226) confondent la date d'adoption de la loi avec celle de sa sanction, le 12 juillet 1888. Enfin, Beullac et Fabre-Surveyer fournissent deux dates différentes pour l'adoption de ce règlement: une première fois en 1889 (1949: 117) et une deuxième fois en 1888 (1949: 201-202).

Boucher de La Bruère, le président de l'Assemblée législative Marchand, et le chef de l'opposition Taillon.

Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2.

1888, 4 juillet. Mercier apprend officiellement que le pape vient de lui décerner la grand-croix de l'Ordre de Saint-Grégoire-le-Grand.

Pelland 1890; Pouliot 1891; Legendre 1892; Anonyme /1895/; Anonyme 1906; Langelier 1909-1912, 1; Rivet /1923/; Choquette 1930; Le Jeune 1931; Auclair 1933; Boissonnault 1936; Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Rumilly c1942; Rumilly 1945c; Rumilly 1947; Beullac et Fabre-Surveyer 1949; Labelle 1958; Marquis 1958; Bélanger 1965; Dansereau 1974; Rumilly 1975b, 2; Saint-Aubin 1979; Québec, Assemblée Nationale 1980.²⁵

1888, 4 juillet. De Saint-Boniface, Mgr Alexandre Taché écrit à Masson:

"Voici donc réglée la fameuse question des biens des Jésuites et, on peut le dire, réglée par vous. M. Mercier, aux yeux du pays; [en] aura [le] mérite [..] mais au fond votre conscience et votre coeur vous donnent la consolation d'avoir amené [la] solution [..]"

Rumilly 1975b, 2.

1888, 7 juillet. A l'Assemblée législative, adoption par 30 voix contre 14, d'une nouvelle loi forestière promise antérieurement par Mercier. Le projet de loi, préparé par le Père Paradis puis retouché par le curé Labelle, est parrainé en Chambre par Duhamel. Cette loi supprime la réserve forestière créée par une loi du 10 septembre 1883 et qui fermait à la colonisation les terres publiques dans plusieurs cantons. Dorénavant, les marchands de bois n'obtiendront plus de "limites" aux endroits habités. Quant aux colons, usufrui-

²⁵ Selon Langelier, Mercier aurait été avisé de cette faveur pontificale le 5 juillet (1909-1912, 1: 313). Choquette se demande, quant à lui, si Mercier n'aurait pas reçu cette décoration à la suite de son voyage à Rome au début de l'année 1888 (1930: 391). Enfin, Boissonnault affirme que cette nouvelle fut connue le 7 août 1887 (1936: 145).

tiers perpétuels de leurs terres, avec droit de coupe et de vente du bois, ils verseront une redevance à l'Etat, et ils devront respecter les arbres sur une "réserve" de vingt acres par lot de cent acres.

Tarte 1892; Langelier 1909-1912, 1; Auclair 1930a; Bédard 1935; Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Turgeon 1944; Rumilly 1947; Groulx c1950; Malchelosse 1959; Hamelin, Hamelin et Letarte 1959-1960; Tassé 1968; Cornez 1972; Parizeau 1975; Rumilly 1975b, 2; Migner 1978; Durocher, Linteau et Robert 1979; Lévesque et Migner 1979; Charbonneau 1980.

1888, [?] juillet. Mercier soumet à l'Assemblée législative un projet de conversion de la dette provinciale. Des titres uniformes remplaceront les différents titres, bons et obligations émis par la province lors de six grands emprunts contractés précédemment. Les détenteurs de ces anciens titres pourront soit les monnayer, soit les échanger contre de nouveaux portant 4% d'intérêt. Enfin, cette entreprise sera financée par des banquiers européens. Le projet est adopté par 30 voix contre 12.

Tarte 1892; Anonyme /1895/; Rivet /1923/; Boissonnault 1936; Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Miller 1974; Rumilly 1975b, 2; Charbonneau 1980.²⁶

1888, [?] juillet. Au cours de l'assemblée annuelle des actionnaires de la Banque de Montréal, Donald Smith, président de cette institution, proteste énergiquement contre le projet de conversion de la dette provinciale mis de l'avant par Mercier. Au Conseil législatif, les adversaires de Mercier reprennent les arguments de Smith, prédisant

²⁶ Boissonnault écrit que cette loi fut sanctionnée le 10 juin 1887 (1936: 145). Dans sa première biographie de Mercier, Rumilly insère ce passage dans le cadre de la session de 1887 (1936b: 323): "Mercier convertit la dette flottante en dette consolidée, réduisant le taux de l'intérêt sur une partie de cette dette", affirmation qu'il corrige dans ses ouvrages subséquents.

que cette opération financière sapera le crédit de la province. Garneau modifie alors le projet, au nom du gouvernement, de façon à le rendre facultatif et il est adopté par deux voix de majorité.

Rumilly c1941d; Orban 1967; Rumilly 1975b, 2; Charbonneau 1980. 1888, [?] juillet]. La dernière loi présentée par le gouvernement Mercier au cours de la session porte à \$800 l'indemnité sessionnelle des députés.

Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2.

1888, [15 mai - 12 juillet]. Au cours de la session, le Conseil législatif nomme une commission spéciale chargée de vérifier si la démission du conseiller Lavallée n'a pas été le résultat d'une politique d'intimidation de la part du gouvernement Mercier.

Orban 1967.

1888, [15 mai - 12 juillet]. Pendant la session, David présente une motion à l'Assemblée ayant pour but de dénoncer les dangers de la fédération impériale. Raoul Dandurand, qui assiste à cette séance en tant qu'observateur, apprend que l'opposition se prépare à présenter un amendement. Il fait alors tenir un billet à Mercier pour le prévenir et lui suggérer de faire proposer la question préalable. Ce que fait le premier ministre, empêchant par le fait même l'opposition de présenter son amendement. Les députés de l'opposition quittent la salle en guise de protestation, et Mercier fait adopter la motion de David à l'unanimité.

David 1921; M. Hamelin, édit. 1967.²⁷

²⁷ La version retenue ici est celle fournie par Dandurand, bien qu'il fasse remonter cet événement au cours de l'année 1887 (M. Hamelin, édit. 1967: 164-165). Selon David, Mercier aurait plutôt décidé, avant

1888, [15 mai - 12 juillet]. Publication, dans les documents de la session, de la correspondance échangée entre le comte de Nicolay et Mercier à propos des manuscrits du maréchal de Lévis.

Beaulieu, Bonenfant et Hamelin 1968.

1888, [15 mai - 12 juillet]. Mercier fait adopter une loi concernant l'arbitrage entre le Québec et l'Ontario afin de régler leurs comptes respectifs.

Tarte 1892; Rivet [1923]; Boissonnault 1936.

1888, [15 mai - 12 juillet]. Le gouvernement Mercier fait adopter une loi des "licences" qui enlève aux conseils municipaux pour le transférer au gouvernement provincial, le droit d'émettre les permis pour les débits de boisson. Mgr Laflèche est intervenu, en vain, auprès du ministre Turcotte, député de Trois-Rivières, pour faire modifier cette loi de façon à ce que l'émission de tels permis demeure sous la juridiction des conseils municipaux.

Tarte 1892; Rumilly c1941d; Rumilly 1945c; Rumilly 1973, 1; Rumilly 1975b, 2.

1888, [15 mai - 12 juillet]. Mercier fait voter une loi prévoyant que seulement le quart des gages des ouvriers pourront dorénavant être saisis, mais le Conseil législatif rejette cette mesure.

Tarte 1892; Orban 1967.

1888, [15 mai - 12 juillet]. Mercier fait adopter une loi relative aux magistrats de district, qui abolit la Cour de Circuit de Montréal où siègent des juges de la Cour Supérieure pour connaître les pe-

même que cette motion soit soumise à l'Assemblée, de se lever aussitôt après sa lecture pour proposer la question préalable et baïllonner ainsi l'opposition (David 1921: 199-200).

tites causes. Ces dernières seront désormais entendues par deux magistrats de district nommés par le gouvernement du Québec, qui recevront un traitement annuel de \$3 000.

Langelier 1909-1912, 1; Rivet [1923]; Boissonnault 1936; Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2.

1888, [15 mai - 12 juillet]. Le gouvernement Mercier fait adopter une loi spécifiant que la balance non utilisée des octrois gouvernementaux accordés aux sociétés d'agriculture servira à l'établissement d'une station expérimentale de chimie agricole, au Séminaire de Saint-Hyacinthe.

Létourneau 1950; Létourneau 1959; ~~Hamelin~~ et Roby 1971; Charbonneau 1980.

1888, [15 mai - 12 juillet]. Mercier fait octroyer une somme de \$4 000 pour l'agrandissement du Séminaire de Chicoutimi. Son gouvernement patronne aussi une loi constituant la Chambly Manufacturing Company qui produira de l'électricité en utilisant la force hydraulique des rapides de Chambly.

Rumilly 1975b, 2.

1888, 12-13 juillet. Le 12 juillet, le *Canadian Gleaner*, journal de Robert Sellar, qualifie la loi réglant la question des biens des jésuites de "an open defiance of the crown" et de farce, puisque "[the] men to whom Mercier proposes to pay the money are no more the heirs of the Jesuits of 1780 than they are of the apostles." Le lendemain, la *Gazette* imprime que cette loi du gouvernement Mercier est "a skilful party manoeuvre" et qu'elle constitue pour les protestants "a bitter pill".

Miller 1974.

1888, [? juillet]. Le Père Turgeon s'appretant à partir pour Rome où doit

s'effectuer le partage de l'indemnité accordée pour les biens des Jésuites, Mercier lui écrit pour lui exprimer son désir de voir le Saint-Siège accorder la totalité de l'indemnité à la seule Compagnie de Jésus.

Rumilly c1941d; Rumilly 1972; Milner 1974; Rumilly 1975b, 2. 1888, [?] juillet. L'*Union libérale* s'en prend à Mercier qui aurait refusé l'investiture à Fréchette dans le comté de Nicolet, à l'occasion d'une élection partielle, dans le but de plaire aux ultramontains. Fréchette déclare publiquement qu'il n'a pas à se plaindre du gouvernement Mercier.

Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2. 1888, 17 juillet. Mercier arrive à Carleton, en Gaspésie, où il s'est rendu pour ses vacances. Il est accompagné de son épouse, et de David, Charles Langelier, Raphaël Fontaine et Pacaud. Le premier ministre profite de ce séjour pour parcourir les comtés de Gaspé et Bonaventure.

Langelier 1909-1912, 1; Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2. 1888, 20 juillet. Macdonald, qui cherche un prétexte pour désavouer la loi de Mercier concernant la conversion de la dette, écrit à Charles Tupper, en Angleterre: "[...] mon idée est que nous devrions trouver des détenteurs de bons de Québec en Angleterre pour faire une protestation écrite auprès du ministre des Colonies... Il n'y a pas de détenteurs de ces bons au Canada, et par conséquent il n'y a personne de spécialement intéressé à combattre Mercier." Macdonald explique à Tupper que de cette manière, paraissant poussé par l'opinion britannique et par le gouvernement impérial, il pourrait

désayer la loi de Mercier sans trop faire hurler le Québec.

Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2.

1888, [?] juillet. Mercier désigne Charles-Louis Champagne, conseiller législatif d'allégeance conservatrice, et l'avocat Denis Barry, président de la Société Saint-Patrice de Montréal, comme juges à Montréal en vertu de sa nouvelle loi relative aux magistrats de district.

Langelier 1909-1912, 1; Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Rumilly c1942; Orban 1967; Rumilly 1975b, 2.

1888, 24 juillet. Le *Courrier du Canada* du 24 juillet dénonce le transfuge C.-L. Champagne qui a démissionné du Conseil législatif pour accepter le poste de juge que lui a offert Mercier: "Son vote seul empêchait le gouvernement d'avoir la majorité au Conseil législatif; il l'a livré comme une marchandise." La *Presse* et la *Minerve* reprochent aussi à Champagne sa volte-face. Cette dernière blâme en outre Mercier d'imposer aux contribuables de la province, en nommant ses magistrats de district, des charges qui incombent au Trésor fédéral, et elle l'accuse de sacrifier ainsi les intérêts des contribuables à ceux de son parti.

Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Orban 1967; Rumilly 1975b, 2.

1888, [?] juillet-août. Au supérieur du Séminaire de Chicoutimi qui le remercie d'avoir octroyé \$4-000 en faveur de son institution, Mercier répond qu'en agissant de la sorte, il n'a fait que remplir une promesse faite confidentiellement à Mgr Racine, décédé entre-temps.

Rumilly 1975b, 2.

1888, [?] juillet-août. Mercier rassure les correspondants canadiens de

banquiers londoniens, qui s'inquiètent de la conversion de la dette, en leur rappelant qu'elle est facultative.

Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2.

1888, 2 août. Le *Canadian Gleaner* cite le *St. John News* qui condamne l'attitude adoptée par les députés protestants lors de l'adoption de la loi de Mercier pour régler la question des biens des jésuites. Selon ce journal, ceux-ci "wagged their little tails and bleated faintly" quoiqu'ils n'eurent pas le courage d'émettre "an opposing Ba-a".

Miller 1974.

1888, 19 août. A son retour de vacances en Gaspésie, Mercier participe à une fête organisée en son honneur, à Saint-Laurent de l'île d'Orléans. Il profite de cette occasion pour affirmer une fois de plus le caractère national de son gouvernement: "Le gouvernement que j'ai formé est essentiellement national, et restera tel en dépit de tous les efforts qui pourraient être faits pour lui enlever ce caractère [...] Je regrette infiniment la polémique engagée dans les journaux à ce sujet [...] Personne n'est obligé de s'appeler national, et personne n'est obligé d'être ministériel. Mais ceux qui sont ministériels doivent être nationaux."

Rumilly 1936a; Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Miller 1974; Rumilly 1975b, 2.

1888, 22 août. L'*Electeur* ayant publié le discours prononcé par Mercier à Saint-Laurent, la *Patrie* et l'*Union libérale* feignent de croire que ses paroles ont été mal rapportées. Honoré Beaugrand laisse entendre, dans la *Patrie*, que les vrais libéraux, les vieux rouges, "n'hésiteraient pas à retourner dans l'opposition plutôt que de

sacrifier leur nom, leurs traditions, leurs principes". Philippe-Auguste Choquette demande à Mercier, par une lettre en date du 22 août, si les comptes rendus des journaux au sujet de son discours de Saint-Laurent, sont tendancieux. Dans sa réponse, Mercier endosse le compte rendu de l'*Electeur*.

Rumilly 1936a; Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2.

1888, 22 août. Aux protestants qui réclament le désaveu de la loi réglant la question des biens des jésuites, la *Minerve* rappelle que ce sont les gouvernements conservateurs précédents qui ont amorcé ce règlement, accepté par les députés protestants comme par les catholiques, et conclut qu'il serait inopportun de rouvrir un litige sur ce sujet.

Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2.

1888, 23 août - 5 septembre. Le *Starstead Journal* (Rock Island) du 23 août souligne de façon sarcastique, au sujet de l'adoption de la loi sur la question des biens des jésuites: "It would appear by this act of the Holy See that they assume the powers supposed to rest in the hands of the representatives of the people and Her Majesty's representative." Le *Canadian Gleaner* et la *Gazette* affirment pour leur part que ce que Mercier entendait surtout, en déclarant être nationaliste d'abord et libéral ensuite, dans son discours de Saint-Laurent, c'était "not a man true to Canada or to the Empire, but a man who labors to convert Quebec into a purely French nationality". Et selon le *Canadian Gleaner* du 5 septembre, Mercier s'est vanté de sa loi réglant la question des biens des jésuites en affirmant: "I have settled that question and thank God, it is settled forever."

Miller 1974.

1888, 4 septembre. Un leader belge, le Baron de Haulleville, écrit à Mercier pour lui faire part de son projet d'établir deux centres de population au Québec, l'un flamand, l'autre wallon.

Migner 1978; Lévesque et Migner 1979.

1888, [7] septembre. Mercier nomme le docteur David Marcil au Conseil législatif pour remplacer C.-L. Champagne.

Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Orban 1967; Rumilly 1975b, 2.

1888, [?] septembre. Le premier ministre du Canada fait signifier par le gouverneur général le désaveu de la loi de Mercier abolissant la Cour de Circuit et créant une Cour de Magistrats de district à Montréal.

Langelier 1909-1912, 1; Boissonnault 1936; Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2.

1888, 11 septembre. La *Presse* affecte, dans un article important, de demander compte à Mercier du programme arrêté en commun et publié dans ses colonnes à la veille des élections du 14 octobre 1886. Selon ce journal, Mercier aurait évolué au point de devenir uniquement libéral.

Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2.

1888, 12 septembre. Robert Sellar, dans un article du *Canadian Gleaner*, déplore l'étrange apathie des protestants qui refusent de s'élever fermement contre la loi de Mercier sur les biens des jésuites.

Miller 1974.

1888, 13 septembre. Lors d'une grande assemblée de protestation contre le désaveu du fédéral qu'il a lui-même convoquée au marché Saint-Jacques, à Montréal, Mercier dénonce les manœuvres du gouvernement d'Ottawa qui visent à limiter l'autonomie provinciale. Laurier et

C. Langelier prononcent eux aussi des discours en ce sens.

Boissonnault 1936; Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2.²⁸

1888, 13 septembre. La *Gazette* reproduit un article du *Guardian* qui s'en prend à Mercier pour avoir "made the confusion of Dominion politics with local more intense than ever", et pour avoir "widened the breach" entre les "different nationalities and creeds" en augmentant le nombre des magistrats et en ne remplissant pas ses promesses de mettre fin à la corruption dans l'attribution des concessions forestières.

Miller 1974.

1888, 13 septembre. Le lieutenant-gouverneur du Québec, Angers, écrit à Macdonald qu'il est intervenu personnellement auprès de Mercier, en juillet précédent, pour tenter de le dissuader de présenter son projet de conversion de la dette, mais en vain.

Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2.

1888, 18 septembre. W. C. Gibson écrit à Laurier que les protestants du Québec approuvent de moins en moins Mercier.

Miller 1974.

1888, 18 - 22 septembre. Le gouvernement fédéral a signifié au lieutenant-gouverneur du Québec de proclamer dans la *Gazette officielle* le désaveu de la loi de Mercier relative aux magistrats de district. Ayant appris l'opposition éventuelle de Mercier et du secrétaire

²⁸ Dans sa première biographie de Mercier, Rumilly fixe cette assemblée au 13 septembre 1888 (1936b: 349). Par contre, dans ses écrits subséquents, il la reporte au lendemain de la publication du désaveu de la loi des magistrats de district dans la *Gazette officielle*, soit après le 22 septembre (c1941d: 43; 1975b, 2: 41-42).

provincial Gagnon à la publication du désaveu de cette loi, Macdonald écrit à Angers, le 18 septembre: "Cette fonction ne doit pas être obstruée ou retardée par le ministère provincial... Il faut mettre fin à cette tentative pour instaurer un règne d'anarchie, et je suis sûr que vous serez ferme avec ce monsieur." Le lendemain, Angers exprime à Macdonald sa crainte que Mercier et Gagnon refusent de publier le désaveu: "Il faut éviter une crise, M. Mercier ayant maintenant l'appui des deux Chambres de la législature." Le 22 septembre, Macdonald écrit à Angers qu'à titre de lieutenant-gouverneur, il est de son devoir de faire publier la proclamation du désaveu, et de le faire en dépit d'un refus de la part des ministres provinciaux. Si ces derniers s'obstinent dans leur refus, Angers sera en droit de les remplacer et la responsabilité d'une telle crise retombera alors sur Mercier. Le désaveu est finalement publié dans la *Gazette officielle*.

Langelier 1909-1912, 1; Boissonnault 1936; Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2.

1888, 23 septembre. Lors d'une élection fédérale partielle tenue dans le comté de Montréal-Est, Alphonse-Télesphore Lépine, candidat ouvrier appuyé par les conservateurs, est élu par 3 818 voix contre 3 155, soit par une majorité de 663 voix. Son adversaire, A.-E. Poirier, s'était porté candidat national "avec les principes affirmés par l'honorable M. Mercier depuis la fondation du parti national", et il avait été secondé, durant sa campagne, par Mercier, David, F. Langelier et plusieurs autres adhérents du parti national.

Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Desrosiers, Grou et Héroux /1967/;

Rumilly 1972; Rumilly 1975b, 2.²⁹

1888, 28 septembre. La *Patrie* annonce que son rédacteur, Honoré Beau-grand, s'apprête à partir pour l'Europe où il doit passer plusieurs mois. Il a demandé à Charles Savary d'écrire des articles pour son journal durant son absence. Ce dernier a refusé. La *Patrie* affirme qu'au cours de la conversation qu'ils ont eue à ce sujet, Beau-grand et Savary n'ont jamais prononcé le nom de Mercier, contrairement à ce qu'a laissé entendre Savary dans des articles publiés récemment dans la *Minerve* et dans le *Monde*.

Marion 1962.

1888, [?] septembre. Visite de Saint-Hyacinthe par Mercier et les membres de son cabinet. A cette occasion, les ministres s'engagent à voter des subsides spéciaux pour permettre à la ville de racheter ses ponts. Au Collège de Saint-Hyacinthe, Mercier affirme en outre sa détermination d'y faire ouvrir un laboratoire d'analyse chimique.

Choquette 1930.

1888, [?] septembre-octobre. Les membres du consistoire montréalais de l'Eglise presbytérienne s'en prennent à la loi de Mercier relative à la question des biens des jésuites, parce qu'elle constitue, selon eux, une violation du principe de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, et parce qu'elle attribue de l'argent à "une compagnie qui s'est montrée l'ennemie de la liberté religieuse et civile

²⁹ Selon Désrosiers, Grou et Héroux, cette élection se serait tenue le 26 septembre, et Lépine l'aurait emportée par 3 829 voix contre 3 144, soit par une majorité de 684 voix ([1967]: 61).

dans le monde entier".

Miller 1974.

1888, 4 octobre. En compagnie du curé Labelle et de Duhamel, Turcotte et Pacaud, Mercier inaugure, à Saint-Gabriel-de-Brandon, la section du chemin de fer qui relie désormais Saint-Félix-de-Valois à Saint-Gabriel-de-Brandon.

Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2; Migner 1978.

1888, 6 octobre. Sur l'ordre de Mercier, le curé Labelle demande à George Leclerc, ancien directeur du Conseil de l'Agriculture, de lui rendre compte des sommes dépensées à même l'octroi gouvernemental alloué au Conseil, et de lui remettre tout surplus non utilisé de cet octroi.

Migner 1978; Lévesque et Migner 1979.

1888, 7 octobre. Ayant appris que rien ne serait épargné contre les Jésuites à Rome, dans la question du partage de l'indemnité accordée pour leurs biens, Mercier écrit au Père Turgeon pour le prévenir.

Rumilly c1941d; Rumilly 1972; Rumilly 1975b, 2.

1888, 10 octobre. Mercier assiste à la réception du lieutenant-gouverneur Angers par l'Hôtel de Ville de Montréal. Chapleau y assiste aussi à titre de secrétaire d'Etat dans le cabinet fédéral. David lit une adresse de bienvenue au nom de la Société Saint-Jean-Baptiste.

Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2.

1888, 11 octobre. Mercier assiste à la réception, par la ville de Saint-Hyacinthe, du lieutenant-gouverneur Angers. Ces derniers visitent aussi les communautés religieuses de la ville. Au couvent, c'est

la fille du premier ministre, Eva, qui lit l'adresse de circonstance.

Choquette 1930; Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2.³⁰
1888, 15 octobre. Mercier adresse une lettre "flatteuse" à l'abbé Tétreau, accompagnée de deux ouvrages sur les questions sociales et politiques de l'heure, à l'occasion de ses noces d'or sacerdotales.

Choquette 1911.

1888, [?] octobre. Mercier prie Léon XIII, qui ajourne sa décision, de bien vouloir désigner les bénéficiaires de l'indemnité accordée pour les biens des jésuites. Le pape répond à Mercier qu'il ne prendra pas de décision tant que subsistera la possibilité d'un désaveu de la loi par le gouvernement fédéral.

Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Miller 1974; Rumilly 1975b, 2.
1888, 15 octobre. A la demande de Mercier, le lieutenant-gouverneur Angers écrit au secrétaire d'Etat, à Ottawa, que "for urgent reasons" le gouvernement du Québec désire "to know without delay, the intention of the advisers of his Excellency the Governor General, as to the exercise of the right of disallowance with reference to this Act [relatif à la question des biens des jésuites]".

Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Miller 1974; Rumilly 1975b, 2.
1888, 16 octobre. Le Père Hamel, supérieur des jésuites au Canada, écrit à sir John Thompson, ministre de la Justice à Ottawa, pour lui expliquer que le pape veut savoir "if the Jesuit's Bill of indemnity runs any risk of being disallowed by the Federal Govern-

³⁰ Dans son dernier ouvrage sur Mercier, Rumilly écrit que cette visite eut lieu le 12 octobre (1975b, 2: 46).

ment", car le Souverain Pontife ne veut pas rendre publique sa décision relativement au partage des \$400 000 au risque de la voir aussitôt rendue "a nullity by a subsequent disallowance".

(Miller 1974.

1888, [? octobre]. Macdonald répond au gouvernement Mercier que le désaveu de la loi sur la question des biens des jésuites, demandé par les orangistes, est à l'étude. Dans un memorandum adressé à Ottawa, le premier ministre du Québec proteste d'avance contre le désaveu éventuel de cette loi et il insiste pour obtenir une réponse claire qui lui permettra de répondre à son tour à Léon XIII.

Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2.

1888, 18 octobre. Mercier et Mgr Isidore Clut, vicaire apostolique du Mackenzie qui est de passage à Montréal, participent au défilé organisé par l'École de Médecine et de Chirurgie de Montréal pour la fête de la Saint-Luc. Mercier prononce un discours où il fait l'éloge de l'École de Médecine et lui promet son appui.

Rumilly c1941d; Rumilly 1945c; Rumilly 1975b, 2.

1888, 22 octobre. Dans une lettre adressée à sir George Stephens, Macdonald écrit, à propos du premier ministre du Québec: "Mercier is killing himself in the east, as Greenway is doing in the west. I hope, ere long, to get rid of both these scamps."

Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2.

1888, 10 novembre. Poursuivant une politique de nettoyage administratif du ministère de l'Agriculture et de la Colonisation, Mercier, par l'entremise de son secrétaire Boivin, invite le curé Labelle à refuser dorénavant les télégrammes non affranchis.

Migner 1978. ☞

1888, 12 novembre. Des amis de Mercier lui ont fait confectionner, en Europe, une rosette en diamants (la grand-croix de l'Ordre de Saint-Gregoire-le-Grand). Le 12 novembre, Mercier écrit à H.-L. Langevin pour le remercier de lui avoir obtenu l'entrée en franchise de cette décoration. Puis il ajoute: "Permettez-moi aussi de vous prier de ne point oublier la question des frontières nord de la province." Il joint à sa lettre copie d'une étude de Paul de Cazes sur cette question, de même que copie des résolutions adoptées par un comité de l'Assemblée législative, en 1886, dont il faisait lui-même partie à cette époque.

Rumilly 1975b, 2.

1888, 21 novembre. Laurier écrit à Pacaud qu'il a dû refuser d'accompagner Mercier dans un congé de repos, son médecin lui ayant prescrit de garder la maison.

Pacaud 1935.

1888, 22 novembre. Le Club National de Montréal vient de se réorganiser avec Rodolphe Lemieux pour secrétaire. Ce dernier ayant invité Mercier à la séance d'inauguration du Club, le premier ministre s'excuse de ne pouvoir s'y rendre, mais il encourage ses membres à maintenir l'alliance nationale: "Que personne n'oublie que ce mouvement nous a trouvés faibles et divisés et qu'il nous a rendus forts et vainqueurs..."

Rumilly 1975b, 2.

1888, 22 novembre. Joseph Michaud, que le gouvernement Mercier avait envoyé aux Etats-Unis à titre d'agent de rapatriement des Canadiens français exilés en Nouvelle-Angleterre, remet un rapport où il déconseille au gouvernement de se lancer dans une politique de rapa-

triement qui ne pourrait que s'avérer très dispendieuse pour des résultats douteux.

Lévesque et Migner 1979.

1888, 26 novembre. Laurier demande à Pacaud d'intervenir auprès de Mercier pour qu'il attende au mois de juin suivant avant de déclencher une élection partielle dans le comté d'Arthabaska.

Pacaud 1935.

1888, 29 novembre. Le curé Labelle convainc Mercier de maintenir Charles Chapais dans ses fonctions d'assistant-rédacteur du *Journal d'agriculture* et de conférencier agricole pour le gouvernement.

Migner 1978; Lévesque et Migner 1979.

1888, [? novembre-décembre]. Mercier rencontre Langevin et Macdonald au sujet de l'agrandissement du territoire du Québec jusqu'à la baie James. Macdonald, en pourparlers avec le gouvernement ontarien sur le même sujet, fait une réponse dilatoire au premier ministre du Québec. Cette entrevue, inopinée, ne revêt cependant pas de caractère officiel.

Rumilly 1975b, 2.

1888, 6 décembre. Le gouvernement Mercier invite sept des membres laïcs du Conseil de l'Instruction publique à offrir leur démission, sous prétexte de leurs trop nombreuses absences aux réunions.

Boucher de La Bruère 1918; Groulx 1931; Audet 1964; Côté 1968; Audet 1971; Durocher, Linteau et Robert 1979.

1888, 6 décembre. Le cardinal Taschereau, alerté par plusieurs curés, écrit à Mercier pour l'avertir que la famine menace plusieurs familles de colons.

Lévesque et Migner 1979.

1888, 7 décembre. Mercier cède son portefeuille de l'Agriculture et de la Colonisation à William Rhodes et se réserve la présidence du Conseil exécutif.

Desjardins 1902; Rivet [1923]; Choquette 1930; Le Jeune 1931; Rumilly 1936b; Institut généalogique Drouin 1938; Rumilly c1941d; Institut généalogique Drouin 1948; Beullac et Fabre-Surveyer 1949; Marquis 1958; Létourneau 1959; Bélanger 1965; Institut généalogique Drouin 1965; Rumilly 1975b, 2; Migner 1978; Lévesque et Migner 1979; Québec, Assemblée Nationale 1979; Charbonneau 1980; Québec, Assemblée Nationale 1980.³¹

1888, 10 décembre. Lettre de Mercier à Elson J. Rexford, secrétaire du comité protestant du Conseil de l'Instruction publique, en réponse à un mémoire de ce dernier, en date du 27 novembre, au sujet d'un malentendu soulevé entre les membres des comités catholique et protestant du Conseil. Le premier ministre déclare que le procès-verbal de la réunion du Conseil tenue les 18, 19 et 20 avril, qui est contesté par les membres du comité protestant, est exact, et il enjoint le secrétaire du comité protestant de considérer l'incident clos.

Boucher de La Bruère 1918; Audet 1964; Audet 1970; Audet 1971.

1888, 13 décembre. Mercier écrit à Mgr Fabre, en séjour à Rome, le priant d'obtenir un titre important pour le curé Labelle, "qui a servi considérablement la cause de la religion et de la patrie". Mercier spécifie qu'il paiera tous les frais de chancellerie et il demande à en être le premier informé afin d'annoncer lui-même la nouvelle au curé Labelle.

Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2; Lévesque et Migner 1979.

³¹Dans sa première biographie de Mercier, Rumilly laisse supposer que cette nomination de Rhodes eut lieu entre le 12 juillet et le mois de septembre 1888 (1936b: 347). Migner, lui, la fixe au début de l'année 1889 (1978: 78).

1888, 14 décembre. Mercier écrit à Langevin: "J'espère que vous allez voir Sir John et me faire obtenir une entrevue officielle dont je serai prévenu quelques jours d'avance, dans ce mois-ci." Le premier ministre du Québec cherche à obtenir une réponse favorable au sujet de l'extension des frontières septentrionales de la province.

Rumilly 1975b, 2.

1888, [20 décembre]. Tenue d'une élection provinciale partielle dans le comté de Dorchester. Le candidat de Mercier, Louis-Philippe Pelletier, qui a cédé son siège de conseiller législatif au député sortant Louis-Napoléon Larochelle, est élu par acclamation.

Boissonnault 1936; Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Rumilly 1945c; Rumilly 1975b, 2.

1888, 26 décembre. Le curé Labelle remet son rapport à Mercier, lui rendant compte des activités du ministère de l'Agriculture et de la Colonisation pour l'année 1887-1888. Il y expose de façon concise un plan de développement axé sur l'agriculture, la colonisation, le rapatriement et l'immigration. Labelle suggère aussi la création, parmi les cultivateurs de la province, "d'une classe d'honneur qui serait comme le Sénat de l'Agriculture".

Auclair 1930a; Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2; Migner 1978; Lévesque et Migner 1979.

1888, [27 décembre]. Tenue d'une élection provinciale partielle dans le comté de Mégantic. William Rhodes, candidat merciériste, est élu par 98 voix de majorité.

Pacaud 1935; Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Rumilly 1945c; Rumilly 1975b, 2.

1888, [?] décembre]. Tenue d'une élection provinciale partielle dans le comté de L'Assomption. Le candidat de Mercier est élu.

Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Rumilly 1945c; Rumilly 1975b, 2.

1888, [?] janvier - décembre]. Au cours d'un caucus du parti national réuni à Québec, Mercier demande aux députés de son parti de rendre plus attrayants les débats de l'Assemblée législative, en soulevant des questions intéressantes.

David 1921.

1888, [?] janvier - décembre]. Publication d'une brochure intitulée: *Facts for the people. Consider them well. Mr. Mercier judged by his record. No longer a liberal party. The National Party with the Regina Cry - Reigns supreme. To the victors belong the spoils. Let the people asserts themselves. Vote for good men and true. Free speech, justice to all, and no favors. God save the Queen.*

Casey 1932, 2.

1888, [?] janvier - décembre]. Mercier refuse d'accorder un siège de conseiller législatif à Fréchette, qui le lui a demandé, et il le prie de ne pas insister.

Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2.

1888, [?] janvier - décembre]. La Société des Orangistes d'Ottawa, l'Eglise presbytérienne de Miramichi et d'autres associations à leur suite demandent à Macdonald le désaveu de la loi de Mercier relative à la question des biens des jésuites.

Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2.

1888 [?] janvier - décembre]. Mercier est nommé président des anciens élèves du Collège Sainte-Marie.

Beullac et Fabre-Surveyer 1949.

1888, [?] janvier - décembre]. Le curé Labelle écrit à E.-A. Barnard, directeur de l'Agriculture, pour l'enjoindre de quitter sa ferme de Trois-Rivières et s'installer à Québec en permanence. Le curé Labelle spécifie qu'il agit sur un ordre formel de Mercier.

Perron 1955.

1888, [?] janvier - décembre]. Bernatchez, président de la commission d'enquête sur la situation agricole, remet son rapport à Mercier. La commission formule onze recommandations pour favoriser l'essor de l'agriculture au Québec.

Perron 1955; Audet 1972; Lévesque et Migner 1979.³²

1888, [?] janvier - décembre]. Le juge Dugas, magistrat de police et juge des sessions de la paix, ayant obtenu un congé, Mercier demande à Raoul Dandurand de le remplacer.

M. Hamelin, édit. 1967.

1888, [?] janvier - décembre]. Masson ayant exprimé à Mercier le souhait qu'un pont soit construit à Terrebonne, le premier ministre s'empresse de lui répondre: "Je n'ai pas besoin de vous dire que je serai toujours heureux de vous être agréable et de donner à vos conseils le respect qu'ils méritent."

Rumilly 1975b, 2.

1888, [?] janvier - décembre]. Mercier prête de l'argent, contre reçus,

³² Avec l'avènement de Mercier au pouvoir, il fut fortement question de la fermeture de l'École d'Agriculture de L'Assomption, plusieurs membres de son gouvernement jugeant préférable de maintenir une seule école d'agriculture dans toute la province; c'est du moins ce que soutiennent Perron (1955: 54, 271-272) et Audet (1972: 17). Les recommandations du rapport Bernatchez, citées par Lévesque et Migner, contredisent cette assertion (1979: 128-130).

au député de Richelieu, Louis-Pierre-Paul Cardin, ainsi qu'à celui de Soulanges, Avila-Gonzalve Bourbonnais qui, s'étant trouvé "dans une situation pénible", s'est adressé à lui "malgré qu'il se soit assez peu rendu digne de ses premières faveurs".

Rumilly 1975b, 2.

1888, [? janvier - décembre]. Au cours d'une réception, Mercier rencontre l'épouse de Jean Herreboudt de Laet, un homme d'affaires belge qui représente un groupe de capitalistes en quête d'un territoire en Amérique du Nord pour y établir des émigrants belges. Par la suite, Herreboudt de Laet rencontre Mercier pour discuter de son projet. Laissant entendre au premier ministre que son groupe lorgne aussi du côté de la Colombie-Britannique, Mercier tente de le persuader d'accorder plutôt la préférence à la province de Québec.

Migner 1978; Lévesque et Migner 1979.

* * * * *

1889, 1^{er} janvier. Mgr Fabre répond à Mercier, au sujet de sa demande en faveur du curé Labelle: "... en devenant évêque, j'ai pris la résolution de ne jamais solliciter d'uncun ministre du Gouvernement aucune faveur pour qui que ce soit [..] Je vous demande, Monsieur le Premier, de vouloir bien en user de même à mon égard..."

Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2; Lévesque et Migner 1979.³³

1889; [?] janvier. L'élection de Goyette, dans le comté de Laprairie, est annulée et McShane, ex-ministre dans le cabinet Mercier, est déqualifié.

Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2.

1889, [?] janvier. Charles de Boucherville et Adolphe-Basile Routhier démissionnent du Conseil de l'Instruction publique. Mercier les remplace par Rodrigue Masson et François Langelier. L'*Union libérale* ne prise guère la nomination de Masson tandis que la *Vérité* proteste contre celle de Langelier.

Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2.

1889, 9 janvier. Ouverture de la session, à Québec. Le gouvernement Mercier, dans le discours du Trône, souligne notamment que le gou-

³³ Lévesque et Migner écrivent qu'à la suite de ce refus, Mercier, fort de l'appui du conseil des ministres, intervint auprès de Mgr Fabre qui revint sur sa décision (1979: 167-168). Ces auteurs ont vraisemblablement confondu cette intervention de Mercier avec celle décrite plus loin, sous la date du 11 juillet 1888, car ils réfèrent pour cet événement à l'étude de Rumilly (c1941d).

vernement fédéral "had under consideration the wisdom of disallowing the act of the last session confirming the settlement made in connection with the property known as the Jesuits' estates" et que, par conséquent, "the carrying out of the principal provisions of that act has remained and will remain suspended". Il proteste d'avance contre tout projet de veto concernant cette loi, et Mercier fait exprimer sa doctrine à ce sujet par le secondeur de l'adresse, Tancrède Boucher de Grosbois: "Nous ne sommes ni une colonie, ni une dépendance de la Confédération [L.] La source des pouvoirs, on ne saurait trop le répéter, ne va pas du Canada aux provinces, mais des provinces au Canada. Elles sont constituantes; il est constitué." Le gouvernement reconnaît aussi les difficultés rencontrées par la conversion de la dette tout en ajoutant que ce projet n'est pas abandonné. Selon sa promesse, Mercier fait toutefois biffer la clause rendant la conversion obligatoire. Enfin, le gouvernement annonce qu'une nouvelle loi concernant la Cour des Magistrats de district sera mise en vigueur, et que des modifications seront apportées aux lois d'agriculture et de colonisation.

Boissonnault 1936; Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Rumilly 1947; Groulx 1948; Rumilly 1948; Groulx c1950; Filteau 1960; Miller 1974; Rumilly 1975b, 2; Charbonneau 1980.

1889, 12 janvier. William Warren Lynch, député du comté de Brôme à l'Assemblée législative, écrit à John William Dawson, principal de l'Université McGill, qu'un député protestant songe à présenter un projet de loi pour demander la suppression, dans la loi réglant la question des biens des jésuites, de la clause prévoyant l'octroi de \$60 000 au comité protestant du Conseil de l'Instruction publique. Lynch affirme: "Our people do not seem to be happy over it

and Mr. Mercier and his friends are constantly reminding us of their generosity in this respect."

Miller 1974.

1889, [?] janvier. Le cabinet fédéral décide de faire savoir publiquement que la loi de Mercier sur les biens des jésuites ne sera pas désavouée.

Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Rumilly 1947; Rumilly 1948;
Miller 1974; Mercier 1975b, 2.

1889, 15 janvier. Un décret pontifical fixe le partage de l'indemnité de \$400 000 accordée pour les biens des jésuites. La Compagnie de Jésus reçoit \$160 000 et la commune de Laprairie; l'Université Laval de Québec reçoit \$100 000 et sa succursale montréalaise, \$40 000; la Préfecture apostolique du Golfe-Saint-Laurent reçoit \$20 000, les archidiocèses de Québec et de Montréal, de même que les diocèses de Chicoutimi, Nicolet, Rimouski, Saint-Hyacinthe, Sherbrooke et Trois-Rivières reçoivent chacun \$10 000.

Frères des Ecoles chrétiennes 1914; Soeurs de Sainte-Anne 1925; Bruchési c1935, 2; Farley et Lamarche 1935; Rumilly c1941d; Nantel 1947; Beullac et Fabre-Surveyer 1949; Filteau 1960; Trépanier 1960-1962, 1; Pouliot 1969; Rumilly 1972; Lavallée 34
1974; Miller 1974; Rumilly 1975b, 2; Gagnon 1978; Fortin 1979.

1889, 19 janvier. Mowat, qui cherche lui aussi à étendre les frontières septentrionales de l'Ontario, écrit à Mercier qu'il croit nécessaire de recourir à une intervention du gouvernement impérial pour reculer les frontières provinciales.

Rumilly 1975b, 2.

³⁴ Farley et Lamarche fixent à \$100 000 la part de l'indemnité dévolue à la Compagnie de Jésus (1935: 443). Rumilly ajoute d'autre part qu'il s'écoula quelques mois entre cette prise de décision par le Saint-Siège et sa publication (c1941d: 101-102; 1975b, 2: 109).

1889, 22 janvier. Le gouvernement Mercier autorise, par un arrêté ministériel, le trésorier provincial à donner "quittance et décharge complète" aux municipalités de Longueuil et de Chambly, de leurs dettes envers le fonds d'emprunt municipal, pourvu qu'elles s'engagent "à entretenir à perpétuité comme chemin macadamisé" les parties du chemin reliant ces deux municipalités et qui se trouvent dans leurs limites respectives, et à céder gratuitement à la Corporation du Comté de Chambly la partie du même chemin située en dehors de leurs limites, le tout sous "l'obligation formelle d'abolir les barrières de péage et de rendre le chemin libre à la circulation publique".

Rumilly 1974.

1889, 28 janvier. Mercier répond à Mowat qu'il croit inutile de faire appel au gouvernement de Londres pour reculer les frontières provinciales.

Rumilly 1975b, 2.

1889, [28?] janvier. La Protestant Ministerial Association de Montréal décide d'envoyer une pétition au gouverneur général pour obtenir son appui contre la loi de Mercier sur les biens des jésuites.

Miller 1974.

1889, 29 janvier. L'abbé Paul-Napoléon Bruchési, en séjour à Paris, annonce confidentiellement à Thomas Chapais que le gouvernement fédéral ne désavouera pas la loi de Mercier relative aux biens des jésuites.

Bruchési 1958.

1889, [30] janvier. Mercier et le maire de Québec, F. Langelier, ac-

cueillent Albani à la gare de Québec. Le même soir, Albani assiste, dans un fauteuil spécial près de celui du président de l'Assemblée législative, à une partie de la séance parlementaire. Mercier donne aussi un grand dîner en l'honneur de la cantatrice, auquel prennent part les ministres, le curé Labelle et l'abbé Joseph-Adé-
lard Lajeunesse, frère d'Albani.

Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2.

1889, [?] janvier. Avec les \$100 000 octroyés par le gouvernement Mercier pour faire des études préliminaires en vue de la construction d'un pont à Québec, la Quebec Bridge Company a fait poursuivre des études topographiques et des sondages par l'ingénieur S.A. Hoare, qui soumet un rapport favorable au projet au cours du mois de janvier.

Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2.

1889, [?] janvier. Le curé Labelle, qui encourage la fondation et le développement d'écoles d'agriculture comme moyen de propager la science agronomique en milieu rural, persuade Mercier de remettre un prêt de \$10 000 que le gouvernement a avancé aux cisterciens d'Oka quelques années plus tôt.

Migner 1978; Lévesque et Migner 1979.

1889, 2 février. Macdonald répond à Angers, par l'entremise du ministre de la Justice, que la loi du gouvernement Mercier visant à abolir le double mandat au niveau des chambres hautes, n'a pas encore été votée au Conseil législatif et qu'il éprouve, pour sa part, une certaine répugnance à intervenir en cette matière.

Orban 1967.

1889, 5 février. Revenu au Québec après être allé consulter ses "comet-

tants" en Belgique, Herreboudt de Laet confirme à Mercier son intention de donner suite à son projet d'établir une colonie belge au Québec.

Migner 1978.

1889, 6 février. La *Gazette* exprime son mécontentement à la suite du rejet, par Mercier, d'une pétition de la commission scolaire protestante demandant un réajustement du partage des taxes scolaires imposées aux compagnies incorporées.

Miller 1974.

1889, 9 février. Mercier assiste à un banquet offert par les citoyens de Québec à leur maire F. Langelier, à l'occasion de son 25^e anniversaire de mariage. Le premier ministre déclare à cette occasion qu'il a l'intention de faire de la ville de Québec le centre de la province, grâce à la construction d'un pont au-dessus du fleuve qui lui permettra de se raccorder au réseau ferroviaire du pays.

Langelier 1909-1912, 1.

1889, 10-15 février. Le *Herald* (Montréal), la *Gazette*, le *Guardian* et la *Sherbrooke Gazette* approuvent l'attitude de Mercier pour son appui au "B.A. Bill".

Miller 1974.

1889, 15 février. Mercier avise Herreboudt de Laet que son gouvernement est prêt à favoriser son projet de colonisation en offrant gratuitement la concession de deux millions d'acres de bonnes terres.

Migner 1978; Lévesque et Migner 1979.

1889, 17 février. Mercier répond au président de la Société Saint-Jean-Baptiste de Québec, Amédée Robitaille, qu'il accepte de prêter son concours pour la cérémonie d'inauguration du monument Jacques-Cartier

prévue dans le cadre des célébrations de la fête nationale pour le mois de juin suivant.

Chouinard 1890.

1889, 19 février. Un groupe de citoyens de Chicoutimi se rend auprès du Conseil exécutif pour demander au gouvernement Mercier d'octroyer à la Compagnie du Chemin de fer de Québec et du Lac Saint-Jean une aide financière afin qu'elle puisse compléter l'embranchement entre Chambord et Chicoutimi. Mercier se montre vivement intéressé, mais il conditionne tout subside additionnel à une participation accrue de la part du gouvernement fédéral.

Gagnon 1967.

1889, 22 février. Ayant appris que le gouvernement prépare un projet de loi pour modifier le code civil relativement à la tenue des registres d'état civil, l'évêque de Saint-Hyacinthe, Mgr Louis-Zéphirin Moreau, écrit à Mercier: "Je verrai avec beaucoup de peine cette législation prévaloir, car elle commence à briser cette belle harmonie qui règne dans notre heureuse Province entre l'Eglise et l'Etat."

Rumilly 1975b, 2.

1889, 23 février. Selon un journaliste du *Canadian Gleaner*, le "Riel episode did much to awaken the people of the other provinces to the danger that lurked in Quebec" et Mercier par le "Jesuit bill has finished the task".

Miller 1974.

1889, [?] février. A la demande du curé Labelle, Mercier accorde une subvention de \$5 000 à la Compagnie Toussaint qui se spécialise dans l'élevage de canards en incubateur.

Lévesque et Migner 1979.

1889, [?] février-mars]. Depuis plusieurs années, William Perfect Lockwood, propriétaire de mines, se prétendait lésé par des lois provinciales et réclamait une indemnité qui lui avait été refusée par plusieurs gouvernements successifs. Ayant pris Ernest Pacaud pour avocat, Lockwood obtint du gouvernement Mercier les quelques milliers de dollars qu'il réclamait. Le *Monde*, la *Presse* et le *Courrier du Canada* protestent contre ce scandale de l'administration Mercier.

Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2.

1889, [?] février-mars]. La presse d'allégeance conservatrice dévoile le scandale du Table Rock. Le gouvernement Mercier aurait vendu à des amis politiques, pour la somme de \$3 000, une île rocheuse située au pied de la chute de la Chaudière, entre Hull et Ottawa; évaluée dix fois plus cher.

Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2.³⁵

1889, [?] février-mars]. Evariste Leblanc propose un vote de blâme contre le premier ministre du Québec, alléguant que le député fédéral Beau-soleil, ami de Mercier et associé dans son étude légale, profite comme avocat de l'influence du premier ministre. La motion de Leblanc est repoussée par 34 voix contre 24. Trois députés libéraux, Edmond Lareau, Eugène Lafontaine et Eustache Lussier, votent cependant avec l'opposition.

Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2.

1889, 2 mars. Jean-Baptiste Rouillard, rédacteur-proprétaire du journal *Le Sud* (Sorel) qu'il a fondé pour appuyer le parti national, signe un article où il accuse les libéraux d'être sans programme et Mercier, de se cacher sous le masque national tout en étant à la merci des radicaux. Il termine en lançant un vibrant appel aux bleus.

Beaulieu et Hamelin 1965.

1889, 3 mars. Les ministres Garneau et Ross, qui sont à Ottawa pour régler la question des frontières du Québec, dépêchent Etienne-Eugène Taché, sous-ministre des Terres de la Couronne qui les accompagne à titre d'expert, auprès de Mercier pour lui faire part des dernières offres de Macdonald: maintien, comme limite septentrionale, du 52^e degré de latitude nord. Mercier réunit ses collègues en hâte, puis renvoie Taché à Ottawa avec des instructions très fermes: réclamer la rivière East Main comme frontière.

Rumilly 1975b, 2.

1889, 5 mars. Garneau et Ross rentrent d'Ottawa pour annoncer au cabinet provincial que Macdonald refuse de prendre en considération les réclamations du Québec relativement à l'extension de ses frontières. Mercier écrit à Macdonald qu'il se voit obligé de refuser à son tour son consentement pour le règlement de la frontière mitoyenne entre l'Ontario et le Québec, mais le gouvernement fédéral passera outre. Au cours d'une séance de l'Assemblée législative tenue le même jour, Mercier fait le récit des pourparlers entre son gouvernement et celui d'Ottawa sur cette question. Les réclamations du Québec sont contenues dans un rapport d'un comité spécial de la

Chambre adopté en 1886 et reposent sur le principe suivant: récupérer tout ce qui constituait le territoire de la Nouvelle-France, à l'exception de ce qui a été cédé par acte impérial aux autres provinces ou par traité aux Etats-Unis. Les députés de l'opposition approuvent l'attitude adoptée par le gouvernement.

Tarte 1892; Anonyme /1895/; Buies 1900; Langelier 1909-1912, 2; Rivet /1923/; Bracq 1927; Boissonnault 1936; Rumilly 1936b; Gouin 1941; Rumilly c1941d; Rumilly c1942a; Rumilly 1944a; Rumilly 1945; Rumilly 1946; Rumilly 1947; Groulx c1950; Labelle 1958; Wade c1963, 2; Chevrier 1968; Décary 1968; Tassé 1968; Immarigeon 1970; Rumilly 1975b, 2.³⁶

1889, 11 mars. L'assemblée de fondation de l'Evangelical Alliance for the Dominion of Canada décide d'adresser une pétition au gouverneur général pour demander le désaveu de la loi de Mercier sur la question des biens des jésuites, parce qu'elle bafoue les droits scolaires des minorités religieuses du Québec.

Miller 1974.

1889, /19/ mars. A l'occasion de la fête de saint Joseph, Mercier, revêtu de son costume de grand-croix de l'Ordre de Saint-Grégoire-le-Grand, assiste à une messe dans le chœur de la cathédrale de Saint-Hyacinthe, en compagnie de trois évêques.

Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Rumilly 1945c; Rumilly 1947; Labelle 1958; Rumilly 1975b, 2.

1889, /?/ mars. Mercier présente, devant l'Assemblée législative, la lettre que lui adressait Baldwin, député conservateur du comté de Stanstead, en mai 1888, dans laquelle il promettait d'appuyer son gouvernement si ce dernier distribuait suffisamment d'octrois pour

³⁶ Bien que cette question du recul de la frontière septentrionale n'ait été réglée qu'en 1912, Décary affirme: "Grâce à ses efforts, Mercier agrandit notre province des immenses territoires du nouveau Québec (1968: 78)."

la colonisation dans son comté.

Rumilly 1975b, 2.³⁷

1889, [9 janvier - 21 mars]. Mercier fait adopter, par 28 voix contre 15, une loi créant une Cour de Magistrats de district, composée de deux juges au traitement annuel de \$3 000 et d'un greffier au traitement de \$1 400, pour connaître des contestations n'excédant pas cent dollars, des litiges en recouvrement de taxes municipales, scolaires ou d'église, ainsi que des litiges résultant de la loi des licences. C'est là l'essentiel des attributions de la Cour de Circuit que Mercier renonce à abolir, mais qui mourra d'inanition, les tarifs de la Cour de Magistrats étant moins élevés.

Tarte 1892; Rivet [1923]; Boissonnault 1936; Rumilly 1936b; Morin 1938; Rumilly c1941d; Rumilly c1942; Morin 1960; Rumilly 1975b, 2; Charbonneau 1980.³⁸

1889, [9 janvier - 21 mars]. Secondé par le curé Labelle et par Duhamel, Mercier poursuit son entreprise d'arracher le plus possible de réserves forestières aux grands propriétaires pour les mettre à la disposition des colons. La loi des terres publiques, pour favoriser les marchands de bois, défendait au colon de vendre un seul morceau de bois avant que le dixième de son lot ne fût défriché. Une nouvelle loi, préparée par Duhamel, vise à rendre le colon maître sur son lot, à l'instar du cultivateur des anciennes paroisses sur sa terre.

³⁷ Rumilly signale en note infrapaginale que cette lettre fit l'objet d'une discussion à l'Assemblée législative le 22 mars, alors qu'en réalité, la session avait terminé ses travaux la veille (1975b, 2: 15).

³⁸ Selon Morin, cette nouvelle cour aurait eu pour attribution d'instruire des délits criminels (1938: 53).

Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2.

1889, 9 janvier - 21 mars. Préparée par le secrétaire provincial Gagnon à la demande de Mercier, une loi réglant la question de l'administration des asiles d'aliénés est adoptée par 18 voix de majorité. Cette loi atténue le contrôle médical exercé par l'Etat sur les asiles tout en en réservant l'administration à leurs propriétaires.

Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Rumilly 1945c; Rumilly 1975b, 2.

1889, 9 janvier - 21 mars. Mercier fait l'éloge des Frères des Ecoles chrétiennes, à l'Assemblée législative, à l'occasion d'une demande de subvention en leur faveur, déposée par David. L'*Etendard* s'en réjouit: "M. Mercier s'est montré chef national et catholique sans restriction, trouvant des paroles dignes d'un Lacordaire."

Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Rumilly 1945c; Rumilly 1975b, 2.

1889, 9 janvier - 21 mars. McShane, ex-ministre dans le cabinet Mercier, a interjeté appel à la suite de sa déqualification. L'Assemblée législative adopte, par 28 voix contre 12, une motion lui permettant de siéger en attendant les résultats de l'appel.

Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2.

1889, 9 janvier - 21 mars. Mercier fait modifier la loi prévoyant la nomination du président du Conseil législatif pour la durée de la Législature.

Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2.

1889, 9 janvier - 21 mars. Le gouvernement Mercier fait à nouveau adopter, par l'Assemblée législative, une loi prévoyant qu'un quart seulement des gages des ouvriers pourront être saisis, mais le Conseil législatif rejette cette mesure pour la seconde fois.

Orban 1967.

1889, [9 janvier - 21 mars]. Mercier déclare, devant l'Assemblée législative: "Vis-à-vis des Canadiens français des Etats-Unis, nous sommes la mère-patrie. Nous en avons les droits et les devoirs. C'est pourquoi nous avons envoyé l'an dernier des représentants officiels à la grande convention franco-américaine de Nashua."

Rumilly c1941d; Rumilly 1947; Rumilly 1958; Rumilly 1975a; Rumilly 1975b, 2.³⁹

1889, [9 janvier - 21 mars]. Le gouvernement Mercier fait amender la loi concernant la tenue des registres d'état civil.

Tarte 1892; Rumilly 1973, 1.

1889, [9 janvier - 21 mars]. Le gouvernement Mercier fait adopter deux lois qui institutionnalisent les sociétés laitières. Constituées en syndicats composés de propriétaires de fabriques de beurre et de fromage, ces sociétés deviennent pour la première fois éligibles à des subventions gouvernementales équivalentes à la moitié de leurs dépenses jusqu'à un maximum de \$250.

Tarte 1892; David 1911; Rivet [1923]; Boissonnault 1936; Rumilly 1936b; Rumilly c1941c; Perron 1955; Parizeau 1965; Rumilly 1975b, 1; Lévesque et Migner 1979; Charbonneau 1980.

1889, [9 janvier - 21 mars]. Mercier fait passer une loi créant l'Ordre du Mérite agricole. Cette loi institue des concours visant à ré-

³⁹ Les circonstances dans lesquelles Mercier prononça ces paroles varient passablement selon les divers ouvrages de Rumilly. D'après son histoire de la province de Québec (c1941d: 121), Mercier aurait prononcé ces mots durant la session de 1890, tandis que d'après sa dernière biographie de Mercier (1975b, 2: 25), cette citation remonterait à la session de 1888. Enfin, dans sa monographie sur la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, le même auteur situe cette déclaration dans le cadre de la session de 1889 (1975a: 151).

compenser les propriétaires des fermes les mieux tenues. Les règlements en ont été rédigés par E.-A. Barnard.

Legendre 1892; Tarte 1892; Anonyme /1895/; Langelier 1909-1912, 2; David 1911; Rivet /1923/; Auclair 1930a; Auclair 1933; Bédard 1935; Boissonnault 1936; Rumilly 1936b; Rumilly c1941a; Rumilly c1942; Turgeon 1944; Rumilly 1945a; Létourneau 1950; Vien 1955; Perron 1955; Létourneau 1959; M. Hamelin édit., 1967; Beaulieu, Bonenfant et Hamelin 1968; Cornez 1972; Rumilly 1975b, 2; Migner 1978; Lévesque et Migner 1979; Charbonneau 1980.

1889, /9 janvier - 21 mars/. Mercier soumet à l'Assemblée législative un projet de loi visant à interdire le droit de vote aux fonctionnaires.

Charbonneau 1980.

1889, /9 janvier - 21 mars/. Mercier déclare, devant l'Assemblée législative: "Regardez, M. le Président, tous ces magnifiques collègues [...] A quoi les devons-nous? Sinon à l'abnégation de notre clergé national [...]"

Charbonneau 1980.

1889, /? mars/. Au lendemain de la session, Alfred Bonneau quitte le poste de greffier-adjoint des comités parlementaires, que Mercier lui avait confié en 1887.

Belisle 1911.

1889, 26-29 mars. Le 26 mars, William Edward O'Brien, député de Muskoka aux Communes, à Ottawa, présente une motion réclamant le désaveu de la loi de Mercier sur les biens des jésuites. A l'appui de sa motion, O'Brien affirme que le jésuite est un être anormal, agissant sous le contrôle d'un pouvoir occulte, et il déclare: "Notre pays doit être anglais et rien qu'anglais". Un long débat s'ensuit. Clark Wallace, grand maître en exercice des loges orangistes, et

Dalton McCarthy, chef de l'Imperial Federation League, se prononce en faveur du désaveu. Bien qu'orangiste, le député de Lincoln, John Charles Rykert, s'oppose au désaveu tout comme l'ancien maître orangiste McKenzie Bowell, ministre des Douanes. Le chef de l'opposition libérale, Laurier, prononce un discours en faveur du rejet de la motion O'Brien, de même que le ministre de la Justice, John Thompson. C. C. Colby, le plus ancien député du Québec, soutient qu'il "n'y eut jamais une minorité, dans aucun pays, traitée avec plus de générosité que la minorité protestante de la province de Québec", mais, dans l'ensemble, les députés protestants du Québec n'interviennent pas au cours de ce débat, à l'exception de Julius Scriver, député libéral de Huntingdon, qui appuie la demande de désaveu. Enfin, Macdonald adopte un ton ironique et s'applique à minimiser l'importance de cette affaire. Le 29 mars, la motion O'Brien est finalement rejetée par 188 voix contre 13. Les députés qui ont voté en faveur du désaveu - cinq libéraux et huit conservateurs, tous ontariens à l'exception de Scriver - sont surnommés les "nobles treize" ou encore "la douzaine du diable".

Barthe 1890; De Celles 1907; Rivét [1923]; Bédard 1935; Pacaud 1935; Rumilly 1936b; Forget et Rutche 1937; Rumilly c1941d; Rumilly c1942b; Groulx c1950; Rumilly 1951; Charland, édit., 1952; Wade c1963, 1; Lacour-Gayet 1966; Marion 1968; Schull 1968; Pouliot 1969; Marion 1970; Miller 1974; Rumilly 1975b, 2; Charbonneau 1980.⁴⁰

1889, [?] mars]. Le *Courrier du Canada* publie la liste des honoraires

⁴⁰ Le nombre de députés ayant voté contre la motion O'Brien varie selon quelques auteurs. Forget et Rutche en dénombrent 180 (1937: 245). Rumilly, dans sa première biographie sur Mercier (1936b: 354), fixe leur nombre à 188, mais dans ses ouvrages subséquents, ce nombre choit à 180 (c1941d: 76; 1975b, 2: 76). Enfin, Pouliot écrit que 18 députés appuyèrent cette motion et que 188 s'y opposèrent (1969: 485).

versés par le gouvernement Mercier à des avocats-politiciens pour services juridiques.

Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2.

1889, 1^{er} -[?] avril. Dans le *Canadien* du 1^{er} avril, Tarte impute le soulèvement des protestants contre la loi de Mercier indemnisant les jésuites, aux maladroites de la diplomatie pontificale et jésuitique. Il représente la cour de Rome comme ayant cédé aux intrigues de Mercier et des jésuites. La *Presse* et la *Minerve* "regrettent" l'article de Tarte tandis que tous les autres journaux le blâment énergiquement. Ce dernier revient cependant à la charge les jours suivants. Les journaux anglais reproduisent ses articles. L'*Union libérale*, dans le sillage de Tarte, prend la défense du cardinal Taschereau, victime d'intrigues ténébreuses ourdies par Mercier et les jésuites. Mgr Taschereau doit émettre un avertissement public, blâme implicite au *Canadien* et à l'*Union libérale*.

Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2.

1889, 2 avril. Au cours d'une entrevue avec Mercier, une députation de la Chambre de Commerce de Lévis lui demande qu'un de leur concitoyen soit nommé directeur de la Compagnie du Québec-Central.

Roy 1932-1933, 4.

1889, [8 avril]. Mercier nomme Fréchette au poste de greffier du Conseil législatif, choix que la *Minerve* approuve.

David 1911; Auclair 1933; Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Brunet 1946; Marion 1972; Rumilly 1975b, 2.

1889, 9 avril. Le *Herald* annonce que la Montreal Ministerial Association

envoie des pasteurs dans les régions rurales pour alerter la population, à la suite de la décision du gouvernement fédéral de ne pas désavouer la loi de Mercier relative aux biens des jésuites.

Miller 1974.

1889, [?] avril. Mercier cesse les subventions jusqu'alors accordées à Alphonse Desjardins, frère d'un député de l'opposition, qui sténographiait et éditait depuis dix ans les débats de la Législature. Desjardins a refusé d'apporter des corrections exigées par Mercier au texte des débats.

Rumilly c1941d; Rumilly c1942; Rumilly c1942b; Faucher et Vaillancourt 1950; Comité du Centenaire de Lévis 1961; Rumilly 1975b, 2; Lamarche 1977.⁴¹

1889, [?] avril. La *Patrie* publie une lettre ouverte de Calixte Lebeuf, président du Club National de Montréal, à Pacaud, dans laquelle il blâme la distribution du patronage faite par le gouvernement et se plaint que Mercier s'entoure de courtisans et fasse la part trop belle aux conservateurs nationaux au détriment des libéraux. Rosaire Thibaudeau, sénateur libéral, accorde une entrevue à un journaliste de l'*Empire* (Toronto). Il approuve les dénonciations de Lebeuf et se plaint, lui aussi, des "parasites de Québec" au premier rang desquels il place C. Langelier et Pacaud.

Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2.

1889, 23 avril. Lebeuf adresse privément une autre lettre à Pacaud, dans laquelle il dénonce la corruption du régime Mercier et signale le mécontentement croissant des libéraux de la région montréalaise

⁴¹Aux dires de Lamarche, cet incident se produisit en 1890 (1977: 51-55).

à l'endroit de la politique "rétrograde et antilibérale" du premier ministre.

Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Désilets 1967-1968; Canada, Archives publiques 1972; Miller 1974; Rumilly 1975b, 2.⁴²

1889, [23 avril]. Mercier retire la présidence du Conseil législatif à Pierre Boucher de La Bruère pour la confier à Henry Starnes.

Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2.

1889, 25 avril. Une réunion de protestation contre la loi de Mercier relative aux biens des jésuites rassemble plus de 3 000 personnes à Montréal. Un des orateurs déclare que le Québec n'est pas une province française, mais britannique, et que les anglo-protestants vont le prouver.

Miller 1974.

1889, 26 avril. Le *Herald* annonce la création du Montreal Citizen's Committee, composé de 52 membres opposés à la loi de Mercier sur les biens des jésuites et qui promettent "to take such measures to secure the disallowance of the Jesuit Estates Act; to test the constitutionality of said Act; and of the Act of Incorporation of the Jesuit Order; and to this end, to co-operate with other similar committees throughout the Dominion."

Miller 1974.

1889, 26-29 avril. Le 26 avril, E.-A. Barnard, secrétaire du Conseil d'Agriculture, demande au curé Labelle d'intercéder à nouveau auprès de Mercier pour qu'on lui accorde une secrétaire, une première

⁴² Rumilly a reproduit le texte de cette lettre dans trois de ses ouvrages; les deux premières fois cependant, il la présente comme ayant été rédigée dans le cadre de la campagne électorale provinciale de 1890 (1936b: 382-385; c1941d: 134-136).

demande en ce sens lui ayant été refusée. Le 29 avril, Mercier écrit au curé Labelle: "Si M. Barnard n'est pas satisfait de sa position actuelle, il a un moyen bien simple à sa disposition, c'est de résigner."

Perron 1955; Létourneau 1959.⁴³

1889, 30 avril. Au cours d'une séance d'un sous-comité du Conseil exécutif, formé par Mercier pour étudier les demandes de la Société Belge-Canadienne soumises au gouvernement le 15 avril, Herrebout de Laet et les membres du sous-comité tombent d'accord sur l'intérêt de l'établissement d'une colonie belge au Québec. Le gouvernement ne peut cependant souscrire aux conditions onéreuses exigées par la Société Belge-Canadienne et l'administration Mercier renoncera, par la suite, à ce projet.

Migner 1978; Lévesque et Migner 1979.

1889, 7 mai. La *Gazette* annonce que la Montreal Ministerial Association a décidé de se liquer avec son association-soeur ontarienne pour adopter un plan d'action concerté en vue de combattre la loi de Mercier sur les biens des jésuites, persuadée que "the whole Dominion is compromised by this measure".

Miller 1974.

1889, 8 mai. Au cours d'une réunion du Club National de Montréal, les partisans de Mercier et de l'alliance nationale tentent vainement d'enlever la présidence à Lebeuf. Après une séance orageuse, les membres du club votent un ordre du jour de confiance en Mercier.

⁴³Létourneau qui, tout comme Perron avant lui, cite cet extrait de la réponse de Mercier au curé Labelle, la date cependant du 29 août 1890 (1959: 166).

Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Rumilly 1943; M. Hamelin édit., 1967; Rumilly 1972; Rumilly 1975b, 2.

1889, [?]-14 mai. Le *Canadien* approuve la révolte des libéraux contre l'alliance nationale de Mercier avec certains conservateurs: "En s'identifiant à cette secte bigote [..] Mercier expose la province au discrédit [..]". La *Patrie* somme Mercier de rompre avec F.-X.-A. Trudel et le groupe de la *Vérité*. Cette dernière réplique en sommant Mercier de rompre avec le groupe de la *Patrie*. L'*Electeur* du 14 mai publie la note suivante: "Nous sommes priés de déclarer que M. Mercier n'abandonnera pas ses amis MM. Langelier et Pacaud, et qu'il ne reconnaît à personne le droit [..] de lui dicter sa conduite [..]". Dans une entrevue accordée au même journal, Laurier déclare: "M. Mercier a fait une alliance pour arriver au pouvoir; il doit la maintenir par tous les moyens légitimes."

Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2.

1889, 14 mai. Le comité protestant du Conseil de l'Instruction publique avise le gouvernement Mercier qu'après avoir soigneusement étudié le texte de la loi réglant la question des biens des jésuites, il conclut à son inconstitutionnalité parce qu'elle dispose de fonds qui, depuis 1831, étaient réservés à l'éducation supérieure. Le comité exige par conséquent que le "cancelled trust" soit rétabli et il demande en outre que soient levées les restrictions imposées par cette même loi concernant les \$60 000 accordés aux protestants pour fins d'éducation. Le comité fait aussi connaître officiellement sa position au gouvernement fédéral.

Miller 1974.

1889, 15 mai. Mercier participe à une séance du Conseil de l'Instruction

publique au cours de laquelle les membres du comité protestant s'oppose à ceux du comité catholique au sujet de la perception et de la distribution des fonds destinés à l'éducation.

Audet 1964.

1889, 21 mai. La *Patrie* reproduit un article de Tarte paru dans le *Canadien*, dans lequel il accuse notamment l'*Etendard* d'avoir fait reculer Mercier; lors de son voyage en France l'année précédente, quant à la participation éventuelle du Québec à l'exposition universelle de Paris.

Rumilly 1945c; Savard 1967d.

1889, 31 mai. Macdonald écrit à Tupper, haut-commissaire du Canada à Londres, pour qu'il contrecarre la requête de l'Alliance évangélique auprès des autorités britanniques, concernant la loi de Mercier sur les biens des jésuites.

Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2.

1889, [? mai-juin]. Hugh Graham, directeur-proprétaire du *Star*, conduit une délégation à Ottawa pour demander aux ministres de soumettre à la Cour Suprême et au Conseil Privé la constitutionnalité de la loi de Mercier sur les biens des jésuites.

Rumilly 1972.

1889, 7 juin. A l'occasion d'un banquet tenu à Toronto, Macdonald blâme ouvertement l'agitation menée en Ontario contre la loi de Mercier sur les biens des jésuites.

Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2.

1889, 10 juin. Hugh Graham écrit au secrétaire d'Etat à Ottawa, pour l'inciter à convaincre le cabinet fédéral de porter à l'attention des tribunaux la loi de Mercier sur les biens des jésuites, mais

en vain.

Miller 1974.

1889, 10 juin. Une convention antijésuitique se tient à Toronto sous la présidence du pasteur William Caven, principal de Knox College et modérateur de l'Eglise presbytérienne. Robert Sellar déclare que sous l'administration Mercier, la province de Québec ne traite pas les Anglais sur le même pied que les Français. Les membres de la convention décident de fonder l'Equal Rights Association, dans le but de réclamer cette égalité. Les délégués venus de Montréal et des Cantons de l'Est craignent cependant que cette nouvelle association ne mette en danger les droits des protestants du Québec, mais les délégués ontariens ne tiennent nullement compte de leurs interventions.

Tarte 1892; Langelier 1909-1912, 1 et 2; Frères des Ecoles chrétiennes 1914; Beauchesne 1920; Rivet /1923/; Bracq 1927; Bruchési c1935, 2; Farley et Lamarche 1935; Rumilly 1936a; Rumilly 1936b; R.L. et P.V. 1940; Rumilly c1941d; Rumilly c1942a; Rumilly 1945c; Nantel 1947; Rumilly 1947; Rumilly 1947a; Rumilly 1948; Groulx c1950; Rumilly 1951; Charland édit., 1952; Québec, Conseil exécutif 1956; Rumilly 1956; Filteau 1960; Tangé 1960; Audet, Malchelosse et Maurault 1962; Wade c1963, 1; Hamelin, Hamelin et Huot 1965; Lacout-Gayet 1966; Savard 1967d; Décary 1968a; Hamelin 1968; Marion 1968; Schull 1968; Cook 1969; Pouliot 1969; Marion 1970; Audet 1971; Bonenfant 1972a; Rumilly 1972; Lavallée 1974; Miller 1974; Rumilly 1975b, 2; Gagnon 1978; Durocher, Linteau et Robert 1979; Lévesque et Migner 1979; Saint-Aubin 1979; Charbonneau 1980.

1889, 12 juin. J. W. Dawson écrit à Macdonald pour lui faire part de la position du comité protestant du Conseil de l'Instruction publique sur la loi de Mercier relative aux biens des jésuites.

Miller 1974.

1889, 22 juin. Le cardinal Simeoni annonce à Mgr Fabre l'élévation du curé Labelle à la dignité de protonotaire apostolique tout en pré-

cisant que Léon XIII et ses conseillers veulent ainsi témoigner à Mercier leur satisfaction de sa politique religieuse.

Rumilly 1975b, 2.

1889, 23 juin. Mercier accueille officiellement les délégués des différentes sociétés nationales venus du Canada et des États-Unis à Québec, pour la célébration de la fête nationale.

Chouinard 1890; Rumilly 1958.

1889, 24 juin. Mercier assiste, le matin, à une messe célébrée dans l'enceinte du terrain du monument Cartier-Brébeuf, à Québec, en compagnie du lieutenant-gouverneur, de représentants des cabinets fédéral et provincial, et de nombreux autres invités. Le soir, au cours du banquet de la fête nationale, Mercier prononce un discours en réponse à la santé portée en l'honneur de la province de Québec. Il y déclare: "Cette province de Québec, à la santé de laquelle vous venez de boire, est catholique et française, et elle restera catholique et française [...]"; et conclut son discours par cet appel: "Que votre cri de ralliement soit, à l'avenir, ces mots consolants qui feront notre force: cessons nos luttes fratricides, unissons-nous!"

Chouinard 1890; Langelier 1909-1912, 1; Beauchesne 1920; Rivet /1923/; Roy 1923, 1; Bédard 1935; Rumilly 1936a; Rumilly 1936b; Desjardins 1940a; Gouin 1941; Rumilly c1941a; Rumilly c1941d; Rumilly c1942; Rumilly 1943; Rumilly 1945a; Rumilly 1947; Rumilly 1949; Groulx c1950; Rumilly 1951; Rumilly 1953; Vien 1955; Labelle 1958; Marquis 1958; Rumilly 1958; Filteau 1960; Trépanier 1960-1962, 1; Wade c1963, 1 et 2; Lacour-Gayet 1966; Savard 1967c; Costisella 1968; Décary 1968; Hamelin 1968; Schull 1968; Audet 1971; Guay 1972; Dansereau 1974; Levitt 1974; Miller 1974; Rumilly 1975a; Rumilly 1975b, 2; Fournier 1976; Monière 1977; Lévesque et Migner 1979; Charbonneau 1980.

⁴⁴Langelier(1909-1912, 1: 237), Bédard (1935: 19) et Lévesque et

1889, 26 juin. Le *Toronto Daily Mail* publie un compte rendu des célébrations de la Saint-Jean-Baptiste à Québec. Selon ce journal, Mercier a averti clairement les protestants du Québec que "if the French Canadians were to accept the provocation that had been offered them they might not be the first victims of this agitation."

Chouinard 1890; Miller 1974.⁴⁵

1889, [2]juin-juillet. La Société Saint-Jean-Baptiste de New York, qui prépare une convention, demande à Mercier d'y déléguer un représentant de la province de Québec, comme il a fait pour celle de Nashua. Le premier ministre y envoie Rodolphe Lemieux, secrétaire du Club National.

Rumilly 1975b, 2.

1889, 5 juillet. Mercier nomme Denis Murray, "un de ses amis", juge des sessions de la paix à Québec.

Roy 1936.

1889, 6 juillet. Mgr Fabre écrit à Mercier: "Ma volonté est que M. La-belle quitte la position qu'il occupe à Québec pour revenir à Saint-Jérôme, remplir les fonctions de son saint ministère."

Migner (1979: 120) écrivent que Mercier lança son appel à l'union au cours d'une assemblée de protestation contre la pendaison de Riel, qui eut lieu le 22 novembre 1886 au Champ de Mars, à Montréal. Filteau, pour sa part, fait suivre ce même cri de ralliement de la phrase suivante: "C'est la division, née de l'esprit de parti, qui a fait le mal; c'est l'union, née du patriotisme, qui le réparera", que Mercier avait incluse en réalité dans un manifeste-programme publié en juin 1886 (1960: 32). Schull tronque, lui aussi, le discours prononcé par Mercier à cette occasion (1968: 191). Il y insère l'avertissement que le premier ministre avait lancé, le 10 avril 1888, contre la fédération impériale, "régime politique qui pourrait par le truchement de la conscription éparpiller nos fils [...] jusqu'aux sables brûlants du Sahara".

⁴⁵ Selon Miller, cet article parut le 25 juin (1974: 499).

Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2.

1889, 8 juillet. Les Madelinots adressent une requête à Mercier lui demandant que le gouvernement du Québec annexe les Iles-de-la-Madeleine afin qu'ils puissent obtenir la propriété de leurs terres. Le premier ministre répond que son gouvernement ne peut acquiescer à leur demande.

Bernard 1935; Arsenault 1965; Landry 1973.⁴⁶

1889, 9 juillet. Les "officiers en loi du Bureau des Colonies" jugent inutile le renvoi de la loi de Mercier sur les biens des jésuites devant le comité judiciaire du Conseil Privé tel que demandé par l'Alliance Evangélique.

Rumilly c1941d; Trépanier 1960-1962, 1; Rumilly 1975b, 2.⁴⁷

1889, 9 juillet. Le *Travailleur* (Worcester) publie un compte rendu des célébrations tenues à Québec à l'occasion du 24 juin et conclut en exprimant sa vive gratitude envers Mercier pour son chaleureux accueil des délégués franco-américains.

Chouinard 1890.

1889, 11-14 juillet. Mercier réunit le conseil des ministres et obtient son unanimité pour demander à l'archevêque de Montréal de revenir sur sa décision concernant Mgr Labelle. Le 14 juillet, Mgr Fabre répond à Mercier: "Veuillez me pardonner, mais je suis dans l'obligation de maintenir ma décision." Mercier se rend personnellement auprès de Mgr Fabre et obtient qu'il consente à laisser Mgr Labelle "dans les bureaux du ministère jusqu'à l'ouverture de la prochaine

⁴⁶ Arsenault fait remonter cette démarche des Madelinots au 6 mai 1889 (1965: 259).

⁴⁷ Selon Trépanier, le Conseil Privé se serait cependant prononcé sur la constitutionnalité de cette loi (1960-1962, 1: 166).

session", prévue pour le mois de janvier 1890.

Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2.

1889, 22 juillet. J.-A. Laurencelle, secrétaire du comité exécutif des Canadiens français de New York, adresse une lettre à Mercier pour le remercier d'avoir délégué R. Lemieux à leur convention. Mercier transmet cette lettre à Lemieux, avec ses félicitations.

Rumilly 1975b, 2.

1889, 27 juillet. Le comité judiciaire du Conseil Privé de Londres rejette l'appel des frères Gilmour; Mercier ne s'est cependant pas rendu sur place pour y défendre le Père Paradis [voir: 23 septembre 1887].

Rumilly c1941c.

1889, [?] juillet. Le gouvernement Mercier décide que la station expérimentale et le laboratoire de chimie agricole seront situés au Séminaire de Saint-Hyacinthe, et confiés à la direction de l'abbé Charles-Philippe Choquette.

Létourneau 1950; Létourneau 1959; Hamelin et Roby 1971; Migner 1978; Lévesque et Migner 1979.⁴⁸

1889, [?] juillet. Le curé Labelle, nommé protonotaire apostolique, célèbre sa première messe pontificale à la Rivière-Ouelle, en présence de Mercier et du secrétaire provincial Gagnon.

⁴⁸Migner affirme que cette décision date de juillet 1890 (1978: 80). Il s'appuie pourtant sur le "Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil exécutif, en date du 2 juillet 1889, approuvé par le lieutenant-gouverneur le 4 juillet 1889, sur l'établissement d'une station agronomique à Saint-Hyacinthe" (1978: 95). Le même auteur, dans un ouvrage écrit en collaboration et publié l'année suivante, corrige cependant cette erreur, tout en référant au même document, et il fait remonter cette décision du cabinet Mercier au mois de juillet 1889 (Lévesque et Migner 1979: 161).

Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2; Lévesque
et Migner 1979.

1889, 2 août. Le gouverneur général, Lord Stanley, écrit à Macdonald que des délégués protestants de l'Ontario et de Montréal l'ont rencontré dans le but de le persuader d'exercer la prérogative royale et d'imposer son veto à la loi de Mercier sur les biens des jésuites, mais il a refusé.

Miller 1974.

1889, 3 août. La *Gazette* annonce que les protestants du Québec ont décidé, après avoir échoué dans leurs tentatives de faire désavouer la loi de Mercier relative aux biens des jésuites, que "the agitation will be continued in a more extended form".

Miller 1974.

1889, 6 août. Etablissement, à Montréal, d'une succursale de l'Equal Rights Association.

Rumilly 1936b; Wade c1963, 1; Miller 1974.⁴⁹

1889, 31 août - 7 septembre. Le 31 août, James Guthrie Scott, secrétaire de la Compagnie du Chemin de Fer de Québec et du Lac Saint-Jean, explique à Mercier les difficultés financières rencontrées par sa compagnie dans la construction de l'embranchement entre Chambord et Chicoutimi. Scott rappelle à Mercier sa promesse du 19 février précédent et lui souligne que le gouvernement fédéral a octroyé à la compagnie un nouveau subside de \$64 000 au cours du mois de mai. Le 7 septembre, l'évêque de Chicoutimi, Mgr Louis-Nazaire Bégin, écrit à son tour à Mercier pour appuyer la démarche de Scott.

⁴⁹Miller laisse entendre que cette succursale se serait plutôt organisée vers la fin de septembre 1889 (1974: 499).

Gagnon 1967; Charbonneau 1980.

1889, 14 septembre. La *Presse* impute à Mercier et au journaliste Trudel la responsabilité du bannissement de la langue française par le gouvernement manitobain dans tous les services publics de cette province, survenu le 7 septembre. La *Gazette* et le *Canadien* voient eux aussi dans cette décision du gouvernement manitobain le contrecoup de la politique nationaliste de Mercier.

Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Rumilly 1945c; Bonenfant 1972a; Rumilly 1975b, 2.

1889, 18 septembre. L'*Etendard* proteste contre Mercier qui vient de retirer à E.-A. Barnard son titre de directeur de l'Agriculture pour le reléguer au secrétariat du Conseil de l'Agriculture.

Perron 1955; Létourneau 1959.⁵⁰

1889, 25 septembre. Le comité protestant du Conseil de l'Instruction publique se plaint auprès du gouvernement Mercier du fait que les \$60 000 accordés aux protestants à l'occasion du règlement de la question des biens des jésuites sont insuffisants, compte tenu de leur importance relative au sein de la population du Québec. Avant de se rendre à ses revendications, Mercier insiste pour que le comité accepte la somme qui lui a été adjugée et cela, en dépit des objections soulevées par plusieurs groupes qui incitent le comité à refuser ce qu'ils considèrent "un pot de vin".

Miller 1974.

1889, 28 septembre. Tardivel, dans la *Vérité*, accuse Mercier de partisanerie politique à la suite du renvoi de Louis Beaubien du Con-

⁵⁰ Létourneau, qui recourt pourtant au même article que Perron pour décrire cet événement, le date néanmoins du 18 décembre 1890 (1959: 166).

seil de l'Agriculture.

Perron 1955.

1889, 28 septembre. La *Gazette* fait connaître les réclamations du comité protestant du Conseil de l'Instruction publique auprès du gouvernement Mercier. Le journal ajoute que le comité a envoyé au Conseil Privé d'Ottawa une pétition sollicitant une audience en vue de faire valoir sa cause au sujet des fonds du "cancelled trust".

Miller 1974.

1889, 30 septembre. Laurier prononce un discours à Toronto, devant les libéraux fédéraux ontariens. Il défend chaque aspect du règlement de la question des biens des jésuites par Mercier, mais condamne sans équivoque les procédés employés, déplorant qu'on ait abusé de l'emploi du nom du pape.

Wade c1963, 1; Schull 1968; Audet 1971; Rumilly 1975b, 2.

1889, [?] septembre. Le gouvernement d'Ottawa fait connaître publiquement la décision rendue par les "Officiers en loi du Bureau des Colonies" au sujet de la loi de Mercier sur les biens des jésuites.

Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2.

1889 [?] septembre. Le gouvernement Mercier inaugure les écoles du soir à l'intention des ouvriers. Quatre-vingt-dix professeurs et de nombreux locaux sont affectés à ces cours, et plus de 7 000 inscriptions sont enregistrées.

Legendre 1892; Tarte 1892; Anonyme [1895]; Desrosiers 1909; Langelier 1909-1912, 2; Beauchesne 1920; Rivet [1923]; Le Jeune 1931; Auclair 1933; Bédard 1935; Boissonnault 1936; Rumilly 1936; Rumilly 1936a; Rumilly 1936b; Dandurand 1939; R.L. et P.V. 1940; Gouin 1941; Rumilly c1941c; Rumilly c1941d; Turgeon 1944; Rumilly 1947; Lefebvre 1954; Vien 1955; Marquis 1958; Filteau 1960; Hamelin, Hamelin et Letarte 1959-1960; Audet 1961; Parizeau 1965; M. Hamelin, édit.,

1967; Décary 1968; Hamelin 1968; Lacoursière et Vaugeois 1968; Roy 1970; De Bonville 1975; Rumilly 1975b, 1 et 2; Fortin 1979; Lévesque et Migner 1979; Charbonneau 1980.⁵¹

1889, [9 septembre]. Au cours d'un pique-nique politique conservateur à Saint-Hilaire, Chapleau, tout en blâmant les fanatiques, charge d'une part de responsabilité "la maladroite ostentation de M. Mercier" pour l'abolition du français au Manitoba.

Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2.

1889, 15 octobre. La *Gazette* annonce que le comité protestant du Conseil de l'Instruction publique annule ses demandes au gouvernement Mercier et son appel au Conseil Privé d'Ottawa en ce qui concerne les \$60 000 qui leur ont été accordés par la loi sur les biens des jésuites.

Miller 1974.

1889, 25 octobre. Aux élections du Club National, Calixte Lebeuf se désiste de la présidence non sans prononcer un discours où il établit un parallèle entre Bonaparte et Mercier. Lomer Gouin, gendre du premier ministre, lui succède à la présidence.

Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Weilbrenner 1965; Rumilly 1975b, 2.

1889, 25-28 octobre. Le 25 octobre, Mercier demande au cardinal Taschereau s'il pense que la question des biens des jésuites aurait pu être réglée sans laisser la disposition de l'indemnité au pape. Le

⁵¹Dans sa biographie de Mercier parue en 1936, Rumilly fixe la fondation des écoles du soir au cours de la première session du gouvernement Mercier, tenue au début de l'année 1887 (1936b: 323). Il écrit par contre, dans son histoire de la province de Québec, que Mercier fonda ces écoles... à deux reprises: une première fois au cours de la session parlementaire de 1887 (c1941c: 246-247) et une seconde, à l'automne de 1889 (c1941d: 99-100). Rumilly maintient d'ailleurs cette double fondation dans sa dernière biographie de Mercier (1975b, 1: 369; 1975b, 2: 104). Par ailleurs, sous la plume de Lévesque et Migner, ces mêmes écoles sont réduites à une promesse (1979: 174-175).

28, Mgr Taschereau lui répond qu'à son avis, cette solution était la seule possible.

Rumilly 1936b; Rumilly 1941d; Rumilly 1975b, 2.

1889, [?] octobre. Mercier inaugure, à Saint-Raymond de Portneuf, un pont métallique construit pour le chemin de fer de Québec au Lac Saint-Jean.

Rumilly 1936b; Rumilly 1941d; Rumilly 1975b, 2.

1889, [?] octobre. Louis Bélair, typographe en chômage qui habite Ottawa, demande à Mercier une "avance" de \$500 qui lui permettra de lancer un hebdomadaire pour soutenir son parti. Mercier demande à son tour à J.-A. Genand, traducteur aux Communes, de lui fournir des renseignements confidentiels sur Bélair. Genand écrit à Mercier que Bélair est un typographe médiocre qui a déjà lancé trois ou quatre journaux n'ayant eu que deux ou trois numéros. Mercier répond alors à Bélair qu'il regrette de ne pouvoir satisfaire à sa demande, tout en l'encourageant à persévérer dans la réalisation de son projet.

Rumilly 1975b, 2.

1889, 4 novembre. Le *Toronto Daily Mail* publie une lettre de Robert Sellar à Mercier dans laquelle il amorce une nouvelle phase de harcèlement contre le premier ministre et le parti national.

Miller 1974.

1889, 5 novembre. À la demande du Père Turgeon, Mercier a renoncé à la cérémonie grandiose qu'il prévoyait faire, pour la remise officielle de l'indemnité pour les biens des jésuites. Le 5 novembre, au bureau du gouvernement à Montréal, Mercier effectue le paiement de cette indemnité. Il est entouré de presque tous les ministres, de

Mgr Labelle, du Père Turgeon et de Jacques Grenier, maire de Montréal. Le même jour, à Québec, l'acte de cession des biens des jésuites au gouvernement du Québec est signé devant le notaire Cyrille Tessier.

Rumilly c1941d; Nantel 1947; Trépanier 1960-1962, 1; Rumilly 1972, Miller 1974; Rumilly 1975b, 2.

1889, 6 novembre. Mercier prononce un discours-programme devant le Club National de Montréal. Il donne lecture de la correspondance qu'il vient d'échanger avec le cardinal Taschereau au sujet du règlement de la question des biens des jésuites et il termine par un appel à la bonne volonté de tous les libéraux pour le maintien de l'alliance nationale.

Pelland 1890; Anonyme /1895/; Gagnon 1913; Beauchesne 1920; Bédard 1935; Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Bonenfant 1961; Tassé 1968; Roy 1970; Rumilly 1975b, 2.

1889, 6 novembre. Au cours d'une réunion du comité protestant du Conseil de l'Instruction publique, le Très Révérend James Williams, lord évêque de Québec, lit une lettre de Mercier dans laquelle il explique que son gouvernement n'a jamais eu l'intention de changer la destination des fonds affectés par la loi sur les biens des jésuites à la promotion de l'éducation supérieure, et qu'il ne s'oppose aucunement à l'idée de clarifier ce point par une mesure législative, si le comité protestant le désire. Dans cette même lettre, Mercier justifie sa décision de ne laisser au comité que l'usage des intérêts annuels sur l'octroi de \$60 000, en faisant remarquer que cette clause avait été introduite à la demande expresse des membres protestants de l'Assemblée législative. Il se déclare néanmoins prêt, avec l'appui des députés protestants, à modifier la loi de façon à

ce que l'octroi soit affranchi de toute restriction. Enfin, en réponse aux réclamations qui lui sont faites concernant l'insuffisance du montant de \$60 000, Mercier affirme qu'il est prêt à majorer l'octroi, si les statistiques démographiques le justifient.

Miller 1974.

1889, 9 novembre. La *Gazette* publie le compte rendu d'une assemblée publique tenue à Montréal au cours de laquelle Dalton McCarthy a dénoncé le parti libéral et la loi de Mercier sur les biens des jésuites.

Miller 1974.

1889, 12 novembre. Invité à participer au congrès des catholiques des États-Unis qui se tient à Baltimore à l'occasion du centenaire de l'Église catholique américaine, Mercier s'y rend en compagnie de Mgr Labelle et de l'ex-ministre McShane. Ce congrès réunit, autour des cardinaux James Gibbons et E.-A. Taschereau, douze archevêques, cinquante évêques dont Mgr Laflèche, et six cents délégués laïques. Le 12 novembre, Mercier prononce un discours devant le congrès et affirme notamment: "Nous, de la province de Québec, sommes déterminés à n'avoir d'autre guide, dans nos affaires publiques, que la justice [...]"

Pelland 1890; Bellerive 1908; Belisle 1911; Rivet [1923]; Roy 1923, 1; Bracq 1927; Rumilly 1936b; Gouin 1940; Rumilly c1941d; Rumilly 1945c; Rumilly 1947; Rumilly 1958; Marquis 1958; Wade c1963, 1; Savard 1967d; Costisella 1968; Rumilly 1975b, 2; Fournier 1976; Durocher, Linteau et Robert 1979.⁵²

1889, 12 novembre. Laurier demande à Pacaud de lui faire parvenir une copie du discours prononcé par Mercier devant le Club National.

⁵²Selon Belisle, ce congrès se tint en 1891 (1911: 179).

Pacaud 1935.

1889, [?] novembre. A un reporter du *Mail* venu l'interviewer et qui lui demande s'il n'a pas proféré des menaces à l'endroit des majorités protestantes des provinces autres que celle du Québec, lors de son discours prononcé devant le Club National, Mercier répond qu'il ne s'agissait que d'un avertissement. Il spécifie qu'à son avis, toutes les minorités doivent être traitées de la même façon dans toutes les provinces.

Groulx 1931; Morin 1943; Rumilly 1975b, 2.

1889, 27 novembre. Mgr Fabre, qui a communiqué à Rome son intention de ramener Mgr Labelle à la cure de Saint-Jérôme, se fait répondre par le cardinal Rampolla que le pape souhaite plutôt voir Mgr Labelle conserver son poste de sous-ministre dans le gouvernement Mercier.

Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2.

1889, [28 novembre]. Une élection provinciale partielle se tient dans le comté de Brôme dont le siège est devenu vacant à la suite de la nomination du député conservateur William Warren Lynch au poste de juge. Bien que Thomas McGreevy, entrepreneur et député conservateur de Québec-Ouest aux Communes, ait souscrit à la caisse électorale du parti de Mercier, c'est le candidat conservateur Rufus Nelson England qui est élu. La majorité conservatrice choit néanmoins à 116 voix, alors qu'elle était de 297 voix à l'élection précédente.

Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2.⁵³

⁵³ Dans son histoire de la province de Québec, Rumilly accorde 197 voix de majorité au candidat élu au lieu de 116 (c1941d: 111).

1889, [?] novembre. Louis Bazinet, député national du comté de Joliette à l'Assemblée législative, a vu son élection invalidée. Une élection partielle se tient donc dans ce comté et Bazinet, le candidat de Mercier, voit sa majorité portée de 19 voix qu'elle était en 1886, à près de 200.

Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2.

1889, 2 décembre. Mercier écrit à Langevin, Chapleau et Caron, les trois représentants du Québec dans le cabinet fédéral, pour qu'ils present Macdonald de régler la question des frontières septentrionales en faveur du Québec. Mercier leur déclare qu'il a l'intention d'inclure ce sujet dans le discours du Trône, à l'ouverture de la prochaine session prévue pour le 7 janvier.

Rumilly 1975b, 2.

1889, [4] décembre. Edouard-Onésiphore Martin, député de Rimouski à l'Assemblée législative, étant décédé, une élection partielle porte au pouvoir le candidat libéral merciériste Auguste Tessier qui double la majorité de son prédécesseur.

Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2.

1889, 7 décembre. Tardivel regrette, dans la *Vérité*, que Mercier ait fait l'éloge des hommes et des principes de la révolution américaine dans son discours de Baltimore.

Savard 1967d.

1889, 8 décembre. Mercier, entouré des membres de son cabinet, visite le Mont Saint-Louis, à Montréal, sous le directorat du Frère Stephen, qui a été nommé à ce poste le 21 mai précédent. Le même jour [?], Mercier et McShane visitent l'école Sainte-Anne qui est aussi

sous la direction des Frères des Ecoles chrétiennes et où l'on dispense des cours du soir aux ouvriers.

Frères des Ecoles chrétiennes 1937.

1889, 10 décembre. Le *Globe* (Toronto) publie un grand article intitulé *Mercier* et qui représente le premier ministre du Québec avide de détruire la minorité anglo-protestante de la province.

Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2.

1889, 10 décembre. Macdonald a décidé de nommer Francis Godshall Johnson juge en chef de la Cour Supérieure du Québec et le 10 décembre, il se justifie ainsi auprès du juge Louis-Napoléon Casault qui était éligible à ce poste: "Les animosités sociales et religieuses engendrées par la mesure malheureuse de Mercier ont pris une forme maligne, qui peut mettre en danger la prospérité future du pays, et le gouvernement a jugé bon, dans cette circonstance, de ne pas donner aux fanatiques des "Droits Egaux" l'occasion de crier qu'on était passé par-dessus Johnson parce qu'il était anglais."

Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2.

1889, 10 décembre. Le colonel Rhodes se montrant réticent à accorder une augmentation de salaire à l'assistant du sous-ministre de l'Agriculture et de la Colonisation, Mgr Labelle règle le problème en s'adressant directement à Mercier.

Migner 1978; Lévesque et Migner 1979.

1889, 13 décembre. Mgr Fabre intime à Mgr Labelle l'ordre d'abandonner son poste dans le gouvernement Mercier.

Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2; Lévesque et Migner 1979.⁵⁴

1889, [14 décembre]. Fondation d'un nouveau *National*. Inspiré par Georges Duhamel, ce journal montréalais se veut le pendant de la *Justice* de Québec, c'est-à-dire l'organe de la fraction nationale du parti de Mercier. La rédaction en est confiée à un jeune rédacteur de l'*Etendard*, Gonzalve Désaulniers, ancien condisciple et ami de Lomer Guin.

Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2.

1889, 18 décembre. Charles Carrol Colby est élu député conservateur du comté de Stanstead aux Communes, lors d'une élection partielle. La section montréalaise de l'Equal Rights Association lui avait opposé un candidat tandis que Mercier avait discrètement appuyé Colby.

Miller 1974.

1889, 30 décembre. L'élection d'Owen Murphy dans Québec-Ouest ayant été invalidée, celui-ci doit se présenter à nouveau devant l'électorat. Les conservateurs lui opposent vainement Robert McGreevy, frère et associé de l'entrepreneur-député Thomas. Murphy est élu à nouveau et sa majorité passe de 8 à 200 voix.

Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2.⁵⁵

1889, 30 décembre. Se rendant à l'invitation de l'abbé Joseph Gaboury, qu'il a rencontré au congrès catholique de Baltimore, Mercier vi-

⁵⁴Dans son histoire de la province de Québec, Rumilly ajoute que ce rappel "tomba en quelque sorte de lui-même" à la suite de l'avis que reçut Mgr Fabre à ce sujet de la part du cardinal Rampolla (c1941d: 109-110). Dans sa dernière biographie de Mercier, Rumilly réaménage cependant ce passage, l'avis du cardinal Rampolla étant antérieur à l'ordre de Mgr Fabre (1975b, 2: 115-118).

⁵⁵Dans sa dernière biographie de Mercier, Rumilly commence par écrire que c'est Thomas McGreevy plutôt que Robert qui se porta candidat à cette élection, ce qu'il corrige par la suite (1975b, 2: 124, 142).

site la paroisse canadienne de Salem et il y prononce une conférence sur l'éducation devant la Société Saint-Joseph.

Pelland 1890; Legendre 1892; Bellerive 1908; Rivet /1923/;
Rumilly 1936b; Gouin 1940; Gouin 1941; Rumilly 1958; Lessard
 1962; Rumilly 1975b, 2.⁵⁶

1889, 30 décembre. Mgr Fabre expose, dans une lettre adressée au cardinal Rampolla, les raisons pour lesquelles il lui paraît impossible de permettre à Mgr Labelle d'occuper le poste de sous-ministre: "Je ne saurais nier que depuis qu'il gouverne la province de Québec, l'honorable M. Mercier ait présenté et fait adopter à la Législature des lois et des mesures favorables à l'Eglise... mais ces mesures ne suffisent pas à me rassurer pour l'avenir à l'égard du parti libéral. [?]"

Rumilly 1975b, 2.

1889, 30 décembre. H.-J.-J.-B. Chouinard écrit à Mercier pour lui offrir la dédicace de son ouvrage sur la fête nationale des Canadiens français.

Chouinard 1890; Mathieu 1971.

1889, [?] décembre. Au cours d'une assemblée du Club conservateur tenue au Château Ramezay, à Montréal, Taillon fait mine de protester contre "la guerre de race et de religion inaugurée par M. Mercier".

Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2.

1889, [?] décembre. L'*Union* (Lowell) inflige l'avertissement suivant à Mercier: "Nous espérons que M. Mercier s'apercevra bientôt qu'un semblable mouvement [rapatriement des Franco-Américains au Québec]"

⁵⁶ Selon Gouin, c'est en 1899 que Mercier s'adressa aux Franco-Américains de Salem (1940: 41).

est non seulement difficile, mais à peu près impossible."

Rumilly 1975b, 2.

1889, [? janvier-décembre]. Mercier publie une étude intitulée: *Esquisse générale de la province de Québec*.

Chartrand 1890; Legendre 1892; Pelland 1908; Rivet [1923]; Casey 1932, 2; Bélanger 1965; Beaulieu, Bonenfant et Hamelin 1968; Québec, Assemblée Nationale 1979.⁵⁷

1889, [? janvier-décembre]. Mercier visite le Séminaire de Saint-Hyacinthe, en compagnie de la plupart de ses ministres.

Choquette 1911.

1889, [? janvier-décembre]. Mercier assiste, avec une douzaine de ses amis, à la séance de clôture de l'année scolaire des deux académies de la ville de Québec.

F. S.-L. 1921.

1889, [? janvier-décembre]. Au cours de l'hiver 1889, Mercier et Tailon visitent les étudiants en commerce de l'Académie commerciale de Québec.

F. S.-L. 1921.

[1889, ? janvier-décembre]. Bien vu du premier ministre Mercier, le Frère Stephen, directeur de l'Académie commerciale de Québec, obtient aisément pour son institution, moyennant la somme de \$10 000, un terrain situé au coeur de la haute ville de Québec.

F. S.-L. 1921; Frères des Ecoles chrétiennes 1937.

1889, [? octobre-décembre]. L'Association conservatrice du district de Montréal publie une brochure intitulée: *La situation provinciale*.

⁵⁷ Selon Pelland, cette étude serait parue en 1888 (1908: 122).

Pourquoi les Électeurs doivent voter contre le gouvernement Mercier. Discours de l'hon. M. Flynn, prononcé à Montréal le 30 octobre 1889.

Casey 1932, 2.

1889, [? mars-décembre]. Publication d'une brochure intitulée: *Discours de M. L. G. Desjardins député de Montmorency contre la politique financière du gouvernement Mercier. Séances des 15 février, 1 et 18 mars 1889, session de la Législature de Québec de 1889.*

Casey 1932, 2.

1889, [? janvier-décembre]. Macdonald désavoue la nouvelle loi de Mercier créant une Cour de Magistrats de district.

Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2.⁵⁸

1889, [? janvier-décembre]. Le gouvernement Mercier reprend possession du Château Ramezay, à Montréal, pour y installer temporairement la nouvelle Cour de Magistrats de district.

Morin 1938; Morin 1960.

1889, [? janvier-décembre]. Goyette, le candidat de Mercier dans le comté de Laprairie, est réélu avec 72 voix de majorité, au lieu des 88 qu'il possédait antérieurement.

Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2.

1889, [? janvier-décembre]. A titre de premier ministre, Mercier charge Ambroise Choquette, de Worcester, d'étudier les causes de l'émigration canadienne-française aux États-Unis, et l'opportunité du rapatriement.

Rumilly 1958; Rumilly 1975b, 2.

⁵⁸ Selon le contexte des écrits de Rumilly, ce désaveu aurait été prononcé au cours de l'été.

1889, [?] janvier-décembre]. La Société d'Industrie laitière demande à nouveau au gouvernement Mercier d'encourager financièrement la formation de syndicats de fabriques en payant le salaire des inspecteurs.

Perron 1955.

1889, [?] janvier-décembre]. L'ardeur mercieriste du Père Grenier, ami intime de Tardivel, lui fait encourir la disgrâce des évêques Taschereau et Laflèche. Le supérieur des jésuites se voit forcé de l'envoyer dans les missions du nord de l'Ontario.

Savard 1967d.

1889, [?] janvier-décembre]. L'ardeur politico-religieuse des jésuites en faveur de Mercier excède Mgr Laflèche qui les chasse de son diocèse.

Savard 1967f.

1889, [?] janvier-décembre]. Jacques Grenier, *self-made man* et ami personnel de Mercier, est élu maire de Montréal par acclamation.

Rumilly 1972.

1889, [?] janvier-décembre]. Le gouvernement Mercier accorde une subvention de \$3 000 aux Clercs de Saint-Viateur pour les aider à reconstruire leur ferme-école d'Outremont, ravagée par un incendie.

Rumilly 1975.

1889, [?] janvier-décembre]. Délégué par le gouvernement français au Canada et aux Etats-Unis pour étudier l'organisation et le fonctionnement des associations athlétiques, Pierre de Coubertin est invité, à Québec, à la table de Paul de Cazes où sont aussi conviés Mercier et Taillon. Mercier impressionne Coubertin qui le trouve "bon enfant, rieur, avec des histoires drôles plein la tête [...]"

Bizier et Lacoursière 1976.

1890, 7 janvier. Ouverture de la session. Le discours du Trône annonce, entre autres mesures nouvelles, l'empierrement des chemins vicinaux, l'abolition des barrières et des ponts à péage, l'augmentation du nombre des députés, et de nouvelles démarches pour faire reculer la frontière septentrionale du Québec. Auguste Tessier, député de Rimouski, entame les débats en proposant l'adresse. Joseph Gibb Robertson et John Smythé Hall reprochent à Mercier et au parti national leur attitude agressive qui aurait provoqué les représailles des equalrightistes, l'agitation ontarienne et manitobaine. Hall se plaint en outre que Mercier, au congrès de Baltimore, ait manqué de respect pour la mémoire du roi d'Angleterre, George III. Thomas-Chase Casgrain dépose un amendement qui, partant de l'affaire des biens des jésuites, rend le gouvernement Mercier et le parti national responsables de l'agitation equalrightiste. L'amendement est défait par 33 voix contre 17. Thomas Chapais déclare, dans le *Courrier du Canada*, que l'opposition a commis une maladresse en provoquant un vote sur la question virtuellement close des biens des jésuites.

Langelier 1909-1912, 2; Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2.

1890, 9-11 janvier. Le gouvernement du Québec a annoncé la vente de droits de pêche dans certains lacs et cours d'eau. Le 9 janvier, le gouvernement fédéral l'avertit qu'il est le seul maître de procéder à ces ventes et d'en toucher les recettes, car les pêcheries

intérieures tombent sous sa juridiction. Mercier répond qu'il est trop tard pour décommander et il fait procéder à la vente, le 11 janvier. Par la suite, le gouvernement fédéral signifiera un prot te par huissier au gouvernement du Québec et à chacun des acquéreurs.

Tarte 1892; Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2.

1890, 10 janvier. Mgr Labelle, délégué par le gouvernement Mercier en Europe, s'embarque à New York à bord du *Normandie*   destination du Havre.

Auclair 1930a; Rumilly c1941d; Tassé 1968; Rumilly 1975b, 2; Lévesque et Migner 1979.⁵⁹

1890, 10 janvier. Le député du comté de Berthier, Louis Sylvestre, est nommé conseiller législatif par le gouvernement Mercier.

Rumilly c1941d; Orban 1967; Rumilly 1975b, 2.

1890, [15] janvier. Election provinciale partielle dans le comté de Berthier. Le candidat conservateur national, Omer Dostaler, choisi sur l'intervention de Mercier et appuyé par Laurier et François Langelier, est élu. La *Patrie* et l'*Union libérale* protestent contre cet abandon d'une "citadelle rouge" aux conservateurs nationaux.

Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2.

1890, 17 janvier. Décès de F.-X.-A. Trudel. A cette occasion, Mercier télégraphie à l'*Etendard*: "Le parti national perd un de ses plus illustres fondateurs, la patrie un de ses meilleurs citoyens, et l'Eglise catholique un de ses plus nobles enfants."

Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Rumilly 1972; Rumilly 1975b, 2.

⁵⁹ Selon Rumilly, Mgr Labelle n'aurait entrepris ce voyage qu'au cours du printemps de 1890 (c1941d: 144; 1975b, 2: 157).

1890, 17 janvier. Le colonel Rhodes parraine, à l'Assemblée législative, un projet de loi accordant gratuitement cent acres de terre aux pères ou aux mères de douze enfants vivants. Cette nouvelle loi est adoptée à l'unanimité par les deux Chambres.

Legendre 1892; Tarte 1892; Anonyme /1895/; Dumais 1904; Antoine 1905; David 1911; J.W.M. 1911; Langelier 1909-1912, 2; Roy 1918a; Beauchesne 1920; Rivet /1923/; Bracq 1927; Vattier 1928; Auclair 1930a; Le Jeune 1931; Auclair 1933; Bédard 1935; Boissonnault 1936; Rumilly 1936; Rumilly 1936a; Rumilly 1936b; Anonyme 1937; Dandurand 1939; R.L. et P.V. 1940; Rumilly c1941d; Rumilly 1944; Turgeon 1944; Rumilly 1947; Létourneau 1950; Vien 1955; Labelle 1958; Marquis 1958; Létourneau 1959; Parizeau 1965; Létourneau 1967; Désilets 1967-1968; Lacoursière et Vaugeois 1968; Tassé 1968; Demers 1969; Gosselin 1969; Légaré 1969; Bergeron 1970; Rumilly 1975b, 2; Migner 1978; Fortin 1979; Lévesque et Migner 1979; Charbonneau 1980.60

1890, 20 janvier. Mercier répond à H.-J.-J.-B. Chouinard pour le remercier de lui avoir offert la dédicace de son ouvrage sur la fête nationale des Canadiens français.

Chouinard 1890; Mathieu 1971.

1890, [?] janvier. Répondant à une question posée par Faucher de Saint-Maurice, Mercier explique, devant l'Assemblée législative, qu'une politique visant à favoriser le rapatriement des Franco-Américains au Québec serait pratiquement sans effets. Ambroise Choquette, mandaté pour étudier cette question, le déconseille et l'*Union* de Lowell souligne l'inutilité de tels efforts. Mercier reconnaît: "D'une manière générale, je crois que c'est une cause désespérée."

Rumilly c1941d; Rumilly 1958; Rumilly 1975b, 2.

1890, [?] janvier-février. Mercier évoque, devant l'Assemblée, la ques-

⁶⁰ Selon Legendre (1892: 124) et Bracq (1927: 139), cette loi octroyait un lot de cent arpents plutôt que de cent acres. Bédard spécifie par ailleurs qu'il s'agissait d'un lot boisé (1935: 32).

tion des frontières septentrionales. Après en avoir brossé à nouveau l'historique, il déclare que si Macdonald persiste dans son refus, la province prendra pacifiquement possession du territoire contesté en priant un missionnaire d'aller y fonder une paroisse. Le premier ministre offre au chef de l'opposition, qui accepte, de rédiger conjointement une motion affirmant les droits du Québec.

Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2.

1890, [?] janvier-février. Le gouvernement Mercier fait adopter une loi déclarant le diplôme ès-arts suffisant pour l'admission aux études.

Tarte 1892.

1890, [?] février. Charles Langelier reçoit Mercier et deux curés du comté de Bonaventure, à dîner au Club de la Garnison, à Québec.

Rumilly 1975b, 2.

1890, 8 février. Les promoteurs protestants du "B.A. Bill" font appel à Mercier et à Macdonald afin de s'assurer les quelques votes qui permettraient à ce projet de loi d'être adopté par le Conseil législatif.

Miller 1974.

1890, 10-18 février. Selon le *Herald* du 10 février, Mercier s'est mérité l'approbation du *Guardian* pour son attitude lors du vote du "B.A. Bill". La *Gazette* du 14 approuve elle aussi l'attitude de Mercier à cette occasion. Le lendemain, le *Herald* rapporte un article de la *Sherbrooke Gazette* qui se montre satisfaite du rôle joué par le premier ministre lors de ce vote: "Mr. Mercier deserves thanks of all true lovers of equal rights". Enfin, la *Gazette* du 18 février affirme que Mercier a encouru la colère de quelques-uns de ses partisans nationalistes pour avoir user au mieux de son

influence à l'appui du "B.A. Bill".

* Miller 1974.

1890, [? février]. Guillaume-Alphonse Nantel et Louis-Georges Desjardins dénoncent les artifices du budget du gouvernement Mercier et la *Presse* traduit en colonnes de chiffres "les extravagances sans nom du régime actuel".

Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2.

1890, 20-21 février. Mercier a fait attribuer une subvention au curé de Saint-Edouard de Knowlton pour ses écoles. Mais le curé a employé cet argent à d'autres fins, au grand mécontentement de son évêque, Mgr Moreau, qui, le 20 février, s'en plaint au premier ministre tout en le priant de ne plus octroyer de subventions aux curés sans le consulter au préalable. Le lendemain, Mercier acquiesce: "Je suivrai à l'avenir l'avis de Votre Grandeur."

Rumilly 1975b, 2.

1890, 21 février. Mercier prononce un discours devant l'Assemblée législative, en réponse aux critiques formulées par L.-G. Desjardins contre le budget.

Casey 1932, 2.

1890, 22 février. Dans une pétition adressée au ministre Duhamel, Mgr Joseph-Médard Emard parle du résultat des élections municipales tenues à Saint-Constant et il mentionne que le député national Odilon Goyette a appuyé un nommé Lanctôt, transfuge et adversaire du gouvernement Mercier.

Signori-Laforest 1976.

1890, 27 février. Mercier écrit à François-Xavier Lemieux: "J'ai soumis

à mes collègues votre demande relativement au Port-de-Mer, Joliette, dans la partie ouest du village de Lauzon, et j'ai l'extrême plaisir de vous informer que votre demande est accordée. [...]
Lauzon pourra donc jouir absolument et librement, pour l'avenir, dudit Port-de-Mer [...]"

Rumilly 1975b, 2.

1890, [7 février]. Mercier fait voter un don de \$10 000 pour aider à la reconstruction de l'Université de Toronto, ravagée par un incendie.

Langelier 1909-1912, 1; Rivet [1923]; Bracq 1927; Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Wade c1963, 1; Rumilly 1975b, 2; Charbonneau 1980.⁶¹

1890, 28 février. Laurier communique des renseignements à Pacaud afin qu'il puisse défendre adéquatement Mercier contre les attaques dont il est l'objet de la part de l'*Etendard* et d'autres journaux, à propos du vote de \$10 000 en faveur de l'Université de Toronto.

Pacaud 1935.

1890, [28 février]. Mercier adresse une lettre de protestation au révérend William Caven, président de l'Equal Rights Association, contre la publication d'une brochure rédigée par Sellar qui s'attaque à l'Eglise catholique et à la majorité canadienne-française du Québec.

Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2.

1890, 3 mars. Mercier déclare devant l'Assemblée législative qu'au cours d'une audience, le pape lui a demandé son avis sur la question universitaire; il lui a alors répondu que les difficultés continue-

⁶¹ Selon Charbonneau, Mercier aurait effectué ce don au cours de l'année 1889 (1980: 49).

raient tant que Montréal n'aurait pas son université indépendante.

Rumilly c1941d; Rumilly 1972; Rumilly 1975b, 2.

1890, 4 mars. Jean-Baptiste Caouette, président adjoint de la Société Saint-Jean-Baptiste de Québec, adresse une lettre à Mercier pour lui demander de subventionner un monument à Champlain, qui serait inauguré au cours des célébrations de la fête nationale de 1892 afin de marquer d'une façon particulière les noces d'or de la Société. Mercier accuse réception de sa demande le lendemain.

Chouinard 1903, 3.

1890, 5-7 mars. Mgr Moreau a fait présenter un bill pour agrandir le territoire de la paroisse de Rougemont, mais la Législature a apporté des modifications à son projet. Le 5 mars, il s'en plaint à Mercier: "Jusqu'à présent, la Législature a toujours accepté le décret épiscopal en cas identiques [...] Il me ferait peine de voir briser cette si belle harmonie [...]" Mercier lui répond le lendemain que son bill est passé à l'unanimité à l'Assemblée et que c'est le conseiller législatif Pierre Boucher de La Bruère qui, devant le comité des bills privés du Conseil, a introduit des amendements à son projet: "Votre Grandeur devrait en conséquence, qu'Elle me permette de le lui dire, s'adresser à M. de La Bruère et le prier de respecter cette harmonie dont il est question dans votre lettre." Le 7 mars, Mgr Moreau remercie Mercier pour ce qu'il a fait en faveur de son bill, et il ajoute qu'il a écrit à de La Bruère.

Rumilly 1975b, 2.

1890, 15 mars. Citant le *Figaro* (Paris), l'*Electeur* écrit: "Mgr Labelle

est venu à Paris pour convertir la dette du gouvernement du Québec de 4½% à 3%."

Tassé 1968.

1890, 20 mars. A Taillon qui lui reproche son empressement à accorder certaines faveurs, Mercier réplique: "Le gouvernement auquel j'appartiens n'est pas composé de gens qui dorment."

Bédard 1935.

1890, 29 mars. Ayant été informé que Robert McGreevy a décidé de dénoncer les manigances de son frère Thomas parce que ce dernier a financé la campagne électorale du parti national contre sa propre candidature, lors de l'élection partielle de Québec-Ouest (30 décembre 1889), Mercier écrit à Laurier pour lui demander de l'aider à réduire Robert McGreevy au silence.

Schull 1968; Rumilly 1975b, 2.

1890, [?] mars. Mercier demande l'appui moral de l'Assemblée législative et présente des résolutions affirmant les droits du Québec et protestant contre l'empiétement du gouvernement fédéral au sujet de la vente des droits de pêche. Flynn, député de l'opposition, l'approuve.

Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2.

1890, 2 avril. Un "violent" débat a lieu au Conseil législatif à propos de l'octroi de subsides par le gouvernement Mercier. Les conseillers législatifs se rallient finalement à l'opinion de Garnéau suivant qui "c'est l'Assemblée qui est compétente en matière financière" et ils n'amendent pas le budget.

Orban 1967.

1890, [7 janvier-avril]. Pendant son séjour à Paris, Mgr Labelle rencontre le ministre des Finances ainsi que celui des Affaires étrangères -- ce dernier, à deux reprises -- dans le but de préparer le prochain emprunt de Mercier.

Lévesque et Migner 1979.

1890, [7 janvier - 2 avril]. Alexander Cameron, député de Huntingdon, demande à Mercier s'il nourrit des projets sinistres à l'égard de la minorité protestante et s'il compte faire amener le drapeau anglais de la citadelle de Québec pour le remplacer par le tricolore. Mercier répond, en anglais, qu'il sera loyal au drapeau anglais tant que le Canada fera partie de l'Empire britannique et il termine en citant des vers de Lamartine en l'honneur de l'Angleterre.

Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Wade c1963, 1; Rumilly 1975b, 2.

1890, [7 janvier - 2 avril]. Dalton McCarthy ayant déposé aux Communes une motion visant à supprimer l'usage du français dans les Territoires du Nord-Ouest, un des supporteurs de la motion, Alexander McNeil, spécifie qu'elle répond à Mercier et à son parti national, responsables d'une agitation prête à gagner tout le pays. Beausoleil réplique à la motion McCarthy par un amendement aussi vif, ce qui soulève un grand débat. Le second de la motion McCarthy, le député torontois Frederick Charles Denison, déclare: "Allons-nous nous laisser dissuader de faire notre devoir [7] par les menaces et les avertissements de M. Mercier?" Macdonald fait proposer par le ministre de la Justice, John Thompson, un amendement dont le préambule couvre de fleurs la langue française, mais dont

la suite autorise la Législature des Territoires du Nord-Ouest à régler ses procédures.

Rumilly c1941d; Groulx c1950; Schull 1968; Rumilly 1975b, 2. 1890, [7] janvier - 2 avril]. A l'Assemblée législative, Evariste Leblanc soulève l'affaire du Table Rock, qui implique le député ministériel Owen Murphy. Bernatchez, inspiré par Mercier, soutient que Leblanc n'a pas prouvé ses accusations portées contre un collègue, et demande son expulsion de la Chambre. L'opposition réagit furieusement et Mercier prie Bernatchez de retirer sa motion.

Rumilly 1975b, 2.

1890, [7] janvier - 2 avril]. Le gouvernement Mercier fait adopter une loi portant de 65 à 73 le nombre des députés à l'Assemblée. Les trois divisions électorales de Montréal sont dédoublées et les comtés suivants sont divisés: Richmond et Wolfe en Richmond et Wolfe, Rimouski en Rimouski et Matane, Chicoutimi-Saguenay en Chicoutimi-Saguenay et en Lac-Saint-Jean, Québec-Est en Québec-Est et en Saint-Sauveur, et Drummond-Arthabaska en Drummond et en Arthabaska.

Tarte 1892; Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Rumilly c1942; McGee /1948/; Orban 1967; Bernard et Laforce 1969; Rumilly 1972; De Bonville 1975; Rumilly 1975b, 2.⁶²

1890, [7] janvier - 2 avril]. Mercier stimule le progrès de la technique agricole.

Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2.⁶³

⁶² Dans sa première biographie de Mercier, Rumilly écrit que le nombre de députés fut porté à 74 (1936b: 379).

⁶³ Rumilly ne spécifie pas davantage quant à la nature de cette "mesure législative" passée au cours de cette session (1936b: 379; c1941d: 121; 1975b, 2: 132).

1890, [7 janvier - 2 avril]. Mercier fait adopter une loi garantissant pour un tiers l'intérêt à 3%, pendant dix ans, sur trois millions de dollars d'obligations émises par toute compagnie régulièrement organisée, dans le but de construire un pont sur le Saint-Laurent à Québec ou dans les environs, à la condition que les deux autres tiers soient garantis par le gouvernement fédéral et par la ville de Québec. La loi stipule que cette offre est valable jusqu'au 1^{er} janvier 1892.

Tarte 1892; Langelier 1909-1912, 2; Braco 1927; Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Rumilly 1947; Groulx c1950; Parizeau 1965; Rumilly 1975b, 2.

1890, [7 janvier - 2 avril]. Le gouvernement Mercier soumet à l'attention de l'Assemblée des résolutions pour venir en aide aux compagnies de chemins de fer du Lac Saint-Jean et du Témiscamingue.

Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2.

1890, [7 janvier - 2 avril]. Mercier fait adopter un amendement à la loi sur les biens des jésuites, visant à en modifier les clauses jugées inacceptables par les protestants. Le nouveau projet stipule clairement que le règlement antérieur ne doit être interprété comme affectant en aucune façon les fonds réservés pour l'éducation supérieure. De plus, il porte la somme accordée aux protestants de \$60 000 à \$62 961. Le premier ministre refuse cependant de céder aux pressions de certains députés qui cherchent à profiter de cette occasion pour lui faire révoquer le préambule de la loi de 1888.

Nantel 1947; Miller 1974.

1890, 20 avril. Laurier demande à Pacaud d'avertir Mercier de ne pas

payer une somme importante à Thomas McGreevy pour sa réclamation au sujet du chemin de fer du Nord, un tel geste pouvant entraîner des conséquences désastreuses pour son gouvernement.

Pacaud 1935; Schull 1968; Rumilly 1975b, 2.⁶⁴

1890, 29 avril. Mgr Labelle écrit au secrétaire d'Etat du Saint-Siège, le cardinal Rampolla, qu'il doit se rendre à Rome pour y discuter d'affaires concernant le Canada, ainsi que Mercier l'en a chargé.

Tassé 1968.

1890, [?] avril. Tarte insinue dans la presse que Mercier aurait promis à Thomas McGreevy un arrangement à l'amiable concernant sa réclamation, pendante devant les tribunaux depuis plusieurs années, d'un million et demi de dollars pour sa part dans la construction du chemin de fer du Nord, moyennant souscription à la caisse électorale du parti national.

Rumilly 1936a; Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Schull 1968; Rumilly 1975b, 2.

1890, [?] avril. La presse dévoile l'affaire Whelan. L'entrepreneur qui a bâti le palais de justice de Québec, John Patrick Whelan, aurait versé \$10 000 à Pacaud pour hâter le règlement de sa créance et Mercier est soupçonné d'avoir bénéficié de cette somme.

Rumilly 1936a; Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2.

1890, 7 mai. Mgr Labelle écrit à Mgr Jacobini qu'il a accepté le poste de sous-ministre, en 1888, à la condition de ne toucher aucun salaire mais seulement une indemnité pour ses frais de déplacement, et de jouir d'une indépendance complète au sein de l'administration.

⁶⁴ Schull (1968: 205) et Rumilly (1975b, 2: 148) datent cette lettre de Laurier à Pacaud du 19 avril.

Mercier lui avait d'ailleurs promis qu'il serait l'égal du premier ministre, promesse qu'il a toujours respectée fidèlement.

Tassé 1968.

1890, 8 mai. Gagnon est nommé shérif à Québec et Joseph-Emerly Robidoux lui succède comme secrétaire et registraire dans le cabinet Mercier.

Roy 1897; Desjardins 1902; Langelier 1909-1912, 2; Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Beullac et Fabre-Surveyer 1949; Rumilly 1975b, 2; Québec, Assemblée Nationale 1980.⁶⁵

1890, 15 mai. Mercier ouvre sa campagne électorale en prononçant un discours-programme au Tara Hall, à Québec. François Langelier préside l'assemblée, assisté par deux secrétaires, J.-A. Langlais et Nazaire Ollivier.

Langelier 1909-1912, 2; Gagnon 1913; Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Bonenfant 1961; Roy 1970; Rumilly 1975b, 2; Lévesque et Migner 1979.

1890, 15 mai. D. A. Ross quitte le cabinet Mercier.

Desjardins 1902; Turcotte 1933; Roy 1936; Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2.⁶⁶

1890, 19 mai. Arthur Boyer devient ministre sans portefeuille dans le cabinet Mercier.

Desjardins 1902; David 1924; Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Bélanger 1965; M. Hamelin édit., 1967; Rumilly 1975b, 2; Québec, Assemblée Nationale 1980.

1890, 21 mai. Joseph Boivin, secrétaire personnel de Mercier, est nommé

⁶⁵ Selon Roy (1897: 175), Langelier (1909-1912, 2: 38), Beullac et Fabre-Surveyer (1949: 140) et le *Répertoire des parlementaires québécois* (Québec, Assemblée Nationale 1980: 227), Robidoux devint ministre le 9 mai.

⁶⁶ Dans sa première biographie de Mercier, Rumilly passe le départ de Ross sous silence; il écrit même au contraire: "En septembre /1890/, Mercier compléta son cabinet en y faisant entrer David Ross [...] (1936b: 398-399)". Cette erreur ne revient cependant pas dans ses ouvrages subséquents.

sous-secrétaire provincial.

Roy 1936.

1890, 24 mai. Mgr Labelle confie, dans une lettre à un ami, qu'il ne souhaite rien moins que de quitter son emploi de sous-ministre et même sa cure pour prendre sa retraite.

Tassé 1968.

1890, 26 mai. Mercier assiste, en qualité de parrain, à la première communion de 114 enfants, à la maison-mère des Soeurs de la Charité de Québec. Il est accompagné par Mme Joseph Shehyn qui fait office de marraine. Après la cérémonie, le premier ministre et le cardinal Taschereau visitent les orphelins de l'asile Nazareth, tenu par la même communauté. Mercier décerne une médaille d'or au meilleur sujet du corps de cadet des orphelins.

Soeur Sainte-Blanche 1948.

1890, 28 mai. R. White prévient Macdonald que la Compagnie du Grand Tronc accorde ouvertement son appui au parti de Mercier pour les élections générales, afin de protester contre l'attitude trop favorable du premier ministre du Canada envers leur rivale, le Pacifique Canadien.

Miller 1974.

1890, 30 mai. Le *Nouveau Monde* reproduit le discours-programme prononcé par Taillon à l'occasion de l'ouverture de sa campagne électorale. Il essaie sans conviction de rallier les conservateurs nationaux passés dans le camp de Mercier et s'en prend modérément au gouvernement de ce dernier qu'il blâme d'utiliser les fonds qui lui sont confiés en fidéicommis.

Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Roy 1970; Rumilly 1975b, 2.

1890, [?] novembre 1889 - ? mai 1890]. Stanislas Drapeau demande \$3 000 à Mercier dans le but de fonder un "journal des patriotes" hebdomadaire, intitulé *l'Ami du peuple* ou *Le Drapeau national*, qui serait publié à Saint-Jean-Deschaillons et qui viserait plutôt la population des campagnes. Drapeau voudrait aussi placer 50 000 exemplaires d'un *Guide du colon* qu'il a rédigé, à \$70 le mille, auprès du sous-ministère de Mgr Labelle.

Québec, Ministère des Affaires culturelles 1968; Rumilly 1975b, 2.

1890, [?] avril - [?] mai. Louis Bélair demande à Mercier une avance de fonds de \$150 à \$200 pour fonder un journal qui s'adresserait aux classes ouvrières. Mercier lui répond de s'adresser à C.-A. Geoffrion, organisateur et trésorier du parti national pour le district de Montréal.

Québec, Ministère des Affaires culturelles 1968; Rumilly 1975b, 2.

1890, [?] mai]. Mercier nomme Rosaire Thibaudeau shérif à Montréal.

Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2.

1890, [?] mai]. Mercier renonce à la candidature maskoutaine, qu'il cède à son ami Odilon Desmarais, pour se présenter candidat dans le comté de Bonaventure.

Choquette 1930; Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2; Lévesque et Migner 1979.

1890, [?] mai]. Honoré Beaugrand se dissocie du parti national et se présente comme candidat libéral indépendant dans la division Saint-Louis de Montréal. Il reproche à Mercier d'avoir abandonné les principes libéraux pour s'adonner à une politique payante et de compromis.

Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Rumilly 1945b; Rumilly 1972; Rumilly 1975b, 2.

1890, [?] mai]. Henri Bourassa cherche en vain à susciter une candidature libérale indépendante dans le comté d'Ottawa pour faire échec au candidat de Mercier.

Rumilly 1953.

1890, [?] mai]. Henri-Josué Martin, médecin de Carleton et député conservateur sortant du comté de Bonaventure, renonce à se porter candidat contre Mercier.

Martin 1973.

1890, 6 juin. Sir George Stephen écrit à Macdonald qu'il comprend l'attitude cynique des protestants anglophones pour qui "all French are tarred with one stick" et que "therefore Mercier is about as good as the average".

Miller 1974.

1890, 7 juin. Macdonald écrit à J.C.C. Abbott qu'à son avis, la piètre politique financière de Mercier va favoriser les conservateurs lors de l'élection du 17 juin.

Miller 1974.

1890, 7 juin. Le secrétaire de la Sacrée Congrégation de la Propagande avise Mgr Labelle que Sa Sainteté a adressé un rescrit à Mgr Fabre pour lui signifier son désir de le voir conserver encore pendant un certain temps son poste de sous-ministre de l'Agriculture et de la Colonisation.

Tassé 1968; Rumilly 1975b, 2; Lévesque et Migner 1979.

1890, 8 juin. Mercier écrit à Geoffrion que le comité d'organisation du parti national de Québec n'a reçu qu'une partie de la somme qu'il devait lui envoyer; il l'engage à faire parvenir le montant résiduel le plus tôt possible.

Rumilly 1975b, 2.

1890, 9 juin. Abbott écrit à Macdonald que des entreprises industrielles, commerciales et de transport de Montréal ont décidé de ne pas s'opposer à Mercier, au cours de cette élection, et qu'elles ont choisi de demeurer neutres.

Miller 1974.

1890, 9 juin. Mgr Labelle écrit au cardinal Simeoni: "Il est certain que pas un gouvernement, dans la province de Québec, même en y comprenant les gouvernements du choix de Mgr Laflèche, n'a plus fait pour l'Eglise que le gouvernement Mercier."

Tassé 1968.

1890, [? mai-juin]. Dans le comté de Bonaventure, la mise en nomination des candidats coïncide avec l'inauguration d'un pont sur la Cascadia, présidée par Mercier.

Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2; Lévesque et Migner 1979.67

1890; [? mai-juin]. Durant sa campagne électorale dans le comté de Bonaventure, Mercier est accompagné par Charles Marcil.

Marcil-Bruchési 1970.

1890, 10 juin. Mercier est élu député du comté de Bonaventure par acclamation.

Desjardins 1902; Langelier 1909-1912, 2; Le Jeune 1931; Bédard 1935; Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Rumilly 1947; Beulac et Fabre-Surveyer 1949; Marquis 1958; Hamelin, Hamelin et Letarte 1959-1960; Le Moignan 1963; Le Moignan 1964; Bélanger 1965; Désilets 1967-1968; Rumilly 1975b, 2; Fournier 1976; Fortin 1979; Québec, Assemblée nationale 1980.

⁶⁷ Dans sa première biographie de Mercier, Rumilly situe ce pont sur la Matapédia (1936b: 392).

1890, 13 juin. Chapleau écrit à Macdonald que les hommes d'affaires et les industriels montréalais ne semblent pas convaincus qu'il soit dans leur intérêt de s'opposer à Mercier au cours de cette élection. Macdonald, qui escomptait recevoir de leur part une contribution de \$50 000 à \$100 000 pour renverser Mercier, a reçu moins de \$20 000.

Miller 1974.

1890, 13 juin. Mercier prononce un discours électoral à la salle Carvalho, à Montréal. Il répète que son gouvernement n'est pas un gouvernement libéral, mais national, et il se dissocie publiquement de Beaugrand qui a posé sa candidature comme libéral indépendant.

Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2.

1890, 15 juin. Mercier prend la parole à Sainte-Anne-de-Beaupré en faveur de Charles Langelier, son candidat dans le comté de Montmorency.

Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2.

1890, 16 juin. Au cours d'une audience privée, Léon XIII autorise Mgr Labelle à poursuivre son travail de sous-ministre au sein du gouvernement Mercier.

Lévesque et Migner 1979.

1890, [? mai-juin]. Durant la campagne électorale, la *Presse* multiplie les cascades de chiffres pour accabler le gouvernement Mercier: "La province est au pillage!", "Voilà comment Riel a été vengé!". Le *Monde*, à la suite du *Courrier du Canada*, inventorie les comptes publics pour dénoncer les familles-favorisées par le régime Mercier, comme celles des Langelier et de George Duhamel, dont plusieurs membres émargent, sous des rubriques diverses, au Trésor provincial.

La *Minerve* publie une liste des propriétés acquises par Mercier, ses parents et ses amis. Dans la *Vérité*, Tardivel rappelle les grandes initiatives et les réalisations du gouvernement Mercier; il écrit néanmoins: "Si l'on excepte la défense de l'autonomie provinciale, son programme ne vaut pas mieux que celui de M. Taiton." L'*Etendard* publie côte à côte la liste des scandales des gouvernements conservateurs et du gouvernement Mercier. La première est plus longue, et le journal conclut: "Voleurs pour voleurs, nous sommes pour les moins voleurs."

Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Hamelin, Hamelin et Letarte 1959-1960; Girard 1967; Rumilly 1975b, 2.

1890, [?] mai-juin]. De Rome, Mgr Labeaume transmet à Mercier les remerciements du Saint-Siège pour services rendus à l'Eglise, dépêche que les journaux diffusent à la veille des élections.

Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Rumilly 1945c; Wade c1963, 1; Rumilly 1972; Rumilly 1975b, 2; Lévesque et Migner 1979.

1890, [?] mai-juin]. Mercier rédige une réfutation d'un mémoire de Seltar contre l'Eglise catholique et la majorité canadienne-française de la province de Québec, qui est publiée sous la forme d'une brochure intitulée: *Réponse de l'honorable Honoré Mercier au pamphlet de l'Association des "Equal Rights" contre la majorité des habitants de la province de Québec.*

Gagnon 1895; Langelier 1909-1912, 2; Rivet [1923]; Casey 1932, 2; Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Wade c1963, 1; Bonenfant 1961; Beaulieu, Bonenfant et Hamelin 1968; Rumilly 1975b, 2.

1890, [?] mai-juin]. Durant la campagne électorale, Mgr Laflèche met son influence en oeuvre contre Turcotte et contre le gouvernement Mercier dans le district de Trois-Rivières. Dans la région de Québec, Laurier vient aider Mercier en appuyant publiquement son choix de

Simon-Napoléon Parent comme candidat dans le comté de Saint-Sauveur, et en participant à la campagne de Charles Langelier dans le comté de Montmorency.

Pacaud 1935; Rumilly c1941d; Rumilly 1945c; McGee /1948/; Rumilly 1973; Rumilly 1975b, 2; Lévesque et Migner 1979; Saint-Aubin 1979.

1890, [? mai-juin]. Pendant la campagne électorale, chaque parti politique publie une brochure pour diffuser son programme. Les conservateurs s'adressent "*Aux électeurs indépendants de la province de Québec*" et l'équipe ministérielle imprime: *Elections provinciales, 1890; Le gouvernement Mercier, trois années de progrès, de réhabilitation et de revendication.*

Gagnon 1913; Bonenfant 1961; Roy 1970.

1890, 17 juin. Aux élections générales, le parti de Mercier est reporté au pouvoir avec une majorité accrue, remportant 45 des 63 sièges à l'Assemblée. Trois conservateurs nationaux sont cependant défaits de même que deux ex-ministres, Turcotte et Rhodes. Par contre, les principaux chefs conservateurs sont battus, dont le chef de l'opposition, Taillon. Enfin, un comté montréalais élit un candidat ouvrier.

Tarte 1892; Anonyme /1895/; David 1911; Langelier 1909-1912, 2; Rivet /1923/; Pacaud 1935; Boissonnault 1936; Rumilly 1936; Rumilly 1936a; Rumilly 1936b; Gouin 1941; Rumilly c1941d; Rumilly c1942; Rumilly 1945c; McGee /1948/; Groulx c1950; Rumilly 1953; Perron 1955; Hamelin, Hamelin et Letarte 1959-1960; Wade c1963, 1; Bélangier 1965; Costisella 1965; Désilets 1967-1968; Lacoursière et Vaugeois 1968; Schull 1968; Bernard et Laforte 1969; Parizeau 1969; Roy 1970; Rumilly 1972; Rumilly 1973; Miller 1974; De Bonville 1975; Parizeau 1975; Rumilly 1975b, 2; Durocher, Linteau et Robert 1979; Fortin 1979; Lévesque et Migner 1979; Québec, Assemblée Nationale 1979; Saint-Aubin 1979; Charbonneau 1980.⁶⁸

⁶⁸ Gouin (1941: 172) écrit que ces élections eurent lieu en 1889 tan-

1890, [21] juin. L'*Electeur* souligne l'échec des soi-disant "vieux libéraux" lors de l'élection et tire cette morale: "Cette élection scelle donc d'une manière définitive l'alliance des libéraux et des conservateurs nationaux." Tarte prédit, dans le *Canadien*, que la victoire de Mercier va entraîner une lutte avec le gouvernement fédéral.

Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2; Lévesque et Migner 1979.

1890, [22] juin. Mercier prononce un discours, à Saint-Romuald, dégageant le sens du scrutin et annonçant ses projets. Il manifeste son intention d'attirer des capitaux étrangers pour l'exploitation des richesses naturelles, en particulier les pouvoirs d'eau, et il invite ses auditeurs à renverser le gouvernement Macdonald.

Boissonnault 1936; Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Rumilly 1943; Groulx c1950; Wade c1963, 1.; Lévesque et Migner 1979; Charbonneau 1980.⁶⁹

1890, 26 juin. Laurier confie à son ami John Willison, rédacteur en chef du *Globe*, que le succès remporté par Mercier "peut causer des ennuis à nos amis des autres provinces."

Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2.

1890, 30 juin. Le gouvernement Mercier, par un arrêté ministériel, autorise la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal à organiser, pendant dix ans, une "loterie de la province de Québec" au bénéfice du

dis que Lévesque et Migner (1979: 149) les décalent d'une journée, les reportant au 18 juin 1890. Selon Rumilly (c1941d: 148; 1975b, 2: 161), un seul des nouveaux comtés élit un adversaire du gouvernement Mercier alors que Bernard et Laforte (1969: 139) en identifient deux. Quant à Fortin (1979: 149), il partage ainsi le résultat du scrutin: 42 libéraux élus, 24 conservateurs et 7 indépendants, ce qui diffère du résultat fourni par Lévesque et Migner (1979: 172): 43 libéraux, 4 "nationaux" et 25 conservateurs.

⁶⁹D'après Boissonnault, Mercier prononça ce discours à Lévis le 24 juin (1936: 147-149).

Monument National. Cette faveur sera justifiée par l'ouverture d'une bibliothèque publique et par des cours d'instruction pratique dans le nouvel édifice.

Rumilly 1972; Rumilly 1975a.

1890, 30 juin. Mercier cède la présidence du Conseil exécutif à Charles Langelier et reprend le portefeuille de l'Agriculture et de la Colonisation. La *Vérité* ne prise guère la nomination de Langelier: "Si M. Mercier eût consulté l'honneur du pays et de son gouvernement plutôt que ses amitiés personnelles, il eût certainement choisi pour collègue un homme moins compromis que M. Langelier."

Pouliot 1891; Desjardins 1902; Langelier 1909-1912, 2; Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Beullac et Fabre-Surveys 1949; Lévesque 1959; Bélanger 1965; M. Hamelin édit., 1967; Laver-gne 1970; Rumilly 1975b, 2; Lévesque et Migner 1979; Québec, Assemblée Nationale 1979; Charbonneau 1980; Québec, Assemblée Nationale 1980.

1890, [?] juin. Mercier nomme l'ex-ministre Turcotte, battu aux élections, protonotaire à Montréal.

Langelier 1909-1912, 2; Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2.

1890, 2 juillet. Le Club National fête la victoire électorale par un banquet à l'hôtel Windsor, à Montréal. Laurier et Mercier y prennent part. Le premier ministre du Québec réclame une fois de plus l'autonomie des provinces, la suppression du veto fédéral et l'augmentation des subsides. Il déclare: "Pas de provinces, sans autonomie; et pas de confédération, sans les provinces." Quant à Laurier, il insiste sur l'unité: "[...] si nous sommes séparés sur bien des points, cependant nous ne formons qu'une seule nation [...]" La presse anglophone dénature le discours prononcé par Mercier et représente le Club National comme un club révolutionnaire. Le bruit

court chez les orangistes qu'à ce banquet, on a sifflé le toast à la reine. Au Nouveau-Brunswick, des militaires tiennent un "meeting d'indignation" contre Mercier.

Langelier 1909-1912, 2; Rivet /1923/; Pacaud 1935; Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Hamelin, Hamelin et Huot 1965; Schull 1968; Rumilly 1972; Rumilly 1975b, 2.⁷⁰

1890, 8 juillet. Ayant appris que Mgr Labelle a obtenu du Saint-Siège un rescrit l'autorisant à prendre tout son temps avant de quitter son poste de sous-ministre, Mgr Fabre insiste auprès du cardinal Simeoni pour que ce délai soit raccourci: "On est parvenu à faire passer Mgr Labelle ^{en} comme représentant presque officiellement l'Eglise dans un gouvernement libéral. On a encore été jusqu'à conclure qu'il fallait, pour obéir à l'Eglise, voter pour l'honorable M. Mercier [...] Le mal ira s'aggravant tant que Mgr Labelle restera au ministère [...]"

Rumilly 1975b, 2.

1890, 7 août. Le docteur J.-J.-A. Brisson, maire de Laprairie, adresse une plainte à l'abbé Alfred Archambault, secrétaire de l'archevêché de Montréal. Candidat conservateur aux dernières élections dans le comté de Laprairie, Brisson attribue sa défaite contre le conservateur national Georges Duhamel à l'influence indue du curé de Saint-Constant, l'abbé Pierre Bédard.

Rumilly 1975b, 2.

1890, 13 août. Le comte de Turenne, consul de France à Québec, annonce au ministre des Affaires étrangères que Mercier est à la veille

⁷⁰Rivet fixe la tenue de ce banquet au 2 juillet 1891 (/1923/: 56-57).

d'entreprendre un voyage à Paris dans le but d'y négocier un emprunt avec le Crédit Lyonnais. Turenne fait part au ministre de l'intention de Mercier de faire construire un pont à Québec puis il ajoute: "Pour des raisons tirées de la situation prépondérante qu'ont pris les industriels belges au cours des dernières années, je me permettrai d'insister auprès de votre excellence pour qu'elle veuille bien m'aider à faire disparaître cette sorte de monopole en mettant monsieur Mercier en rapports directs avec messieurs Schneider et Eiffel ou tout autre grand machiniste français."

Beaudoin 1974.

1890, 21 août. J.-B. Caouette écrit à Mercier pour lui demander d'accueillir une délégation de la Société Saint-Jean-Baptiste de Québec chargée de solliciter l'aide de son gouvernement pour ériger ou contribuer à l'érection d'un monument à Champlain.

Chouinard 1903, 3.

1890, 22 août. Mercier complète le remaniement de son cabinet à la suite de la défaite de Turcotte. J.-E. Robidoux devient procureur général et C. Langelier le remplace comme secrétaire provincial.

Roy 1897; Desjardins 1902; Langelier 1909-1912, 2; Rivet /1923/; David 1924; Boissonnault 1936; Rumilly c1941d; Rumilly c1942a; Rumilly 1943; McGee /1948/; Beullac et Fabre-Surveyer 1949; Bélanger 1965; Beaudoin et Hamelin 1967; M. Hamelin édit., 1967; Lavergne 1970; Rumilly 1975b, 2; Québec, Assemblée Nationale 1980.⁷¹

1890, 23 août. Onésime Reclus, géographe français qui correspond régulièrement avec Mgr Labelle, encourage ce dernier à se faire accompagner par Mercier pour obtenir du pape la création d'un évêché à

⁷¹Dans le dixième tome de son histoire de la province de Québec, Rumilly écrit que Langelier succéda à E. Gagnon comme secrétaire provincial (1943: 74).

Saint-Jérôme, dont il deviendrait lui-même évêque.

Morissonneau 1978.

1890, 25 août. Mercier félicite J.-B. Caouette pour son esprit patriotique tout en lui faisant cependant remarquer que le monument à Champlain devrait être érigé par la ville de Québec plutôt que par le gouvernement de la province.

Chouinard 1903, 3.

1890, 28 août. Reclus écrit à Mgr Labelle, au sujet d'un éventuel évêché à Terrebonne: "Maintenant puisque vous allez être de retour au Canada dans peu de jours - peut-être pourrez-vous vous aboucher avec Mr Mercier avant son départ [pour l'Europe] faites-lui bien la leçon."

Morissonneau 1978.

1890, [?] juillet-août]. Esquivant la voie hiérarchique, Mercier obtient, par l'entremise de Mgr Labelle, la croix de l'Ordre de Saint-Grégoire-le-Grand pour le lieutenant-gouverneur Angers. Mgr Cyrille-Alfred Marois, vicaire général de Québec, lui remet la décoration pontificale au cours d'une cérémonie organisée et présidée par Mercier.

Rumilly 1936a; Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2.

1890, [?] août. L'*Etendard* publie un article sur la vénalité des mœurs politiques au Québec. Les allusions à Mercier sont transparentes: "Qui ne s'aperçoit que les chefs et les organisations politiques sont dirigés ou inspirés par de petites factions composées de quelques tireurs de ficelles et de sangsues insatiables?" La *Presse* lui ayant fait écho, l'*Etendard* revient sur le sujet, huit jours plus tard: "C'est par son entourage que le gouvernement Mercier

périra."

Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2.

1890, [?] août. Mercier ordonne verbalement à E.-A. Barnard de cesser de s'occuper de l'Ordre du Mérite agricole. Jusque là, Barnard avait accompagné les juges dans leurs visites et il avait élaboré le système de notation.

Perron 1955; Létourneau 1959.

1890, [?] août. La rumeur prétend que le premier ministre québécois va se rendre à Paris dans le but d'y contracter un emprunt. Le comte de Turenne encourage les ministères français concernés à dissuader Mercier de ses projets.

Savard 1967; Savard 1970.⁷²

1890, [10 janvier - 15 septembre]. Pendant son séjour à Rome, Mgr Labelle confie à son ami le docteur Jules Prévost, de Saint-Jérôme: "Mercier jouit ici d'un grand crédit, à cause des services qu'il a rendus à l'Eglise."

Auclair 1930a; Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2.

1890, 16 septembre. Mercier offre une réception en l'honneur de Mgr Labelle à l'occasion de son retour d'Europe. Les membres de son cabinet et les principaux "officiers du service public" y prennent part.

Auclair 1930a; Bertrand 1953; Lévesque et Migner 1979.

1890, 21 septembre. Accompagnée par Mme François-Xavier Lemieux, Mercier

⁷² La première fois qu'il mentionne cet événement, Savard confond la rumeur du voyage de Mercier en Europe avec son départ effectif, qui n'aura pourtant lieu qu'en mars de l'année 1891: "Quand le premier ministre québécois se rend à Paris pour emprunter en août 1890 [..] (1967: 227)".

assiste à la bénédiction d'une cloche qu'il a lui-même donnée au couvent de Saint-Jean-Deschailions, au cours d'une cérémonie présidée par Mgr Taschereau.

Soeur Sainte-Blanche 1948.

1890, 18 octobre. A l'occasion de son cinquantième anniversaire de naissance, Mercier reçoit ses ministres et ses amis. Le sénateur-shérif Thibaudeau a pris l'initiative d'une collecte pour offrir un équipage au premier ministre.

Langelier 1909-1912, 2; Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2.

1890, 25 octobre. Mgr Labelle écrit à Mgr Jacobini au sujet de la création éventuelle du diocèse de Saint-Jérôme. Il signale que Mgr Taschereau se montre favorable au projet et que Mercier, plusieurs membres du Parlement et de nombreux prêtres le soutiennent aussi, malgré l'opposition de Mgr Fabre. Pressentant que le retard de Rome à se prononcer peut-être fatal et conscient des raisons de la présence de Mgr Fabre à Rome, Mgr Labelle prévient Mgr Jacobini: "Je sais que Mgr de Montréal est monté contre moi et M. Mercier et opposé mordicus à toute division. Le plus Mgr Fabre pourra m'humilier et M. Mercier à Rome, le plus il le fera, c'est mon intime conviction."

Tassé 1968.

1890, 27-29 octobre. Le 27 octobre, Mercier assiste au banquet offert par le lieutenant-gouverneur du Québec en l'honneur du comte de Paris. Le lendemain, ce dernier visite le palais législatif en compagnie de Mercier et des ministres Garneau, Langelier et Robidoux. Le soir, Mercier siège à la table d'honneur au banquet offert par

la ville de Québec au visiteur français. Tôt le matin du 29 octobre, Mercier et le comte de Paris font une randonnée à cheval dans Québec. Plus tard, Mercier participe au déjeuner offert au duc d'Orléans par le Club de la Garnison, puis il accompagne ce dernier à la gare pour la cérémonie d'adieu.

Gagnon 1891; Chouinard 1903, 3.

1890, [?] octobre. Dom Antoine, abbé de la Trappe d'Oka, accompagné de l'abbé Joseph-Ernest Lizotte, curé de Notre-Dame du Lac Saint-Jean, et de Georges Audet, agent des terres, visite le domaine donné par Mercier aux trappistes, au confluent de la Mistassini et de la Mistassibi.

Pelland 1911; Vien 1955.

1890, 4 novembre. Reprise des travaux parlementaires à Québec. Marchand est réélu président de l'Assemblée à l'unanimité. Taillon ayant été battu aux dernières élections, l'opposition s'est choisie Jean Blanchet pour chef. D'après le discours du Trône, le programme du gouvernement prévoit le développement du réseau ferré, la poursuite de la colonisation, la fondation d'une école d'agriculture, le remplacement de la vieille école normale de Québec par une école moderne édifiée sur les plaines d'Abraham, la construction du pont de Québec subordonnée au concours du gouvernement fédéral et de la ville de Québec, l'augmentation du traitement des instituteurs, l'empierrement des chemins ruraux et l'abolition des barrières de péage, la construction de ponts métalliques, de palais de justice et de prisons, ainsi qu'un nouvel emprunt. A la demande de l'épiscopat, Mercier avait en outre inclus dans ce discours un projet de loi visant

à fusionner l'École de Médecine et de Chirurgie de Montréal avec la faculté de médecine de l'Université Laval à Montréal. Mais quelques évêques ayant refusé leur consentement à la toute dernière minute, Mercier a obtenu du lieutenant-gouverneur la permission de retirer ce projet du discours du Trône.

Langelier 1909-1912, 2; Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Rumilly c1942b; Rumilly 1975b, 2; Charbonneau 1980.⁷³

1890, 6 novembre. Mercier participe à la cérémonie d'ouverture de la deuxième année d'exercice des écoles du soir, à Québec. L'abbé Thomas-Grégoire Rouleau, directeur des écoles du soir, présente une adresse au cardinal Taschereau et une autre au premier ministre. Le maire de Québec Joseph Frémont, le secrétaire provincial Langelier et le surintendant du Conseil de l'Instruction publique Oaimet prennent aussi la parole.

Langelier 1909-1912, 2; Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Rumilly 1947; Rumilly 1975b, 2.⁷⁴

1890, 7 novembre. Au cours des débats à l'Assemblée législative, Mercier explique qu'aux dernières élections, il a offert un pacte à Blanchet, malade et alité à ce moment-là, et à Taillon, alors chef de l'opposition: les laisser réélire par acclamation pourvu que la même politesse soit rendue à deux ministériels, ce qu'ils ont refusé.

Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2.

⁷³ Dans sa dernière biographie de Mercier, Rumilly parle de l'augmentation du traitement des inspecteurs plutôt que de celui des instituteurs (1975b, 2: 174).

⁷⁴ Contrairement à ce qu'il avait écrit antérieurement, Rumilly date cette cérémonie du 5 novembre dans sa dernière biographie de Mercier (1975b, 2: 174).

1890, 8 novembre. Les évêques de Montréal, Sherbrooke et Saint-Hyacinthe écrivent collectivement à Mercier pour le prier de présenter lui-même devant la Législature un projet de loi pour fusionner l'École de Médecine et de Chirurgie de Montréal avec la faculté de médecine de l'Université Laval à Montréal. Après consultation de son cabinet, Mercier leur répond officiellement qu'il interviendra si le pape le souhaite et lui prête le concours de son auguste parole.

Langelier 1909-1912, 2; Rivet /1923/; Bédard 1935; Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Rumilly 1945c; Lavallée 1958-1959; Rumilly 1972; Lavallée 1974; E. Desjardins 1975; Rumilly 1975b, 2.

1890, [?]-10 novembre. Le secrétaire provincial Langelier soumet au Parlement un projet de contrat conclu avec un asile d'aliénés protestant de Montréal sur les bases que le gouvernement entend généraliser dans l'avenir: exercice absolu du contrôle médical sur le traitement des aliénés par l'Etat. Les contrats en cours seront néanmoins respectés jusqu'à leur expiration, notamment ceux des asiles de Beauport et de Saint-Jean-de-Dieu. Mercier déclare alors: "Nous ne ferons pas un contrat [..] sans avoir le contrôle absolu du service médical." Le conservateur national Louis-Philippe Pelletier, adversaire du contrôle étatique, se lève pour protester. Mercier réplique: "Je ne me laisserai pas gouverner par qui que ce soit, et ne permettrai point à un député qui n'a pas de partisans dans la Chambre de me dicter ma conduite." Georges Duhamel, ami intime de Pelletier et conservateur national lui aussi, prend la parole pour appuyer Mercier. A une séance de l'Assemblée tenue le 10 novembre, Langelier rappelle que le gouvernement Mercier a ferme-

ment l'intention de contrôler les soins médicaux donnés dans les asiles, mais il ajoute que ce même gouvernement s'engage à toujours donner, à conditions égales, la préférence aux communautés religieuses pour l'administration de ces institutions. Pelletier, tout en maintenant ses réserves sur la réforme des asiles, déclare qu'il ne votera pas contre le ministère sur sa politique générale.

Langelier 1909-1912, 2; Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Soeur Sainte-Blanche 1948; Rumilly 1975b, 2.

1890, 11 novembre. Le vice-recteur de l'Université Laval à Montréal, l'abbé Jean-Baptiste Proulx, adresse le télégramme suivant à Mgr Jacobini: "Veuillez demander cardinal Simeoni télégraphier Mercier de présenter bill union des Ecoles. Mercier promet accepter sur votre demande. Alors succès assuré. Délai légal expire samedi. Réponse immédiate."

Rumilly c1941d; Rumilly 1945c; Lavallée 1958-1959; Rumilly 1972; Lavallée 1974; E. Desjardins 1975; Rumilly 1975b, 2.

1890, 15 novembre. Le *Financial News* (Londres) annonce qu'un syndicat londonien doit fournir les \$50 millions nécessaires pour la construction, envisagée par Mercier, d'un chemin de fer translabradorien devant aboutir à la baie Saint-Charles, accessible aux paquebots durant toute l'année.

Langelier 1909-1912, 2; Rumilly c1941d; Rumilly c1942; Rumilly 1947; Groulx c1950; Labelle 1958; Bélanger 1961; Rumilly 1973, 2; Rumilly 1975b, 2; Charbonneau 1980.

1890, 16 novembre. Mercier assiste à la bénédiction et à l'inauguration de l'Institut des Ouvriers de Lévis.

Roy 1932-1933, 4.

1890, [?] novembre. Mgr Jacobini envoie deux télégrammes, l'un à l'abbé Proulx: "Télégraphié Mercier attendre lettre", l'autre à Mercier:

"Attendre lettre sur bill union Ecole."

Lavallée 1958-1959.

1890, 17 novembre. L'abbé Proulx et Mgr Labelle télégraphient à nouveau à Mgr Jacobini: "Temps légal des bills privés expire cette semaine. Dangereux attendre plus longtemps. Si possible, veuillez télégraphier texte de la lettre annoncée."

Rumilly c1941d; Rumilly 1945c; Lavallée 1958-1959; Rumilly 1972; Lavallée 1974; Rumilly 1975b, 2.

1890, 19 novembre. Lors d'une séance où l'Assemblée discute du contrat avec l'hôpital protestant de Montréal, Mercier fait des excuses indirectes à Pelletier. Ce dernier prend acte et, à la requête du premier ministre, le compte rendu des débats omet l'incident. C'est par une majorité de 17 voix que le projet de contrat avec l'asile d'aliénés protestant montréalais est approuvé. Le gouvernement se fait aussi autoriser à construire des asiles au cas où une entente avec les propriétaires des institutions de Beauport et de Saint-Jean-de-Dieu s'avérerait impossible au moment de l'expiration de leurs contrats, mais sa majorité choit à 12 voix. Mgr Laflèche et Tardivel interprètent cette nouvelle loi comme une manifestation de gallicanisme politique.

Legendre 1892; Tarte 1892; Rumilly c1941d; Rumilly c1942; Rumilly 1945c; Hamelin, Hamelin et Letarte 1959-1960; Orban 1967; Savard 1967d; Rumilly 1973, 1; Rumilly 1975b, 2; Charbonneau 1980.⁷⁵

1890, 20 novembre. Mgr Jacobini donne, par câblogramme, le texte de la

⁷⁵ Dans sa biographie de Mgr Laflèche, Rumilly donne à entendre que cette loi fut adoptée en 1889 (1945c: 321-322). Par ailleurs, Savard fait fi de la nuance entre contrôle médical étatique et gestion des asiles par l'Etat lorsqu'il écrit: "Le projet d'une caisse de retraite pour les instituteurs auquel /sic/ l'Etat contribuerait, celui de la régie des asiles par l'Etat plutôt que l'affermage à des particuliers ou à des com-

lettre que Léon XIII adresse personnellement à Mercier pour le prier de patronner le projet de loi sur la fusion des écoles.

Langelier 1909-1912, 2; Rivet /1923/; Bédard 1935; Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Rumilly 1945c; Lavallée 1958-1959; Rumilly 1972; Lavallée 1974; E. Desjardins 1975; Rumilly 1975b, 2.

1890? 20 novembre. Le député de Gaspé, Achille Carrier, demande au gouvernement d'annuler la charte de la compagnie présidée par le sénateur Théodore Robitaille et chargée de la construction du chemin de fer de la Baie des Chaleurs, pour la confier à une autre compagnie. Carrier décrit la situation: les travaux exécutés par la compagnie de Robitaille ne correspondent pas aux engagements souscrits ni aux subsides touchés, les ouvriers et les fournisseurs ne sont pas payés, les réclamations affluent. Mercier acquiesce à sa requête: "Le récit qui vient d'être fait par le député de Gaspé n'est que trop vrai... Nous sommes en face d'une des plus criantes injustices qui aient jamais été commises dans un pays civilisé."

Rumilly c1941d; Rumilly 1947; Beaulieu, Bonenfant et Hamelin 1968; Beaulieu et Morley 1971; Rumilly 1975b, 2.

1890, 21 novembre. Mercier présente devant l'Assemblée législative le projet de loi pour fusionner les écoles de médecine. Il résume à grands traits l'ancienne querelle à ce sujet ainsi que les négociations de l'abbé Proulx, la requête des évêques, la réponse de son cabinet et le cablogramme du pape. Tout en souhaitant vivement l'adoption de cette loi, Mercier n'en fait pas une question de parti

munautés religieuses, apparaissent à Tardivel et à Mgr Laflèche comme autant de manifestations de gallicanisme politique (1967d: 124)."

et laisse chacun libre de son vote.

Rumilly 1941d; Rumilly 1945c; Lavallée 1958-1959; Rumilly 1972; Lavallée 1974; E. Desjardins 1975; Rumilly 1975b, 2.⁷⁶

1890, 24 novembre. Le secrétaire de la Compagnie du Chemin de fer de Québec et du Lac Saint-Jean demande à Mercier d'agir rapidement en ce qui concerne la construction éventuelle d'une voie ferrée entre Québec et la lac Témiscamingue via La Tuque, car une telle voie est déjà en voie de construction entre Toronto et la baie James, via le Témiscamingue.

Gagnon 1967.

1890, 26 novembre. Le congrès ouvrier du Canada a demandé au gouvernement Mercier de faire passer une loi pour rendre l'instruction obligatoire et gratuite. De son côté, le conseil de ville de Montréal a communiqué au gouvernement son vœu de voir réalisée la gratuité des écoles. Mercier a demandé au surintendant du Conseil de l'Instruction publique d'évaluer le coût probable de l'instauration d'un régime de gratuité scolaire assumé par l'Etat. Sur la demande de la production de la correspondance échangée entre le conseil de ville de Montréal, le surintendant et le gouvernement, la question de la gratuité scolaire fait l'objet d'un débat au Conseil législatif, le 26 novembre. Il ressort de cette discussion que le gouvernement Mercier a l'intention d'altérer la loi de l'instruction publique afin de rendre l'enseignement gratuit, de prendre à sa charge la construction des écoles dans les campagnes et de fournir les manuels scolaires aux élèves.

⁷⁶ Selon Lavallée, ce projet de loi fut soumis à la Chambre dès le 20 novembre (1958-1959: 260).

Boucher de La Bruère 1918; Laloux-Jain 1974.⁷⁷

1890, 29 novembre. A la demande de Mercier, Mgr Labelle répond à la requête d'un curé du Nord qui condamné en bloc la loi forestière de 1888. Il souligne dans sa lettre les avantages que cette loi apporte aux colons par rapport à la législation antérieure.

Auclair 1930a; Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2; Migner 1978; Charbonneau 1980.

1890, 29 novembre. Mercier demande à l'Assemblée législative de ratifier l'accord intervenu entre l'École de Médecine et de Chirurgie de Montréal et la faculté de médecine de l'Université Laval à Montréal, en insistant sur les déclarations faites au cours de l'après-midi devant le comité des bills privés par le recteur de l'Université Laval. Secondé par le chef de l'opposition Blanchet, le bill est adopté à l'unanimité.

Legendre 1892; Langelier 1909-1912, 2; Rivet [1923]; Bédard 1935; Boissonnault 1936; Rumilly 1936b; Gouin 1941; Rumilly c1941d; Rumilly 1945c; Rumilly 1947; Lavallée 1958-1959; Décary 1968; Rumilly 1972; Lavallée 1974; Rumilly 1974; E. Desjardins 1975; Rumilly 1975a; Rumilly 1975b, 2; Charbonneau 1980.

1890, 1^{er} décembre. Mgr Moreau écrit à Mercier pour lui demander de bien vouloir arrêter un projet de loi qui a déjà subi sa deuxième lecture, afin qu'il puisse en prendre connaissance et envoyer, au besoin, ses représentants devant le comité des bills privés. Présenté par la ville de Saint-Hyacinthe, ce projet de loi vise à obtenir l'autorisation de taxer les propriétés religieuses. Mercier acquiesce

⁷⁷ Les quelques pages que Boucher de La Bruère consacre à cet événement sont loin d'être claires (1918: 137-148). Selon toute vraisemblance, le gouvernement Mercier aurait présenté au cours de cette session un projet de loi concernant l'instruction publique, dans le sens décrit ci-haut.

à la requête de Mgr Moreau.

Rumilly 1975b, 2.

1890, 5 décembre. Shehyn présente le budget et annonce un emprunt de dix millions de dollars. La dette flottante, qui atteignait sept millions et demi à l'avènement de Mercier au pouvoir, approche maintenant de neuf millions. L'opposition s'effraie de ces augmentations de dépenses. En apprenant l'intention du gouvernement de contracter un nouvel emprunt, la *Minerve* cite des discours de Mercier qui, avant son accession au pouvoir, reprochait aux gouvernements conservateurs leurs emprunts à jet continu. L'*Etendard* exprime sa surprise: "Nous voilà condamnés à l'emprunt à perpétuité!" La *Patrie* se montre aussi sévère que l'opposition conservatrice: "Qui paiera? La belle affaire! Est-ce que celui qui a l'habitude d'emprunter s'occupe de ce détail infime? Qui paiera?"

Casey 1932, 2; Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2.

1890, 6 décembre. A l'occasion de l'ouverture des écoles du soir à Montréal, Mercier déclare que l'accession des ouvriers à l'instruction est péremptoire.

Charbonneau 1980.

1890, 9-[?] décembre. Le 9 décembre, un comité spécial de la Société Saint-Jean-Baptiste de Québec décide de faire signer par les citoyens de la ville une réquisition à l'adresse de leur maire, le priant de convoquer une assemblée publique afin d'aviser à l'opportunité d'élever un monument à la mémoire de Champlain. Mercier signe cette réquisition.

Chouinard 1903, 3.

1890, 11 décembre. Mercier prononce un discours à l'Assemblée législative en réponse à une critique formulée par le député montréalais J. S. Hall contre le budget.

Casey 1932, 2.

1890, 23 décembre. Collation des diplômes d'honneur et distribution des médailles de l'Ordre du Mérite agricole dans la salle du Conseil législatif. Cette cérémonie s'accompagne d'un banquet et d'un feu d'artifice. Au banquet, Mercier prononce un discours en portant une santé à l'agriculture.

Pouliot 1891; Legendre 1892; Langellier 1909-1912, 2; Bellerive 1915; Rivet /1923/; Létourneau 1950; Perron 1955; Létourneau 1959; Tassé 1968.

1890, 26 décembre. La *Patrie* somme Mercier de rompre avec les conservateurs nationaux et d'arborer carrément les couleurs libérales. Le 26 décembre, l'*Electeur* répond, en éditorial: "Le gouvernement actuel de la province de Québec n'est ni un gouvernement libéral ni un gouvernement conservateur; c'est un gouvernement national. Vingt fois plutôt qu'une, M. Mercier a expliqué le caractère de ce gouvernement [...] "

Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2.

1890, 26 décembre. Mgr Labelle offre sa démission à Mercier.

Auclair 1930a; Garon 1940; Rumilly c1941d; Tassé 1968; Rumilly 1975b, 2; Migner 1978; Lévesque et Migner 1979.⁷⁸

1890, 27 décembre. Mercier fait parvenir un mot à Mgr Labelle pour lui exprimer son regret de ne pouvoir accepter sa démission.

Auclair 1930a; Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2; Lévesque et Migner 1979.

⁷⁸ Selon Tassé, Mgr Labelle remit sa démission le 27 décembre (1968: 172).

1890, 27 décembre. Blanchet dénonce, à l'Assemblée législative, les procédés utilisés par le gouvernement Mercier à la veille des dernières élections. Il a alors promis par toute la province des subventions aux compagnies de chemin de fer d'intérêt local. Dans le comté de Bellechasse, le gouvernement s'est en outre mis avec ardeur à faire empierrier les chemins et les journaliers embauchés s'engageaient tacitement à voter contre le député conservateur sortant, Faucher de Saint-Maurice.

Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2.

[1890, ?-décembre]. Dans le but d'exprimer sa reconnaissance à Mercier et au chef de l'opposition Blanchet pour leur rôle dans l'adoption de la loi fusionnant l'École de Médecine et de Chirurgie de Montréal avec la faculté de médecine de l'Université Laval, cette dernière leur confère un doctorat en droit. La remise des parchemins par le recteur de l'université a lieu sur le parquet de la Chambre, en présence des députés.

Legendre 1892; Langelier 1909-1912, 2; Auclair 1933; Bélanger 1965; E. Desjardins 1975; Québec, Assemblée Nationale 1979; Québec, Assemblée Nationale 1980.

1890, [?] décembre. Mercier se fait autoriser, par une majorité de 21 voix, à résilier la charte de la Compagnie de la Baie des Chaleurs. En même temps, la Législature vote deux subsides pour la construction de ce chemin de fer; l'un de \$50 000 pour l'érection d'un pont sur la Cascapédia, l'autre de 800 000 acres de terres convertibles en argent.

Langelier 1909-1912, 2; Pacaud 1935; Boissonnault 1936; Rumilly 1936a; Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2;

Lamarche 1977.⁷⁹

1890, [?] décembre. Pierre Boucher de La Bruère publie un pamphlet intitulé: *Les principes de l'honorable M. Mercier*. L'auteur accole au premier ministre la devise suivante: "Opportunisme et politique payante", et lui reproche surtout ses idées radicales.

Gagnon 1913; Anonyme 1928; Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Bonenfant 1961; Rumilly 1975b, 2.

1890, [?] décembre. Mercier fait voter le budget et se fait autoriser, du même coup, à emprunter dix millions de dollars.

Rivet [1923]; Boissonnault 1936; Rumilly c1941d; Rumilly c1942; Rumilly c1942a; Quinn 1968; Rumilly 1975b, 2.⁸⁰

1890, [?] décembre]. Mercier fait relier en volume les principaux documents concernant la fusion des écoles, et les envoie au grand vicaire de Montréal Mgr Louis-Delphus-Adolphe Maréchal, à l'évêque de Sherbrooke Mgr Antoine Racine, et à celui de Saint-Hyacinthe, Mgr Moreau. Le grand vicaire et les deux évêques adressent leurs félicitations au premier ministre "pour le grand exemple donné au monde".

Rumilly c1941d; Rumilly 1972; Lavallée 1974; Rumilly 1975b, 2.

1890, [4 novembre - 30 décembre]. Le gouvernement Mercier propose une refonte de la législation sur les mines qui date de 1880. La législation en vigueur accorde au propriétaire du sol la propriété du sous-sol et ne l'oblige pas à l'exploiter. La nouvelle loi, présentée par Duhamel, attribue la propriété des mines à l'Etat pro-

⁷⁹ Selon Pacaud, cette loi fut votée à la session de 1891 (1935: 143).

⁸⁰ Rivet écrit ([1923]: 57) que Mercier se fit autoriser à contracter cet emprunt à la session de 1891, affirmation reprise par Boissonnault (1936: 148)..

vincial, moyennant certaines compensations ou garanties pour le propriétaire de la surface. L'Etat exigera l'exploitation, en offrant d'abord la licence au propriétaire de la surface; quitte à l'exproprier en cas de refus au profit du prospecteur autorisé, et percevra des impôts. Le projet de loi est bien accueilli, les critiques - Poupore, Blanchet et Robertson - voulant seulement aller plus loin et attirer les capitaux étrangers par l'exemption de taxes sur les mines pendant quinze ans.

Tarte 1892; Rumilly c1941d; Rumilly c1942; Rumilly 1947; La-belle 1958; Rumilly 1975b, 2.

1890, [4 novembre - 30 décembre]. Mercier fait adopter une loi interdisant le travail des garçons de moins de 12 ans dans les manufactures.

Tarte 1892; Charbonneau 1980.

1890, [4 novembre - 30 décembre]. Auguste Tessier préconise, à l'Assemblée, la création d'un ministère de l'Instruction publique. Mercier réplique que cette idée contient "beaucoup de bon" mais il prie son collègue de bien vouloir attendre encore.

Rumilly c1941d; Rumilly c1942b; Laloux-Jain 1974; Rumilly 1975b, 2; Charbonneau 1980.

1890, [4 novembre - 30 décembre]. Le député ouvrier du comté de Sainte-Marie à l'Assemblée législative ne tarit pas d'éloge à l'endroit du gouvernement Mercier au cours de cette session de 1890.

De Bonville 1975; Charbonneau 1980.

1890, 30 décembre. Clôture des travaux de la session. L'*Electeur* constate: "La Législature a ouvert son règne de cinq ans par des travaux dont la grandeur dépasse tout ce qui s'est vu depuis la Confédération." A Paris, Hector Fabre écrit, dans *Paris-Canada*: "M.

Mercier a esquissé un programme de grand gouvernement", tandis que la *Minerve* reproche au premier ministre sa politique de grandeur.

Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2.

1890, [?] janvier-décembre]. Mercier annonce son intention de créer en France des agences d'émigration.

Chartrand 1890.

1890, [?] janvier-décembre]. Des "intriguants qui tiennent au cabinet de Mercier" persuadent les libraires L. Drouin et Frère, de Québec, de cesser d'administrer et d'imprimer le journal de Tardivel, la *Vérité*.

Fèvre 1906; Beaulieu et Hamelin 1965; Girard 1967.

1890, [?] janvier-décembre]. Mercier prend la parole devant les finissants de l'Académie commerciale de Québec.

F. S.-L. 1921.

1890, [?] janvier-décembre]. Le gouvernement Mercier abolit le poste de solliciteur général et crée celui d'assistant-procureur général.

Anonyme 1927.

1890, [?] janvier-décembre]. Mercier fait reproduire en volume les principaux documents relatifs au règlement de la question des biens des jésuites, et il en expédie un exemplaire à chaque évêque du Québec.

Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2.

1890, [?] janvier-décembre]. Le gouvernement Mercier met fin à l'octroi accordé jusqu'alors à la *Gazette des Campagnes* (Sainte-Anne-de-la-Pocatière).

Perron 1955; Létourneau 1959.

1890, [?] janvier-décembre]. C'est sous le règne de Mercier que l'on rem-

plit l'une des niches de la façade de l'édifice du parlement, à Québec, en y installant la statue de Frontenac.

Marquis 1958.

1890, [? janvier-décembre]. Publication, dans les documents de la session, d'une déclaration écrite de Mercier à propos de l'abolition des taux de péage sur les ponts et barrières.

Beaulieu, Bonenfant et Hamelin 1968.

1890, [? janvier-décembre]. Mercier promet à David, député ministériel et président de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, une subvention de \$10 000 pour aider à la construction du Monument National; à la condition que la Société y organise des cours publics gratuits.

Guay 1972; Rumilly 1972; Rumilly 1975a.

1890, [? février-décembre]. Depuis février 1890, Arthur Buies est explorateur officiel du ministère de l'Agriculture et de la Colonisation. Son travail dans le bas Saint-Laurent et la Gaspésie permet au gouvernement Mercier d'achever la préparation du chemin de fer de la Baie des Chaleurs.

Lévesque et Migner 1979.

1890, [? janvier-décembre]. Mercier crée un comité spécial chargé d'informer le gouvernement sur les solutions susceptibles de propager la pratique de l'ensilage. En proposant la mise sur pied de ce comité, Mercier insiste sur la nécessité de mécaniser les fermes.

Charbonneau 1980.

[1887-1890]. Dans une lettre non datée adressée à Mercier, le curé Labelle avoue chercher à "consolider les rapports Eglise et Etat".

Tassé 1968.

* * * * *

1891, 1^{er} janvier. Traduisant une interview de Mgr Labelle réalisée par un journaliste du *Star*, le *Nord* révèle au public les vrais mobiles de sa résignation comme sous-ministre: il agit de la sorte avant tout pour ne pas être "une cause de trouble dans l'Eglise".

Tassé 1968.

1891, 2 janvier. Mercier répond aux félicitations des évêques, à propos de la fusion des écoles de médecine: "Les désirs du Saint-Siège sont des ordres pour moi, et dans cette circonstance, ils m'ont été manifestés d'une manière si claire que je n'avais pas deux voies à suivre."

Rumilly 1975b, 2.

1891, 8 janvier. Mercier assiste aux funérailles de Mgr Labelle, à Saint-Jérôme.

Auclair 1930a; Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Bruchesi 1949; Bertrand 1953; Bruchesi 1961; Rumilly 1975b, 2.

1891, 14 janvier. A Laurier qui lui a demandé le poste de registrateur dans le comté de Richmond pour un de ses partisans de langue anglaise, Mercier répond qu'il veut bien le nommer s'il parle français: "J'ai décidé de ne plus nommer un seul employé dans la province de Québec s'il ne parle les deux langues, et surtout le français." Dans cette même lettre, Mercier pose une condition au concours de son gouvernement pour les élections fédérales fixées au mois de mars: "Pour que le gouvernement de la province de Québec se jette

carrément dans la lutte, il faut que nous ayons la garantie que les autres gouvernements en feront autant."

Rumilly 1975b, 2.

1891, 20 janvier. Mercier, en compagnie du secrétaire provincial Langelier et du député de Lévis, F.-X. Lemieux, visite les écoles du soir établies à l'Institut des Ouvriers de Lévis.

Roy 1932-1933, 4.

1891, 27 janvier. Mercier, qui projette un voyage en Europe, recule son départ pour appuyer les libéraux dans leur campagne électorale fédérale. Le 27 janvier, il accompagne Laurier au banquet d'ouverture de la campagne, tenu au Club National de Montréal. Le premier ministre répète que son gouvernement restera national et que le salut réside dans l'alliance conclue au lendemain de l'affaire Riel.

Anonyme [1895]; Langelier 1909-1912, 2; Rumilly 1936a; Rumilly 1936b; Dandurand 1939; Rumilly c1941d; Rumilly 1951; Rumilly 1953; Wade c1963, 1; Hamelin, Hamelin et Huot 1965; Lacour-Gayet 1966; M. Hamelin édit., 1967; Schull 1968; Rumilly 1975b, 2. 81

1891, [?] janvier. Dans sa livraison du mois de janvier, l'*Union médicale du Canada* fait le point sur l'entente finale intervenue entre l'École de Médecine et de Chirurgie de Montréal et la faculté de médecine de l'Université Laval, grâce au projet de loi soumis au Parlement par Mercier.

E. Desjardins 1975.

1891, 2 février. John Lawrence Cannon, avocat d'Arthabaska, devient le

⁸¹ Lacour-Gayet affirme qu'au cours de cette campagne électorale, Macdonald fut favorisé du fait qu'Honoré Mercier n'était plus premier ministre du Québec (1966: 429).

premier titulaire du poste d'assistant-procureur général nouvellement créé par le gouvernement Mercier. Laurier ne serait pas étranger à cette nomination.

Anonyme 1927; Lavergne 1970.

1891, 9 février. Dans un discours prononcé au marché Bonsecours à Montréal, Mercier reconnaît publiquement avoir retardé son départ pour l'Europe afin d'aider Laurier à renverser Macdonald. Il se déclare en faveur du libre-échange et de la réciprocité commerciale avec les Etats-Unis.

Gagnon 1913; Rumilly 1936b; Bonenfant 1961.

1891, 10 février. Dans une lettre à H. Langevin, Chapleau écrit, au sujet de Mercier: "S'il croit nous nuire en pronant sa résolution de la Conférence Interprovinciale à l'effet de remodeler les subsides provinciaux, il se trompe bien. Il nous fera gagner deux voix dans les autres provinces pour une qu'il pourrait s'assurer ici."

Ouellet 1961.

1891, 12 février. La *Patrie* publie un compte rendu de l'ouverture de la campagne électorale de Laurier à Québec, à laquelle participaient Mercier et F. Langelier.

Hamelin, Hamelin et Huot 1965.

1891, 14 février. Turenne écrit au ministre des Affaires étrangères de France que l'union douanière du Canada avec les Etats-Unis, préconisée par Mercier, conduirait à l'absorption graduelle des Canadiens français par le grand tout anglo-saxon, et qu'au point de vue commerciale, elle aurait pour conséquence irréfragable une diminution du commerce français. Pour ces raisons, Turenne souhaite

que le parti de Mercier subisse la défaite aux prochaines élections et qu'il cède la place à un ministère moins américain.

Savard 1967; Quinn 1968; Savard 1970; Beaudoin 1974.

1891, 25 février. Mercier loue sa ferme de Sainte-Anne-de-la-Pérade à son frère Xavier et il congédie F.-N. Ritchie, à qui il l'avait d'abord confiée, tout en permettant cependant à ce dernier d'y demeurer le temps qu'il lui plaira.

Rumilly 1975b, 2.

1891, [?] février. Mercier apprend que l'abbé Thomas Roberge, secrétaire de l'évêché de Chicoutimi, appuie le candidat conservateur dans son comté en laissant entendre qu'il suit les instructions de son évêque, Mgr Bégin, parti pour l'Europe. Le premier ministre télégraphie à Mgr Bégin, qui passe pour un des évêques les plus favorables aux libéraux, et ce dernier lui répond, par l'entremise de son secrétaire: "Monseigneur Bégin juge démarche de l'abbé Roberge impossible. Il doit y avoir supercherie."

Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2.

1891, [?] février. Sur les conseils de Mercier, Laurier réserve quelques candidatures à des conservateurs nationaux dans la province de Québec.

Rumilly 1975b, 2.

1891, [?] février. Louis-Joseph Riopel, député conservateur sortant de Bonaventure et gérant de la compagnie Robitaille que le gouvernement Mercier vient de déposséder, pose à nouveau sa candidature. Mercier télégraphie à William LeBoutillier Fauvel, candidat libéral: "Faites le nécessaire et ne soyez pas battu."

Rumilly 1975b, 2.

1891, 2 mars. Mercier écrit à Laurier, qui doit rentrer à Québec pour clore sa campagne électorale et attendre les résultats, qu'il met sa maison, son domestique et son secrétaire à sa disposition. Il ajoute qu'il a fait placer des fils télégraphiques dans sa salle à manger pour que Laurier puisse recevoir les nouvelles directement.

Rumilly 1975b, 2.

1891, 5 mars. Le *Toronto Globe*, dans un article analysant la campagne électorale et tentant de prévoir le résultat du scrutin, imprime: "Mercier avoue être convaincu que les libéraux peuvent obtenir une majorité de quinze sièges dans le Québec. Mais un libéral québécois plus modéré [...]⁸² escompte pour son parti une majorité de neuf sièges."

Hamelin, Hamelin et Huot 1965.

1891, 6 mars. Aux élections fédérales, Mercier procure une majorité d'onze députés à Laurier dans la province de Québec.

Anonyme /1895/; Langelier 1909-1912, 2; Rumilly 1936a; Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Rumilly 1951; Rumilly 1953; Wade c1963, 1; Hamelin, Hamelin et Huot 1965; Rumilly 1975b, 2; Charbonneau 1980.⁸²

1891, 7 mars. Tardivel déclare, dans la *Vérité*, que Mercier finira par se casser le cou avec sa politique d'équilibre entre les libéraux et les ultramontains.

Savard 1967d.

1891, [?] mars. Au lendemain des élections, la *Presse* reproche vigou-

⁸² Selon Langelier, Mercier aurait obtenu aux libéraux une majorité supérieure à 15 sièges (1909-1912, 2: 88). Rumilly fixe d'abord cette majorité à 15 députés (1936b: 417) puis il la réduit à 11 (c1941d: 210; 1975b, 2: 206). Wade l'établit pour sa part à quinze (c1963, 1: 468) tandis qu'Hamelin, Hamelin et Huot la limitent à 5 (1965: 90). D'autre part, Langelier (1909-1912, 2: 88) et Rumilly (1936a: 75) font tenir ces élections le 5 mars.

reusement à Mercier et à Mowat d'avoir tenté de dresser les provinces contre le pouvoir fédéral, au cours de leur campagne électorale.

Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2.

1891, [?] mars. Mercier, Charles-Alphonse-Pantaléon Pelletier, Charles et François Langelier, Pacaud et Tarte endossent un billet de \$10 000 devant permettre au parti libéral de contester quelques résultats électoraux à la suite des élections fédérales.

Langelier 1909-1912, 2; Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Wade c1963, 1; Schull 1968; Rumilly 1975b, 2.

1891, 13 mars. Un groupe d'amis - Beausoleil, de Cazes, F. Langelier, J.-A. Mercier et Pacaud - accompagne Mercier et Shehyn jusqu'à New York où ils doivent s'embarquer pour l'Europe dans le but de contracter un emprunt de dix millions de dollars. Le député Nazaire Bernatchez les y rejoindra plus tard afin d'étudier sur place le mode de fabrication du sucre de betterave. Des Franco-Américains ont demandé à Mercier de soutenir leur cause à Rome; ils désirent que des évêques canadiens plutôt qu'irlandais soient nommés dans les diocèses où les Canadiens forment la majorité de la population catholique. Le prier de la Trappe d'Oka a aussi confié une mission à Mercier: intercéder auprès du Saint-Siège pour que la Trappe soit érigée en abbaye.

Anonyme [1895]; Langelier 1909-1912, 2; Rivet [1923]; Auclair 1930a; Bédard 1935; Boissonault 1936; Rumilly 1936; Rumilly 1936a; Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Nadeau 1944; Turgeon 1944; Perron 1955; Wade c1963, 1; Savard 1967d; Hamelin 1968a; Quinn 1968; Schull 1968; Désilets 1969; Béaudoin 1974; Rumilly 1975b, 2; Charbonneau 1980.⁸³

⁸³ Auclair fixe le départ de Mercier au mois d'avril (1930a: 238).

1891, 24 mars. Emission d'un bref pontifical créant Mercier comte palatin à titre héréditaire.

Pouliot 1891; Legendre 1892; Anonyme /1895/; Langelier 1909-1912, 2; Beauchesne 1920; Rivet /1923/; Auclair 1933; Rumilly 1936a; Rumilly 1936b; Gouin 1941; Rumilly c1941d; Rumilly 1942; Turgeon 1944; Rumilly 1947; Beullac et Fabre-Surveyer 1949; Labelle 1958; Marquis 1958; Loranger-Paquette 1959; Bouchard 1960, 1; Trépanier 1960-1962, 1; Trépanier 1963; Wade c1963, 1; Bélangier 1965; Lacour-Gayet 1966; Décary 1968; Hamelin 1968a; Schull 1968; Bergeron 1970; Lavergne 1970; Dansereau 1974; Rumilly 1975b, 2; Durocher, Linteau et Robert 1979.

1891, [?] mars. Le directeur de la *Justice*, L.-P. Pelletier, en est venu à critiquer la politique de Mercier, en particulier sur les asiles d'aliénés et sur l'emprunt. Or son journal s'imprime, par contrat, à l'atelier de l'*Electeur* et il bénéficie indirectement des commandes officielles du gouvernement. A peine Mercier est-il parti pour l'Europe que Pacaud signifie cet ultimatum à Pelletier: appuyer en tous points le gouvernement ou chercher un autre imprimeur. Pelletier dénonce "le véritable auteur de cette persécution": le premier ministre, qui a donné des ordres avant son départ. L'*Etendard* dénonce aussi cet attentat contre la presse indépendante, ordonné par Mercier.

Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Wade c1963, 1; Rumilly 1975b, 2.

1891, [?] mars. A Paris, Mercier et Shehyn louent un appartement, où ils reçoivent les Canadiens de passage ou résidant dans la capitale française: H. Fabre, H. Beaugrand, le sculpteur Philippe Hébert, Raoul Dandurand.

Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2.

1891, [?] mars. La *Croix* (Paris) publie une correspondance de l'abbé Henri-Raymond Casgrain, alors en France, fort élogieuse pour Mer-

cier.

Savard 1967a.

1891, 2 avril. L'*Etendard* s'en prend au "César-Mercier", à l'"Autocrate de Québec", écrivant: "Nous déclarons ici que l'hon. Honoré Mercier a délibérément manqué depuis les dernières élections aux engagements solennels qu'il a contractés lors de la formation de l'alliance nationale."

Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Wade c1963, 1; Lacour-Gayet 1966; Rumilly 1975b, 2; Charbonneau 1980.

1891, 13-avril. Le *Times* (Londres) fait connaître l'objectif financier du séjour de Mercier à Paris. Le même journal signale aussi le projet québécois d'étudier la fabrication du sucre de betterave.

Rumilly 1975b, 2.

1891, 16 avril. Mercier prononce une allocution au cours d'un banquet offert en son honneur par l'Alliance française, à Paris.

Gagnon 1895; Bellérive 1902; Langelier 1909-1912, 2; Chagny 1913; Casey 1932, 2; Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Beaudoin 1974; Rumilly 1975b, 2.⁸⁴

1891, 16 avril. Pierre-Paul Cahensly, président de la Société Saint-Raphaël, fondée en 1871 dans le but de protéger les émigrants catholiques allemands, remet à Léon XIII un mémoire signé par des catholiques éminents de divers pays européens et par Mercier. Ce mémoire dénonce la dictature du clergé irlandais aux Etats-Unis et demande que les évêques soient choisis parmi la nationalité compo-

⁸⁴ Langelier (1909-1912, 2: 92) et Rumilly (1936b: 423; c1941d: 226; 1975b, 2: 218) signalent erronément que ce banquet fut présidé par le vicomte de Voglé. En réalité, ce dernier ne fit qu'y prononcer un discours; le banquet fut présidé par le comte Colonna Ceccaldi.

sant la majorité des catholiques dans un diocèse donné.

Rumilly 1958; Savard 1967d; Rumilly 1975b, 2.

1891, [?] avril]. Mercier se rend à Petit-Bourg, Seine-et-Oise, où il visite une usine de fabrication de matériel de chemin de fer à voie étroite, susceptible d'être utilisé dans les grandes entreprises agricoles. Le surlendemain, Mercier, Shehyn et Fabre sont reçus au Club Alpin de Paris.

Bellerive 1902; Rumilly 1975b, 2.

1891, [?] avril]. Dans une entrevue accordée au journaliste français Charles Bos et dont le texte est reproduit par plusieurs journaux, Mercier affirme: "Les voeux des Canadiens français? A vrai dire, il en est un qui les résume tous. C'est de voir le Dominion conquérir son indépendance."

Rumilly c1941d; Groulx c1950; Rumilly 1975b, 2.

1891, [?] avril]. Le président Carnot reçoit Mercier à l'Elysée et, d'officier, le monte à commandeur de la Légion d'Honneur.

Langelier 1909-1912, 2; Rivet [1923]; Auclair 1933; Rumilly 1936a; Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Rumilly 1942; Rumilly 1947; Labelle 1958; Marquis 1958; Trépanier 1960-1962, 1; Trépanier 1963; Wade c1963, 1; Bélanger 1965; Lacour-Gayet 1966; Hamelin 1968a; Schull 1968; Bergeron 1970; Beaudoin 1974; Dansereau 1974; Rumilly 1975b, 2; Durocher, Linteau et Robert 1979; Charbonneau 1980.

1891, [?] avril]. Le roi des Belges reçoit Mercier à Bruxelles et le crée commandeur de l'Ordre de Léopold.

Langelier 1909-1912, 2; Rivet [1923]; Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Rumilly 1942; Rumilly 1947; Beullac et Fabre-Surveyer 1949; Labelle 1958; Marquis 1958; Trépanier 1960-1962, 1; Trépanier 1963; Wade c1963, 1; Lacour-Gayet 1966; Hamelin 1968a; Schull 1968; Bergeron 1970; Dansereau 1974; Rumilly 1975b, 2; Durocher, Linteau et Robert 1979; Charbonneau 1980; Québec, Assemblée Nationale, 1980.

1891, [?] avril. Mercier se rend à Rome où il est reçu en audience privée par le pape. Il demande au Saint-Siège de reconnaître le statut d'abbaye à la Trappe d'Oka. Il exprime aussi son regret de n'avoir rencontré aucun évêque canado-américain au congrès de Baltimore et souhaite respectueusement que le coadjuteur de l'évêque d'Ogdensburg, sur le point d'être nommé, soit choisi parmi les prêtres d'origine canadienne-française. Cette dernière démarche de Mercier soulève un tollé dans la presse irlandaise des Etats-Unis, qui crie à l'influence indue.

Tarte 1892; Langelier 1909-1912, 2; Rivet /1923/; Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Nadeau 1944; Rumilly 1945; Rumilly 1947; Rumilly 1958; Wade c1963, 1; Rumilly 1975b, 2; Charbonneau 1980.

1891, 10 mai. Mercier prononce une allocution à l'Institut des Frères maristes, à Saint-Génis-Laval, près de Lyon.

Bellerive 1902.

1891, 17 mai. Mercier participe à un banquet offert en son honneur au Collège des Jésuites, rue Vaugirard, à Paris.

Bellerive 1902; Rumilly 1936b; Gouin 1940; Gouin 1941; Rumilly 1975b, 2.

1891, 21 mai. Le *Times* de Londres publie une dépêche transmise par Ottawa, à l'effet que Mercier ne pourra emprunter sur le marché financier européen, les capitalistes français considérant les garanties offertes par son gouvernement comme insuffisantes.

Rumilly 1975b, 2.

1891, 29 mai. Mercier, accompagné par N. Bernatchez, se rend en Flandre, où il s'intéresse personnellement à l'industrie sucrière.

Rumilly 1936b; Rumilly 1975b, 2.

1891, 31 mai. Mercier visite le village de Tourouvre, au Perche, berceau de ses ancêtres. Il est accompagné par Shehyn, Bernatchez, son secrétaire Alexandre Clément, et l'abbé Auguste Gosselin. D'une estrade dressée sur la place de l'église, Mercier harangue les villageois. En souvenir de cette visite, le premier ministre donne deux vitraux à l'église du village, représentant, le premier, le départ de Julien Mercier et d'un groupe de colons pour la Nouvelle-France vers 1650, le second, Mercier et ses compagnons de voyage.

Anonyme /1895/; Rumilly 1936b; Gouin 1940; Gouin 1941; Rumilly c1941d; Nadeau 1944; Turgeon 1944; Rumilly 1947; Paradis 1956; Labelle 1958; Loranger-Paquette 1959; Patenaude 1961; Héroux 1964; Montagne 1966; Décary 1968; Pelletier 1975; Rumilly 1975b, 2; Tremblay 1975-1978, 1.

1891, [?] mai. Au cours d'une polémique, la *Justice* et l'*Etendard* admettent tous deux qu'en nommant de nouveaux conseillers législatifs, Mercier leur fait signer une promesse d'appui sans réserve.

Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Rumilly 1943a; Rumilly 1975b, 2.

1891, 3 juin. Mercier prononce un discours devant la Société d'Economie Sociale de Paris, lors du banquet de clôture du congrès des sociétés d'économie sociale.

Bellerive 1902; Auclair 1930; Auclair 1930a.

1891, 3 juin. L'*Etendard* remercie Mercier pour la façon dont il représente le Canada français en France: "Nous avons, dans les derniers mois, combattu M. Mercier, et nous aurons peut-être à le combattre encore; cela nous met entièrement à l'aise pour le louer aujourd'hui et pour le remercier d'avoir représenté les Canadiens français comme ils doivent l'être, c'est-à-dire comme un peuple catholique, profondément français de coeur et d'esprit, et tout dévoué à l'Eglise."

Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2.

1891, 13 juin. Tardivel publie, dans la *Vérité*, un extrait de la biographie de Garcia Moreno pour montrer qu'entre celui-ci et Mercier, il n'y a que des contrastes, désastreux pour le premier ministre québécois.

Savard 1963; Savard 1967d.

1891, 17 juin. Mercier fait célébrer une messe à la mémoire de Mgr Labelle, à l'église Sainte-Clotilde, à Paris. C'est l'abbé Auguste Gosselin qui officie.

Auclair 1930a; Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Yon 1964-1967; Rumilly 1975b, 2; Yon 1975.

1891, [17 juin]. Mercier prend la parole à l'Institut Catholique de Paris, à l'occasion de la séance de clôture des travaux de la Conférence Olivaint.

Bellerive 1902; Beaudoin 1974.

1891, 20 juin. Voulant dessiller les yeux des journalistes européens qui voient en Mercier le type achevé de l'homme d'Etat chrétien, Tardivel rappelle, dans la *Vérité*, que le sénateur Trudel a "arraché" le règlement de la question des biens des jésuites au premier ministre québécois.

Savard 1967d.

1891, 22 juin. Sur l'invitation de Mgr Lagrange, Mercier prononce une conférence sur le Canada, à Chartres.

Gagnon 1895; Bellerive 1902; Casey 1932, 2; Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Yon 1964-1967; Rumilly 1975b, 2; Yon 1975.

1891, 24 juin. Mercier assiste à la réception donnée par H. Fabre, à Paris, à l'occasion de la fête de la Saint-Jean-Baptiste. Le même jour, à Montréal, une couronne est déposée au pied du monument des

Patriotes, au nom du premier ministre du Québec.

Yon 1964-1967; Rumilly 1975a; Yon 1975.

1891, [?] juin. Mercier reçoit le curé de Tourouvre et l'invite à dîner, avec Dandurand et quelques Canadiens, à la tour Eiffel.

Rumilly 1936b; Rumilly 1975b, 2.

1891, [?] juin. Mercier se rend chez le général Athanase de Charette, en Basse-Bretagne, assister à l'inauguration de la chapelle élevée par l'ancien colonel des zouaves pontificaux à la mémoire de ses compagnons d'armes. A cette occasion, le général de Charette remet à Mercier, pour qu'il les distribue à son retour, trois cents médailles décernées par le pape aux zouaves canadiens.

Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Rumilly 1945c; Rumilly 1947; Rumilly 1975b, 2.

1891, 1^{er} juillet. Shehyn contracte un emprunt à court terme (deux ans) de quatre millions de dollars auprès du Crédit Lyonnais et de la Banque de Paris et des Pays-Bas. Obligé de négocier cet emprunt sur un marché monétaire stagnant, Shehyn n'a pu obtenir les dix millions escomptés.

Langelier 1909-1912, 2; Rumilly 1936a; Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Rumilly c1942; Wade c1963, 1; Costisella 1965; Hamelin 1968a; Quinn 1968; Schull 1968; Savard 1970; Rumilly 1973, 2; Beaudoin 1974; Rumilly 1975b, 2; Durocher, Linteau et Robert 1979; Charbonneau 1980.

1891, 1^{er} juillet. Mercier prononce un discours au Séminaire de Saint-Sulpice, à Issy.

Bellerive 1902.

1891, 2 juillet. Trefflé Berthiaume, propriétaire de la *Presse*, déclare dans son journal qu'au cours de la dernière campagne électorale fé-

dérale, les libéraux lui ont offert \$600 par jour pour qu'il publie des articles rédigés par Lebeuf ou par Mercier en faveur de Laurier et de la réciprocité commerciale avec les Etats-Unis, offre qu'il a repoussée.

Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Rumilly 1943a.

1891, 4 juillet. Mercier, Hector Fabre et R. Dandurand, visitent l'abbaye de Bellefontaine, maison-mère de la Trappe d'Oka.

Bellerive 1902; Pelland 1911; Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2.

1891, [?] mars-juillet]. Mercier prend la parole devant le Cercle Catholique du Luxembourg et la Société des Publicistes Chrétiens [Paris?].

Bellerive 1902.

1891, [?] mars-juillet]. Mercier parvient à convaincre la Compagnie Internationale de Belgique de venir installer une usine au Québec pour la fabrication de locomotives et de rails de chemins de fer.

Tarte 1892; Rivet [1923].

1891, [?] avril-juillet]. A la demande de Mercier, la Compagnie des Etablissements Eiffel accepte d'étudier les plans du pont de Québec préparés par les ingénieurs Alexandre Bonnin et S.A. Hoare.

Rumilly 1936a; Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2.⁸⁵

1891, [?] mai-juillet]. Mercier visite des usines, à Paris.

Rumilly 1936b; Rumilly 1975b, 2.

1891, [?] mai-juillet]. A Bordeaux, Mercier invite les grands viticulteurs à importer des produits du Québec en échange de leurs vins.

⁸⁵ La première fois qu'il mentionne cet événement, Rumilly écrit que Mercier "fit venir de France l'ingénieur Eiffel" pour étudier ce projet (1936a: 71).

Il amorce aussi une entente pour le commerce des traverses de voies ferrées, Bordeaux devant être le siège principal de cette entreprise.

Tarte 1892; Rivet /1923/; Rumilly 1975b, 2.

1891, /? mai-juillet/. Mercier assiste à une foire chevaline, à Caen.

Bellerive 1902; Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2.

1891, /? juin-juillet/. Mercier visite Saint-Malo et fait apposer une plaque, dans le chœur de la cathédrale, avec l'inscription suivante: "Ici s'est agenouillé Jacques Cartier à son départ de Saint-Malo pour la découverte du Canada en 1531. Honoré Mercier, premier ministre de Québec, souvenir de sa visite en 1891."

Langelier 1909-1912, 2; Rumilly 1936b; Gouin 1941; Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2.

1891, 7 juillet. Mercier et ses compagnons de voyage prennent le train à la gare du Nord pour se rendre à Londres. H. Fabre et plusieurs Canadiens sont venus saluer le premier ministre. Un groupe d'ecclésiastiques français lui remet une adresse.

Rumilly 1975b, 2.

1891, 8 juillet. La *Presse* affecte de ne plus appeler Mercier que "Monsieur le Comte" et qualifie sa décoration de commandeur de "ferblanterie exotique".

Rumilly 1936a; Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2.

1891, 18 juillet. Mercier et Shehyn arrivent à Québec à bord du *Parisian*, en provenance de Liverpool. Une foule les accueille au débarcadère.

Tarte 1892; Anonyme /1895/; David 1911; Langelier 1909-1912, 2; Beauchesne 1920; Rivet /1923/; Bracq 1927; Auclair 1930a; Boissonnault 1936; Rumilly 1936; Rumilly 1936a; Rumilly 1936b; Gouin 1941; Rumilly c1941d; Nadeau 1944; Turgeon 1944; Rumilly 1945c; Rumilly 1947; Perron 1955; Trépanier 1960-1962, 1;

Trépanier 1963; Wade c1963, 1; Costisella 1965; Lacour-Gayet 1966; Hamelin 1968; Hamelin 1968a; Lacoursière et Vaugeois 1968; Schull 1968; Bergeron 1970; Bonenfant 1972; Beaudoin 1974; Rumilly 1975b, 2; Durocher, Linteau et Robert 1979.

1891, [19] juillet. Mercier est accueilli à Montréal par une démonstration aux flambeaux et il improvise un discours au Champ de Mars.

Anonyme [1895]; Langelier 1909-1912, 2; Rumilly 1936; Rumilly 1936a; Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Rumilly c1942; Hamelin 1968a; Rumilly 1975b, 2.

1891, [?] juillet. Mercier se retire, entouré d'amis, sur son domaine de Sainte-Anne-de-la-Pérade, qu'il a baptisé "Tourouvre".

David 1911; Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Rumilly 1946a; Richard 1962; Trépanier 1960-1962, 2; Rumilly 1975b, 2; Gauthier 1976; Tremblay 1975-1978.

1891, [?] juillet-août. Mercier se rend à Arthabaska où une réception a été préparée en son honneur. Il visite quelques partisans politiques dont Louis Lavergne.

Lavergne 1970.

1891, 18-19 août. Au cours d'une fête grandiose qui se prolonge sur deux journées, à son domaine de Tourouvre, Mercier distribue aux zouaves pontificaux les médailles remises par le général de Charette. Mgr Lafliche, invité, a refusé de venir.

Anonyme [1895]; Beauchesne 1920; Roy 1927; Rumilly 1936a; Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Rumilly 1945c; Rumilly 1947; Raymond 1963; Rumilly 1973, 1; Rumilly 1975b, 2.

1891, 21 août. Le scandale de la Baie des Chaleurs est mis à jour. Le 4 août, le comité des chemins de fer du Sénat a commencé à s'intéresser à la Compagnie de la Baie des Chaleurs qui reçoit un subside fédéral. Le 12, l'entrepreneur Charles Newhouse Armstrong a été interrogé par le comité et deux jours plus tard, il a reconnu avoir versé \$100 000 à Pacaud. Le 21 août, Armstrong avoue avoir payé cette somme à Pacaud pour recevoir \$75 000. Le comité apprend ainsi

que lors de la substitution de la compagnie Cooper-Thom à la compagnie Robitaille, suivie de la réclamation d'Armstrong, Pacaud a servi d'intermédiaire entre l'entrepreneur et les autorités provinciales. Ces transactions se sont déroulées pendant le séjour de Mercier en Europe. Pacaud, appuyé dans ses démarches par le ministre Langelier, avait alors prié instamment le premier ministre intérimaire Garneau, de régler la réclamation d'Armstrong en signant des lettres de crédit au montant de \$175 000. Garneau, qui hésitait, s'était vu menacé de télégraphier à Mercier s'il refusait. Il s'était alors ouvert de ses répugnances au lieutenant-gouverneur Angers et lui avait fait part de son envie de résigner. Angers lui ayant demandé de demeurer à son poste, Garneau avait finalement accepté de signer la lettre de crédit de \$175 000. Armstrong, ayant touché cette somme, n'avait gardé pour lui que \$75 000 et avait versé la balance, devant témoins, à Pacaud. Le comité des chemins de fer du Sénat découvre encore qu'avec ce montant, Pacaud a payé le billet de \$10 000 qu'il avait endossé conjointement avec Mercier, C.-A.-P. Pelletier, C. Langelier et Tarte, pour contester des succès conservateurs aux dernières élections fédérales. Pacaud a aussi envoyé cinq mille dollars à Mercier pendant son voyage en Europe.

Tarte 1892; David 1894; Anonyme /1895/; De Celles 1907; David 1911; Langelier 1909-1912, 2; Beauchesne 1920; Rivet, /1923/; Bracq 1927; Le Jeune 1931; Auclair 1933; Bédard 1935; Bruchési c1935, 2; Farley et Lamarche 1935; Pacaud 1935; Boissonnault 1936; Rumilly 1936; Rumilly 1936a; Rumilly 1936b; Dandurand 1939; R.L. et P.V. 1940; Rumilly c1941d; Rumilly c1942; Rumilly c1942b; Rumilly 1943; Turgeon 1944; Rumilly 1945c; Rumilly 1946; Rumilly 1947; McGee /1948/; Beullac et Fabre-Surveyer 1949; Groulx c1950; Rumilly 1951; Rumilly 1953; Lefebvre 1954; Baillargeon c1957; Labelle 1958; Marquis 1958; Rumilly 1958; Hamelin, Hamelin et Letarte 1959-1960; Potvin 1960; Bruchési 1961; Trépanier 1961-1962, 1; Rumilly 1963; Savard 1963; Trépanier 1963; Wade c1963, 1; La Terre

1964; Costisella 1965; Enard 1965; Gouin 1964-1965; Parizeau 1965; Lacour-Gayet 1966; Beaudoin et Hamelin 1967; J. Hamelin 1967; M. Hamelin édit., 1967; Désilets 1967-1968; Désilets 1968; Hamelin 1968; Lacoursière et Vaugois 1968; Schull 1968; Désilets 1969; Savard 1969; Bergeron 1970; Roy 1970; Audet 1971; Bonenfant 1972; Canada, Archives publiques 1972; Rumilly 1972; Rumilly 1973, 1; Fournier 1974; Rumilly 1974; De Bonville 1975; Robert 1975; Rumilly 1975b, 2; Cachat 1977; Lamarche 1977; Monière 1977; Durocher, Linteau et Robert 1979; Fortin 1979; Lévesque et Migner 1979; Québec, Assemblée Nationale 1979; Charbonneau 1980.⁸⁶

1891, 21 août. Le *Minerve* du 21 août fait écho à un article du *True Witness* (Montréal), affirmant que Mercier aurait reçu des jésuites une forte commission lors de la restitution de leurs biens. Le Père Turgeon adresse un démenti formel à son rédacteur en le priant de le publier.

Rumilly 1975b, 2.

1891, 22 août. Mercier télégraphie à Fréchette: "Fais-moi donc le plaisir de venir passer demain dimanche à Tourouvre. Je t'attends sans faute."

Rumilly 1975b, 2.

1891, [29] août. Mercier accorde une entrevue à un journaliste du *Star*. Au sujet de l'affaire de la Baie des Chaleurs, il affirme savoir peu de choses, cette transaction s'étant opérée durant son absence. Le premier ministre parle de son voyage en Europe, d'un agronome qu'il a ramené pour répandre la culture de la betterave à travers le Québec, de son projet de faire construire le pont de Québec par l'ingénieur Eiffel, et de son intention de retourner en Europe avec

⁸⁶ Selon Schull, l'entrepreneur Thomas McGreevy aurait touché un million de dollars par l'entremise de Pacaud, et ce dernier aurait prélevé un dixième sur le produit de cette transaction (1968: 214). Cet historien confond évidemment l'affaire de la Baie des Chaleurs avec le scandale McGreevy, survenu au même moment, qui éclabousse le parti conservateur, et plus particulièrement Hector Langevin.

Shehyn, après la prochaine session, pour compléter l'emprunt.

Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2.

1891, [? août]. La *Minerve*, puis la *Presse*, impriment la lettre de Lebeuf à Pacaud, en date du 23 avril 1889, dans laquelle il dénonçait la corruption du gouvernement Mercier.

Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2.⁸⁷

1891, [? août]. La *Gazette*, le *Star*, la *Minerve*, la *Presse*, le *Monde*, l'*Etendard*, le *Trifluvien*, le *Courrier de Saint-Hyacinthe*, le *Chronicle*, le *Courrier du Canada*, la *Vérité*, le *Quotidien* et toute la presse des autres provinces trompettent les révélations faites devant le comité des chemins de fer du Sénat, concernant le scandale de la Baie des Chaleurs. Seuls le *Canadien*, l'*Evénement* et la *Patrie* protestent contre l'ingérence du Sénat au nom de l'autonomie provinciale.

Rumilly 1936a; Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Rumilly 1963; Savard 1963; Rumilly 1972; Rumilly 1975b, 2; Monière 1977; Charbonneau 1980.

1891, 7 septembre. Le lieutenant-gouverneur Angers adresse un mémoire à Mercier lui demandant des explications au sujet des révélations faites devant le comité des chemins de fer du Sénat. Par ce mémoire, Angers avise aussi Mercier de son intention de nommer une commission royale d'enquête composée de trois juges, et il limite l'action du cabinet aux actes urgents d'administration, révoquant son pouvoir

⁸⁷ Rumilly affirme - et à trois reprises (1936b: 441; c1941d: 243-244; 1975b, 2: 249) - que cette lettre de Lebeuf à Pacaud "courait sous le manteau" depuis 1887, alors qu'il écrit ailleurs dans ces mêmes ouvrages qu'elle fut rédigée en 1889. Voir à ce sujet la note 42, page 252.

de signer des mandats sur les fonds consolidés du revenu.

Tarte 1892; Anonyme /1895/; Langelier 1909-1912, 2; Beauchesne 1920; Rivet /1923/; Boissonnault 1936; Rumilly 1936a; Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Turgeon 1944; Rumilly 1947; Rumilly 1953; Hamelin, Hamelin et Letarte 1959-1960; Wade c1963, 1; Bonenfant 1972; Rumilly 1975b, 2; Charbonneau 1980.

1891, [?] septembre. Mercier accuse réception du mémoire du lieutenant-gouverneur, sollicite un délai pour répondre, puis réunit ses collaborateurs à Tourouvre en vue de préparer sa réponse.

Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2.

1891, 11 septembre. Angers communique au gouverneur général le texte de son mémoire à Mercier, et ce dernier le transmet aux ministres fédéraux. Le 11 septembre, à la requête du sénateur Joseph Bolduc, le premier ministre du Canada produit le document devant le Sénat.

Tarte 1892; Langelier 1909-1912, 2; Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2.

1891, 15-17 septembre. Le 15 septembre, Mercier répond à Angers qu'il accepte de limiter les actes de son gouvernement, lui explique qu'il n'est pour rien dans la transaction Armstrong-Pacaud, et suggère de substituer à la commission royale une enquête devant un comité de la Chambre. Le même jour, Angers réplique à Mercier que ses explications sont insuffisantes pour le dispenser de la nomination d'une commission royale d'enquête. Le lendemain, Mercier répond à Angers qu'il accepte la commission d'enquête mais qu'il lui revient, à titre de premier ministre, d'en suggérer la composition au lieutenant-gouverneur. Mercier propose un enquêteur unique: sir Francis Johnson, juge-en-chef de la Cour Supérieure. Le 17 septembre, Angers refuse la suggestion de Mercier d'un enquêteur unique et maintient son intention, à moins d'objections valables de la part du premier

ministre, de nommer une commission d'enquête composée de trois juges.

Tarte 1892; Langelier 1909-1912, 2; Rumilly 1936a; Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Turgeon 1944; Rumilly 1975b, 2.

1891, 18 septembre. Auguste Roussel, le principal rédacteur de l'*Univers* (Paris), consacre un article aux événements politiques canadiens. Il qualifie de polémique sans précédent dans aucun pays civilisé les attaques personnelles auxquelles se livrent conservateurs et libéraux. Il suspend cependant son jugement sur Mercier, puisqu'une enquête est sur le point de s'ouvrir à son sujet.

Rumilly 1975b, 2.

1891, 18 septembre. Mercier fait savoir au lieutenant-gouverneur qu'il accepte la commission royale d'enquête, telle qu'il plaît à Son Excellence de la constituer.

Tarte 1892; Rumilly 1936a; Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2.

1891, [?] septembre. Mercier réunit les députés ministériels en caucus, à Québec, et s'applique à les rassurer sur l'issue de l'enquête qui s'amorce.

Rumilly 1936a; Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2.

1891, 21 septembre. Nomination d'une commission royale chargée de "faire enquête et rapport sur les faits et circonstances qui ont précédé, accompagné, motivé et suivi les transactions faites en conséquence de l'acte 54 Vict., ch. 88 en ce qui se rapporte à la Compagnie du chemin de fer de la Baie des Chaleurs". Les commissaires sont les juges Louis-A. Jetté, L.-F.-Georges Baby et Charles Peer Davidson.

Tarte 1892; Anonyme [1895]; David 1911; Langelier 1909-1912, 2; Beauchesne 1920; Rivet [1923]; Boissonnault 1936; Rumilly 1936a;

Rumilly 1936b; Dandurand 1939; Rumilly c1941d; Turgeon 1944; Rumilly 1947; McGee /1948/; Trépanier 1960-1962, 1; Trépanier 1963; Wade c1963, 1; Bonenfant 1972; Rumilly 1975b, 2; Lamarque 1977; Charbonneau 1980.⁸⁸

1891, 27 septembre. Le *Figaro* (Paris); dans un article intitulé "Les scandales du Canada", énumère les nombreux cadeaux reçus par Mercier et enchaîne: "Il est juste de dire que M. Mercier étonne les Américains eux-mêmes, qui sont pourtant habitués à bien des choses: ils sont dans un étonnement complet en voyant tout ce dont peut avoir besoin un ministre de la province de Québec!"

Rumilly 1975b, 2.

1891, 29 septembre. Charles Langelier, le plus compromis des ministres dans l'affaire de la Baie des Chaleurs, offre sa démission à Mercier, qui la refuse.

Langelier 1909-1912, 2; Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2.

1891, 21 octobre. Charles Tupper, haut commissaire du Canada à Londres, écrit à Donald McMaster: "J'ai atteint mon objectif, Mercier ne peut se procurer d'argent."

Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2.

1891, 6-28 octobre. La commission royale d'enquête sur l'affaire de la Baie des Chaleurs ouvre ses audiences à Québec, le 6 octobre. Mercier a pris F.-E. Béique et Guillaume Amyot pour avocats tandis que Pacaud se fait représenter par George Irvine. Il ressort des témoignages de Pierre Garneau, François et Charles Langelier, qu'ils n'ont rien su de la transaction entre Pacaud et Armstrong. Le 20

⁸⁸ Selon Dandurand, cette commission d'enquête aurait effectué ses travaux au cours de l'année 1890 (1939: 147).

octobre, Pacaud dépose devant la commission. Il reconnaît avoir touché les \$100 000 qui ont servi, dans leur presque totalité, à solder des frais électoraux. Pacaud ajoute avoir agi de son propre chef, à l'insu de Mercier et des autres ministres. Mercier témoigne à son tour le 28 octobre.

Tarte 1892; Pacaud 1935; Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Rumilly 1947; Beullac et Fabre-Surveyer 1949; Trépanier 1960-1962, 1; Trépanier 1963; M. Hamelin édit., 1967; Rumilly 1975b, 2.

1891, 21 novembre. La *Presse* rappelle que le gouvernement Mercier, après avoir réduit le salaire des instituteurs des écoles du soir de \$2 à \$1.50 par soir, avait songé à l'abaisser à nouveau. Les professeurs s'y étant opposés, Mercier leur a répondu en faisant valoir l'aspect facultatif de leur engagement de même que leur nombre en regard des postes à combler.

De Bonville 1975.

1891, [?]-25 novembre. Dans une entrevue accordée à un reporter de l'*Empire* de Toronto, l'entrepreneur John Patrick Whelan reconnaît avoir versé non plus \$10 000 en pots-de-vin, mais \$100 000, aux mêmes intermédiaires que ceux impliqués dans l'affaire de la Baie des Chaleurs. Le 25 novembre, à la suite de la diffusion de cette nouvelle, Mercier fait arrêter John P. Whelan et le journaliste Richard White, de la *Gazette*, pour libelle séditieux.

Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Rumilly c1942; Rumilly 1975b, 2.

1891, 2 décembre. La *Vérité* ayant attaqué Mercier de façon virulente, ce dernier fait arrêter Tardivel.

Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Rumilly c1942; Beaulieu et Hamelin 1965; Girard 1967; Savard 1967d; Rumilly 1975b, 2; Hare 1976.

1891, [?] décembre]. *L'Étendard*, *le Monde*, *la Minerve*, *la Presse*, *le Tri-fluvien*, *le Courrier du Canada* et d'autres journaux défendent leurs confrères de *la Gazette* et de *la Vérité*. Mercier menace de faire arrêter Joseph Tassé et fait émettre un mandat contre Trefflé Berthiaume, gérant de *la Presse*.

Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2.

1891, 16 décembre. Le juge Jetté étant tombé malade, les deux autres membres de la commission d'enquête remettent un rapport intérimaire au lieutenant-gouverneur. Dans leur rapport, les juges Baby et Davidson exonèrent Shehyn, David Ross, Duhamel et Boyer, et censurent tous les autres ministres. A propos de Mercier, ils écrivent cependant: "Il n'est pas prouvé que M. Mercier connaissait l'existence du marché entre Armstrong et Pacaud." Séance tenante, Angers écrit à Mercier: "[...] je vous révoque, vous et vos collègues, de vos fonctions d'aviseurs de la Couronne et de membres du Conseil exécutif de la province de Québec." Le jour même, Angers appelle Charles Boucher de Boucherville pour former un nouveau ministère.

Tarte 1892; David 1894; Anonyme [1895]; Gagnon 1895; Desjardins 1902; Chouinard 1903, 4; David 1911; Langelier 1909-1912, 1 et 2; Gagnon 1913; Beauchesne 1920; Rivet [1923]; Auclair 1930a; Le Jeune 1931; Casey 1932, 2; Auclair 1933; Bédard 1935; Bruchési c1935, 2; Farley et Lamarche 1935; Pacaud 1935; Boissonnault 1936; Rumilly 1936; Rumilly 1936a; Rumilly 1936b; Institut généalogique Drouin 1938; Dandurand 1939; Soeurs de la Charité de Québec 1939; R.L. et P.V. 1940; Rumilly c1941d; Rumilly c1942; Rumilly 1943a; Nadeau 1944; Turgeon 1944; Rumilly 1945c; Rumilly 1946; Nantel 1947; Rumilly 1947; Institut généalogique Drouin 1948; McGee [1948]; Beullac et Fabre-Surveyer 1949; Groulx c1950; Rumilly 1951; Rumilly 1953; Lefebvre 1954; Baillargeon c1957; Labelle 1958; Marquis 1958; Rumilly 1958; Hamelin, Hamelin et Letarte 1959-1960; Potvin 1960; Fleury 1961; Audet, Malchelosse et Maurault 1962; Trépanier 1960-1962, 1; Bonenfant 1963; Lemoignan 1963; Rumilly 1963; Savard 1963; Trépanier 1963; Wade c1963, 1; Audet 1964; Beaulieu et Hamelin 1965; Bélanger 1965; Emard 1965; Institut généalogique Drouin

1965; Lacour-Gayet 1966; Beaudoin et Hamelin 1967; Girard, 1967; J. Hamelin 1967; M. Hamelin édit., 1967; Orban 1967; Beaulieu, Bonenfant et Hamelin 1968; Décary 1968; Désilets 1967-1968; Hamelin 1968; Lacoursière et Vaugeois 1968; Schull 1968; Désilets 1969; Légaré 1969; Savard 1969; Bergeron 1970; Roy 1970; Savard 1970; Audet 1971; Bonenfant 1972; Canada, Archives publiques 1972; Rumilly 1972; Rumilly 1973, 1; Dansereau 1974; Fournier 1974; Groulx 1970-1974, 1; Rumilly 1974; Robert 1975; Rumilly 1975; Rumilly 1975a; Rumilly 1975b, 2; Hamelin dir., 1976; Hare 1976; Cachat 1977; Lamarche 1977; Durocher, Linteau et Robert 1979; Fortin 1979; Lévesque et Migner 1979; Québec, Assemblée Nationale 1979; Charbonneau 1980; Québec, Assemblée Nationale 1980.⁸⁹

1891, [?] janvier-décembre]. Une dame Bizet, institutrice à Tourouvre, écrit à Mercier pour lui demander de l'aider à recueillir la succession d'un de ses parents en Amérique.

Nadeau 1944.

1891, [?] janvier-décembre]. Mercier souligne, dans le rapport du commissaire de l'Agriculture, que son gouvernement a nommé un inspecteur pour chacun des dix syndicats de beurreries et de fromageries créés

⁸⁹Plusieurs auteurs s'éloignent passablement de la réalité historique quand ils mentionnent - ou taisent - cet événement. Signalons en premier lieu les divergences quant à la date de la révocation du ministère Mercier. L'auteur anonyme de la brochure sur Mercier (1895: 26) et Rumilly dans sa biographie de Choquette (1936a: 86) la reculent au 10 décembre, tandis que Schull (1968: 217) et Fortin (1979: 150) la fixent respectivement au 14 et au 21 du même mois. Dandurand (1939: 147) et Lacour-Gayet (1966: 426) situent cette révocation au cours de l'année 1890. Par contre, cinq autres écrits repoussent cette même date d'échéance au cours de l'année 1892 (Chouinard 1903, 4: 371; Langelier 1909-1912, 1: 118; Auclair 1930a: 204; Auclair 1933: 107; Légaré 1969: 64). Passons maintenant aux silences équivoques. Quelques historiens escamotent en effet cette révocation tout en ne négligeant pas néanmoins de souligner que Mercier perdit le pouvoir à la suite d'élections consécutives au scandale de la Baie des Chaleurs; il s'agit de Farley et Lamarche (1935: 443), Baillargeon (c1957: 162-163), Bergeron (1970: 168), et Lévesque et Migner (1979: 193). Enfin, certains écrits faussent carrément la réalité, pour affirmer que Mercier céda le pouvoir de son propre chef, autrement dit qu'il "démissionna"; ce sont ceux de Beullac et Fabre-Surveyer (1949: 117), Nantel (1949: 216), Potvin (1960: 48) et Hamelin, dir. (1976: 525).

au cours de l'année.

Perron 1955.

1891, [?]. Mercier tient quelques réunions du Conseil exécutif à son domaine de Tourouvre.

Roy 1927.

1890-1891, [?]. Mercier nomme Séverin Dumais, député défait de Chicoutimi-Saguenay aux élections de 1890, agent des terres pour le Lac Saint-Jean.

Potvin 1960.

1887-1891; [?]. Le gouvernement Mercier active la construction de chemins de fer au moyen de nouveaux octrois aux compagnies ferroviaires. Il consacre jusqu'à 39% de son budget à cette fin. Mercier prend d'ailleurs la parole à plusieurs reprises devant l'Assemblée législative sur la question des chemins de fer. Favorable à leur expansion, il associe le progrès d'un pays au nombre de milles de voies ferrées qu'il possède et soutient, par conséquent, que l'Etat doit promouvoir leur développement à l'aide de subventions aux entrepreneurs. A ses yeux, les chemins de fer favorisent le développement de l'agriculture et de la colonisation, ce qui a pour corollaire d'endiguer l'exil aux Etats-Unis d'une population de jeunes travailleurs. Mercier considère aussi que le rail facilite autant le développement des villes et des manufactures que celui des richesses naturelles, puisqu'il incite les capitalistes à investir dans ces secteurs.

Legendre 1892; Tarte 1892; Langelier 1909-1912, 1 et 2; Rivet /1923/; Auclair 1930a; Le Jeune 1931; Bédard 1935; Boissonnault 1936; Rumilly 1936; Rumilly 1936a; Rumilly 1936b; Rumilly c1941d; Rumilly c1942; Rumilly 1947; Groulx c1950; Marquis 1958; Filteau 1960; Wade c1963, 1; Parizeau 1965; Orban 1967; Hamelin 1968; Roy 1970; Rumilly 1975b, 2; Morissonneau 1978; Durocher, Linteau et Robert 1979; Lévesque et Migner 1979; Charbonneau 1980.

1887-1891, [?]. Les mesures suivantes comptent parmi les principales dues à l'initiative de Mercier durant son passage au pouvoir: établissement d'une exposition permanente à Montréal, réparation du palais de justice de Montréal, loi pour empêcher les contestations d'élec-

tions vexatoires, augmentation du nombre des juges de la Cour Supérieure à la demande du Barreau de Montréal, paiement plus raisonnable et traitement plus humain des petits jurés, paiement des grands jurés et des témoins de la Couronne et abolition de la formalité du serment établissant que le témoin est nécessaire, protection des ouvriers dans les saisies exécutoires (nombre d'effets exempts augmenté), exemption en faveur du cultivateur de la saisie de deux chevaux ou deux boeufs de labour et autres animaux nécessaires à la culture, procédure sommaire dans les affaires commerciales et dans les cessions de biens, nomination d'un contrôleur du revenu, parachèvement des travaux de la refonte des statuts, création du district judiciaire de Pontiac, loi de license favorable à la tempérance, cautionnement des officiers publics, augmentation des juges et des termes de la Cour d'Appel, abolition du bref, simple exécution suffisante avec cautionnement pour appeler, diminution des frais de justice, loi accordant privilège aux ouvriers dans la construction.

Tarte 1892.

1887-1891, [?]. Mercier augmente la représentation populaire en étendant le droit de vote surtout aux étudiants, aux ouvriers, aux instituteurs et aux fils de famille.

Tarte 1892; Rivet [1923]; Boissonnault 1936; Charbonneau 1980.

1887-1891, [?]. Durant son passage au pouvoir, Mercier pratique une politique de voirie axée sur la construction de nouvelles routes, l'empierrement des chemins et l'abolition des barrières de péage. Il vise, par ces améliorations, à intensifier les échanges commer-

ciaux au niveau local.

Anonyme [1895]; Langelier 1909-1912, 2; Rivet [1923]; Bracq 1927; Le Jeune 1931; Bédard 1935; Bruchési c1935, 2; Bois-sonnault 1936; Rumilly 1936; Rumilly 1936a; Rumilly 1936b; Gouin 1941; Rumilly c1941c; Rumilly c1941d; Rumilly 1947; Groulx c1950; Labelle 1958; Marquis 1958; Filteau 1960; Parizeau 1965; M. Hamelin édit., 1967; Hamelin 1968; Roy 1970; Rumilly 1975b, 1 et 2; Voisine 1976; Durocher, Linteau et Robert 1979; Charbonneau 1980.⁹⁰

1887-1891, [?]. Mercier fait construire la route appelée "Mercier" ou Nolin, reliant le Nomingue à Papineauville.

Testard de Montigny 1898.

1887-1891, [?]. Le premier ministre Mercier invite Mgr Justin Fèvre à écrire une histoire du Canada.

Fèvre 1906; Savard 1967d.

1887-1891, [?]. Mercier imprime un essor à la colonisation en permettant l'ouverture de nouvelles régions grâce à la construction de chemins de colonisation, et en augmentant les octrois versés aux sociétés de colonisation.

David 1911; Langelier 1909-1912, 1 et 2; Beauchesne 1920; Bracq 1927; Bédard 1935; Bruchési c1935, 2; Rumilly 1936; Rumilly 1936a; Rumilly 1936b; Gouin 1941; Rumilly c1941d; Turgeon 1944; McGee [1948]; Groulx c1950; Létourneau 1950; Lefebvre 1954; Labelle 1958; Filteau 1960; Hamelin 1968; Lacoursière et Vaugois 1968; Gosselin 1969; Légaré 1969; Roy 1970; Rumilly 1975b, 2; Voisine 1976; Durocher, Linteau et Robert 1979; Fortin 1979; Lévesque et Migner 1979; Charbonneau 1980.

1887-1891, [?]. Mercier envoie le sculpteur Louï-Philippe Hébert étudier en France pendant trois ans, et le charge de faire les statues allégoriques devant orner l'entrée du palais législatif à Québec.

⁹⁰ Selon l'auteur anonyme de la brochure sur Mercier, celui-ci n'a pu mettre sa politique de voirie à exécution (1895: 39). Langelier fournit un constat semblable en ce qui concerne la politique d'abolition des barrières à péage (1909-1912, 2: 19-21).

Braco 1927; Anonyme 1971.

1887-1891, [?]. Georges-Isidore Barthe est promu magistrat de district à Trois-Rivières, sous le gouvernement Mercier.

Le Jeune 1931; Gallant 1961.

1887-1891, [?]. Le gouvernement Mercier charge Mgr Joseph-Calixte-Canac Marquis de conférences agricoles et de mission colonisatrices.

Rumilly c1941d; Rumilly 1975b, 2.

1887-1891, [?]. Mercier nomme Gustave Grenier, gendre de F.-G. Marchand, au poste de greffier du Conseil exécutif.

Rumilly c1942.

1887-1891, [?]. A la requête de l'abbé J.-B. Proulx, Mercier accorde un octroi annuel de \$500 pour permettre la construction d'une académie commerciale et agricole à Saint-Lin.

Rumilly c1942; Rumilly c1942b.

1887-1891, [?]. Mercier confie à Charles Lanctôt le poste de greffier en loi au sein du département du procureur général.

Rumilly 1944; Rumilly 1973, 1.

1887-1891, [?]. C.-A. Geoffrion, avocat du gouvernement Mercier, réussit à faire annuler par le Conseil Privé une loi passée par un gouvernement antérieur, décrétant un impôt sur les corporations commerciales.

Beullac et Fabre-Survever 1949.

1887-1891, [?]. Le gouvernement Mercier accorde une prime de cinquante sous par tonne aux producteurs de betterave à sucre.

Perron 1955.

1887-1891, [?]. L'administration Mercier favorise les deux journaux pé-

dagogiques alors existant, le *Journal de l'Instruction publique*, publié à Montréal, et l'*Enseignement primaire*, publié à Québec.

Labarrère-Paulé 1963a.

1887-1891, [?]. Les journaux suivants appuient le gouvernement Mercier: la *Gazette de Berthier*, fondée en 1888, le *Courrier de l'Outaouais*, fondé à Hull en 1885, le *Gladiator*, fondé à Hull en 1887, le *Patriote*, fondé à Montréal en 1886, la *Justice*, fondée à Québec en 1886, le *Libéral-National*, fondé à Sorel en 1890, le *Patriote*, fondé à Sorel en 1886, et le *Sud*, fondé à Sorel en 1887. Par contre, l'*Union canadienne*, fondée à Lévis en 1891, combat Mercier.

Beaulieu et Hamelin 1965.

1887-1891, [?]. Thomas Chapais est nommé conseiller législatif par Mercier.

Orban 1967.⁹¹

1887-1891, [?]. Mercier refuse de renouveler la subvention gouvernementale de \$400 accordée jusque là au *Naturaliste canadien*.

Parizeau 1969; Parizeau 1975.⁹²

1887-1891, [?]. Mercier demande la suppression du Conseil législatif qui, de 1887 à 1890, lui cause quelques embarras.

Bonenfant 1970.

1887-1891, [?]. Mercier fait adopter une loi accordant aux jésuites du

⁹¹ Orban se trompe à ce sujet (1967: 66-67) puisque Chapais, qui fut d'ailleurs un adversaire du gouvernement Mercier, ne devint conseiller législatif qu'en mars 1892.

⁹² Ce refus de la part de Mercier semble douteux car Parizeau le situe au cours de l'année 1892 (1969: 223; 1975: 272).

Collège Sainte-Marie le pouvoir d'octroyer à leurs élèves, indépendamment des autres collèges, des titres de bacheliers valables devant l'Université Laval.

Lavergne 1970.

1887-1891, [?]. Sous le gouvernement Mercier, le comté de Saint-Jean, représenté à l'Assemblée par F.-G. Marchand, obtient quelques faveurs: concession d'un terrain à la ville de Saint-Jean pour en faire un parc public, octroi d'une subvention spéciale à l'hôpital de Saint-Jean, réfection du palais de justice de la même ville, octroi d'une indemnité aux victimes d'un incendie ayant ravagé le centre-ville de Saint-Jean en 1876, octroi d'une subvention à la société d'agriculture du comté, distribution de diverses sommes dans le comté pour des travaux de voirie, d'égouttement des eaux et de construction de ponts.

Fortin 1979.

1887-1891, [?]. Au cours de ses interventions devant l'Assemblée à titre de premier ministre, Mercier aborde à quelques reprises la question relative à la condition ouvrière. A ses yeux, l'Etat doit se préoccuper de la santé des ouvriers et ne pas tolérer d'usines ou de logements insalubres. Il préconise aussi, comme solution aux conflits de travail, le recours à l'arbitrage plutôt qu'à la grève. Dans un autre ordre d'idée, Mercier affirme que tout fonctionnaire se doit d'abord d'oeuvrer pour l'Etat plutôt que de militer pour un parti politique. Il défend aussi la contrepartie de cette opinion: rétribuer de façon adéquate les fonctionnaires qualifiés. Mercier se prononce en outre quelques fois en faveur d'une conver-

sion des écoles de réforme en maisons de réhabilitation, adoptant en cela le modèle états-unien. Lorsqu'il prend position sur le problème de l'éducation, Mercier adhère au principe de l'instruction obligatoire au niveau primaire, sans oublier pour autant la nécessité de l'enseignement supérieur, et il se montre favorable au séjour d'étudiants québécois à l'étranger.

Charbonneau 1980.

1887-1891, [?]. L'arrivée au pouvoir de Mercier ouvre une période favorable pour les instituteurs; il les encourage par diverses lois qui trahissent son libéralisme politique aux yeux de Tardivel, en particulier par un projet de caisse de retraite auquel l'Etat contribuerait.

Anonyme [1895]; Labarrère-Paulé 1965; Savard 1967d; Monière 1977; Charbonneau 1980.

* * * * *

INDEX DES OUVRAGES CITES

Le présent index contient la liste de tous les ouvrages mentionnés dans l'appendice A, chacun d'eux étant identifié par le nom de son auteur, suivi de l'année de sa parution. Il permet par conséquent de retracer aisément et rapidement tous les événements concernant l'administration Mercier qui ont été rapportés dans un écrit historique particulier.

* * *

A

ANGERS, François-Albert [1967]: 165.

ANGERS, François-Albert 1969: 165.

ANONYME [1895]: 167-168, 173, 175, 177, 184, 185, 187-188, 194, 196, 203, 205, 210, 212-213, 244, 248, 263, 266, 279, 296, 320, 323-325, 329, 333-335, 338-339, 342-343, 347, 351.

ANONYME 1906: 212.

ANONYME 1912: 165.

ANONYME 1927: 317, 321.

ANONYME 1927a: 165.

ANONYME 1928: 315.

ANONYME 1937: 279.

ANONYME 1940: 199.

ANONYME 1971: 348.

ANTOINE 1905: 279.

AQUIN, H. 1967: 165.

ARSENAULT, Bona 1965: 259.

AUCLAIR, Elie-J. 1917: 165.

AUCLAIR, Elie-J. 1930: 203, 329.

- AUCLAIR, Elie-J. 1930a: 167-168, 175, 202-205, 213, 231, 248, 278-279, 302, 311, 313, 319, 324, 329-330, 333, 342-343, 345.
- AUCLAIR, Elie-J. 1933: 168, 203, 206, 210, 212, 248, 250, 263, 279, 314, 325, 327, 335, 342-343.
- AUCLAIR, Elie-J. 1952: 165.
- AUCLAIR, Elie-J. 1973: 165.
- AUDET, Francis-J. 1908: 166.
- AUDET, Francis-J. 1927: 166.
- AUDET, Francis-J. 1939: 165.
- AUDET, Francis-J., Gérard MALCHELOSSE et Olivier MAURAUULT 1962: 167-168, 188-189, 206, 211, 256, 342.
- AUDET, Louis-Philippe 1959: 165.
- AUDET, Louis-Philippe 1960: 165.
- AUDET, Louis-Philippe 1961: 263.
- AUDET, Louis-Philippe 1963: 166.
- AUDET, Louis-Philippe 1964: 168-169, 198, 200, 229-230, 255, 342.
- AUDET, Louis-Philippe 1970: 197, 230.
- AUDET, Louis-Philippe 1971: 168-169, 187, 198, 200, 204, 211, 229-230, 256-257, 263, 336, 343.
- AUDET, Louis-Philippe 1972: 168, 233.

B

- BAILLARGEON, Samuel c1957: 168, 335, 342-343.
- BARNARD, Julienne 1964: 166.
- BARTHE, Ulric 1890: 184, 249.
- BEAUCHESNE, Arthur 1920: 210, 256-257, 263, 266, 279, 325, 333-335, 338-340, 347.
- BEAUDOIN, Louise 1974: 300, 322, 324, 326-327, 330-331, 334.
- BEAUDOIN, Louise et Jean HAMELIN 1967: 168, 206, 300, 336, 343.
- BEAULIEU, André 1973: 165.
- BEAULIEU, André, Jean-Charles BONENFANT et Jean HAMELIN 1968: 179, 215, 248, 273, 309, 318, 343.
- BEAULIEU, André et Jean HAMELIN 1965: 168, 173, 243, 317, 341-342, 349.
- BEAULIEU, André et Jean HAMELIN 1966: 165.
- BEAULIEU, André et William F. E. MORLEY 1971: 309.
- BEDARD, Avila 1935: 167, 175, 177-178, 187-190, 196, 199, 202-203, 205, 210, 213, 248-249, 257, 263, 266, 279, 284, 293, 306, 309, 311, 324, 335, 342, 345, 347.

- BELANGER, Léonidas 1973: 168.
BELANGER, Léonidas 1974: 185.
BELANGER, Pauline 1965: 168, 202, 212, 229, 273, 289, 293, 296, 298,
300, 314, 325, 327, 342.
BELANGER, René 1961: 307.
BELISLE, Alexandre 1911: 171, 248, 267.
BELLERIVE, Georges 1902: 326-333.
BELLERIVE, Georges 1908: 267, 272.
BELLERIVE, Georges 1915: 313.
BERGERON, Gérard 1963: 165.
BERGERON, Léandre 1970: 168, 175, 179, 184, 202-203, 279, 325, 327, 334,
336, 343.
BERNARD, André et Denis LAFORTE 1969: 286, 296-297.
BERNARD, Antoine 1935: 259.
BERNARD, Jean-Paul 1969: 166.
BERNARD, Jean-Paul 1971: 165.
BERNARD, Jean-Paul 1971a: 165.
BERTRAND, Denis 1969: 165.
BERTRAND, Lionel 1953: 168, 203-204, 302, 319.
BEULLAC, Pierre et Edouard FABRE-SURVEYER 1949: 168, 172, 188, 195, 198,
202, 206, 210-212, 230, 232, 237, 289, 293, 298, 300, 325,
327, 335, 341-343, 348.
BIBAUD, Maximilien 1891: 166.
BILODEAU, Rosariq *et al.* 1971: 168, 188-189.
BIZIER, Hélène et Jacques LACOURSIERE 1976: 276.
BOILY, Robert [1967]: 206.
BOISSONNAULT, Charles-Marie 1936: 167-168, 173-175, 177, 179, 187-188,
202-204, 206, 208, 210-213, 215-216, 221-223, 231, 236,
244-245, 247-248, 263, 279, 296-297, 300, 311, 314-315,
324, 333, 335, 338-339, 342, 345-347.
BONENFANT, Jean-Charles 1960: 188.
BONENFANT, Jean-Charles 1961: 200, 266, 289, 295-296, 315, 321.
BONENFANT, Jean-Charles 1963: 342.
BONENFANT, Jean-Charles 1970: 349.
BONENFANT, Jean-Charles 1972: 334, 336, 338, 340, 343.
BONENFANT, Jean-Charles 1972a: 188-189, 211, 256, 262.

- BONENFANT, Jean-Charles et Louis SABOURIN 1967: 166.
- BOSSE, Eveline 1971: 165.
- BOUCHARD, Gérard 1971: 165.
- BOUCHARD, Téléphore-Damien 1960: 211, 325.
- BOUCHER DE LA BRIERE, Pierre 1918: 187, 198, 200, 210-211, 229-230, 311.
- BOURDAGES, Alcidas 1973: 166.
- BRACQ, Jean-Charlemagne 1927: 187, 208, 210, 244, 256, 267, 279, 282, 287, 333, 335, 347-348.
- BRAULT, Lucien 1965: 166.
- BRUCHESI, Jean c1935: 173, 187, 196, 206, 210, 237, 250, 335, 342, 347.
- BRUCHESI, Jean 1935a: 165.
- BRUCHESI, Jean 1937: 166.
- BRUCHESI, Jean 1948: 165.
- BRUCHESI, Jean 1949: 319.
- BRUCHESI, Jean 1952: 165.
- BRUCHESI, Jean 1958: 238.
- BRUCHESI, Jean 1961: 319, 335.
- BRUNET, Berthelot 1946: 250.
- BRUNET, Michel 1952: 165.
- BUIES, Arthur 1900: 244.
- Bulletin du parler français au Canada* (La Rédaction) 1912: 165.

- CACHAT, Gérard 1977: 167, 236, 343.
- CAMPEAU, Lucien 1967: 166.
- CANADA, Archives publiques 1972: 168, 202, 252, 336, 343.
- CANADA, Archives publiques 1975: 165.
- CANADA, Secrétariat d'Etat 1971: 165.
- CARRIER, Maurice et Monique VACHON 1978: 165.
- CASEY, Magdalen 1932: 199, 232, 273-274, 281, 295, 312-313, 326, 330, 342.
- CAYA, Marcel 1973: 165.
- CAYA, Marcel 1975: 165.
- CAYA, Marcel 1975a: 166.
- CHAGNY, André 1913: 326.

- CHALOULT, René 1969: 166.
- CHARBONNEAU, Pierre 1980: 168, 172, 175-176, 178-179, 184, 187-189, 194, 196, 202, 204, 206, 208, 211, 213-214, 216, 230, 236, 245, 247-249, 256-257, 262, 264, 279, 282, 296-298, 305, 307-308, 311-312, 316, 318, 323-324, 326-328, 331, 336-338, 340, 343, 345-347, 351.
- CHARLAND, Thomas-Marie 1964: 165.
- CHARLAND, Thomas-Marie, édit. 1952: 210, 249, 256.
- CHARTIER, Emile 1935: 165.
- CHARTIER, Emile 1941: 165.
- CHARTIER, Roger 1953: 202, 208.
- CHARTIER, Roger 1962: 202, 208.
- CHARTRAND, J.-D. 1890: 194, 273, 317.
- CHEVRETTE, François 1963: 206.
- CHEVRIER, Bernard 1968: 167, 244.
- CHOQUETTE, Charles-Philippe 1911: 226, 273.
- CHOQUETTE, Charles-Philippe 1930: 181, 188, 196, 200, 212, 224, 226, 230, 291.
- CHOUINARD, Henri-Julien-Jean-Baptiste 1890: 209, 241, 257-259, 272, 279.
- CHOUINARD, Henri-Julien-Jean-Baptiste 1903: 283, 300-301, 304, 312, 342-343.
- COMITE DU CENTENAIRE DE LEVIS 1961: 251.
- COOK, Ramsay 1969: 173, 188-189, 211, 256.
- CORNEZ, Germaine 1972: 168, 203, 213, 248.
- COSTISELLA, Joseph 1965: 181, 193, 195, 296, 331, 334, 336.
- COSTISELLA, Joseph 1968: 168-169, 200, 257, 267.
- COTE, A. 1968: 229.

D

- DANDURAND, Albert 1935: 165.
- DANDURAND, Albert 1939: 168, 175, 187, 210, 263, 279, 320, 335, 340, 342-343.
- DANSEREAU, Dollard 1974: 168, 212, 257, 325, 327, 343.
- DAVID, Laurent-Olivier 1894: 168, 335, 342.
- DAVID, Laurent-Olivier 1905: 166.
- DAVID, Laurent-Olivier 1909: 166.

A

- DAVID, Laurent-Olivier 1911: 163, 167-169, 188-189, 203, 206, 210, 247-248, 250, 279, 296, 333-335, 339, 342, 347.
- DAVID, Laurent-Olivier 1917: 168, 178.
- DAVID, Laurent-Olivier 1919: 166.
- DAVID, Laurent-Olivier 1921: 191, 214-215, 232.
- DAVID, Laurent-Olivier 1924: 168, 203, 210, 289, 300.
- DAVID, Laurent-Olivier 1926: 165.
- DE BONVILLE, Jean 1975: 168, 202, 264, 286, 296, 316, 336, 341.
- DECARY, Joseph 1968: 168, 177, 184, 188, 198, 211, 244, 257, 264, 311, 325, 329, 343.
- DECARY, Joseph 1968a: 211, 256.
- DE CELLES, Alfred-Duclos 1907: 187, 210, 249, 335.
- DE CELLES, Alfred-Duclos 1907a: 165.
- DE CELLES, Alfred-Duclos 1920: 165.
- DEMERS, Louis-Philippe 1969: 279.
- DESGAGNES, Raymond 1960: 165.
- DESGAGNES, Raymond 1961: 166.
- DESILETS, Andrée 1967-1968: 167-168, 172, 252, 279, 293, 296, 336, 343.
- DESILETS, Andrée 1968: 168, 336.
- DESILETS, Andrée 1969: 167-168, 188-189, 324, 336, 343.
- DESJARDINS, Mme Alice 1975: 165.
- DESJARDINS, Edouard 1975: 196, 306-307, 309-311, 314, 320.
- DESJARDINS, Joseph 1902: 168, 197, 202, 230, 289, 293, 298, 300, 342.
- DESJARDINS, Paul 1940: 165.
- DESJARDINS, Paul 1940a: 210, 257.
- DESLAURIERS, Ignace-J. 1978: 166.
- DESROSIERS, Adélard 1909: 263.
- DESROSIERS, Pierre-R. 1967: 165.
- DESROSIERS, Richard, André GROU et Denis HEROUX [1967]: 223-224.
- DESROSIERS, Richard et Denis HEROUX 1970: 165.
- DESSAULLES, Caroline 1939: 166.
- DEZIEL, Julien 1971: 166.
- DIONNE, Yvon 1964: 165.
- DOUVILLE, Raymond 1972: 207.
- DROLET, Antonio 1970: 166.

DUCROCQ-POIRIER, Madeleine 1977: 165.

DUMAIS, A. 1904: 279.

DUPONT, Antonin 1972: 166.

DUROCHER, René 1969: 166.

DUROCHER, René 1970: 188.

DUROCHER, René, Paul-André LINTEAU et Jean-Claude ROBERT 1979: 167-168,
175, 184, 187-189, 192, 196, 204, 206, 211, 213, 229,
256, 267, 296, 325, 327, 331, 334, 336, 343, 345, 347.

E

EMARD, Michel 1965: 168, 336, 342.

F

FALARDEAU, Jean-Charles 1953: 165.

FALARDEAU, Jean-Charles 1961: 165.

FALARDEAU, Jean-Charles 1963: 165.

FALARDEAU, Jean-Charles 1966: 165.

FARLEY, Paul-Emile et Gustave LAMARCHE 1935: 168, 210, 237, 256, 335,
342-343.

FAUCHER, Albert et Cyrille VAILLANCOURT 1950: 251.

FEVRE, Justin 1906: 191, 317, 347.

FILION, Martin 1974: 165.

FILTEAU, Gérard 1960: 168-169, 175, 202-203, 211, 236-237, 256-258, 263,
345, 347.

FLEURY, Alcide 1961: 162, 168, 192, 342.

FORGET, Anastase et Joseph RUTCHE 1937: 210, 249.

FORTIN, Lionel 1979: 167-169, 175, 184, 188-189, 211, 237, 264, 279,
293, 296-297, 336, 343, 347, 350.

FOURNIER, Jules 1922: 166.

FOURNIER, Rodolphe 1974: 168, 206, 336, 343.

FOURNIER, Rodolphe 1976: 257, 267, 293.

FREGAULT, Guy 1955: 188.

FREGAULT, Guy 1968: 165.

FRERES DES ECOLES CHRETIENNES 1914: 168, 196, 210, 237, 256, 270.

FRERES DES ECOLES CHRETIENNES 1937: 273.

F. S.-L. 1921: 206, 273, 317.

G

- GABOURY, Jean-Pierre 1970: 165.
- GAGNON, Ernest 1891: 304.
- GAGNON, Philéas 1895: 199, 295, 326, 330, 342.
- GAGNON, Philéas 1913: 266, 289, 296, 315, 321, 342.
- GAGNON, Rodolphe 1967: 172, 184-185, 208, 241, 262, 310.
- GAGNON, Serge 1978: 211, 237, 256.
- GALLANT, Patrice 1961: 348.
- GARON, J.-E. 1940: 175, 202-203, 313.
- GAUTHIER, Raymonde 1976: 334.
- GENEST, Jean-Guy 1972: 165.
- GERVAIS, Gaëtan 1968: 165.
- GIRARD, Mathieu 1967: 196, 295, 317, 341, 343.
- GIROUX, Maurice 1967: 166.
- GLEASON, Anne-Marie 1936: 165.
- GOSSELIN, André 1969: 175, 184, 202-203, 279, 347.
- GOUIN, Jacques 1964-1965: 336.
- GOUIN, Léon-Mercier 1940: 177, 210, 267, 272, 328-329.
- GOUIN, Léon-Mercier 1941: 167, 177, 181, 184, 187-188, 193, 200, 203, 210, 244, 257, 263, 272, 296, 311, 325, 328-329, 333, 347.
- GROULX, Lionel 1931: 229, 268.
- GROULX, Lionel 1948: 236.
- GROULX, Lionel 1950: 165.
- GROULX, Lionel c1950: 168, 175, 181, 187, 202-203, 208, 210, 213, 236, 244, 249, 256-257, 286-287, 296-297, 307, 327, 335, 342, 345, 347.
- GROULX, Lionel 1970-1974: 168, 343.
- GUAY, Michèle 1972: 257, 318.

H

- HAMEL, Marcel 1971: 165.
- HAMELIN, Jean 1967: 168, 188-189, 336, 343.
- HAMELIN, Jean 1968: 168, 175, 181, 188-189, 203, 211, 256-257, 264, 334, 336, 343, 345, 347.
- HAMELIN, Jean 1968a: 324-325, 327, 331, 334.

- HAMELIN, Jean, dir., 1976: 168, 184, 343.
 HAMELIN, Jean et Marcel HAMELIN 1962: 165.
 HAMELIN, Jean, Marcel HAMELIN et John HUOT 1965: 168-170, 188, 211, 256, 299, 320-321, 323.
 HAMELIN, Jean, Marcel HAMELIN et Jacques LETARTE 1959-1960: 187-188, 203, 211, 213, 263, 293, 295-296, 308, 335, 338, 342.
 HAMELIN, Jean et Yves ROBY 1971: 175, 184, 216, 260.
 HAMELIN, Marcel 1972: 165.
 HAMELIN, Marcel 1974: 165.
 HAMELIN, Marcel, éd., 1967: 167-169, 187-189, 206, 214, 233, 248, 254, 263-264, 289, 298, 300, 320, 336, 341, 343, 347.
 HARE, John 1976: 341, 343.
 HEBERT, Bruno 1972: 165.
 HEBERT, Maurice 1932: 165.
 HEROUX, Omer 1964: 329.
 H. M. 1939: 165.
 HUDON, Théophile 1935: 165.
 HUGUENIN, Madeleine 1938: 206.

I

- IMMARIGEON, Henriette 1970: 244.
 INSTITUT GENEALOGIQUE DROUIN 1938: 168, 202, 230, 342.
 INSTITUT GENEALOGIQUE DROUIN 1948: 168, 202, 230, 342.
 INSTITUT GENEALOGIQUE DROUIN 1965: 168, 202, 230, 342-343.

J

- JAIN, Geneviève, et Marcel TRUDEL 1969: 165.
 JOBIN, Albert 1947: 192, 210.
 J. W. M. 1911: 279.

K

- KLINCK, G.-A. 1953: 165.

- LABARRERE-PAULE, André 1963: 165.
- LABARRERE-PAULE, André 1963a: 349.
- LABARRERE-PAULE, André 1965: 168-169, 351.
- LABELLE, Yvonne-A. 1958: 168, 181, 187-188, 203, 205-206, 210, 212, 244, 257, 279, 307, 316, 325, 327, 329, 335, 342, 347.
- LACOUR-GAYET, Robert 1966: 168, 211, 249, 256, 257, 320, 325-327, 334, 336, 343.
- LACOURSIERE, Jacques, et Denis VAUGEOIS 1968: 167-168, 175, 179, 181, 184, 188-189, 195-196, 202-203, 206, 211, 264, 279, 296, 334, 336, 343, 347.
- LALOUX-JAIN, Geneviève 1974: 168, 209, 311, 316.
- LAMARCHE, Jacques 1977: 167, 251, 315, 336, 340, 343.
- LAMONTAGNE, Léopold 1954: 203.
- LAMONTAGNE, Maurice 1954: 165.
- LANCTOT, Gustave 1941: 166.
- LANDRY, Frédéric 1973: 259.
- LANGELIER, Charles 1909-1912: 167-168, 170, 173, 175-178, 180, 187-190, 194-197, 199, 201-204, 206, 208, 210, 212-213, 216-218, 221, 223, 240, 244, 248, 256-257, 263, 277, 279, 282, 287, 289, 293, 295-296, 298-300, 303, 305-307, 309, 311, 313-314, 320, 323-328, 331, 333-335, 338-340, 342-343, 345, 347.
- LAPIERRE, Laurier-L. 1961: 211.
- LARIVIÈRE, Céline 1979: 184-185.
- LA TERREUR, Marc 1963: 165.
- LA TERREUR, Marc 1964: 335-336.
- LA TERREUR, Marc 1966: 188-189, 211.
- LA TERREUR, Marc 1968: 166.
- LAVALLEE, André 1969: 165.
- LAVALLEE, André 1974: 168, 177, 196, 206, 211, 237, 256, 306-311, 315.
- LAVALLEE, Germain 1958-1959: 306-311.
- LAVALLEE, Robert 1973: 166.
- LAVERGNE, Armand 1935: 165.
- LAVERGNE, Renaud 1970: 168, 200, 211, 298, 300, 321, 325, 334, 350.
- LEFEBVRE, Jean-Jacques 1954: 168, 210, 263, 335, 342, 347.
- LEFEBVRE, Jean-Jacques 1963: 166.

- LEFEBVRE, Jean-Jacques 1965: 166.
 LEFEBVRE, Jean-Jacques 1968: 166.
 LEGARE, Romain 1969: 168, 279, 343, 347.
 LEGENDRE, Napoléon 1892: 167-168, 170, 188, 195, 208, 210, 212, 248,
 263, 272-273, 279, 308, 311, 313-314, 325, 345.
 LE JEUNE, Louis-Marie 1931: 168, 187-188, 202, 206, 210, 212, 230, 263,
 279, 293, 335, 342, 345, 347-348.
 LEMIEUX, Rodolphe 1925: 165.
 LEMIEUX, Rodolphe 1927: 165.
 LE MOIGNAN, Michel 1963: 293, 342.
 LE MOIGNAN, Michel 1964: 293.
 LESSARD, Victrice 1962: 272.
 LETOURNEAU, Firmin 1950: 216, 248, 260, 279, 313, 347.
 LETOURNEAU, Firmin 1959: 168, 175, 202-203, 210, 216, 230, 248, 253,
 260, 262, 279, 298, 302, 313, 317.
 LETOURNEAU, Firmin 1967: 279.
 LEVESQUE, Robert, et Robert MIGNER 1979: 171, 175, 178, 181, 187-189,
 192-195, 202-204, 211, 213, 221, 225, 229-231, 233-235,
 239-240, 242, 247-248, 253, 256-258, 260-261, 264, 270,
 278-279, 285, 289, 291-298, 302, 313, 318, 336, 343,
 345, 347.
 LEVITT, Joseph 1974: 257.
 LOMBARD, Pierre-André 1944: 165.
 LOMBARD, Pierre-André 1946: 165.
 LORANGER-PAQUETTE, Mme J. 1959: 325, 329.

M

- McGEE, Jean-Charles [1948]: 167-168, 170, 187-188, 191, 210, 286, 296,
 300, 335, 340, 342, 347.
 MAGNAN, Charles-Joseph 1922: 166.
 MAHEUX, Arthur 1941: 165.
 MAHEUX, Arthur 1942: 165.
 MALCHELOSSE, Gérard 1959: 168, 202, 211, 213.
 MARCIL-BRUCHESI, Claire 1970: 293.
 MARIÓN, Séraphin 1955: 195.
 MARION, Séraphin 1962: 284.
 MARION, Séraphin 1966: 165.

- MARION, Séraphin 1967: 165.
- MARION, Séraphin 1968: 196, 211, 249, 256.
- MARION, Séraphin 1970: 211, 249, 256.
- MARION, Séraphin 1972: 250.
- MARQUIS, G.-E. 1958: 168-169, 187-188, 202, 210, 212, 230, 257, 263, 267, 279, 293, 318, 325, 327, 335, 342, 345, 347.
- MARTEL, Louis, et Hermann PLANTE 1956: 188.
- MARTIN, Benoît 1973: 292.
- MASSE, Oskar 1930: 165.
- MATHIEU, Jean-Pierre 1971: 272, 279.
- MAURAUULT, Olivier 1945: 165.
- MENARD, Jean 1967: 165.
- MIGNER, Robert 1978: 175, 202-203, 213, 221, 225, 227, 229-231, 234, 239-240, 248, 253, 260, 270, 279, 311, 313,
- MILLER, J. R. 1974: 168-169, 177-179, 187, 198, 209, 211, 213, 216-217, 219-222, 225-227, 236-238, 240-241, 244, 249, 251-254, 256-258, 261-267, 271, 280-281, 287, 290, 292-294, 296.
- MONIERE, Denis 1977: 168, 173, 188, 203, 211, 257, 336-337, 351.
- MONTAGNE, Mme Pierre 1966: 329.
- MONTMINY, Jean-Paul 1966: 165.
- MORIN, Jacques-Yvan 1970: 163, 188-189.
- MORIN, Victor 1938: 245, 274.
- MORIN, Victor 1947: 166.
- MORIN, Victor 1949: 165.
- MORIN, Victor 1958: 165.
- MORIN, Victor 1960: 274.
- MORIN, Wilfrid 1943: 268.
- MORISSEAU, Henri 1943: 165.
- MORISSONNEAU, Christian 1978: 301, 345.

N

- NADEAU, Gabriel 1944: 175, 202, 324, 328-329, 333, 342-343.
- NANTEL, Maréchal 1933: 165.
- NANTEL, Maréchal 1947: 198, 210, 237, 256, 266, 287, 342-343.

0

O'BREADY, Maurice 1940: 165.

ORBAN, Edmond 1967: 168, 174-175, 177-178, 184, 187-189, 194, 202-204,
207, 211, 214-215, 218, 221, 239, 247, 278, 284, 286,
308, 343, 345, 349.

ORBAN, Edmond 1968: 165.

OUELLET, Eustache 1975: 165.

OUELLET, Fernand 1961: 321.

P

PACAUD, Lucien 1935: 168-169, 180, 202, 210, 228-229, 231, 249, 268,
282, 288, 296, 299, 314-315, 335, 341-342.

PARADIS, Charles Alfred-Marie 1900: 199, 203.

PARADIS, Jean-Fidèle 1956: 329.

PARIZEAU, Alice 1965: 168, 181, 188-189, 194, 196, 247, 263, 287, 336,
345, 347.

PARIZEAU, Gérard 1969: 296, 349.

PARIZEAU, Gérard 1973: 165.

PARIZEAU, Gérard 1975: 211, 213, 296, 349.

PARIZEAU, Gérard 1976: 165.

PASQUET, Joseph 1919: 165.

PATENAUDE, Mme Jean 1961: 329.

PELLAND, Alfred 1908: 273.

PELLAND, Alfred 1911: 304, 332.

PELLAND, Alfred 1912: 165.

PELLAND, Joseph-Octave 1890: 173, 177, 195, 199, 205, 210, 212, 266-267,
272.

PELLETIER, Maurice 1975: 329.

PERREault, Antonio 1908: 165.

PERRON, Marc-A. 1955: 168, 175, 178, 182, 192, 202-203, 233, 247-248,
253, 262-263, 275, 296, 302, 313, 317, 324, 333, 344,
348.

P.-H. B. 1937: 166.

PLANTE, Hermann 1970: 166.

POTVIN, Damase 1936: 165.

POTVIN, Damase 1960: 335, 342-344.

POULIOT, Joseph-Elzéar 1891: 195, 212, 298, 313, 325.

POULIOT, Léon 1969: 211, 237, 249, 256.

Q

QUEBEC, Assemblée Nationale 1972: 165.

QUEBEC, Assemblée Nationale 1979: 168, 202, 230, 273, 296, 298, 314, 336, 343.

QUEBEC, Assemblée Nationale 1980: 168, 170, 195, 202, 206, 212, 230, 289, 293, 298, 300, 314, 327, 343.

QUEBEC, Commission de Géographie de Québec 1926: 166.

QUEBEC, Conseil Exécutif 1956a: 168, 173, 186, 188-189, 210-211, 256.

QUEBEC, Ministère des Affaires culturelles 1968: 291.

QUINN, Majella 1968: 315, 322, 324, 331.

R

Rapport des Archives du Québec 1943: 166.

Rapport des Archives du Québec 1968: 165.

RAYMOND, Raoul 1963: 334.

RICHARD, Louis 1962: 334.

RIVET, L.-A. [1923]: 163, 167-168, 174-175, 177, 179, 187-190, 191-196, 199, 202-203, 206, 208, 210, 212-213, 215-216, 230, 244-245, 247-249, 256-257, 263, 267, 272-273, 279, 282, 295-296, 299-300, 306, 309, 311, 313, 315, 324-325, 327-328, 332-333, 335, 338-339, 342, 345-347.

R. L. et P. V. 1940: 167-168, 175, 203, 210, 256, 263, 279, 335, 342.

ROBERT, Adolphe 1950: 165.

ROBERT, Jean-Claude 1975: 168-169, 188, 336, 343.

ROY, Camille 1904-1905: 165.

ROY, Camille 1918: 165.

ROY, Camille 1918a: 279.

ROY, Camille 1930: 166.

ROY, Camille 1945: 166.

ROY, Jean-Louis 1970: 168, 188, 211, 264, 266, 289-290, 296, 336, 343, 345, 347.

ROY, Pierre-Georges 1897: 168, 206, 289, 300.

ROY, Pierre-Georges 1906: 166.

- ROY, Pierre-Georges 1923: 257, 267.
- ROY, Pierre-Georges 1927: 334, 344.
- ROY, Pierre-Georges 1932-1933: 169, 250, 307, 320.
- ROY, Pierre-Georges 1936: 168, 171, 258, 289-290.
- RUMILLY, Robert 1936: 184-185, 187-188, 198, 203, 206, 210, 263, 279, 296, 324, 333-335, 342, 345, 347.
- RUMILLY, Robert 1936a: 167-169, 173, 184-185, 187-188, 190, 203, 210, 219-220, 256-257, 279, 288, 296, 301, 314, 320, 323-325, 327, 331-335, 337-339, 342-343, 345, 347.
- RUMILLY, Robert 1936b: 167-168, 170, 173-190, 192-197, 199, 201-206, 208, 210-213, 216-219, 221-223, 225-227, 230-232, 236-237, 242, 244-252, 254, 256-257, 261-267, 269, 272, 274, 278-279, 281-282, 285-291, 293-299, 301-303, 305-307, 309, 311-312, 314-315, 319-321, 323-335, 337-342, 345, 347.
- RUMILLY, Robert c1940: 165.
- RUMILLY, Robert c1941: 165.
- RUMILLY, Robert c1941a: 257.
- RUMILLY, Robert c1941b: 165.
- RUMILLY, Robert c1941c: 167-168, 170-177, 179-198, 200, 247, 260, 263-264, 347.
- RUMILLY, Robert c1941d: 175, 187, 196, 201-223, 225-227, 230-232, 235-237, 239, 242, 244, 246-252, 254-257, 259-272, 274, 277-291, 293-303, 305-317, 319-320, 322-335, 337-342, 345, 347-348.
- RUMILLY, Robert c1942: 168, 172, 184, 187, 205-206, 210, 212, 218, 248, 251, 257, 286, 296, 307-308, 315-316, 325, 327, 331, 334-335, 341-342, 345, 348.
- RUMILLY, Robert c1942a: 168, 187, 206, 244, 256, 300, 315.
- RUMILLY, Robert c1942b: 168, 188, 206, 249, 251, 305, 316, 335, 348.
- RUMILLY, Robert 1943: 168, 188, 206, 254, 257, 297, 300, 335.
- RUMILLY, Robert 1943a: 206, 329, 332, 342.
- RUMILLY, Robert 1944: 188, 206, 279, 348.
- RUMILLY, Robert 1944a: 206, 244.
- RUMILLY, Robert 1945: 179, 244, 328.
- RUMILLY, Robert 1945a: 188, 206, 248, 257.
- RUMILLY, Robert 1945b: 188, 291.
- RUMILLY, Robert 1945c: 168, 170, 186-187, 194, 201, 203, 210, 212, 215, 227, 231-232, 244, 246, 255-256, 262, 267, 295-296, 306-311, 331, 333-335, 342.

- RUMILLY, Robert 1946: 206, 244, 335, 342.
- RUMILLY, Robert 1946a: 188, 334.
- RUMILLY, Robert 1947: 168, 184, 186-188, 196, 202-203, 205-206, 209-210, 212-213, 236-237, 244, 247, 256-257, 263, 267, 279, 287, 293, 305, 307, 309, 311, 316, 325, 327-329, 331, 333-335, 338, 340-342, 345, 347.
- RUMILLY, Robert 1947a: 256.
- RUMILLY, Robert 1948: 168, 188-190, 196, 206, 210, 236-237, 256.
- RUMILLY, Robert 1949: 168, 257.
- RUMILLY, Robert 1951: 167-169, 188, 206, 210, 249, 256-257, 320-323, 335, 342.
- RUMILLY, Robert 1953: 186, 206, 257, 292, 296, 320, 323, 335, 338, 342.
- RUMILLY, Robert 1955: 210.
- RUMILLY, Robert 1955a: 186.
- RUMILLY, Robert 1955b: 186.
- RUMILLY, Robert 1956: 184, 210, 256.
- RUMILLY, Robert 1958: 171, 209, 247, 257, 267, 272, 274, 279, 327-328, 335, 342.
- RUMILLY, Robert 1962: 165.
- RUMILLY, Robert 1963: 211, 335, 337, 342.
- RUMILLY, Robert 1966: 211.
- RUMILLY, Robert 1969: 165.
- RUMILLY, Robert 1972: 167-168, 176-177, 180, 196-198, 203, 206-207, 209, 211, 217, 224-225, 237, 254-256, 266, 275, 278, 283, 286, 291, 295-296, 298-299, 306-311, 315, 318, 336-337, 343.
- RUMILLY, Robert 1973: 168, 184, 211, 215, 247, 296, 307-308, 331, 334, 336, 343, 348.
- RUMILLY, Robert 1974: 168, 211, 238, 311, 336, 343.
- RUMILLY, Robert 1975: 167-168, 211, 275, 343.
- RUMILLY, Robert 1975a: 168, 209, 247, 257, 298, 311, 318, 331, 343.
- RUMILLY, Robert 1975b: 167-168, 170-198, 200-209, 211-239, 241-252, 254-274, 277-303, 305-317, 319-320, 322-334, 336-343, 345, 347-348.
- RUMILLY, Robert 1977: 165.
- RYERSON, Stanley Brehaut 1972: 165.

- Saguenayensia* (La Rédaction) 1973: 182-183.
- SAINT-AUBIN, Bernard 1979: 211-212, 256, 296.
- SAVARD, Pierre 1963: 198, 207, 330, 335, 337, 342.
- SAVARD, Pierre 1967: 302, 322.
- SAVARD, Pierre 1967a: 166.
- SAVARD, Pierre 1967b: 165.
- SAVARD, Pierre 1967c: 257.
- SAVARD, Pierre 1967d: 194, 198, 207, 211, 255-256, 267, 269, 275, 308-309, 323-324, 326-327, 330, 341, 347, 351.
- SAVARD, Pierre 1967e: 165.
- SAVARD, Pierre 1967f: 275.
- SAVARD, Pierre 1969: 336, 343.
- SAVARD, Pierre 1970: 168, 302, 322, 331, 343.
- SAVARD, Pierre 1973: 168, 197.
- SCHULL, Joseph 1968: 168-169, 181, 184, 188-189, 200, 203, 211, 249, 256-258, 263, 284, 286, 288, 296, 299, 320, 324-325, 327, 331, 334, 336, 343.
- SEGUIN, Maurice 1948: 165.
- SIEGFRIED, André 1906: 166.
- SIGNORI-LAFOREST, Monique 1976: 281.
- SOCIÉTÉ HISTORIQUE DE QUÉBEC 1980: 166.
- SOEUR SAINTE-BLANCHE 1948: 290, 303, 307.
- SOEURS DE LA CHARITÉ DE QUÉBEC 1939: 168, 309, 342.
- SOEURS DE SAINTE-ANNE 1925: 196, 210, 237.
- SYLVAIN, Philippe 1972: 165.
- T
- TANGHE, Raymond 1960: 177, 211.
- TARTE, Joseph-Israël 1892: 168, 175, 177, 179, 187-188, 196, 201-203, 208, 210, 213, 215, 244-245, 247-248, 256, 263, 278-280, 286-287, 296, 308, 316, 328, 332-333, 335, 338-339, 341-342, 345-346.
- TASSE, Hélène 1968: 175-176, 203, 205, 208, 213, 244, 266, 278-279, 284, 288-290, 292-293, 303, 313, 318-319.
- TASSE, Joseph 1891: 188.
- TESSIER, Albert 1954: 165.

TESTARD DE MONTIGNY, Benjamin-Antoine 1898: 203, 347.
 THERIAULT, Yvon 1965: 165.
 TRAVERSY, Léo 1964: 166.
 TREMBLAY, Jacques 1974: 165.
 TREMBLAY, Jean-Paul 1975-1978: 329, 334.
 TREMBLAY, Victor 1964: 185.
 TREMBLAY, Victor, édit., 1960: 185.
 TREPANIER, Léon 1958: 168-169.
 TREPANIER, Léon 1960-1962: 167-168, 170, 211, 237, 257, 259, 266, 325,
 327, 333-335, 340-342.
 TREPANIER, Léon 1963: 325, 327, 334-335, 340-342.
 TREPANIER, Pierre 1972: 165.
 TRUDEL, Marcel 1945: 165.
 TURCOTTE, Gustave 1933: 168, 202, 206, 289.
 TURGEON, Jean-Marie 1944: 167, 184, 188, 203, 210, 213, 248, 263, 279,
 324-325, 329, 333-335, 338-340, 342, 347.

V

VALLIERES, Pierre 1968: 166.
 VATTIER, Georges 1928: 279.
 VIATTE, Auguste 1954: 166.
 VIEN, Rossel 1955: 168, 175, 184-185, 204, 206, 248, 257, 263, 279, 304.
 VOISINE, Nive 1974: 166.
 VOISINE, Nive 1976: 168, 188-189, 347.

W

WADE, Mason c1963: 168, 177, 181, 188, 193-196, 198, 200, 202-203, 206,
 211, 244, 249, 256-257, 261, 263, 267, 282, 285, 295-297,
 320, 323-328, 331, 334-335, 338, 340, 342, 345.
 WEILBRENNER, Bernard 1965: 206, 264.

X Y Z

X... 1895: 166.
 YON, Armand 1964-1967: 330-331.
 YON, Armand 1975: 330-331.

ZOLTVANY, Yves-François 1960: 203, 211.

APPENDICE BLISTE DES AUTEURS AYANT MENTIONNE MERCIER
DANS UN ECRIT A CARACTERE HISTORIQUE

Comme son titre l'indique, le tableau qui suit fournit la liste de tous les auteurs ayant mentionné Mercier dans au moins un écrit à caractère historique, depuis 1890 jusqu'à 1979.

La première colonne du tableau contient les noms des auteurs ou, le cas échéant, des organismes ayant présidé à une publication historique évoquant Mercier. Les écrits parus sous le couvert de l'anonymat y sont présentés séparément, sous l'entrée "anonyme" suivie entre parenthèses de leur année de publication afin de les distinguer les uns des autres. Faut-il d'indices, ces écrits sont considérés comme ayant été rédigés par des auteurs différents, à l'exception de deux articles de facture identique parus en 1927 dans le *Bulletin des recherches historiques*, qui sont attribués statistiquement à un même auteur.

La section intitulée "phases de production" resitue au sein de chacune des phases de production identifiée lors de l'analyse diachronique du corpus historiographique (voir le chapitre III), les divers écrits d'un auteur. Quelques rares historiens ont fourni des écrits mentionnant Mercier au cours de chacune des trois phases; d'autres, légèrement plus nombreux, en ont fait paraître au cours de deux phases, tandis que

la plupart d'entre eux n'ont produit de tels écrits qu'au cours d'une seule phase. Les totaux ponctuant les trois sous-colonne de cette section indiquent le nombre d'auteurs ayant rédigé des textes mentionnant Mercier pour chaque phase de production: 60 auteurs au cours de la première, 86 au cours de la deuxième, et 178 au cours de la troisième.

La rubrique suivante, étiquetée "écrits", signale le nombre total de travaux historiques mentionnant Mercier, qui ont été rédigés par chaque historien. Il y a lieu de préciser ici les méthodes ayant servi à établir quantitativement la production historique des historiens, méthodes adoptées afin que l'étude diachronique du corpus historiographique et l'analyse de l'évolution des connaissances historiques puissent être effectuées avec la plus grande précision possible.

En premier lieu, les ouvrages historiques parus en plusieurs tomes ont été comptabilisés de deux façons différentes. Ceux dont la publication de tous les tomes n'excède pas une période de cinq années ont été considérés comme un seul écrit, quel que soit le nombre de tomes composant la série. Ainsi, les souvenirs politiques de Charles Langelier édités en deux tranches, la première en 1909 et la seconde en 1912, forment un seul écrit historique, de même que les quatre tomes des mémoires de Lionel Groulx parus respectivement en 1970, 1971, 1972 et 1974. D'autre part, lorsque la publication des divers tomes d'une même oeuvre s'échelonne sur plus de cinq ans, chaque tome a été compilé comme un écrit historique distinct, ce qui est le cas, par exemple, des 22 tomes de *l'Histoire de la province de Québec* par Rumilly consultés pour cette étude, dont la parution s'étale sur plus d'un quart de siècle. En second lieu, les rééditions d'un même ouvrage n'ont pas été comptabilisées, à

L'exception de la seconde version de l'*Histoire de l'agriculture* de Firmin Létourneau parue en 1959, et des cinquième et dixième éditions de l'*Histoire de la littérature canadienne* de Camille Roy datant respectivement de 1930 et de 1945. Les passages concernant Mercier dans chacun de ces ouvrages diffèrent sensiblement de ceux contenus dans leurs versions originales, ce qui justifie leur insertion dans le corpus historiographique à titre d'écrits distincts. Rappelons enfin que les ouvrages rédigés en collaboration par plusieurs historiens ont été, eux aussi, comptabilisés de deux façons différentes, tel qu'expliqué dans la note accompagnant le tableau 2.

Finalement, la dernière section du présent tableau indique la contribution de chaque historien à l'évolution des connaissances historiques concernant l'administration Mercier. La première sous-colonne ("evmt") fournit le nombre d'événements inédits dévoilés par un auteur dans l'ensemble de ses travaux, la seconde celui des faits et la dernière, le total des nouveaux apports. Signalons que les nouveaux apports (événements ou faits) introduits par un ouvrage rédigé en collaboration, ont été fractionnés pour être attribués proportionnellement à chaque auteur de cet ouvrage. Ces cas sont cependant peu fréquents, seulement onze écrits de cette nature ayant fourni un nouvel apport.

* * * * *

AUTEURS	PHASES DE PRODUCTION			ECRITS	APPORTS NOUVEAUX		
	1890 1934	1935 1959	1960 1979		Evmt	Fait	Total
ANGER, F.-A.		X		2	-	-	-
ANONYME (1895)	X			1	10	9	19
ANONYME (1906)	X			1	-	1	1
ANONYME (1912)	X			1	-	-	-
ANONYME (1927 et 1927a)	X			2	2	-	2
ANONYME (1928)	X			1	-	1	1
ANONYME (1937)	X			1	-	1	1
ANONYME (1940)	X			1	-	-	-
ANONYME (1971)		X		1	-	1	1
ANTOINE	X			1	-	-	-
AQUIN, H.		X		1	-	-	-
ARSENAULT, B.		X		1	-	-	-
AUCLAIR, E.-J.	X	X	X	6	9	6	15
AUDET, F.-J.	X	X	X	3,3	-	-	-
AUDET, L.-P.		X	X	8	1	3	4
BAILLARGEON, S.		X		1	-	-	-
BARNARD, J.			X	1	-	-	-
BARTHE, U.	X			1	2	-	2
BÉAUCHESNE, A.	X			1	-	-	-
BEAUDOIN, L.		X		1,5	1	2	3
BEAULIEU, A.		X		2,8	2	0,3	2,3
BEDARD, A.		X		1	2	5	7

AUTEURS	PHASES DE PRODUCTION			ECRITS	APPORTS NOUVEAUX		
	1890 1934	1935 1959	1960. 1979		Evmt	Fait	Total
BELANGER, L.			X	2	-	1	1
BELANGER, P.			X	1	-	1	1
BELANGER, R.			X	1	-	-	-
BELISLE, A.	X			1	2	-	2
BELLERIVE, G.	X			3	9	4	13
BERGERON, G.			X	1	-	-	-
BERGERON, L.			X	1	-	-	-
BERNARD, André			X	0,5	-	0,5	0,5
BERNARD, Antoine		X		1	1	-	1
BERNARD, J.-P.			X	3	-	-	-
BERTRAND, D.			X	1	-	-	-
BERTRAND, L.		X		1	-	-	-
BEULLAC, P.		X		0,5	1	-	1
BIBAUD, M.	X			1	-	-	-
BILODEAU, R.			X	1	-	-	-
BIZIER, H.-A.			X	0,5	0,5	-	0,5
BOILY, R.			X	1	-	-	-
BOISSONNAULT, C.-M.		X		1	4	4	8
BONENFANT, J.-C.			X	6,8	2	1,3	3,3
BOSSE, E.			X	1	-	-	-
BOUCHARD, G.			X	1	-	-	-
BOUCHARD, T.-D.			X	1	-	-	-
BOUCHER DE LA BRUERE, P.	X			1	6	1	7

AUTEURS	PHASES DE PRODUCTION			ECRITS	APPORTS NOUVEAUX		
	1890 1934	1935 1959	1960 1979		Evmt	Fait	Total
BOURDAGES, A.		X		1	-	-	-
BRACQ, J.-C.	X			1	1	-	1
BRAULT, L.		X		1	-	-	-
BRUCHESI, J.		X	X	8	1	2	3
BRUNET, B.		X		1	-	-	-
BRUNET, M.		X		1	-	-	-
BÜIES, A.	X			1	-	1	1
<i>BULLETIN DU PARLER FRANCAIS</i>	X			1	-	-	-
CACHAT, G.		X		1	-	-	-
CAMPEAU, L.		X		1	-	-	-
CANADA		X		3	-	-	-
CARRIER, M.		X		0,5	-	-	-
CASEY, M.		X		1	6	1	7
CAYA, M.		X		3	-	-	-
CHAGNY, A.	X			1	-	-	-
CHALOULT, R.		X		1	-	-	-
CHARBONNEAU, P.		X		1	5	14	19
CHARLAND, T.-M.		X	X	2	-	-	-
CHARTIER, E.		X		2	-	-	-
CHARTIER, R.		X	X	2	-	2	2
CHARTRAND, J.-D.	X			1	3	-	3
CHEVRETTE, F.		X		1	-	-	-

AUTEURS	PHASES DE PRODUCTION			ECRITS	RAPPORTS NOUVEAUX		
	1890 1934	1935 1959	1960 1979		Evmt	Fait	Total
CHEVRIER, B.		X		1	-	1	1
CHOQUETTE, C.-P.	X			2	8	-	8
CHOUINARD, H.-J.-J.-B.	X			2	13	-	13
COMITE DU CENTENAIRE DE LEVIS			X	1	-	-	-
COOK, R.			X	1	-	1	1
CORNEZ, G.			X	1	-	-	-
COSTESSELLA, J.			X	2	-	-	-
COTE, A.			X	1	-	-	-
DANDURAND, A.		X		2	-	-	-
DANSEREAU, D.			X	1	-	-	-
DAVID, L.-O.	X			9	8	2	10
DE BONVILLE, J.			X	1	2	2	4
DE CELLES, A.-D.	X			3	1	-	1
DECARY, J.			X	2	-	-	-
DEMERS, L.-P.			X	1	-	-	-
DESGAGNES, R.			X	2	-	-	-
DESILETS, A.			X	3	1	1	2
DESJARDINS, Mme A.			X	1	-	-	-
DESJARDINS, E.			X	1	1	1	2
DESJARDINS, J.	X			1	6	5	11
DESJARDINS, P.			X	2	-	-	-
DESLAURIERS, I.-J.			X	1	-	-	-

AUTEURS	PHASES DE PRODUCTION			ECRITS	APPORTS NOUVEAUX		
	1890 1934	1935 1959	1960 1979		Evmt	Fait	Total
DESROSIERS, A.	X			1	-	1	1
DESROSIERS, P.-R.			X	1	-	-	-
DESROSIERS, R.			X	0,8	-	0,3	0,3
DESSAULLES, C.		X		1	-	-	-
DEZIEL, J.			X	1	-	-	-
DIONNE, Y.			X	1	-	-	-
DOUVILLE, R.			X	1	1	-	1
DROLET, A.			X	1	-	-	-
DUCROCQ-POIRIER, M.			X	1	-	-	-
DUMAIS, A.	X			1	-	1	1
DUPONT, A.			X	1	-	-	-
DUROCHER, R.			X	2,3	-	-	-
EMARD, M.			X	1	-	-	-
FABRE-SURVEYER, E.		X		0,5	1	-	1
FALARDEAU, J.-C.		X	X	4	-	-	-
FARLEY, P.-E.		X		0,5	-	0,5	0,5
FAUCHER, A.		X		0,5	-	-	-
FEVRE, J.	X			1	3	-	3
FILLION, M.			X	1	-	-	-
FILTEAU, G.			X	1	-	-	-
FLEURY, A.			X	1	1	-	1
FORGET, A.		X		0,5	-	-	-

AUTEURS	PHASES DE PRODUCTION			ECRITS	APPORTS NOUVEAUX		
	1890 1934	1935 1959	1960 1979		Evmt	Fait	Total
FORTIN, L.			X	1	2	1	3
FOURNIER, J.	X			1	-	-	-
FOURNIER, R.			X	2	-	-	-
FREGAULT, G.		X	X	2	-	-	-
FRERES DES ECOLES CHRETIENNES	X	X		2	2	-	2
F. S.-L.	X			1	4	-	4
GABOURY, J.-P.			X	1	-	-	-
GAGNON, E.	X			1	1	-	1
GAGNON, P.	X			2	6	4	10
GAGNON, R.			X	1	4	1	5
GAGNON, S.			X	1	-	-	-
GALLANT, P.			X	1	-	-	-
GARON, J.-E.		X		1	-	1	1
GAUTHIER, R.			X	1	-	-	-
GENEST, J.-G.			X	1	-	-	-
GERVAIS, G.			X	1	-	-	-
GIRARD, M.			X	1	-	2	2
GIROUX, M.			X	1	-	-	-
GLEASON, A.-M.		X		1	-	-	-
GOSSELIN, A.			X	1	-	1	1
GOUIN, J.			X	1	-	-	-
GOUIN, L.-M.		X		2	-	1	1

AUTEURS	PHASES DE PRODUCTION			ECRITS	APPORTS NOUVEAUX		
	1890 1934	1935 1959	1960 1979		Evmt	Fait	Total
GROU, A.		x		0,3	-	0,3	0,3
GROULX, L.	X	X	X	5	1	1	2
GUAY, M.			X	1	1	-	1
HAMEL, M.			X	1	-	-	-
HAMELIN, J.			X	6,9	3,1	1,2	4,3
HAMELIN, M.			X	4,1	1,6	2,9	4,5
HARE, J.			X	1	-	-	-
HEBERT, B.			X	1	-	-	-
HEBERT, M.	X			1	-	-	-
HEROUX, D.			X	1	-	0,3	0,3
HEROUX, O.			X	1	-	-	-
H. M.		X		1	-	-	-
HUDON, T.		X		1	-	-	-
HUGUENIN, M.		X		1	-	-	-
HUOT, J.			X	0,3	0,6	0,6	1,2
IMMARIGEON, H.			X	1	-	1	1
INSTITUT GENEALOGIQUE DROUIN		X	X	3	-	-	-
JOBIN, A.		X		1	1	-	1
J. W. M.	X			1	-	-	-
KLINCK, G.-A.		X		1	-	-	-
LABARRERE-PAULE, A.			X	3	1	-	1
LABELLE, Y.-A.		X		1	1	-	1

AUTEURS	PHASES DE PRODUCTION			ECRITS	APPORTS NOUVEAUX		
	1890 1934	1935 1959	1960 1979		Evmt	Fait	Total
LACOUR-GAYET, R.		X		1	-	-	-
LACOURSIERE, J.		X		1	0,5	-	0,5
LAFORTE, D.		X		0,5	-	0,5	0,5
LALOUCX-JAIN, G.		X		1,5	-	1	1
LAMARCHE, G.		X		0,5	-	-	-
LAMARCHE, J.			X	1	-	0,5	0,5
LAMONTAGNE, L.		X		1	-	-	-
LAMONTAGNE, M.	X			1	-	-	-
LANCTOT, G.	X			1	-	-	-
LANDRY, F.			X	1	-	-	-
LANGELIER, C.	X			1	38	38	76
LAPIERRE, L.-L.			X	1	-	-	-
LARIVIERE, C.			X	1	-	-	-
LA TERREUR, M.			X	4	-	-	-
LAVALLEE, A.			X	2	-	5	5
LAVALLEE, G.		X		1	1	2	3
LAVALLEE, R.			X	1	-	-	-
LAVERGNE, A.		X		1	-	-	-
LAVERGNE, R.			X	1	2	1	3
LEFEBVRE, J.-J.		X	X	4	-	-	-
LEGARE, R.			X	1	-	-	-
LEGENDRE, N.	X			1	11	3	14

AUTEURS	PHASES DE PRODUCTION			ECRITS	APPORTS NOUVEAUX		
	1890 1934	1935 1959	1960 1979		Evmt	Fait	Total
LE JEUNE, L.-M.	X			1	1	-	1
LEMIEUX, R.	X			2	-	-	-
LEMOIGNAN, M.			X	2	-	-	-
LESSARD, V.			X	1	-	-	-
LETARTE, J.			X	0,3	-	0,3	0,3
LETOURNEAU, F.		X	X	3	2	3	5
LEVESQUE, R.			X	0,5	3,5	5	8,5
LEVITT, J.			X	1	-	-	-
LINTEAU, P.-A.			X	0,3	-	-	-
LOMBARD, P.-A.		X		2	-	-	-
LORANGER-PAQUETTE, Mme J.		X		1	-	-	-
McGEE, J.-C.		X		1	1	1	2
MAGNAN, J.-C.	X			1	-	-	-
MAHEUX, A.		X		2	-	-	-
MALCHELOSSE, G.		X	X	1,3	-	2	2
MARCIL-BRUCHESI, C.			X	1	1	-	1
MARION, S.		X	X	7	1	1	2
MARQUIS, G.-E.		X		1	1	0	1
MARTEL, L.		X		0,5	-	-	-
MARTIN, B.			X	1	1	-	1
MASSE, O.	X			1	-	-	-
MATHIEU, J.-P.			X	1	-	-	-

AUTEURS	PHASES DE PRODUCTION			ECRITS	APPORTS NOUVEAUX		
	1890 1934	1935 1959	1960 1979		Evmt	Fait	Total
MAURAUULT, O.		X	X	1,5	-	-	-
MENARD, J.			X	1	-	-	-
MIGNER, R.			X	1,5	14,5	10	24,5
MILLER, J.-R.			X	1	40	7	47
MONIERE, D.			X	1	-	-	-
MONTAGNE, Mme P.			X	1	-	-	-
MONTMINY, J.-P.			X	1	-	-	-
MORIN, J.-Y.			X	1	-	1	1
MORIN, V.		X	X	5	1	1	2
MORIN, W.		X		1	-	-	-
MORISSEAU, H.		X		1	-	-	-
MORISSONNEAU, C.			X	1	2	-	2
MORLEY, W.F.E.			X	0,5	-	-	-
NADEAU, G.		X		1	1	-	1
NANTEL, M.	X	X		2	1	-	1
O'BREADY, M.		X		1	-	-	-
ORBAN, E.			X	2	6	7	13
OUELLET, E.			X	1	-	-	-
OUELLET, F.			X	1	1	-	1
PACAUD, L.		X		1	8	3	11
PARADIS, C.-A.-M.	X			1	-	-	-
PARADIS, J.-F.		X		1	-	-	-

AUTEURS	PHASES DE PRODUCTION			ECRITS	APPORTS NOUVEAUX		
	1890 1934	1935 1959	1960 1979		Evmt	Fait	Total
PARIZEAU, A.		X		1	-	-	-
PARIZEAU, G.		X		4	1	-	1
PASQUET, J.	X			1	-	-	-
PATENAUDE, Mme J.			X	1	-	-	-
PELLAND, A.	X			3	1	1	2
PELLAND, J.-O.	X			1	10	-	10
PELLETIER, M.			X	1	-	-	-
PERREAULT, A.	X			1	-	-	-
PERRON, M.-A.		X		1	12	2	14
P.-H. B.		X		1	-	-	-
PLANTE, H.		X	X	1,5	-	-	-
POTVIN, D.		X	X	2	1	-	1
POULIOT, L.			X	1	3	-	3
POULIOT, J.-E.	X			1	-	-	-
QUEBEC	X	X	X	6	2	1	3
QUINN, M.			X	1	-	3	3
RAQ		X	X	2	-	-	-
RAYMOND, R.			X	1	-	1	1
RICHARD, L.			X	1	-	-	-
RIVET, L.-A.	X			1	3	4	7
R.L. et P.V.		X		1	-	-	-
ROBERT, A.		X		1	-	-	-

AUTEURS	PHASES DE PRODUCTION			ECRITS	APPORTS NOUVEAUX		
	1890 1934	1935 1959	1960 1979		Evmt	Fact	Total
ROBERT, J.-C.		X		1,3	-	-	-
ROBY, Y.		X		0,5	0,5	-	0,5
ROY, C.	X	X		5	-	1	1
ROY, J.-L.		X		1	-	3	3
ROY, P.-G.	X	X		6	11	1	12
RUMILLY, R.		X	X	44	275	255	530
RUTCHE, J.		X		0,5	-	-	-
RYERSON, S.B.		X		1	-	-	-
SABOURIN, L.		X		1,5	-	-	-
SAGUENAYENSIA		X		1	-	2	2
SAINT-AUBIN, B.		X		1	-	-	-
SAVARD, P.		X		11	11	9	20
SCHULL, J.		X		1	2	3	5
SEGUIN, M.		X		1	-	-	-
SIEGFRIED, A.	X			1	-	-	-
SIGNORI-LAFOREST, M.		X		1	1	-	1
SOCIETE HISTORIQUE DE QUEBEC		X		1	-	-	-
SOEUR SAINTE-BLANCHE		X		1	2	-	2
SOEURS DE LA CHARITE DE QUEBEC		X		1	1	-	1
SOEURS DE SAINTE-ANNE	X			1	-	1	1
SYLVAIN, P.		X		1	-	-	-
TANGHE, R.		X		1	-	-	-

AUTEURS	PHASES DE PRODUCTION			ECRITS	APPORTS NOUVEAUX		
	1890 1934	1935 1959	1960 1979		Evmt	Fait	Total
TARTE, J.-I.	X			1	46	2	48
TASSE, H.			X	1	10	5	15
TASSE, J.	X			1	1	-	1
TESSIER, A..			X	1	-	-	-
TESTARD DE MONTIGNY, B.-A.	X			1	1	1	2
THERIAULT, Y.			X	1	-	-	-
TRAVERSY, L.			X	1	-	-	-
TREMBLAY, J.			X	1	-	-	-
TREMBLAY, J.-P.			X	1	-	-	-
TREMBLAY, V.			X	2	-	2	2
TREPANIER, L.		X	X	3	-	1	1
TREPANIER, P.			X	1	-	-	-
TRUDEL, M.		X	X	1,5	-	-	-
TURCOTTE, G.	X			1	-	1	1
TURGEON, J.-M.		X		1	1	-	1
VACHON, M..			X	0,5	-	-	-
VAILLANCOURT, C.		X		0,5	-	-	-
VALLIERES, P.			X	1	-	-	-
VATTIER, G.	X			1	-	-	-
VAUGEOIS, D.			X	0,5	-	-	-
VIAITE, A.		X		1	-	-	-
VIEU, R.		X		1	1	4	5

AUTEURS	PHASES DE PRODUCTION			ECRITS	APPORTS NOUVEAUX		
	1890 1934	1935 1959	1960 1979		Evmt	Fait	Total
VOISINE, N.		X		2	-	-	-
WADE, M.		X		1	1	1	2
WEILBRENNER, B.		X		1	-	-	-
X...	X			1	-	-	-
YON, A.		X		2	1	-	1
ZOLTVANY, Y.-F.		X		1	-	-	-
	60	86	178	478	683	493	1176